

MISSION MINISTÉRIELLE  
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2013

JUSTICE





## NOTE EXPLICATIVE

---

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances (PAP) des programmes qui lui sont associés.

**Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les emplois demandés pour 2013 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

Elle inclut une présentation de la programmation pluriannuelle des crédits de la mission, de leur évolution et des principales réformes sur la période 2013-2015.

Suite aux modifications apportées à la maquette missions/programmes/actions dans le cadre de la construction du projet de loi de finances pour 2013 et afin de permettre une analyse des écarts avec la loi de finances pour 2012, il a été décidé de retraiter, lorsque cela était nécessaire, les données de la loi de finances pour 2012 dans les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances pour 2013.

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**

### ■ La présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours et attributions de produits attendus en 2013 est précisée.

Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome 2 de l'annexe Voies et moyens).

### ■ Le projet annuel de performances qui regroupe

- la présentation stratégique du programme ;
- la présentation des objectifs et des indicateurs de performance ;
- la justification au premier euro des crédits qui développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et présente un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
- une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois ;
- la présentation des coûts associés à chaque action.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

**Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT).** On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.



## TABLE DES MATIÈRES

---

### Mission

<b>JUSTICE</b>	<b>7</b>
Présentation de la programmation pluriannuelle	8
Récapitulation des crédits	11

### Programme 166

<b>JUSTICE JUDICIAIRE</b>	<b>15</b>
Présentation stratégique du projet annuel de performances	16
Objectifs et indicateurs de performance	19
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	33
Justification au premier euro	36
Opérateurs	65
Analyse des coûts du programme et des actions	71

### Programme 107

<b>ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE</b>	<b>77</b>
Présentation stratégique du projet annuel de performances	78
Objectifs et indicateurs de performance	82
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	94
Justification au premier euro	97
Opérateurs	124
Analyse des coûts du programme et des actions	128

### Programme 182

<b>PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>	<b>131</b>
Présentation stratégique du projet annuel de performances	132
Objectifs et indicateurs de performance	134
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	143
Justification au premier euro	146
Analyse des coûts du programme et des actions	167

### Programme 101

<b>ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE</b>	<b>171</b>
Présentation stratégique du projet annuel de performances	172
Objectifs et indicateurs de performance	175
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	179
Justification au premier euro	183
Analyse des coûts du programme et des actions	198

### Programme 310

<b>CONDUITE ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE LA JUSTICE</b>	<b>201</b>
Présentation stratégique du projet annuel de performances	202
Objectifs et indicateurs de performance	204
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	210
Justification au premier euro	213
Opérateurs	238
Analyse des coûts du programme et des actions	246

### Programme 335

<b>CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE</b>	<b>249</b>
Présentation stratégique du projet annuel de performances	250
Objectifs et indicateurs de performance	252
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	254



### MISSION

---

#### JUSTICE

Présentation de la programmation pluriannuelle	8
Récapitulation des crédits	11

## PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

Christiane Taubira, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

### PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA MISSION

Le ministère de la justice, auquel le périmètre de la mission « Justice » correspond, comporte trois programmes « métier » qui concourent respectivement à l'organisation et au fonctionnement des juridictions, des services pénitentiaires, ainsi que de ceux de la protection judiciaire de la jeunesse. Deux programmes transversaux viennent asseoir la politique d'accès au droit et à la justice, ainsi que les fonctions d'état-major et législatives. Enfin, un programme dédié au Conseil supérieur de la magistrature met en œuvre la disposition votée par le législateur organique pour assurer l'autonomie budgétaire de cette institution.

Ministère du droit, le ministère de la justice contribue à l'élaboration de la loi tant en interne, en lien avec l'ensemble des départements ministériels qu'au niveau international. Ainsi la loi sur le harcèlement sexuel, adoptée à l'unanimité le 31 juillet 2012 rétablit le délit de harcèlement sexuel, en clarifie la définition, aggrave, harmonise les sanctions pénales, et en renforce la prévention dans le monde du travail.

Il définit, anime, contrôle et évalue la politique judiciaire sur l'ensemble du territoire et assure une politique de prospective et de recherche. C'est ainsi que la circulaire pénale du 19 septembre 2012 définit les orientations du Gouvernement en matière de politique pénale, et par ailleurs, qu'une conférence de consensus a été installée par la Garde des Sceaux le 18 septembre pour apporter des réponses à la prévention de la récidive.

Enfin, il a également pour mission de fournir aux juridictions et aux services les moyens matériels et humains nécessaires et de prendre en charge ceux qui sont confiés à l'administration pénitentiaire et à la protection judiciaire de la jeunesse. Dans cette optique, les moyens programmés pour les trois prochaines années sont les suivants.

### ÉVOLUTION DES CRÉDITS POUR 2013-2015

	LFI 2012 au format 2013 (1) CP	PLF 2013 CP	2014 CP	2015 CP
Plafond de la mission (hors contribution directe de l'État au CAS Pensions) (2)	6 023 403 741	6 202 204 872	6 301 016 559	6 320 209 395

(1) La LFI 2012 est présentée au format de la maquette budgétaire retenue pour la programmation 2013-2015 ; elle est par ailleurs retraitée des modifications de périmètre et de transferts impactant la mission en PLF 2013.

(2) Conformément au projet de loi de programmation des finances publiques, les plafonds des missions du budget général sont présentés hors contribution directe de l'État au CAS Pensions.

Dans un contexte marqué par le redressement des comptes publics de la France, la Justice bénéficiera d'un effort tout particulier. Alors que les dépenses de l'État se maintiendront en valeur au niveau de la loi de finances pour 2012 et que ses effectifs demeureront stables, les dépenses consacrées à la Justice augmenteront de +3,0 % (hors CAS pensions).

Au sein de l'enveloppe de 5.000 emplois prévus d'ici 2017 pour la justice et la sécurité, les emplois du ministère de la justice augmenteront de 480 agents dès 2013. Dans la répartition de ces moyens, un rééquilibrage au profit de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse sera engagé en 2013.



## PRINCIPALES RÉFORMES

Les crédits programmés permettront de porter les réformes et les priorités du Gouvernement :

- renforcer la justice civile, justice quotidienne des Français, par le biais des emplois mais aussi des investissements immobiliers ;
- rendre plus efficiente la justice des mineurs, priorité du ministère, en réaffirmant sa spécificité ;
- développer les aménagements de peine et l'insertion pour prévenir la récidive ;
- centrer la politique pénitentiaire sur la réinsertion, en lançant un programme immobilier pénitentiaire de construction et de réhabilitation qui réponde aux situations de vétusté et en donnant plus de moyens aux services d'insertion et de probation ;
- développer l'aide aux victimes et l'accès au droit ;
- conduire de grands projets informatiques qui permettront de dématérialiser différentes procédures, d'éviter des ressaisies et de produire des statistiques de qualité.

La Justice ne s'exonérera pas pour autant de l'effort collectif de redressement budgétaire du Gouvernement :

- la politique d'achat sera rationalisée ;
- la politique immobilière sera réexaminée et les projets non financés abandonnés ;
- des redéploiements d'emplois permis par la modernisation des outils informatiques du ministère accompagneront les créations d'emplois pour en démultiplier l'effet ;
- des mesures d'optimisation des dépenses de frais de justice seront mises en place ;
- les opérateurs du ministère (ENM, ENG, ENAP, ENPJJ, APIJ...) participeront à l'effort de maîtrise des dépenses publiques.

## INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DE LA MISSION

La maîtrise des délais de traitement des procédures civiles constitue un enjeu important pour une bonne administration de la Justice et répond à une préoccupation essentielle pour chaque requérant. Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables constitue ainsi le premier objectif des juridictions civiles (indicateur 166-1.1 présenté ici). Il en va de même pour les juridictions pénales (indicateur 166-2.1).

Le taux de réponse pénale traduit les efforts du ministère public pour répondre de manière systématique, dans le cadre du traitement en temps réel des procédures, à tout acte de délinquance (indicateur 166-3.1 présenté ici). Pour les actes les moins graves, le ministère public a recours à des alternatives aux poursuites (indicateur 166-3.2).

Le développement des aménagements de peine constitue un objectif majeur de toute politique de prévention de la récidive et de réinsertion sociale (indicateur 107-3.1 présenté ici). La loi pénitentiaire tend notamment à faciliter le recours aux aménagements de peine en particulier au travers du placement sous surveillance électronique.

La prise en charge des mineurs délinquants a une dimension éducative essentielle. Il s'agit en particulier pour les services de la protection judiciaire de la jeunesse de rendre possible l'intégration sociale de ces mineurs par l'insertion scolaire et professionnelle. L'efficacité de l'intervention éducative est mesurée ici (indicateur 182-1.3) au travers de la prévention de la réitération et de la récidive.

## Justice

## Mission PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

**OBJECTIF :** Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière civile

Indicateur 166-1.1 : **Délai moyen de traitement des procédures, par type de juridiction**

Sous-indicateur (voir le détail dans la présentation de l'objectif n° 1 du programme n° 166)	Unité	Prévision 2013
Cour de Cassation	Mois	16
Cours d'appel	Mois	11,0
Tribunaux de grande instance	Mois	7,0
TGI : juge des enfants (assistance éducative)	Mois	2,3
Tribunaux d'instance (dont justice de proximité)	Mois	5,4
Conseils de prud'hommes	Mois	11,7
Tribunaux de commerce	Mois	5,3

**OBJECTIF :** Amplifier et diversifier la réponse pénale et améliorer l'exécution des décisions pénales

Indicateur 166-3.1 : **Taux de réponse pénale (TGI)**

Sous-indicateur (voir le détail dans la présentation de l'objectif n° 3 du programme n° 166)	Unité	Prévision 2013
Taux de réponse pénale (TGI)	%	89,5
Dont mineurs (TGI)	%	95,0

**OBJECTIF :** Prévenir la récidive et accompagner les PPSMJ

Indicateur 107-3.1 : **Pourcentage de personnes placées sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine**

Sous-indicateur (voir le détail dans la présentation de l'objectif n° 3 du programme n° 107)	Unité	Prévision 2013
Pourcentage de personnes placées sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine (Placements sous surveillance électronique/Placements extérieurs/Semi-liberté)	%	22
Indicateur de contexte : Pourcentage de PSE dans le nombre total d'aménagements de peines (PSE, PE et SL)	%	77
Indicateur de contexte : pourcentage de SEFIP dans le nombre total de personnes condamnées et hébergées dont le reliquat de peine à purger est égal ou inférieur à quatre mois	%	À la hausse

**OBJECTIF :** Consolider l'amélioration de la qualité de la prise en charge des mineurs délinquants

Indicateur 182-1.3 : **Part des jeunes âgés de moins de 17 ans à la clôture d'une mesure pénale qui n'ont ni récidivé, ni réitéré dans l'année qui a suivi**

Sous-indicateur (voir le détail dans la présentation de l'objectif n° 1 du programme n° 182)	Unité	Prévision 2013
Rapport entre le nombre de jeunes qui dans l'année qui suit la sortie de la mesure n'ont ni récidivé, ni réitéré et le total des jeunes pris en charge dans les services de la PJJ en N-1	%	76

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
166	<b>Justice judiciaire</b>	3 587 627 194	3 007 598 165	2 230 000	2 960 752 768	3 067 898 165	2 230 000
01	Traitement et jugement des contentieux civils	924 619 618	953 029 833		924 619 618	953 029 833	
02	Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	1 039 740 648	1 008 079 083		1 039 740 648	1 008 079 083	
03	Cassation	59 004 376	58 501 960		59 004 376	58 501 960	
05	Enregistrement des décisions judiciaires	13 552 975	14 016 320		13 552 975	14 016 320	
06	Soutien	1 438 399 830	861 276 744	2 230 000	811 525 404	921 576 744	2 230 000
07	Formation	84 275 231	82 127 072		84 275 231	82 127 072	
08	Support à l'accès au droit et à la justice	28 034 516	30 567 153		28 034 516	30 567 153	
107	<b>Administration pénitentiaire</b>	4 691 193 061	2 887 250 922	800 000	3 013 950 006	3 195 422 898	800 000
01	Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice	3 695 212 551	1 879 754 380	400 000	1 828 716 499	1 947 854 380	400 000
02	Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice	734 650 195	752 094 513	300 000	923 903 192	994 194 513	300 000
04	Soutien et formation	261 330 315	255 402 029	100 000	261 330 315	253 374 005	100 000
182	<b>Protection judiciaire de la jeunesse</b>	792 051 180	800 708 643		772 051 180	790 708 643	
01	Mise en oeuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	602 377 512	606 605 761		582 377 512	602 370 431	
03	Soutien	89 572 099	89 372 105		89 572 099	87 667 435	
04	Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	31 361 569	31 216 778		31 361 569	31 216 778	
05	Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger	68 740 000	73 513 999		68 740 000	69 453 999	
101	<b>Accès au droit et à la justice</b>	402 945 004	340 400 000		354 910 004	340 400 000	
01	Aide juridictionnelle	384 335 000	319 000 000		336 300 000	319 000 000	
02	Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité	5 955 500	5 355 000		5 955 500	5 355 000	
03	Aide aux victimes	10 212 504	12 800 000		10 212 504	12 800 000	
04	Médiation familiale et espaces de rencontre	2 442 000	3 245 000		2 442 000	3 245 000	
310	<b>Conduite et pilotage de la politique de la justice</b>	282 982 905	297 190 423	2 300 000	280 468 336	300 630 872	2 300 000
01	État major	10 562 282	10 021 301		10 562 282	10 021 301	
02	Activité normative	21 568 998	21 568 998		21 568 998	21 568 998	
03	Évaluation, contrôle, études et recherche	11 757 064	11 742 064		11 757 064	11 742 064	
04	Gestion de l'administration centrale	86 332 822	96 803 403		100 948 253	104 163 852	
09	Action informatique ministérielle	117 703 590	120 816 508		100 573 590	116 896 508	
10	Action sociale ministérielle	35 058 149	36 238 149	2 300 000	35 058 149	36 238 149	2 300 000

		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
Numéro et intitulé du programme et de l'action		Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
335	Conseil supérieur de la magistrature	3 661 023	8 456 146		3 517 493	4 647 560	
01	Conseil supérieur de la magistrature	3 661 023	8 456 146		3 517 493	4 647 560	

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
<b>166 / Justice judiciaire</b>	3 587 627 194	3 007 598 165	2 230 000	2 960 752 768	3 067 898 165	2 230 000
Titre 2. Dépenses de personnel	2 063 970 256	2 139 726 392		2 063 970 256	2 139 726 392	
Autres dépenses :	1 523 656 938	867 871 773	2 230 000	896 782 512	928 171 773	2 230 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	752 824 507	741 702 585	1 714 000	761 650 081	741 702 585	1 714 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	766 200 000	65 000 000	516 000	130 500 000	125 300 000	516 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	4 632 431	61 169 188		4 632 431	61 169 188	
<b>107 / Administration pénitentiaire</b>	4 691 193 061	2 887 250 922	800 000	3 013 950 006	3 195 422 898	800 000
Titre 2. Dépenses de personnel	1 877 852 478	1 967 276 243		1 877 852 478	1 967 276 243	
Autres dépenses :	2 813 340 583	919 974 679	800 000	1 136 097 528	1 228 146 655	800 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	523 837 083	506 074 679	700 000	713 090 080	749 146 655	700 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 210 541 521	307 896 052	100 000	336 485 469	370 360 000	100 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	78 961 979	106 003 948		86 521 979	108 640 000	
<b>182 / Protection judiciaire de la jeunesse</b>	792 051 180	800 708 643		772 051 180	790 708 643	
Titre 2. Dépenses de personnel	432 946 409	442 230 612		432 946 409	442 230 612	
Autres dépenses :	359 104 771	358 478 031		339 104 771	348 478 031	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	312 831 135	342 166 706		312 831 135	322 166 706	
Titre 5. Dépenses d'investissement	43 113 636	13 211 325		23 113 636	23 211 325	
Titre 6. Dépenses d'intervention	3 160 000	3 100 000		3 160 000	3 100 000	
<b>101 / Accès au droit et à la justice</b>	402 945 004	340 400 000		354 910 004	340 400 000	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	462 725	332 000		462 725	332 000	
Titre 6. Dépenses d'intervention	402 482 279	340 068 000		354 447 279	340 068 000	
<b>310 / Conduite et pilotage de la politique de la justice</b>	282 982 905	297 190 423	2 300 000	280 468 336	300 630 872	2 300 000
Titre 2. Dépenses de personnel	119 487 774	124 170 526		119 487 774	124 170 526	
Autres dépenses :	163 495 131	173 019 897	2 300 000	160 980 562	176 460 346	2 300 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	126 195 638	132 745 947	2 300 000	140 811 069	140 106 396	2 300 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	35 320 000	39 344 150		18 190 000	35 424 150	
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 979 493	929 800		1 979 493	929 800	
<b>335 / Conseil supérieur de la magistrature</b>	3 661 023	8 456 146		3 517 493	4 647 560	
Titre 2. Dépenses de personnel	2 485 818	2 731 228		2 485 818	2 731 228	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 175 205	5 724 918		1 031 675	1 916 332	
<b>Total pour la mission</b>	<b>9 760 460 367</b>	<b>7 341 604 299</b>	<b>5 330 000</b>	<b>7 385 649 787</b>	<b>7 699 708 138</b>	<b>5 330 000</b>
Dont :						
Titre 2. Dépenses de personnel	4 496 742 735	4 676 135 001		4 496 742 735	4 676 135 001	
Autres dépenses :	<b>5 263 717 632</b>	<b>2 665 469 298</b>	<b>5 330 000</b>	<b>2 888 907 052</b>	<b>3 023 573 137</b>	<b>5 330 000</b>
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 717 326 293	1 728 746 835	4 714 000	1 929 876 765	1 955 370 674	4 714 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 055 175 157	425 451 527	616 000	508 289 105	554 295 475	616 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	491 216 182	511 270 936		450 741 182	513 906 988	



---

### PROGRAMME 166

#### JUSTICE JUDICIAIRE

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	16
Objectifs et indicateurs de performance	19
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	33
Justification au premier euro	36
Opérateurs	65
Analyse des coûts du programme et des actions	71

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Véronique MALBEC

Directrice des Services judiciaires

Responsable du programme n° 166 : Justice judiciaire

Gardienne de la liberté individuelle, l'autorité judiciaire contribue à la pérennité de la démocratie. A ce titre, l'institution judiciaire se doit d'assurer la sécurité des rapports juridiques entre les personnes privées, l'effectivité des décisions rendues et de protéger la société et ses membres contre la délinquance.

Dans le cadre du programme « Justice judiciaire », le ministère de la justice souhaite améliorer l'efficacité de la justice au service du citoyen, qu'elle soit civile, prud'homale, commerciale ou pénale, et permettre l'effectivité d'une réponse pénale adaptée à la délinquance des majeurs comme des mineurs.

Le programme « Justice judiciaire », dont le responsable est la directrice des services judiciaires, regroupe l'ensemble des juridictions de l'ordre judiciaire, le Casier judiciaire national et l'École nationale des greffes qui est un service à compétence nationale.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les juridictions comprendront la Cour de cassation, 36 cours d'appel et le tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre-et-Miquelon, ainsi que 833 juridictions du premier degré, dont 165 tribunaux de grande instance et tribunaux de première instance, 304 tribunaux d'instance, 3 tribunaux de police et 135 tribunaux de commerce, 9 tribunaux mixtes de commerce dans les départements et collectivités d'Outre-mer, 216 conseils de prud'hommes et tribunaux de travail ainsi que 2 greffes détachés, outre les tribunaux des affaires de sécurité sociale et les tribunaux paritaires des baux ruraux.

Dans la continuité des réalisations entreprises ces dernières années, le programme « Justice judiciaire » s'attachera, en 2013 et les années suivantes, à améliorer le fonctionnement de la justice, au service des citoyens en modernisant le service public de la justice et en accompagnant les réformes législatives.

Il s'agira d'accroître l'efficacité de son action dans des domaines variés :

- la justice des mineurs, dans le but de trouver des réponses adaptées garantissant leur bonne insertion dans la société notamment par l'entrée en vigueur du dossier unique de personnalité ;
- l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la justice par une meilleure lisibilité de l'organisation judiciaire et des procédures, notamment en accompagnant les réformes qui tendent à redéfinir les compétences des juridictions ;
- le développement des alternatives aux poursuites pour lequel des objectifs ambitieux ont été adoptés à horizon 2016 ;
- l'effectivité de l'exécution et de l'aménagement des peines prononcées, qui est une des conditions de la crédibilité et de l'efficacité de la justice, par la poursuite de l'effort rendu nécessaire en direction des services d'exécution et d'application des peines des juridictions ;
- le développement de la démarche d'amélioration des processus et des organisations, dans un cadre participatif de réingénierie, dont l'objectif est d'améliorer les conditions de travail des magistrats et fonctionnaires et la qualité du service rendu au justiciable par une diminution des délais de traitement des affaires judiciaires ;
- la numérisation, la dématérialisation des procédures, le développement de la communication électronique et le recours à la visioconférence ;
- le développement de l'accueil du justiciable dans les juridictions.



Ainsi, les services judiciaires se sont attachés, au cours des dernières années, à porter leurs efforts sur l'amélioration de la performance des juridictions et, en particulier, à renforcer la maîtrise des délais de traitement des affaires. Pour certaines juridictions, des résultats significatifs ont été obtenus ; la maîtrise des délais pour d'autres juridictions s'est quelquefois heurtée à l'adaptation de leur fonctionnement aux réformes adoptées.

La nouvelle possibilité offerte aux citoyens de contester la constitutionnalité d'une loi, qui constitue une avancée sur le plan des libertés individuelles, aboutit, par voie de conséquence, à l'évolution de notre arsenal législatif à un rythme plus rapide qu'auparavant.

Il en résulte l'obligation pour les juridictions de s'adapter immédiatement, notamment compte tenu des délais de formation des magistrats et fonctionnaires, à l'entrée en vigueur de réformes législatives majeures.

L'exigence d'adaptabilité qui s'en déduit a un impact important sur certains indicateurs tels les délais de traitement, l'ancienneté moyenne du stock ou le nombre d'affaires traitées par magistrat. L'interprétation des résultats de ces indicateurs devra par conséquent être réalisée à l'aune de l'ensemble de ces facteurs.

La définition des cibles, à l'échéance 2015, tient compte de ces incertitudes et vise à une stabilisation et à une consolidation des résultats obtenus. Après une période initiale d'adaptation, l'impact de la question prioritaire de constitutionnalité sur le travail des juridictions sera progressivement amoindri, ce qui permettra d'envisager à nouveau la définition de cibles ambitieuses. Une réflexion sera entamée en fin d'année 2012 pour la définition d'indicateurs renouvelés, plus adaptés et respectueux des impératifs qualitatifs que constituent en particulier le respect du principe du contradictoire ou des droits de la défense.

Comme les années précédentes, l'année 2013, première d'un nouveau triennal, sera donc pour l'institution judiciaire placée sous l'impératif de l'adaptation et des défis à relever.

On citera notamment les impératifs suivants:

- la réforme du régime des gardes à vue, tant sur le plan de l'organisation des parquets que du recouvrement des frais avancés d'aide juridictionnelle ;
- la réflexion sur le fonctionnement de la collégialité de l'instruction.

Tant sur ces sujets que pour les réformes d'avenir, la direction des services judiciaires continuera d'accompagner les réformes, notamment par la modernisation des applicatifs informatiques, la mise à disposition de guides méthodologiques et d'instructions aux greffes et un travail constant sur la répartition pertinente des effectifs.

Les efforts fournis s'inscrivent dans un cadre où l'optimisation de la répartition des moyens financiers et humains reste un objectif prioritaire. A cet égard, une réforme de l'architecture financière du programme, entreprise fin 2011, sera pleinement mise en œuvre pour 2013. Elle participe ainsi au mouvement général de mutualisation des moyens et de professionnalisation des agents.

La modernisation et le travail d'optimisation des ressources effectué sont le résultat d'une mobilisation continue des personnels (magistrats, fonctionnaires, collaborateurs occasionnels et auxiliaires de justice) qui concourent à rendre une justice de qualité.

C'est pourquoi la démarche d'approfondissement du travail de diagnostic de la performance, partagé entre l'administration centrale, les 36 cours d'appel et le tribunal supérieur d'appel, est fondamentale. Elle sera renouvelée pour permettre de tenir compte de la nouvelle architecture des budgets opérationnels de programme tout en maintenant et approfondissant un dialogue fructueux entre les responsables d'unité opérationnelle, les responsables de budget opérationnel et la responsable du programme, en vue d'une allocation la plus pertinente possible des moyens aux juridictions. Elle s'appuiera en particulier sur l'infocentre Pharos dont le développement sera poursuivi, notamment pour une meilleure intégration des données de ressources humaines et des données budgétaires.

Concernant les frais de justice, des travaux seront effectués afin de maîtriser davantage cette dépense.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière civile</b>
INDICATEUR 1.1	Délai moyen de traitement des procédures, par type de juridiction
INDICATEUR 1.2	Pourcentage des juridictions dépassant d'un mois et plus le délai moyen de traitement (cible) des procédures
INDICATEUR 1.3	Ancienneté moyenne du stock par type de juridiction
INDICATEUR 1.4	Taux de cassation des affaires civiles
INDICATEUR 1.5	Nombre d'affaires civiles traitées par magistrat du siège ou par conseiller rapporteur (en emplois équivalents temps plein travaillé)
INDICATEUR 1.6	Nombre d'affaires traitées par fonctionnaire (en emplois équivalents temps plein travaillé)
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière pénale</b>
INDICATEUR 2.1	Délai moyen de traitement des procédures pénales
INDICATEUR 2.2	Taux de rejet par le Casier judiciaire national
INDICATEUR 2.3	Taux de cassation des affaires pénales
INDICATEUR 2.4	Nombre d'affaires poursuivables traitées par magistrat du parquet (en emplois équivalents temps plein travaillé)
INDICATEUR 2.5	Nombre d'affaires pénales traitées par magistrat du siège ou par conseiller rapporteur (en emplois équivalents temps plein travaillé)
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Amplifier et diversifier la réponse pénale et améliorer l'exécution des décisions pénales</b>
INDICATEUR 3.1	Taux de réponse pénale (TGI)
INDICATEUR 3.2	Taux d'alternatives aux poursuites (TGI)
INDICATEUR 3.3	Taux de mise à exécution
INDICATEUR 3.4	Délai moyen de mise à exécution
<b>OBJECTIF 4</b>	<b>Maîtriser la croissance des frais de justice</b>
INDICATEUR 4.1	Dépense moyenne de frais de justice par affaire faisant l'objet d'une réponse pénale
<b>OBJECTIF 5</b>	<b>Développer la communication électronique</b>
INDICATEUR 5.1	Nombre d'utilisations de la visioconférence

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière civile

La maîtrise des délais de jugement constitue la préoccupation majeure des juridictions judiciaires en matière civile. Ces délais doivent pouvoir être réduits sans nuire à la qualité des décisions rendues et présenter une réelle homogénéité autour de la moyenne nationale afin de garantir au justiciable une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire. Ils ne peuvent être correctement interprétés que par un rapprochement avec l'indicateur d'ancienneté moyenne du stock.

Sans être réductible à un indicateur strictement qualitatif, le taux de cassation des affaires civiles permet d'apporter un éclairage significatif sur la qualité de traitement des dossiers par les cours d'appel.

#### INDICATEUR 1.1 : Délai moyen de traitement des procédures, par type de juridiction

(du point de vue de l'utilisateur)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cour de Cassation	Mois	15,4	15,8	15,2	16	16	15,5
Cours d'appel	Mois	11,2	11,4	11	11,2	11,0	10,5
Tribunaux de grande instance	Mois	7,1	7,2	6,8	7,1	7,0	6,9
TGI : juge des enfants (assistance éducative)	Mois	2,6	2,6	2,4	2,4	2,3	2,2
Tribunaux d'instance (dont justice de proximité)	Mois	5,3	5,8	4,8	5,6	5,4	5,0
Conseils de prud'hommes	Mois	11,1	11,9	10	11,8	11,7	11,7
Tribunaux de commerce	Mois	5,5	5,5	5	5,4	5,3	5,2

#### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** Le délai de traitement correspond à la durée, en nombre de mois, des affaires entre la date de la saisine de la juridiction et la date de la décision la dessaisissant.

Pour la Cour de cassation, il s'agit du calcul du délai moyen entre la date d'enregistrement et la date de décision mettant fin à l'instance, pour toutes les décisions rendues dans l'année, n'ayant pas fait l'objet d'un retrait du rôle.

Pour les autres juridictions, cet indicateur mesure la moyenne des délais de traitement de toutes les affaires terminées dans l'année (les référés sont pris en compte) par décision au fond ou non. Le délai de traitement correspond à la durée, en nombre de mois, des affaires entre la date de la saisine de la juridiction et la date de la décision la dessaisissant.

La mesure de l'indicateur est annuelle : une mesure évaluative concernant les cours d'appel, tribunaux de grande instance et conseils des prud'hommes est faite en février n+1, une mesure provisoire en avril n+1 et une mesure définitive en juin n+1.

Pour les tribunaux d'instance, les données provisoires sont disponibles en mai n+1 et les définitives vers fin juillet n+1.

Pour les tribunaux de commerce, les données sont disponibles au dernier trimestre n+1.

Pour le juge des enfants, il n'y a pas de mesure évaluative en février n+1, les données provisoires sont disponibles en mai n+1 et les définitives vers fin juillet n+1.

Il est à noter que certaines réalisations 2010 et 2011 ont fait l'objet d'une actualisation par rapport au RAP2011 compte tenu des dates de disponibilité des données.

**Source des données :** Les données sont issues du répertoire général civil

#### Modalités d'interprétation :

L'évolution de la durée moyenne des affaires terminées doit s'interpréter en parallèle avec l'évolution du stock (cf. indicateur 1.3). Une durée moyenne en baisse alors que le stock augmente pourrait signifier que la juridiction s'attache à évacuer les affaires simples au détriment des affaires complexes. Inversement, une hausse de la durée (pendant un an ou deux) alors que le stock diminue peut signifier que la juridiction assainit la situation en terminant des affaires très anciennes.

1/ Cour de cassation :

La réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008, qui a instauré le contrôle de constitutionnalité de la loi a posteriori par le biais de la question prioritaire de constitutionnalité, entrée en vigueur depuis le 1er mars 2010, continue à avoir un effet sur la durée des procédures. Le nombre de questions prioritaires en provenance des juridictions du fond et de questions incidentes est ainsi passé de 78 à 107.

Par ailleurs, les nombreuses réformes intervenues au cours des dernières années en matière civile ont affecté le fonctionnement et l'organisation des juridictions du fond et posé des questions de droit nouvelles qui pourraient conduire à un accroissement du nombre de saisine de la Cour de cassation au cours des années à venir, qu'il s'agisse de la réforme des tutelles, de la loi en faveur des personnes recevant des soins psychiatriques, du surendettement ou encore de la réforme de la procédure d'appel et la suppression des avoués.

Au regard de l'incertitude quant au niveau des flux pouvant en résulter, il apparaît prudent de porter la cible 2015 à 15,5 mois.

## 2/ Concernant les cours d'appel :

Au vu de la faible amélioration du délai sur les trois dernières années (passage de 11,5 mois en 2009 à 11,4 mois en 2011), malgré la mise en œuvre en 2011 d'un programme « Lean Management » permettant d'identifier et corriger les dysfonctionnements et organisations induisant des pertes de temps et d'améliorer à la fois les conditions et la qualité du travail des fonctionnaires et magistrats, ainsi que les délais de traitement des décisions au bénéfice des justiciables, il sera difficile de trouver des leviers d'actions suffisants pour atteindre la cible 2013 qui était de 10,5 mois.

Aussi, pour l'ensemble des cours, assiste-t-on à une stabilisation du délai entre 11,5 mois et 12 mois, avec un nombre d'affaires traitées stable.

Les magistrats et fonctionnaires ont certes traité un peu plus d'affaires qu'auparavant mais avec un résultat limité en termes de délai (voir ratios d'efficacité). En effet, la nécessité de faire face à l'augmentation des procédures à délai de traitement contraint, comme l'hospitalisation sous contrainte et rétention des étrangers, a entraîné un allongement du délai de traitement des affaires plus classiques dont la complexité moyenne augmente par ailleurs.

Une approche réaliste doit prendre en compte ces éléments défavorables même si, par ailleurs, divers facteurs d'amélioration des délais de traitement sont identifiés (recours accru à la numérisation des dossiers, mise en état dynamique des dossiers,...).

Au regard de ce qui précède, la cible de 10,5 mois est reportée à 2015.

## 3/ Pour les tribunaux de grande instance :

Comme pour les cours d'appel, et eu égard à l'augmentation modérée mais régulière du délai (passage de 6,7 mois en 2006 à 7,2 mois fin 2011), il paraît nécessaire de revenir à une projection 2015 plus nuancée.

En effet, le manque de leviers d'amélioration suffisamment lisibles à ce jour compromet l'atteinte de la cible 2013 (6,5 mois).

Ainsi, les effets d'amélioration attendus de la réforme de la carte judiciaire ne sont pas perceptibles en termes de délais. Deux raisons peuvent être avancées : d'une part, les juridictions subissent encore les effets des fusions (augmentation des stocks, réorganisation des services, adaptation des nouveaux personnels), d'autre part, les effectifs dont le redéploiement était attendu ont été immédiatement absorbés par d'autres tâches en particulier liées aux réformes législatives (hospitalisation sous contrainte) ou à l'implantation de nouveaux outils métiers (Cassiopee).

Enfin, la complexité croissante des affaires civiles, avec des mises en état plus longues et un effet « crise économique », qui s'est traduit par un flux d'affaires nouvelles souvent urgentes à traiter (surendettement des particuliers), entraîne une forte augmentation des stocks.

C'est pourquoi dans le même souci d'approche réaliste, la cible 2015 sera plus modeste que celle initialement affichée pour 2013, à 6,9 mois.

## 4/ Pour le juge des enfants :

Les délais de traitement des affaires relatives aux mineurs ne s'apprécient pas de la même manière que ceux concernant les affaires civiles « classiques ». On recherche à évaluer un temps de réactivité des juges des enfants et des services éducatifs par rapport aux affaires qui leur sont soumises, non à juger la durée globale d'un dossier qui ne connaît comme borne supérieure maximale que la majorité du mineur concerné, l'intérêt de l'enfant pouvant être antinomique avec une prise en charge de courte durée.

Pour cette raison, le délai pris en compte court de la saisine du juge des enfants à la première audience. Il comprend la phase d'évaluation de la situation initiale par les services compétents dont la durée n'est pas le fait de la juridiction. Il est resté stable en 2011.

La cible 2015 prend en compte cette tendance à la baisse à 2,2.

## 5/ Pour les tribunaux d'instance :

Depuis 2009 le délai connaît une hausse passant de 5,4 mois à 5,8 mois.

On peut imputer cet allongement à l'augmentation régulière de l'activité des tribunaux d'instance (+ 15 000 affaires nouvelles en 2010, + 80 000 affaires entre 2004 et 2010). Les affaires en stock augmentent à des rythmes importants, traduisant la difficulté pour ces juridictions à traiter les flux entrants. Cet élément est une des raisons de l'augmentation du délai de traitement.

Mais il faut noter aussi que la réforme de la carte judiciaire a continué à impacter en 2011 l'organisation des tribunaux d'instance. Les tribunaux d'instance récupérant l'activité de ceux qui ont fermé ont eu à subir une période d'adaptation et de réorganisation qui a objectivement grevé l'efficacité des personnels. De façon générale, ces fusions, conjuguées avec des réformes de contentieux et la crise économique, produisent encore des effets car ces structures restent souvent de taille moyenne, face à une activité en hausse, ce qui rend les adaptations nécessaires plus difficiles à mettre en place. De plus, les structures fermées, souvent de petite taille et bien dotées en personnel, affichaient d'excellents délais, influençant la moyenne.

Par ailleurs, les tribunaux d'instance doivent, avant le 31 décembre 2013, avoir révisé l'ensemble des mesures de protection des majeurs (tutelles). Cette tâche prioritaire entraîne déjà, et entraînera sur l'ensemble de la période concernée, des conséquences sur le délai de traitement des autres activités. Ainsi le délai de traitement des affaires de contentieux général, qui était stable depuis 2008, a connu une hausse importante en 2011, aussi bien pour les juges d'instance (6,7 mois pour 6,2 de 2008 à 2010) que pour les juges de proximité (d'environ 5,1 mois à 5,6 mois en 2011).

S'ajoute, dans le même temps, la réforme de la compétence des juges de proximité qui va aussi peser sur la charge des juges d'instance.

Enfin, même si le contentieux des tutelles mineurs est désormais de la compétence des tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance sont depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 compétents en matière de surendettement, contentieux en croissance constante, et dont les délais de traitement sont plus longs en moyenne (délai supérieur à 10 mois dans les TGI en moyenne). Ce constat est à nuancer toutefois par le volume que représentent ces affaires (1,5% devant les tribunaux de grande instance).

Aussi, la cible 2015 prend en compte ces éléments d'appréciation avec une cible pour 2015 en légère hausse par rapport à 2013 à hauteur de 5,0.

## 6/ Pour les Conseils des prud'hommes :

Après deux années à forte augmentation du stock (+ 48 000 affaires en stock entre 2009 et 2010), les juridictions affichent une situation juste à l'équilibre en 2011.

Pour autant les impacts, largement liés à la crise économiques, sont encore loin d'être estompés, tant en termes de délais (celui-ci continue d'augmenter à 11,9 mois) qu'en termes de stocks (cf. indicateur 1.3).

#### 7/ Tribunaux de commerce :

Non seulement, la cible fixée n'a pas été atteinte, mais le délai de traitement est dégradé avec une prévision à 6,1 mois.

Cette mauvaise performance peut être, en partie, imputée à la modification de la carte judiciaire qui a engendré des fusions de tribunaux de commerce et en a perturbé le fonctionnement habituel. On doit aussi tenir compte du fait que les tribunaux de grande instance ont perdu leur compétence commerciale, ce qui a reporté l'activité correspondante sur les tribunaux de commerce. Il y a sans doute, enfin, comme pour les conseils de prud'hommes, un effet lié à la crise économique qui accroît l'activité en matière de procédures collectives au-delà de ce que peuvent gérer les tribunaux de commerce.

### INDICATEUR 1.2 : Pourcentage des juridictions dépassant d'un mois et plus le délai moyen de traitement (cible) des procédures

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cours d'appel	%	39	42	9	38	35	30
Tribunaux de grande instance	%	24	19	30	23	21	18
Tribunaux d'instance	%	25	36	25	33	32	28

#### Précisions méthodologiques

A compter du PAP 2013, il est procédé à un ajustement de cet indicateur s'agissant de ses modalités de calcul et plus particulièrement de la référence au vu de laquelle un effort doit être réalisé par la juridiction pour converger vers le niveau d'efficacité attendu.

Ainsi, la notion de « délai seuil de traitement », qui résultait de la prise en compte d'un écart par rapport au délai moyen de traitement, est remplacée par la cible fixée dans le cadre de l'indicateur 1.1 en matière de délai moyen de traitement.

Cette modification permet de renforcer la cohérence entre ces indicateurs.

Le délai à partir duquel les juridictions sont estimées en difficulté et doivent bénéficier prioritairement d'actions correctives, est fixé à un mois au-delà du délai-cible 2015 ; soit les délais « critiques » suivants :

- 11,5 mois pour les cours d'appels,
- 7,9 mois pour les tribunaux de grande instance,
- 6,0 mois pour les tribunaux d'instance.

Cet indicateur fixe le pourcentage des juridictions présentant par rapport à la cible fixée un écart significatif. La cible consiste à réduire ce taux.

Pour les tribunaux d'instance, les données provisoires sont disponibles en mai n+1 et les définitives vers fin juillet n+1. Les valeurs des réalisations 2010 sont définitives.

Une mesure provisoire est disponible en avril n+1 pour les cours d'appel et les tribunaux de grande instance et une définitive en juin n+1. Les valeurs des réalisations 2010 sont définitives.

**Source des données :** Les données sont issues du répertoire général civil.

#### Modalités d'interprétation :

Au vu des résultats moyens de l'indicateur 1.1 sur les délais, il n'est pas surprenant de constater une augmentation de la part des cours d'appel ou TGI dépassant le délai critique fixé à un mois en cible 2015. Pour autant cette hausse est peu importante et les situations sont très différentes.

Les 42 % de cours d'appel, qui font l'objet d'une attention plus spécifique, présentent des délais assez élevés qu'il sera difficile de faire baisser sur le très court terme (de 11,9 mois à 14 mois), même si la mise en œuvre de la méthode du Lean Management devrait produire des effets positifs à moyen terme. Aussi, raisonnablement fixée à 35 % des cours pour 2013, la cible 2015 affiche une baisse à 30 % avec l'objectif de faire repasser 5 cours d'appel sous le délai seuil.

La situation est plus contrastée pour les tribunaux de grande instance.

Au regard de ces données, la situation apparaît globalement maîtrisée dans la mesure où seulement 19% des tribunaux qui dépassent le délai critique de 7,9 mois.

Pour autant, une dégradation de ce bon résultat peut survenir dans la mesure où, si l'on compte 11 TGI qui se situent juste au-dessus du délai critique (entre 8,0 mois et 8,4 mois) et peuvent, en gérant au mieux leur flux d'affaires, revenir sous le délai critique, à l'inverse, 29 TGI (entre 7,5 et 7,9 mois) connaissent un contexte difficile et peuvent basculer rapidement au-delà du seuil.

Pour les tribunaux d'instance (les parts 2010 et 2011 ont été recalculées hors tutelles mineurs transférées à compter du 1<sup>er</sup> janvier aux tribunaux de grande instance), on constate une nette augmentation des tribunaux se situant au-delà du délai critique de 5,8 mois (36% pour 25% en 2010), ce qui est en cohérence avec les autres indicateurs de délais et de stock pour ces juridictions. En effet, les tribunaux d'instance ont des contraintes en termes de renouvellement des mesures de protection des mineurs. Elles voient, par ailleurs, leur périmètre de compétence évoluer régulièrement (perte des tutelles mineurs et récupération du surendettement au 1<sup>er</sup> Janvier 2012). De plus, avec la réforme concernant les juges de proximité qui seront affectés davantage au sein des tribunaux de grande instance, la charge de travail des juges d'instance risque considérablement de s'alourdir. Autre constat qui n'incite pas à envisager une amélioration de la situation affichée, le nombre de tribunaux d'instance ayant un délai de traitement supérieur à 7 mois est passé de 9% (soit 27 tribunaux) à 13% (soit 40 tribunaux).

La conséquence de la hausse importante du délai moyen de traitement est une hausse tout aussi importante de la part des tribunaux d'instance qui affichent un délai supérieur à un mois par rapport au délai cible 2015 (soit 6 mois).

En effet, la part des tribunaux d'instance affichant une durée assez éloignée du délai « critique » de 6 mois, soit 6,6 mois et plus, représente 18,5% de l'ensemble (56 TI), alors que les tribunaux se situant à une durée assez nettement inférieure à 6 mois, soit 5,5 mois et moins représentent 53% des tribunaux (161 TI), ce qui permet de s'appuyer sur un socle solide de juridictions qui ont une bonne maîtrise de leur délai.

Il convient également de noter que 47 TI se situent entre 6 mois et 6,5 mois et 38 TI affichent une durée comprise entre 5,5 mois et 6 mois, ce qui représente 28% des tribunaux, qui se situent près du délai critique et qui peuvent passer sous celui-ci ou au dessus, ce sont ces juridictions qui feront évoluer le pourcentage à la hausse ou à la baisse.

La réforme de la carte judiciaire a par ailleurs eu un impact limité sur la performance des tribunaux d'instance : 62% des tribunaux d'instance qui ont absorbé un autre tribunal (parfois deux) conservent un délai inférieur au délai critique de 6 mois, compris entre 3,2 mois et 6 mois. A l'inverse 38% des tribunaux impactés par la réforme de la carte judiciaire se situent au-delà du seuil des 6 mois.

### INDICATEUR 1.3 : Ancienneté moyenne du stock par type de juridiction

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cour de Cassation	Mois	8,5	8,5	7.8	8,5	8,5	8
Cours d'appel	Mois	9,9	10,0	9.2	9,9	9,7	9,6
Tribunaux de grande instance	Mois	13,2	13,6	13	13,5	13,4	13,3
Conseils de prud'hommes	Mois	11,6	12,4	11	12,3	12,1	11,9

#### Précisions méthodologiques

Cet indicateur mesure l'ancienneté du stock au 31 décembre de l'année n, par type de juridiction.

La mesure est effectuée annuellement. Une mesure évaluative est faite en février n+1, les données définitives de l'année n sont disponibles en mai n+1.

#### Source des données :

Les données sont issues du service informatique de la Cour de cassation et, pour les autres juridictions, du répertoire général civil.

#### Modalités d'interprétation :

1/ Cour de cassation : La mise en œuvre de la réforme constitutionnelle du 23 juillet, déjà évoquée, a éloigné la perspective d'amélioration de l'objectif. De la même façon, les réformes récentes susvisées pourraient impliquer un examen prioritaire de certains nouveaux pourvois, au risque d'un vieillissement du stock, en raison tant de la nécessité d'apporter dans les meilleurs délais aux juridictions du fond des réponses aux questions inédites que des contraintes liées à l'urgence des procédures concernées.

Ce contexte conduit à maintenir à 8,5 mois la prévision pour l'année 2012 et à porter à 8 mois la cible 2015.

2/ Cours d'appel : Le maintien de l'âge moyen du stock à un niveau stable depuis 2009 pourrait être considéré comme un résultat acceptable, bien qu'éloigné de la cible, compte tenu des difficultés rencontrées exposées à l'indicateur 1.1.

Cependant, les stocks des cours d'appel, qui ont été en diminution continue pendant plusieurs années, ont fortement augmenté (+ 10 000 affaires) en 2010. Cette tendance s'est maintenue en 2011 dans une moindre mesure (+ 400 affaires en stock). C'est la conséquence directe de l'augmentation continue des affaires nouvelles (210 000 environ en 2006-2007, 230 000 en 2009-2010, 245 000 environ en 2010), qui constitue la problématique majeure, même si une baisse relative semble s'amorcer en 2011 (environ 236 000 affaires nouvelles).

Dans ce cadre, si les cours avaient privilégié le traitement des affaires anciennes, cette augmentation des affaires en stock aurait dû faire baisser l'âge moyen des affaires en stock, ce qui n'est pas le cas. La baisse attendue est donc compensée par une augmentation de l'âge des affaires anciennes, qui ont été insuffisamment traitées. On doit y voir l'effet conjugué de la complexification de certains contentieux (impact des JIRS notamment) et des délais contraints, qui enserrant une partie plus importante des affaires nouvelles (hospitalisation sous contrainte en particulier).

En effet, si les cours ont su s'adapter jusqu'à 230 000 affaires nouvelles par an, elles n'y arrivent plus au-delà de 240 000 affaires entrantes (environ 234 000 affaires traitées en 2010 et 2011 soit les niveaux les plus hauts atteints depuis 2004).

3/ Tribunaux de grande instance : Après une période où les tribunaux de grande instance affichaient une nette amélioration de leur situation (période 2008 à 2010 avec un âge moyen passant de 14,0 mois à 13,1 mois), on avait constaté une inversion de la tendance en 2010. L'année 2011 confirme une dégradation tant sur le volume du stock (+ 10 000 affaires) que sur son âge moyen, qui repart nettement à la hausse, le chiffre actualisé étant plus élevé encore que celui annoncé dans le RAP.

En effet, depuis plusieurs années, les tribunaux de grande instance doivent faire face à de profonds changements structurels et organisationnels en lien avec la réforme de la carte judiciaire, la modification de leur périmètre de compétence et l'adoption de lois nouvelles.

Ainsi, pour ceux qui absorbent l'activité et les personnels des tribunaux fermés, les bénéfices attendus en termes d'efficacité sont précédés d'une période de latence où les résultats sont nécessairement impactés par les réorganisations nécessaires. Ces éléments ont des conséquences sur le fonctionnement global de la juridiction, et partant, sur les indicateurs de l'action civile.

De plus, s'il est difficile de mesurer précisément l'impact des lois récentes ou en expérimentation, celles-ci ont un impact sur le fonctionnement moyen des juridictions. On citera pour mémoire :

- le contrôle systématique par l'autorité judiciaire des hospitalisations psychiatriques contraintes, qui se traduit par un accroissement du nombre des affaires civiles nouvelles de brève durée avec la possibilité d'un accroissement corrélatif de l'ancienneté du stock ;
- la loi sur la garde à vue qui modifie significativement la charge et l'organisation de travail des parquets chargés du traitement en temps réel avec de possibles impacts sur le nombre d'affaires traitées et poursuivables, et le ratio d'affaires par magistrat du siège comme du parquet.

La mise en œuvre de ces différentes réformes, y compris celles concernant l'activité pénale, nécessitera une réorganisation et une adaptation des services.

Pour anticiper ces incertitudes, la cible 2013 de cet indicateur ainsi que quatre autres concernant les tribunaux de grande instance (indicateurs 1.5, 2.1, 2.4 et 2.5) ont été ramenées à la valeur prévisionnelle 2011. La même prudence est souhaitable pour la fixation des cibles 2015.

4/ Conseils de prud'hommes : L'âge moyen du stock se dégrade, conséquence logique de son accroissement constant depuis trois ans combiné à l'accroissement de la durée de traitement. On ne parvient plus à compenser le vieillissement des affaires en stock par l'arrivée des affaires nouvelles

malgré des flux d'affaires plus importants (entre 215 000 et 230 000 affaires nouvelles sur 2009 et 2010, pour un peu moins de 200 000 affaires habituellement).

Cependant, en 2011 les affaires terminées sont au niveau des affaires nouvelles (205 000), ce qui marque une accalmie dans la création de stocks.

Il convient de rappeler que les juridictions prudhommales sont sensibles au contexte de crise économique et au poids des « séries » liées à des licenciements économiques collectifs et dont le traitement est souvent plus long en raison du nombre de personnes visées par ces procédures. Le contexte économique constitue donc une variable importante tant pour l'ancienneté des stocks que pour les délais de traitement.

#### INDICATEUR 1.4 : Taux de cassation des affaires civiles

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de cassation des décisions rendues en appel	%	1,9	2,6	1,6	2,3	2,1	1,8

##### Précisions méthodologiques

Les données sont traitées par le greffe de la Cour de cassation et traitées statistiquement par le service informatique de la Cour de cassation.

Il s'agit du nombre d'affaires faisant l'objet d'une cassation partielle ou totale, avec ou sans renvoi, rapporté au nombre total de décisions rendues par les cours d'appel en matière civile et non plus rapporté aux seuls pourvois portés devant la Cour de cassation.

##### Modalités d'interprétation :

Le nombre de pourvois porté devant la Cour de cassation en 2011 est resté stable (environ 20 700 pour 20 350 en 2010) contrairement aux années précédentes (hausse de + 11,5 % entre 2007 et 2010 et seulement + 1,5 % sur l'année 2011).

Dans le même temps, les arrêts rendus par les cours d'appel sont en hausse de + 8 % en 2011,

L'autre élément important est le nombre de cassations, qui affiche une hausse de + 31,7 % en 2011 par rapport à 2010.

On peut expliquer cette hausse significative des arrêts rendus par le traitement d'affaires en stock. En effet, le stock avait augmenté de 2 000 affaires en 2007 avant de se stabiliser mais, en 2011, ce sont environ 770 affaires de moins qui en sortent. Une autre explication pourrait être l'instabilité juridique résultant de l'introduction de la question prioritaire de constitutionnalité qui, dans certains domaines, a pu entraîner des revirements de jurisprudence.

#### INDICATEUR 1.5 : Nombre d'affaires civiles traitées par magistrat du siège ou par conseiller rapporteur (en emplois équivalents temps plein travaillé)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cour de Cassation	Nombre	97	114	110	110	112	115
Cours d'appel	Nombre	253	257	270	260	265	270
Tribunaux de grande instance	Nombre	487	475	493	478	480	485
TGI : juge des enfants (mesures en matière d'assistance éducative)	Nombre	1 370	1 390	1 380	1 393	1 396	1 400
Tribunaux d'instance	Nombre	ND	ND	ND	ND	ND	ND

##### Précisions méthodologiques

Pour la Cour de cassation, il s'agit du calcul du nombre moyen de dossiers terminés dans l'année par rapporteur nommé sur les dossiers.

Pour les cours d'appel et les tribunaux de grande instance, le numérateur correspond au nombre total d'affaires terminées (procédures au fond et procédures de référés).

La mise en œuvre d'un document de politique transversale pour 2011 relatif aux mineurs à l'initiative du ministère de la justice a généré la création d'un sous indicateur spécifique (TGI : juge des enfants).

S'agissant des tribunaux d'instance, pour le dénominateur, l'exploitation des données issues de l'infocentre ressources humaines du ministère de la justice (IRHIS) permet de déterminer, en ETPT, la part des personnels affectés par type de juridiction aux différentes actions, les données sont consolidées par les services statistiques vers juillet de l'année N+1.

Il est à noter que certaines réalisations 2011 ont fait l'objet d'une actualisation par rapport au RAP2011 compte tenu des dates de disponibilité des données.

##### Source des données :

Pour le numérateur, les données sont issues du service informatique de la Cour de cassation, du répertoire général civil pour les autres juridictions.

Pour le dénominateur, les données sont issues du secrétariat général de la Cour de cassation, et, pour les autres juridictions, de l'application RH IRHIS.

##### Modalités d'interprétation :

La Cour de cassation : Il convient d'être prudent dans l'analyse de la forte augmentation du ratio d'efficacité des conseillers rapporteurs. En effet celle-ci est pour partie liée aux décisions prises par la chambre sociale de la Cour sur quatre séries de pourvois (représentant près de 1 700 affaires).



Ce type de décisions est de nature à « surévaluer » l'efficacité réelle des conseillers (une décision s'appliquant à l'ensemble des pourvois formés dans la série).

L'impact de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (ralentissement du traitement du flux courant des pourvois) doit également être pris en compte.

**Les cours d'appel :** Si les cours d'appel arrivent encore à améliorer légèrement leur ratio, elles n'ont pas pu, pour la seconde année, couvrir les affaires nouvelles, qui ont fortement augmenté malgré l'amélioration de la capacité individuelle de traitement.

Dans le contexte actuel de hausse des affaires nouvelles, les cours d'appel rencontrent des difficultés à traiter à moyens constants entre 235 000 et 240 000 affaires par an. Ces juridictions ont fait preuve d'une bonne adaptation face aux différentes réformes structurelles ou « métier ».

La mise en œuvre dans certaines cours de mesures de rationalisation a eu pour conséquence d'optimiser et d'uniformiser les organisations des juridictions, notamment dans les chambres sociales et civiles. Il devrait en résulter, à terme, la possibilité de rendre, dans des délais raccourcis, des décisions d'une qualité préservée voire améliorée et, à la marge, une meilleure efficacité des magistrats mais surtout des fonctionnaires.

La valeur cible de 280 fixée pour 2013 s'avère cependant un objectif qui sera difficile à atteindre à court terme et peut être considérée comme un maximum indépassable sans porter atteinte à la qualité des décisions. C'est pourquoi la cible 2015 est fixée à 270.

**Les tribunaux de grande instance,** nettement plus concernés par les réformes récentes, ne réussissent pas la même performance.

Le ratio moyen d'efficacité civile est en baisse en 2011 sans qu'une amélioration sur le court terme puisse être garantie. En effet, le niveau de traitement atteint en 2009 et 2010 (930 000 et plus), n'a pas pu être maintenu en 2011 (913 000 affaires terminées), alors que les ETPT étaient en très légère hausse (+ 0,7 %).

L'ensemble des contraintes rappelées sous l'indicateur 1.1 pèse sur l'efficacité des TGI. Il en résulte, en effet, des impacts organisationnels importants dus notamment à la réforme de la carte judiciaire, au besoin d'audiences nouvelles, à la complexification des contentieux et au déploiement de nouveaux outils informatiques (Cassiopée).

Le ratio des juges des enfants s'améliore de +1,5%, ces derniers ayant rendu plus de décisions (+1,1%) avec des effectifs affectés au civil quasi équivalents (-0,4%).

**Pour les tribunaux d'instance,** il n'est pas encore possible de renseigner l'indicateur. La diversité des actes effectués par les magistrats, à laquelle s'ajoute la taille souvent réduite des structures, rend très difficiles la construction d'un outil statistique et l'exploitation des données actuellement recueillies. L'application statistique des tribunaux d'instance, STATI, intégrée dans l'ensemble des juridictions fin 2009 / début 2010, rendant possible le calcul de ce ratio, n'est pas centralisée. Toutefois, une procédure de remontée centralisée des activités des TI, incluant la plupart des activités non directement juridictionnelles (PACS, nationalité, injonctions de payer) a été mise en place et devrait permettre de renseigner correctement cet indicateur pour le PAP 2014. Il sera possible à compter de 2013 d'utiliser les données de ces juridictions grâce à l'infocentre Pharos même si elles ne pourront avoir qu'un caractère provisoire (problème d'exhaustivité des données). Il convient cependant de souligner que le périmètre de l'activité des TI a été profondément remanié à plusieurs reprises (contentieux des tutelles mineurs, contentieux JEX, justice de proximité...), ce qui pose un problème de cohérence des indicateurs dans le temps.

#### INDICATEUR 1.6 : Nombre d'affaires traitées par fonctionnaire (en emplois équivalents temps plein travaillé)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cour de Cassation	Nombre	285	296	295	296	296	300
Cours d'appel	Nombre	298	313	300	315	318	325
Tribunaux de grande instance	Nombre	308	312	317	315	318	325
Tribunaux d'instance	Nombre	ND	ND	ND	ND	ND	ND

#### Précisions méthodologiques

Pour la Cour de cassation, il s'agit du nombre de pourvois traités, rapporté au nombre de fonctionnaires (en ETP) affectés à la Cour.

Pour les cours d'appel, le numérateur correspond au nombre total d'affaires terminées (incluant les référés).

Pour le dénominateur, il s'agit d'une exploitation des données issues de l'infocentre ressources humaines du ministère de la justice (IRHIS). Ce travail permet de déterminer, en ETPT, la part des personnels affectés, par type de juridiction, aux différentes actions.

S'agissant des tribunaux d'instance, il n'est pas encore possible de renseigner l'indicateur. La diversité des actes effectués par les fonctionnaires, à laquelle s'ajoute la taille parfois réduite des structures, rend très difficiles la construction d'un outil statistique et l'exploitation des données actuellement recueillies.

#### Source des données :

Pour le numérateur, les données sont issues du service informatique de la Cour de cassation et du répertoire général civil pour les autres juridictions.

#### Modalités d'interprétation :

**Cour de Cassation :** Il convient d'être prudent dans l'analyse de la forte augmentation du ratio d'efficacité des fonctionnaires. En effet celle-ci est pour partie liée aux décisions prises par la chambre sociale de la Cour sur quatre séries de pourvois (représentant près de 1 700 affaires).

Ce type de décisions est de nature à « surévaluer » l'efficacité réelle des fonctionnaires (une décision s'appliquant à l'ensemble des pourvois formés dans la série).

L'impact de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (ralentissement du traitement du flux courant des pourvois) est aussi à prendre en compte. Ces éléments imposent la stabilisation de la cible 2015 à son niveau de 2013.

**Cours d'appel :** On constate une nouvelle progression du ratio pour les fonctionnaires des cours d'appel, même si l'on a vu que cela ne permettait pas d'éviter un accroissement du stock. La cible 2013 est atteinte, elle est donc revue à la hausse, ce qui est une exception dans le contexte d'intensification de l'activité des juridictions.



Pour les tribunaux de grande instance, il est difficile sur le moyen terme d'envisager des nouveaux leviers d'action pour améliorer la cible 2013. Elle est également maintenue à horizon 2015. En effet, bien que les ratios soient en amélioration, l'évolution reste lente du fait de tous les points déjà évoqués pour les magistrats du siège.

Pour les tribunaux d'instance, les chiffres ne peuvent pas être fournis valablement cette année en raison de la transmission de données partielles et dont la fiabilité n'est pas assurée. Le changement de périmètre des compétences du TI (tutelles mineurs, surendettement ...) a aggravé les difficultés.

## OBJECTIF n° 2 : Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière pénale

La réalisation de cet objectif est évaluée grâce à l'évolution de l'indicateur de délai de réponse pénale. Cet indicateur permet de mesurer l'évolution de la durée moyenne des procédures pénales en mois, par type d'infractions. La qualité est appréhendée à travers l'évolution du taux de rejet par le Casier judiciaire national. En effet, les fiches adressées au Casier judiciaire national, établies par le greffe des juridictions de jugement, peuvent comporter des erreurs de retranscription sur l'identité de la personne condamnée, sur la nature de l'infraction ou de la peine prononcée, rendant son inscription au Casier impossible.

### INDICATEUR 2.1 : Délai moyen de traitement des procédures pénales

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cour de Cassation	Jours	137	145	127	142	140	135
Autres juridictions: crimes	Mois	34,6	ND	32,5	34,0	33,8	33,5
Mineurs (autres juridictions : crimes)	Mois	ND	ND	21,8	21,8	21,7	21,5
Autres juridictions: délits	Mois	12,5	ND	12,1	12,1	12,1	12
Mineurs (autres juridictions : délits)	Mois	16,4	ND	16,3	16,3	16,2	16,1

#### Précisions méthodologiques

Il s'agit, pour les crimes, du délai moyen compris entre la date du début d'instruction et la date de la décision en première instance.

Il s'agit, pour les délits, du délai écoulé entre la date de commission de l'infraction, présumée correspondre à la date de saisine de la juridiction, et la date de la décision définitive rendue par le tribunal correctionnel ou la juridiction pour enfants.

Les sources des données n'étant pas homogènes, le point de départ du délai pour les crimes, d'une part, et les délits, d'autre part, ne peut être harmonisé. Les données de l'année n sont disponibles fin septembre n+1 en version provisoire et en septembre de n+2 en version définitive.

#### Sources des données :

Cadres du parquet, répertoire de l'instruction, casier judiciaire national.

#### Modalités d'interprétation :

La cible de la Cour de cassation tient compte de l'impact prévisible de la réforme sur la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), facteur déjà mentionné d'allongement des durées de traitement des procédures pénales.

Il convient de souligner qu'a été constitué au sein de la juridiction un groupe de travail ayant pour objet la mise en délibéré des décisions rendues par la chambre criminelle. Si le principe devait en être systématisé, afin d'améliorer qualitativement le fonctionnement de la chambre, il en résulterait mécaniquement un allongement notable du délai de traitement des procédures rendant nécessaire une modification de la cible.

Cet indicateur sera revu dans le cadre d'un groupe de travail sur l'évolution des indicateurs de performance, l'infocentre Cassiopée devant permettre de calculer plus simplement ces délais.

### INDICATEUR 2.2 : Taux de rejet par le Casier judiciaire national

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de rejet par le Casier judiciaire national.	%	3,9	3,8	3,4	3,6	3,5	3,2

#### Précisions méthodologiques

Ce taux trimestriel est calculé par la sous-direction de la statistique et des études (Service support et moyens du ministère) en rapportant le nombre de décisions pénales rejetées à l'ensemble des décisions pénales traitées par le Casier judiciaire national (enregistrées + rejetées) durant la période.

Le taux de rejet correspond aux décisions dont le contenu fait obstacle à leur enregistrement par le Casier judiciaire national qu'il s'agisse d'un problème de légalité ou d'un problème purement matériel de rédaction (lié à l'identité par exemple). A ce titre, il demeure un indicateur important de la mesure de la qualité des décisions transmises par les juridictions.

**Source des données :**

Casier judiciaire national. Exploitation des données statistiques par la sous-direction de la statistique et des études.

**Modalités d'interprétation :**

Depuis plusieurs années, un travail important est mené dans les juridictions afin de renforcer les procédures de traitement et de suivi des rejets, et de permettre une amélioration de la qualité des transmissions et donc de la décision. Le taux de rejet est d'ailleurs en décroissance lente mais constante. Il faut cependant nuancer ce résultat en raison du stock important d'affaires en attente de transmission au Casier judiciaire national en raison des perturbations du travail habituel des agents chargés de ces tâches par l'implantation de Cassiopée.

**INDICATEUR 2.3 : Taux de cassation des affaires pénales**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de cassation des décisions rendues en appel	%	0,58	0,57	0,45	0,55	0,52	0,45

**Précisions méthodologiques**

Il s'agit du nombre d'affaires pénales faisant l'objet d'une cassation partielle ou totale, avec ou sans renvoi, rapporté au nombre total de décisions rendues en appel (décisions en matière criminelle, correctionnelle, d'application des peines et d'instruction).

Ce mode de calcul entraîne une restriction dans la mesure où ne sont pas comptabilisées, dans l'ensemble des affaires pouvant faire l'objet d'une cassation, les décisions rendues par les juridictions du premier degré, en premier et dernier ressort. En effet, cette donnée n'est pas disponible à ce jour.

Les données concernant l'activité pénale des cours d'appel sont disponibles en juin n+1.

**Sources des données :**

Les données sont enregistrées par le greffe de la Cour de cassation et traitées statistiquement par le service informatique. Cadres du parquet.

**Modalités d'interprétation :**

En 2011, les affaires nouvelles sont en hausse (+ 9 %), alors que le niveau de traitement est en léger retrait (- 2 %). Les cassations des affaires sont stables (592 pour 600 en 2010). Les prévisions, et notamment la cible 2015, ont été déterminées avec prudence.

**INDICATEUR 2.4 : Nombre d'affaires poursuivables traitées par magistrat du parquet (en emplois équivalents temps plein travaillé)**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre d'affaires poursuivables traitées par magistrat du parquet (en emplois équivalents temps plein travaillé).	Nombre	916	901	975	950	995	1 010

**Précisions méthodologiques**

Les affaires poursuivables correspondent aux procès-verbaux et aux plaintes traités par les parquets des juridictions du premier degré au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des procès-verbaux reçus dans l'année que des affaires antérieures, déduction faite du volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement ne peut être envisagée (infraction mal caractérisée, charges insuffisantes, défaut d'élucidation, action publique éteinte). Les affaires poursuivables constituent le numérateur du ratio.

Pour le dénominateur, les données sont issues de l'infocentre ressources humaines du ministère de la justice (IRHIS). Sont pris en compte les ETPT de l'ensemble des magistrats du parquet, sans possibilité de distinguer par type d'activité réalisée (enquêtes préliminaires, poursuite, exécution-application des peines).

Il est à noter que certaines réalisations 2011 ont fait l'objet d'une actualisation par rapport au RAP2011 compte tenu des dates de disponibilité des données.

**Sources des données :**

Cadres du parquet, IRHIS.

**Modalités d'interprétation :**

Réalisation 2010 : les perturbations liées à l'implantation de Cassiopée dans un certain nombre de TGI en 2010, entraînent une certaine prudence quant à l'utilisation du nombre d'affaires poursuivables pris en compte dans le calcul, s'agissant de la première année de déploiement important. En effet, Cassiopée, qui se substitue progressivement aux trois modes de comptages précédents, va harmoniser le recueil des données sur la base d'une règle de calcul plus restrictive, ce qui entraîne déjà une diminution mécanique du nombre d'affaires poursuivables.

Cet impact est moins sensible en 2011 qu'en 2010. Les affaires poursuivables estimées de façon provisoire au nombre d'environ 1 360 000, ce qui semblait conforme aux ordres de grandeurs habituels, ont finalement été ramenées à 1 248 000 affaires. Bien que de plus en plus de juridictions soient passées sur Cassiopée depuis une période suffisamment longue pour se traduire par une nette amélioration de leur chiffre d'activité, l'année 2011 occulte cette amélioration en raison du déploiement de Cassiopée dans les plus grosses juridictions. Il faudra attendre encore au moins un exercice pour obtenir des données stabilisées issues de Cassiopée. Toutefois, on restera, à volume constant d'affaires, à un niveau d'activité toujours inférieur

à celui des années antérieures à 2010, du fait d'un mode de comptage plus restrictif des affaires dans la nouvelle chaîne pénale (autour de 1 500 000 affaires).

Malgré la sous-évaluation constatée en lien avec les juridictions d'implantation récente, une amélioration du ratio sur les années à venir est envisageable, une fois atténués les effets de l'implantation de Cassiopée.

Le ratio 2011 est en légère baisse (-1,6%), et reste nettement inférieur (environ -18%) à ce qu'il était avant le déploiement de Cassiopée (1 110 en 2008 et 1 081 en 2009)

L'activité « application / exécution des peines » est très fortement impactée par la mise en œuvre de la loi pénitentiaire et le recours accru aux peines alternatives à l'emprisonnement.

## INDICATEUR 2.5 : Nombre d'affaires pénales traitées par magistrat du siège ou par conseiller rapporteur (en emplois équivalents temps plein travaillé)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cour de Cassation	Nombre	215	193	195	195	195	195
Cours d'appel	Nombre	340	349	360	355	365	380
Tribunaux de grande instance	Nombre	500	512	525	522	525	530

### Précisions méthodologiques

Pour la Cour de cassation, il s'agit du calcul du nombre moyen de dossiers par rapporteur (nommé dans ces dossiers), terminés dans l'année. Ce chiffre comprend l'ensemble des affaires terminées (ensemble des cassations et des affaires refusées telles que non admission, désistements, déchéance, ...).

Pour les cours d'appel, le numérateur intègre le nombre total des affaires terminées (arrêts et ordonnances) des chambres de l'application des peines, chambres de l'instruction, et chambres des appels correctionnels.

Devant les tribunaux de grande instance, il s'agit des jugements correctionnels auxquels s'ajoutent les CRPC homologuées, les compositions pénales réussies et les ordonnances pénales.

Il est à noter que certaines réalisations 2010 et 2011 ont fait l'objet d'une actualisation par rapport au RAP 2011 compte tenu des dates de disponibilité des données.

### Sources des données :

Secrétariat général de la Cour de cassation, infocentre ressources humaines IRHIS.

### Modalités d'interprétation :

Cour de Cassation : L'impact de la Question Prioritaire de Constitutionnalité ainsi que la mise en place d'un groupe de travail visant à systématiser la mise en délibéré des décisions de la chambre criminelle sont deux facteurs à intégrer qui expliquent la prudence dans la définition de la cible 2015 en ce qui concerne l'efficacité des conseillers rapporteur à moyen terme.

Concernant les cours d'appel : La réalisation 2011 s'établit à 349 affaires par magistrat du siège. Cependant, la création d'un stock important, la complexification des affaires, et l'impact 2011 de la carte judiciaire sur une vingtaine de tribunaux de grande instance, laissent entrevoir une évolution plus lente de ce ratio sur les années à venir. La cible de 380 affaires par magistrat reste atteignable à l'échéance 2015.

Pour les tribunaux de grande instance : La part des procédures simplifiées - ordonnances pénales et comparution en reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) ou composition pénale - dans les décisions rendues est de plus en plus importante, ce qui permet pour les juridictions un traitement plus fluide des affaires et, pour les magistrats du siège, une charge de travail moindre. De plus, même si les processus ne sont pas encore totalement satisfaisants, la numérisation des dossiers et la transmission dématérialisée par les services enquêteurs ne sont pas à négliger.

Le ratio 2011 inscrit dans le RAP 2011 à hauteur de 549 affaires par magistrat du siège fait l'objet d'une correction technique. En effet, les résultats obtenus étaient à prendre avec beaucoup de précautions tant la première estimation des affaires pénales traitées (+ 5 % à 648 000 affaires) paraissait importante et sujette à vérification car issue des services statistiques, qui procèdent par « estimation » d'une partie importante de l'activité pour les juridictions récemment passées sous Cassiopée. En effet, le chiffre plus affiné des services statistiques est de 604 500 décisions rendues par les tribunaux correctionnels, ce qui ramène le ratio à 512 affaires par magistrat du siège. Par ailleurs, il convient de noter la correction du ratio 2010 où il avait été omis de corriger la baisse des décisions rendues, notamment du fait d'une surévaluation des ordonnances pénales validées.

Sur ces bases nouvelles, les tribunaux améliorent leur ratio d'efficacité, seul le ratio 2009 était supérieur (515). En 2006 ce ratio était de 462 affaires par magistrat. Cette évolution favorable est la conséquence du fort développement des procédures de jugement simplifiées évoquées en début de commentaire.

Ces évolutions vont atteindre un palier, ce qui pousse à envisager une évolution à un rythme moins soutenu qu'envisagé dans un premier temps et une stabilisation de la cible 2015 au niveau de celle de 2013. D'autant que la consommation de temps de magistrats et de fonctionnaires pour le déploiement de la chaîne pénale Cassiopée, l'impact de cette dernière sur l'organisation des services, la mise en place progressive des assesseurs-citoyens, ainsi que l'entrée en vigueur prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2014 de la seconde phase de la réforme de l'instruction, sont des éléments dont l'effet sur l'efficacité des magistrats sera important sur la période 2013-2015.

**OBJECTIF n° 3 : Amplifier et diversifier la réponse pénale et améliorer l'exécution des décisions pénales**

La réponse pénale doit être diversifiée afin de s'adapter aux caractéristiques de la délinquance. L'évolution du taux de réponse pénale, dont le corollaire est le taux de classement sans suite, et l'évolution du taux d'alternatives aux poursuites, rendent compte de la réalisation de cet objectif.

L'exigence de justice manifestée par nos concitoyens conduit le ministère de la justice à accroître l'effectivité des décisions pénales, en améliorant les taux et délais d'exécution des peines prononcées par les juridictions. Afin de rendre compte d'une manière encore plus précise de l'amélioration de l'exécution des décisions pénales, il apparaît nécessaire d'afficher la distinction entre l'exécution des jugements contradictoires (lorsque le prévenu est présent ou représenté par son avocat) et des jugements contradictoires à signifier (lorsque le prévenu est absent à l'audience et non représenté).

**INDICATEUR 3.1 : Taux de réponse pénale (TGI)**

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de réponse pénale (TGI)	%	88,5	88,8	89,5	89,2	89,5	90,0
Dont mineurs (TGI)	%	94	93,9	94,5	94,5	95,0	95,0

**Précisions méthodologiques**

Le taux de réponse pénale correspond à la part des affaires faisant l'objet d'une poursuite, d'une ouverture d'information, d'une procédure alternative réussie ou d'une composition pénale réussie sur l'ensemble des affaires poursuivables. Le corollaire du taux de réponse pénale est le « taux de classement sans suite pour inopportunité des poursuites », qui représente la part des affaires poursuivables qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Il est à noter que certaines réalisations 2011 ont fait l'objet d'une actualisation par rapport au RAP2011 compte tenu des dates de disponibilité des données.

**Sources des données :**

Cadres du parquet.

La mesure de l'indicateur est annuelle : une mesure évaluative est faite en janvier n + 1, une mesure provisoire en avril n + 1 et une mesure définitive en juin n + 1. La réalisation 2010 est provisoire, essentiellement du fait des impacts liés au déploiement de Cassiopée, qui peuvent entraîner, à la marge, quelques corrections, qui ne remettront pas en cause de façon significative les valeurs affichées.

**Modalités d'interprétation :**

La volonté de poursuivre toute infraction induit deux conséquences. La première est une diminution des classements sans suite pour inopportunité des poursuites, dont le corollaire est une augmentation du taux de réponse pénale. La seconde est une augmentation des mesures alternatives et des compositions pénales.

La définition de cibles plus ambitieuses pour cet indicateur, qui a visiblement atteint un palier, semble peu aisée sans nuire à sa pertinence, sans négliger les effets de biais observables localement (choix des motifs de classement). C'est pourquoi la cible générale 2015 est stabilisée à son niveau de 2013 et la cible mineurs en très faible progression.

**INDICATEUR 3.2 : Taux d'alternatives aux poursuites (TGI)**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Avec les mesures de rappel à la loi	%	42	44,5	44,3	45,5	46	47
Hors mesures de rappel à la loi	%	22,8	25,2	27	27	28	31
Justice des mineurs (y compris les mesures de rappel à la loi)	%	55	58,5	55,5	58,8	59,1	60

**Précisions méthodologiques**

Le taux d'alternatives aux poursuites permet de mesurer la part des affaires faisant l'objet d'une mesure alternative réussie ou d'une composition pénale réussie dans l'ensemble des affaires poursuivables.

Le taux d'alternatives aux poursuites, hors mesures de rappel à la loi, permet de mesurer la part des affaires faisant l'objet d'une mesure alternative réussie ou d'une composition pénale en excluant les affaires ayant fait l'objet d'un rappel à la loi.

La mesure de l'indicateur est annuelle : une mesure provisoire en avril n+1 et une mesure définitive en juin n+1.

Il est à noter que certaines réalisations 2011 ont fait l'objet d'une actualisation par rapport au RAP2011 compte tenu des dates de disponibilité des données.

#### Sources des données :

Cadres du parquet.

#### Modalités d'interprétation :

Dans l'éventail des mesures alternatives, le rappel à la loi reste très utilisé car il vient sanctionner des infractions mineures que les parquets, surtout dans les tribunaux des grands centres urbains, ne peuvent pas orienter vers le tribunal correctionnel sous peine de générer une situation d'encombrement.

D'une manière générale, les mesures alternatives constituent, avec les poursuites simplifiées que sont les ordonnances pénales délictuelles et les comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité, des outils permettant de maîtriser les flux importants d'affaires entrantes.

La mise en œuvre d'un document de politique transversale pour 2011 relatif aux mineurs, à l'initiative du ministère de la justice, a généré la création de sous-indicateurs spécifiques, notamment celui relatif au taux d'alternatives aux poursuites. La volonté de la justice des mineurs de préférer, dans l'intérêt du mineur, une alternative à la poursuite explique les taux plus importants que pour le sous-indicateur général mineurs/majeurs.

En 2011, l'impact de Cassiopée sur le comptage des affaires peut laisser penser que la part des mesures alternatives et compositions pénales, avec ou sans rappel à la loi, sont légèrement surestimés, il n'en reste pas moins vrai que ces mesures sont dorénavant largement utilisées et optimisent l'écoulement des affaires pénales dans les tribunaux.

Il convient de noter que la montée en puissance de la composition pénale est notamment due au concours d'associations partenaires, qui mettent en place des stages de sensibilisation aux dangers de la consommation d'alcool ou de drogues, des stages de citoyenneté ou un accompagnement des conjoints violents. On note aussi un recours accru aux mesures de réparations.

Enfin, pour éviter que les rappels à la loi consistent en un simple envoi de courrier et leur rendre toute leur solennité, de nombreux tribunaux ont étoffé leurs effectifs en délégués du Procureur, qui effectuent ces rappels à la loi au tribunal ou en maison de justice.

### INDICATEUR 3.3 : Taux de mise à exécution

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Emprisonnement ferme (jugements contradictoires)	%	74,2	92,4	88	92,8	93,0	93,5
Travail d'intérêt général (jugements contradictoires)	%	85,1	97,1	91,5	97,2	97,3	97,5
Sursis avec mise à l'épreuve (jugements contradictoires)	%	83,9	97,2	91	97,2	97,4	97,5
Amende (jugements contradictoires)	%	73,6	81,8	56,5	82,0	82,3	82,0
Emprisonnement ferme (jugements contradictoires à signifier)	%	61,8	74,7	46	74,8	75,0	75,5
Sursis avec mise à l'épreuve (jugements contradictoires à signifier)	%	54,5	73,0	55	73,2	73,5	75,0
Amende (jugements contradictoires à signifier)	%	66,9	65,1	41	65,3	65,5	67,0

#### Précisions méthodologiques

Le taux de mise à exécution représente la part des peines prononcées présentant un événement de mise à exécution dans l'ensemble des peines prononcées. Il est calculé par type de peines et sur une cohorte de peines prononcées pendant une année donnée. L'événement de mise à exécution est l'envoi de la fiche de condamnation au Casier judiciaire national. Les jugements frappés d'appel ou d'opposition, les peines amnistiées, les peines relatives à des personnes décédées ou graciées sont exclus du calcul.

La mesure s'effectue au 1<sup>er</sup> septembre de l'année n+1. La valeur indiquée en réalisation pour 2009 prend en considération l'exécution en 2009 des peines prononcées en 2008.

La différence importante de taux, constatée en 2009 et reportée sur les prévisions, s'explique par le type de jugement prononcé. En septembre de n+1, les jugements contradictoires sont largement mis à exécution ; le délai d'exécution est de 6 mois en moyenne.

A l'inverse, les jugements contradictoires à signifier génèrent une procédure plus complexe dans leur exécution en raison de l'absence de la personne jugée. La mesure du taux d'exécution de l'année n en septembre de n+1 ne peut donc être que très partielle, le délai d'exécution étant d'environ 14 mois.

#### Sources des données :

Infocentre pénal de la nouvelle chaîne pénale (NCP) pour les 7 juridictions franciliennes.

#### Modalités d'interprétation :

En 2011 l'exécution des peines a fait l'objet d'une attention particulière. Afin d'aider les juridictions à ramener leurs stocks de peines à exécuter à des niveaux raisonnables, des ETPT de vacataires ont été mis à leur disposition, les tribunaux les plus en difficulté se sont vus proposer des contrats d'objectifs (avec des moyens renforcés) pour améliorer leur situation. Ceci explique l'amélioration significative des taux, bien que celle-ci doive être relativisée par la taille réduite de l'échantillon (7 juridictions sur 160).

Il paraît prudent au vu des pourcentages atteints en 2011, de conserver une cible 2015 proche de cette réalisation 2011, qui a été rendue possible en partie par une affectation ponctuelle de moyens en vacataires.

En gardant un tel niveau élevé de réalisation, les juridictions concernées (7 sur 160) profiteront de la dynamique créée par cette mise à niveau des stocks de peines à exécuter pour maintenir un fort taux d'exécution.

Le déploiement de Cassiopée et de son infocentre devrait permettre de calculer un taux pour l'ensemble des tribunaux de grande instance. Cet élargissement du périmètre couvert rend difficile l'estimation des taux et délais d'exécution moyens qui découleront de cette généralisation du calcul.

#### INDICATEUR 3.4 : Délai moyen de mise à exécution

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Emprisonnement ferme (jugements contradictoires)	Mois	4,7	3,9	7	4,6	4,5	4,3
Travail d'intérêt général (jugements contradictoires)	Mois	3,8	2,9	5,5	3,5	3,3	3,2
Sursis avec mise à l'épreuve (jugements contradictoires)	Mois	4,2	3,6	5,5	4,1	3,9	3,9
Amende (jugements contradictoires)	Mois	2,2	1,9	5,8	2,1	2,0	2,5
Emprisonnement ferme (jugements contradictoires à signifier)	Mois	13,4	9,6	14	12,5	11,5	11,5
Sursis avec mise à l'épreuve (jugements contradictoires à signifier)	Mois	13,9	11,1	15	13,7	13,5	12,6
Amende (jugements contradictoires à signifier)	Mois	10,2	9,5	13,5	10,1	10,0	10,7

#### Précisions méthodologiques

L'indicateur retrace la moyenne des délais de mise à exécution des peines (durée qui s'écoule entre la date du premier événement de mise à exécution et la date du prononcé de la peine). Il est calculé sur les peines mises à exécution dans l'année écoulée. Les jugements frappés d'appel ou d'opposition, les peines amnistiées, les peines relatives à des personnes décédées ou graciées sont exclus du calcul.

La mesure s'effectue au 1<sup>er</sup> septembre de l'année n+1.

#### Sources des données :

Infocentre pénal de la nouvelle chaîne pénale (NCP) pour les 7 juridictions franciliennes.

#### Modalités d'interprétation :

En 2011, l'exécution des peines a fait l'objet d'une attention particulière explicitée sous l'indicateur 3.3. Des indicateurs d'exécution des peines ont été introduits parmi ceux des états-majors de sécurité pour valoriser la part prise par les personnels du ministère de l'intérieur à cette exécution. Ceci explique l'amélioration significative des délais en dépit de la taille réduite de l'échantillon analysé (7 juridictions sur 160).

Les cibles 2015, en nette progression sur celles de 2013, restent très prudentes au regard du réalisé 2011. Les délais atteints sur les jugements contradictoires, et contradictoires à signifier, sur ces 7 juridictions franciliennes sont désormais à un niveau bas qui sera maintenu très difficilement à partir du moment où, les stocks ayant été traités, les moyens supplémentaires exceptionnels ne seront pas reconduits. Le ralentissement se fera alors logiquement sentir d'abord sur l'exécution des décisions contradictoires à signifier.

Le déploiement de Cassiopée et de son infocentre permettra de calculer un taux pour l'ensemble des tribunaux de grande instance, mais pas avant le PLF 2015, le déploiement se terminant fin 2012. Cet élargissement du périmètre couvert rend difficile l'estimation des taux et délais d'exécution moyen qui découleront de cette généralisation du calcul.

#### OBJECTIF n° 4 : Maîtriser la croissance des frais de justice

La maîtrise globale de l'augmentation des frais de justice est un enjeu constant pour les services judiciaires. L'indicateur utilisé permet de rendre compte de la demande toujours croissante du justiciable et des moyens mis en place afin d'obtenir une réponse pénale rapide.

Pour faciliter les investigations, la généralisation de techniques d'investigation complexes et onéreuses rend nécessaire l'ouverture à la concurrence et le recours aux marchés publics. Par ailleurs, une réflexion est engagée sur le cadre réglementaire très strict de la dépense constituée par les frais de justice essentiellement fixé par le code de procédure pénale afin de concilier rationalisation des prescriptions et liberté de prescription des magistrats. Enfin, la fiabilisation du circuit de la dépense et la sensibilisation des acteurs impliqués constituent des axes prioritaires, notamment dans le but de fidéliser la restitution des engagements passés au titre des frais de justice.

**INDICATEUR 4.1 : Dépense moyenne de frais de justice par affaire faisant l'objet d'une réponse pénale**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Dépense moyenne de frais de justice par affaire faisant l'objet d'une réponse pénale	€	288	272	250	260	250	250

**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur prend en compte l'ensemble des frais de justice et le rapporte à la réponse pénale. Néanmoins, certains frais de justice sont susceptibles d'être engagés hors du cadre d'une procédure pénale ouverte et donc d'une réponse pénale. En effet, certains actes peuvent être prescrits avant même que le parquet n'ait statué sur l'opportunité des poursuites.

Il s'agit de certaines dépenses engagées lors d'enquêtes préliminaires ou de flagrance, de certaines dépenses générées lors d'une garde à vue non suivie de réponse pénale (examen médical, analyse génétique prélevée sur le simple suspect).

En l'état, il s'avère impossible de déterminer la part de ces dépenses de frais de justice ne pouvant être rattachée à une procédure ouverte. Toutefois, il apparaît que malgré son imperfection, cet indicateur sur la réponse pénale reste le plus pertinent. En effet, la très grande majorité des frais de justice criminels est générée par une affaire pénale ouverte.

Il est à noter que la réalisation 2011 a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des dates de disponibilité des données.

**Sources des données :**

Logiciel de suivi budgétaire et données d'activité issues des Cadres du parquet.

**Modalités d'interprétation :**

D'une manière générale, Cassiopée ayant un mode de comptage plus restrictif des affaires avec réponse pénale, le montant par affaire va connaître une hausse mécanique, ce qui va complexifier, pour ces années de transition, la lecture du coût moyen.

Si le coût 2010 était très certainement accru par un nombre d'affaires ayant reçu une réponse pénale (dénominateur) nettement sous-estimé, on retrouve en 2011 un ordre de grandeur plus cohérent, même si l'on peut encore considérer que le nombre des affaires demeure sous-estimé et, par suite, que le coût moyen est encore surévalué. Ainsi le nombre d'affaires ayant reçu une réponse pénale est encore revu à la baisse pour le calcul 2011 (1 111 000 au lieu de 1 211 000 dans un premier temps), ce qui fait augmenter sensiblement le coût moyen par affaire à 272 €. Dès lors, la baisse réelle par affaire, par rapport à 2010 est probablement plus modeste.

Pour autant on observe un coût constaté au-delà du coût moyen 2009 de 225 € par affaire, soit + 11 % par affaire, alors que la dépense en frais de justice a diminué de - 6,5 %.

Cette diminution est en partie le résultat des efforts de régulation de la dépense engagée, notamment grâce à l'élaboration de marchés publics nationaux et de négociations avec certains prestataires réguliers comme les opérateurs de téléphonie.

Elle résulte également des difficultés rencontrées par les tribunaux pour le traitement des mémoires de frais de justice, notamment en raison du déploiement en 2011 de Chorus. De nombreux mémoires de frais sont donc restés en attente.

Le réajustement à la hausse de la cible pour l'année 2012 tient compte des facteurs de rattrapage évoqués dus à l'accélération du paiement des mémoires, ainsi qu'aux déterminants propres à la dépense des frais de justice tels que la complexification des dossiers ou encore les exigences en matière de recherche de la vérité.

Les cibles 2013 et 2015 fixées à 250 € de frais de justice par affaire ayant reçu une réponse pénale constituent un objectif ambitieux en lien avec la rationalisation engagée des frais de justice.

**OBJECTIF n° 5 : Développer la communication électronique**

La Chancellerie a réalisé un plan d'équipement des cours d'appel et des tribunaux de grande instance afin de les mettre en capacité de communiquer, par voie électronique, avec les auxiliaires de justice (avocats, avoués). L'ensemble des cours d'appel et des tribunaux de grande instance ont été dotés du matériel et du logiciel et ont reçu une formation leur permettant de l'utiliser.

L'utilisation effective des matériels de visioconférence, également implantés dans les établissements pénitentiaires, permet de réduire les charges de transfèrements judiciaires.

**INDICATEUR 5.1 : Nombre d'utilisations de la visioconférence**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Cours d'appel	Nombre d'utilisation	4 458	4 810	5 500	5 200	5 600	6 300
Tribunaux de grande instance	Nombre d'utilisation	8 058	11 021	10 000	11 600	12 180	13 200

**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur a pour seul objet de mesurer l'utilisation de ce nouveau procédé par l'ensemble des cours d'appel et des tribunaux de grande instance.

**Sources des données :**

Secrétariat général.

**Modalités d'interprétation :**

Au vu des réalisations pour les années 2009 et 2010, les cibles 2013 fixées initialement, à 3 600 pour les cours d'appel et 6 200 pour les TGI, ont été ajustées en prévision de l'augmentation du recours à la visioconférence. Les cibles 2015 prennent en compte une persistance de cette progression.

En effet, l'appropriation de l'outil et l'augmentation du nombre d'équipements dans les services judiciaires vont très certainement entraîner un accroissement sensible du recours à la visioconférence. Les récentes réformes législatives (réforme de la garde à vue, contrôle des mesures de soins sans consentement) ainsi que les réformes organisationnelles (transfert de la charge des extractions judiciaires au ministère de la justice) sont de nature à inciter nos partenaires à s'équiper, ce qui nécessitera la maintenance et l'extension du parc de matériel des services judiciaires.

Il est important de noter que, parmi le nombre d'utilisations actuelles de la visioconférence, 75,5 % concernent des affaires avec des personnes détenues au niveau des cours d'appel et 54 % au niveau des TGI. La part en augmentation au niveau des cours d'appel des visioconférences concernant des détenus traduit une utilisation accrue de cette modalité de comparution par les chambres de l'instruction.

Dans ce cadre, la visioconférence, si elle ne permet pas au tribunal ou à la cour d'économiser du temps de travail, entraîne une diminution des coûts de transfèrement des détenus, des personnes gardées à vue au bénéfice, selon les cas, du ministère de l'intérieur ou de l'administration pénitentiaire.

Il convient de préciser que 11 % des connexions concernent déjà le contentieux de l'hospitalisation psychiatrique sous contrainte dont le contentieux n'est pourtant confié à ces juridictions que depuis le 1<sup>er</sup> août 2011 (au bénéfice du ministère de la santé), et 17,4 % permettent de respecter la nouvelle réglementation sur la garde à vue (au bénéfice du ministère de l'intérieur).

Par ailleurs, le recours à la visioconférence essentiellement aux assises pour l'audition des témoins ou d'experts est de nature à faire diminuer les frais de justice criminelle.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Traitement et jugement des contentieux civils	889 229 833	63 800 000			953 029 833	
02	Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	737 079 083	271 000 000			1 008 079 083	
03	Cassation	58 376 960	125 000			58 501 960	
05	Enregistrement des décisions judiciaires	12 516 320	1 500 000			14 016 320	
06	Soutien	356 969 971	378 137 585	65 000 000	61 169 188	861 276 744	2 230 000
07	Formation	54 987 072	27 140 000			82 127 072	
08	Support à l'accès au droit et à la justice	30 567 153				30 567 153	
Total		2 139 726 392	741 702 585	65 000 000	61 169 188	3 007 598 165	2 230 000

## 2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Traitement et jugement des contentieux civils	889 229 833	63 800 000			953 029 833	
02	Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	737 079 083	271 000 000			1 008 079 083	
03	Cassation	58 376 960	125 000			58 501 960	
05	Enregistrement des décisions judiciaires	12 516 320	1 500 000			14 016 320	
06	Soutien	356 969 971	378 137 585	125 300 000	61 169 188	921 576 744	2 230 000
07	Formation	54 987 072	27 140 000			82 127 072	
08	Support à l'accès au droit et à la justice	30 567 153				30 567 153	
Total		2 139 726 392	741 702 585	125 300 000	61 169 188	3 067 898 165	2 230 000

## Justice judiciaire

Programme n° 166 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Traitement et jugement des contentieux civils	861 519 618	63 100 000			924 619 618	
02	Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	714 140 648	325 600 000			1 039 740 648	
03	Cassation	58 729 376	275 000			59 004 376	
05	Enregistrement des décisions judiciaires	12 027 975	1 525 000			13 552 975	
06	Soutien	337 127 892	330 439 507	766 200 000	4 632 431	1 438 399 830	1 625 000
07	Formation	52 390 231	31 885 000			84 275 231	
08	Support à l'accès au droit et à la justice	28 034 516				28 034 516	
Total		2 063 970 256	752 824 507	766 200 000	4 632 431	3 587 627 194	1 625 000

## 2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Traitement et jugement des contentieux civils	861 519 618	63 100 000			924 619 618	
02	Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	714 140 648	325 600 000			1 039 740 648	
03	Cassation	58 729 376	275 000			59 004 376	
05	Enregistrement des décisions judiciaires	12 027 975	1 525 000			13 552 975	
06	Soutien	337 127 892	339 265 081	130 500 000	4 632 431	811 525 404	1 625 000
07	Formation	52 390 231	31 885 000			84 275 231	
08	Support à l'accès au droit et à la justice	28 034 516				28 034 516	
Total		2 063 970 256	761 650 081	130 500 000	4 632 431	2 960 752 768	1 625 000

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	2 063 970 256	2 139 726 392	2 063 970 256	2 139 726 392
Rémunérations d'activité	1 280 939 029	1 304 067 078	1 280 939 029	1 304 067 078
Cotisations et contributions sociales	770 531 227	827 915 670	770 531 227	827 915 670
Prestations sociales et allocations diverses	12 500 000	7 743 644	12 500 000	7 743 644
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>	752 824 507	741 702 585	761 650 081	741 702 585
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	726 839 507	717 062 585	735 665 081	717 062 585
Subventions pour charges de service public	25 985 000	24 640 000	25 985 000	24 640 000
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	766 200 000	65 000 000	130 500 000	125 300 000
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	766 200 000	65 000 000	130 500 000	125 300 000
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>	4 632 431	61 169 188	4 632 431	61 169 188
Transferts aux autres collectivités	4 632 431	61 169 188	4 632 431	61 169 188
<b>Total hors FDC et ADP prévus</b>	<b>3 587 627 194</b>	<b>3 007 598 165</b>	<b>2 960 752 768</b>	<b>3 067 898 165</b>
FDC et ADP prévus	1 625 000	2 230 000	1 625 000	2 230 000
<b>Total y.c. FDC et ADP prévus</b>	<b>3 589 252 194</b>	<b>3 009 828 165</b>	<b>2 962 377 768</b>	<b>3 070 128 165</b>

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Traitement et jugement des contentieux civils	889 229 833	63 800 000	953 029 833	889 229 833	63 800 000	953 029 833
02	Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	737 079 083	271 000 000	1 008 079 083	737 079 083	271 000 000	1 008 079 083
03	Cassation	58 376 960	125 000	58 501 960	58 376 960	125 000	58 501 960
05	Enregistrement des décisions judiciaires	12 516 320	1 500 000	14 016 320	12 516 320	1 500 000	14 016 320
06	Soutien	356 969 971	504 306 773	861 276 744	356 969 971	564 606 773	921 576 744
07	Formation	54 987 072	27 140 000	82 127 072	54 987 072	27 140 000	82 127 072
08	Support à l'accès au droit et à la justice	30 567 153	0	30 567 153	30 567 153	0	30 567 153
Total		2 139 726 392	867 871 773	3 007 598 165	2 139 726 392	928 171 773	3 067 898 165

## DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)						Crédits Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
	Plafond autorisé pour 2012	Demandés pour 2013	Effet des mesures de périmètre pour 2013	Effet des mesures de transfert pour 2013	Effet des corrections techniques pour 2013	Variation 2013 / 2012	
	(0)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	
Magistrats de l'ordre judiciaire	8 927	9 051			20	+104	982 427 302
Personnels d'encadrement	2 811	2 887				+76	195 785 689
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	8 484	8 746			20	+242	438 930 039
B administratifs et techniques	387	423				+36	20 806 057
C administratifs et techniques	10 528	10 348				-180	469 127 305
<b>Total</b>	<b>31 137</b>	<b>31 455</b>			<b>40</b>	<b>+278</b>	<b>2 107 076 392</b>

## Précisions méthodologiques

Les dépenses relatives aux indemnités versées aux assesseurs et conseillers prud'homaux (24,6 M€), aux indemnités versées au titre des réserves judiciaire et pénitentiaire (2 M€), aux indemnités de jurys (0,7 M€), à la rémunération des réservistes de la police nationale (2,5 M€) ainsi qu'au remboursement des officiers de protection des juges anti-terroristes (2M€) et diverses mesures de faible montant (0,8 M€) sont exclues du tableau ci-dessus car elles ne décomptent pas d'ETPT du plafond d'autorisation d'emplois.

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	1 304 067 078
Cotisations et contributions sociales	827 915 670
dont contributions au CAS Pensions	653 832 369
Prestations sociales et allocations diverses	7 743 644

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Magistrats de l'ordre judiciaire	276	266	7	426	197		3	150
Personnels d'encadrement	81	75	5,9	98	25		6,9	17
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	309	279	8	394	280		5,6	85
C administratifs et techniques	370	340	5	260	75		6,9	-110
<b>Total</b>	<b>1 036</b>	<b>960</b>		<b>1 178</b>	<b>577</b>			<b>142</b>

Au-delà des créations prévues par le schéma d'emploi, s'ajoutent les emplois redéployés grâce aux gains permis par le déploiement de la PNIJ et de Cassiopée.

Ces créations d'emplois permettront prioritairement de soutenir les actions et réformes majeures suivantes :

- l'amélioration du fonctionnement des juridictions (17 greffiers en chef ; 45 greffiers) ;
- le renforcement des conditions de mise en œuvre de l'exécution des peines et de l'application des peines (80 magistrats ; 15 greffiers) ;
- le renforcement de la justice des mineurs (10 magistrats) ;
- le renforcement des juridictions d'instance et la mise en œuvre de la réforme des tutelles (50 magistrats, 25 greffiers) ;
- la mise en œuvre de la collégialité de l'instruction (10 magistrats).

Une correction technique (+40 ETPT de C administratifs et techniques), correspondant à un ajustement des transferts intervenus en 2012 entre le programme 310 et le programme 166, est prise en compte.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale	374	376
Services régionaux	30 018	30 180
Services départementaux		
Opérateurs	469	666
Services à l'étranger		
Autres	276	233
<b>Total</b>	<b>31 137</b>	<b>31 455</b>

La catégorie « autres » correspond aux personnels du casier judiciaire national (233 ETPT). La hausse constatée sur la ligne « Opérateurs » correspond à un accroissement sensible du nombre d'auditeurs de la promotion 2013 de l'ENM.

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Traitement et jugement des contentieux civils	12 157
02	Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	10 199
03	Cassation	552
05	Enregistrement des décisions judiciaires	233

## Justice judiciaire

Programme n° 166 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
06	Soutien	5 887
07	Formation	1 855
08	Support à l'accès au droit et à la justice	572
<b>Total</b>		<b>31 455</b>

Le rattachement des ETPT aux différentes actions du programme est réalisé lors de la prise en charge financière de l'agent.

Les personnels rattachés aux actions 3, 5 et 7 contribuent intégralement et exclusivement à l'action concernée. En revanche, s'agissant des actions 1, 2, 6 et 8, les personnels des services judiciaires sont répartis de façon analytique sur la base d'une enquête temps. La répartition des effectifs en ETPT par action est présentée dans le tableau ci-dessous.

Répartition des ETPT par destination	ETPT magistrats	ETPT fonctionnaires	Total ETPT
Action n°01 : Traitement et jugement des contentieux civils	3 983	8 174	12 157
Action n°02 : Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	3 550	6 649	10 199
Action n°03 : Cassation	278	274	552
Action n°04 : Conseil Supérieur de la Magistrature			
Action n°05 : Enregistrement des décisions judiciaires	3	230	233
Action n°06 : Soutien	554	5 333	5 887
Action n°07 : Formation	670	1 185	1 855
Action n°08 : Support à l'accès au droit et à la justice	13	559	572
Total	9 051	22 404	31 455

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Ratios gestionnaires / effectifs gérés		Effectifs gérés (inclus dans le plafond d'emplois)
		intégralement
		32 086
(Effectifs physiques ou ETP)		
<b>Effectifs gérants</b>	<b>611</b>	<b>1,90 %</b>
administrant et gérant	313	0,98 %
organisant la formation	63	0,20 %
consacrés aux conditions de travail	172	0,54 %
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	63	0,20 %

Les précisions suivantes doivent être apportées s'agissant du périmètre pris en considération.

En ce qui concerne les effectifs gérants, doit être comptabilisé l'ensemble des agents des services contribuant à des missions de ressources humaines, y compris le responsable du service et son secrétariat. A cet égard, sont inclus les personnels consacrant la majeure partie de leur temps de travail à la gestion de personnels qu'ils n'encadrent pas directement et ceux qui sont affectés à des fonctions de support dans les services de gestion du personnel.

Il s'agit donc des gestionnaires :

- des services administratifs régionaux (SAR) des cours d'appel et du tribunal supérieur d'appel ;
- de l'École nationale des greffes ;
- de la Cour de cassation et du Casier judiciaire national ;
- de l'administration centrale, y compris les effectifs du département des ressources humaines du Secrétariat général en charge de la gestion des personnels affectés en administration centrale.

Au niveau des SAR, le recensement des personnels remplissant des missions relatives aux ressources humaines prend en compte l'intégralité des agents concourant à ces missions.

Ainsi, ont été comptabilisés les directeurs délégués à l'administration régionale judiciaire, les responsables de la gestion des ressources humaines, les responsables de la gestion des ressources humaines adjoints, les responsables de la gestion de la formation, les responsables de la gestion de la formation adjoints, et leurs équipes.

S'agissant de la formation, 37 magistrats délégués à la formation ont été recensés. Toutefois, ceux-ci consacrant au moins 60 % de leur temps de travail à une activité juridictionnelle dans les cours d'appel de taille importante et 40 % dans les cours d'appel de taille plus modeste, cette valeur est ramenée à 16.

Il convient de noter que, s'agissant des effectifs gérants consacrés aux conditions de travail, n'ont été mentionnés que les agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO), soit un agent par site (670 personnes physiques). Toutefois, une évaluation du temps de travail de ces agents consacrés à cette activité a été menée, qui permet de déterminer que ceux-ci consacrent, en moyenne, moins de 15 % de leur temps de travail à cette activité. En effet, la plupart de ces agents mènent cette mission concomitamment à d'autres missions de greffe. Ainsi, c'est un total de 100 ETP qui est inscrit à ce titre. En outre, la part des personnels affectés au Secrétariat général en charge de l'action sociale et rattachés sur le programme 310 « Conduite et pilotage de la politique de la justice » a pu faire l'objet d'une estimation, conduisant à comptabiliser 72 ETP supplémentaires. Par ailleurs, n'ont pas été comptabilisés les agents permettant le fonctionnement des comités d'hygiène et de sécurité départementaux.

En ce qui concerne les effectifs gérés, ceux-ci sont décomptés en effectifs physiques à la date du 31 décembre 2011. Seuls les effectifs décomptés au titre du plafond autorisé d'emplois ont été retenus.

Cependant, ont été exclus de ce décompte, en application des règles transversales de présentation, les personnels faisant l'objet d'une gestion partagée avec une autre administration : agents détachés entrants ou sortants, agents mis à disposition entrants ou sortants. Il est précisé que les agents non titulaires décomptant du plafond autorisé d'emplois (juges de proximité, assistants de justice, agents contractuels dits vacataires) sont intégrés dans l'assiette des effectifs gérés.

Le Conseil supérieur de la magistrature étant érigé en programme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 (programme 335), les effectifs gérés du Conseil ne sont pas pris en compte pour le calcul du ratio.

Une quasi-stabilité du ratio, soit 1,90 %, est envisagée pour 2013 (contre 1,87 % en 2012). Toutefois cette donnée cache des variations à la hausse tant des effectifs gérants que des effectifs gérés.

L'augmentation de 21 ETPT des effectifs gérants s'explique notamment, pour 12 ETPT par l'identification pour la première fois des effectifs du secrétariat général consacrés à la gestion transversale des ressources humaines. Pour 5 ETPT, il s'agit d'une augmentation des effectifs d'assistantes sociales.

Cette dernière augmentation est à mettre au regard de la croissance des effectifs gérés en 2011 (412 ETPT) le programme étant parmi ceux identifiés comme prioritaire et justifiant de créations de postes.

Au-delà de cette appréciation quantitative, la Direction des services judiciaires souhaite renforcer le développement qualitatif de la gestion des ressources humaines, à savoir la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, l'accompagnement des carrières, et enfin la meilleure articulation entre le déroulement des carrières, la formation et l'évaluation.

## Justice judiciaire

Programme n° 166 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	1 447,1
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	1 459,3
Changements de périmètre du programme 2013/2012	
Débasage/rebasage dépenses non reconductibles	-12,2
Impact du schéma d'emplois	14,4
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	2,9
Schéma d'emplois de l'année 2013	11,6
Mesures catégorielles	4
Mesures générales	7,3
GIPA	5,8
Mesures bas salaires	1,5
GVT solde	8,2
GVT positif	23,8
GVT négatif	-15,6
Autres	5
<b>Total</b>	<b>1 485,9</b>

Les dépenses exclues du socle 2012 concernent : le versement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (1,2 M€), le rachat des jours épargnés sur les comptes épargne temps (2,5 M€), les primes de restructuration liées à la réforme de la carte judiciaire (3,3 M€) ainsi que le recours à du personnel temporaire destiné à garantir l'efficacité de la justice judiciaire dans l'attente des recrutements de titulaires (5,2 M€).

Les dépenses 2013 « autres » englobent le rachat des jours épargnés sur les comptes épargne temps (2,5 M€), la masse salariale consacrée au recrutement de personnels contractuels saisonniers (4 M€), et l'application du jour de carence aux effectifs du programme 166 (-1,5 M€). La correction technique (+40 ETPT de C-administratifs et techniques), correspondant à l'ajustement des transferts intervenus en 2012 entre le programme 310 et 166, est également pris en compte (+0,7 M€).

Les crédits de titre 2 s'élèvent à 2 139 726 392 € en AE et en CP, y compris les cotisations employeurs au titre des pensions.

## COÛTS MOYENS (CHARGES, HORS CAS PENSIONS)

Les coûts moyens prévisionnels 2013 par catégorie d'emploi, charges sociales incluses et hors CAS pensions, sont les suivants :

Catégorie d'emploi	Coûts moyens du stock
Magistrats de l'ordre judiciaire	84 060
Personnels d'encadrement	50 547
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	35 685
B administratifs et techniques	32 840
C administratifs et techniques	29 743

Il est précisé que le calcul des coûts moyens prend en compte tous les mouvements d'entrée (provisoire et définitive) et de sortie (provisoire et définitive) du programme.



## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (1)	Coût de sortie (1)
Magistrats de l'ordre judiciaire	54 660	94 102
Personnels d'encadrement	43 483	54 053
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	32 725	37 656
B administratifs et techniques	30 448	30 979
C administratifs et techniques	27 156	29 098

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

## MESURES GÉNÉRALES

Le financement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat est prévu à hauteur de 5,8 M€.

Le coût des mesures « bas salaires » est évalué à 1,48 M€ pour 2013.

## MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Mois	Coût 2013	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2012 ou années précédentes						3 967 793	3 967 793
Revalorisation indemnitaire des magistrats	8 376	A	magistrats de l'ordre judiciaire	01-2013	01	3 967 793	3 967 793
<b>Total</b>						<b>3 967 793</b>	<b>3 967 793</b>

Une enveloppe de 3,97 M€ est prévue au titre des mesures catégorielles en 2013, dans le cadre de la dernière tranche de la revalorisation du régime indemnitaire des magistrats.

Après deux premières revalorisations du taux moyen de la prime modulable, porté de 9% à 10,5% au 1er août 2011, puis à 11,5% au 1er août 2012, celui-ci sera porté à 12 % au 1er janvier 2013.

## MESURES INDIVIDUELLES

Le GVT positif (ou effet de carrière) est estimé à 1,64 %, ce qui représente une progression de masse salariale, hors CAS pensions, de 23,80 M€.

Le GVT négatif (ou effet de noria) représente une économie de masse salariale, hors CAS pensions, de 15,65 M€.

Le solde du GVT est en conséquence de 8,15 M€.

## COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	601 435 727	653 832 369
<i>Civils (y.c. ATI)</i>	<i>600 954 592</i>	<i>653 390 164</i>
<i>Militaires</i>	<i>481 135</i>	<i>442 205</i>
<i>Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)</i>		
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)</i>		
Cotisation employeur FSPOEIE	33 900	34 992

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de :

- 653,35 M€ au titre des personnels civils (taux de 74,28%, dont 0,32% pour les allocations temporaires d'invalidité) ;
- 0,44 M€ au titre des personnels militaires (taux de 126,07%).

**Justice judiciaire**

Programme n° 166 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales pour les personnels titulaires et non titulaires (taux de 5,4%) est de 47,53 M€.

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement est de 4,5 M€.

**PRESTATIONS SOCIALES**

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	900	600 000
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		
Remboursement domicile travail	9 970	3 700 000
Capital décès	19	500 000
Allocations pour perte d'emploi	500	2 200 000
Autres	420	743 644
<b>Total</b>		<b>7 743 644</b>

**Action sociale hors Titre 2**

L'action sociale de la mission Justice est entièrement financée par le programme 310 « Conduite et pilotage de la politique de la justice ».

**DÉPENSES HORS PERSONNEL**

Au titre de l'année 2013, les crédits « autres titres » s'élèvent au total à 867 871 773 € en AE et 928 171 773 € en CP, après prise en compte du transfert suivant :

Destination ou Provenance du transfert	Crédits transférés en AE	Crédits transférés en CP
Programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative » : financement des injonctions thérapeutiques.	- 1 225 000	- 1 225 000
<b>Total</b>	<b>- 1 225 000</b>	<b>- 1 225 000</b>

Les crédits « autres titres » se décomposent de la manière suivante :

**1. Crédits relatifs au titre 3**

Les crédits relatifs au fonctionnement courant des services judiciaires (y compris ENM) et aux frais de justice (hors titre 6) s'élèvent au total, hors fonds de concours et attribution de produits, à 741 702 585 € en AE et en CP, soit :

- 321 702 585 € en AE et en CP au titre du fonctionnement courant,
- 420 000 000 € en AE et en CP au titre des frais de justice.

Par ailleurs, pour l'année 2013, le montant des fonds de concours et des attributions de produits a été évalué à 1 714 000 €, répartis de la manière suivante :

- 400 000 € au titre des « participations diverses aux dépenses de réception, de formation et de fonctionnement courant des tribunaux de commerce » : ces fonds de concours permettent de recueillir des subventions accordées aux tribunaux de commerce par les chambres de commerce et d'industrie ou par d'autres organismes publics ou parapublics ;
- 160 000 € au titre des redevances perçues lors de la mise à disposition de locaux ou de la réalisation de prestations des services judiciaires, consistant en une valorisation du patrimoine immatériel de l'État, quelque soit le lieu du siège social du débiteur, national ou international ;
- 108 000 € au titre des produits de cessions de biens mobiliers bénéficiant aux services judiciaires ;

- 36 000 € au titre des redevances perçues lors de la délivrance des reproductions de pièces de procédure dans les affaires pénales ;
- 50 000 € au titre de l'attribution de produits « Participation de la Commission européenne au financement de projets initiés par les services judiciaires » aux fins de remboursement par Eurojust, agence européenne chargée de renforcer la coopération judiciaire entre les États membres, des opérations effectuées dans le cadre d'équipes communes d'enquêtes ;
- 360 000 € au titre des produits perçus par la Cour de cassation, tels qu'énumérés à l'article R 131-18 du Code de l'organisation judiciaire, en contrepartie de services rendus (communication de décisions judiciaires par son service de documentation et d'études). Il est précisé que ces fonds sont imputés sur l'action 6 « soutien » depuis la gestion 2012 comme l'ensemble des autres fonds de concours et attributions de produits ;
- 600 000 € au titre des produits perçus par tribunal mixte de commerce de Nouméa dans le cadre de la redevance pour les prestations fournies par le greffe du tribunal mixte de commerce de Nouméa ;

## 2. Crédits relatifs au titre 5

Les crédits relatifs au titre 5, inscrits au projet de loi de finances 2013, s'élèvent au total à 65 000 000 € en AE et 125 300 000 € en CP, soit :

- 25 600 000 € en CP au titre des investissements liés à la carte judiciaire,
- 65 000 000 € en AE et 99 700 000 € en CP au titre des investissements hors carte judiciaire.

Par ailleurs sur l'action 6, au titre des attributions de produits en matière d'investissement, une somme de 516 000 € en AE et en CP est attendue pour le financement des travaux de rénovation de la Saint Chapelle de Riom intégrée à un bâtiment affecté aux services judiciaires. Cette recette, initialement attendue en gestion 2012, est reportée sur la gestion 2013.

## 3. Crédits relatifs au titre 6

Le montant des crédits relatifs aux dépenses d'intervention est de 61 169 188 € en AE et en CP, soit :

- 4 169 188 € en AE et en CP correspondant à la participation de la Direction des services judiciaires au fonctionnement de l'Établissement public d'exploitation du livre foncier informatisé (2 236 757 €) et à la subvention allouée au Conseil National des Barreaux pour la formation des élèves avocats (1 932 431 €) ;
- 57 000 000 € en AE et en CP au titre des frais de justice dans le cadre de la réforme de la médecine légale.

## GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

### PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

#### CONTRAT DE PARTENARIAT / CONSTRUCTION DU FUTUR PALAIS DE JUSTICE DE PARIS

Après révision des opérations dont la réalisation était initialement prévue via un PPP, le gouvernement a décidé de ne pas poursuivre sur ce mode la conduite des opérations de construction des nouveaux palais de justice de Perpignan et de Lille. Ces deux opérations seront donc menées en maîtrise d'ouvrage public. La construction du nouveau palais de Justice de Caen, pour sa part très avancée et concernant un bâtiment très délabré, est toutefois confirmée dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé. Concernant le palais de justice de Paris, la signature du contrat de partenariat est intervenue début 2012. Dès son installation en mai 2012, la Garde des Sceaux décidait d'une mission d'audit afin de l'éclairer sur les conditions de réversibilité de l'opération.

## Justice judiciaire

Programme n° 166 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2012 et avant	2013	2014 et après	Total
Investissement	986		824	986 824
Fonctionnement			952 952	952 952
Financement			1 090 1 090	1 090 1 090

Si la question du mode de financement d'un nouveau palais de justice à Paris se pose au regard des contraintes budgétaires liées au PPP, le besoin d'un nouveau palais de justice répond, d'une part, à l'éclatement actuel des services du tribunal de grande instance de Paris, dispersé sur six sites et, d'autre part, à la saturation du palais de justice de l'Île de la Cité.

## CONTRAT DE PARTENARIAT / CONSTRUCTION DU FUTUR PALAIS DE JUSTICE DE CAEN

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2012 et avant	2013	2014 et après	Total
Investissement	98			98
Fonctionnement				
Financement				

S'agissant de **la construction du futur palais de justice de Caen**, le projet consiste à reloger le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance dans un bâtiment à construire sur le site de la presqu'île à Caen. Compte tenu de la situation d'urgence créée par la grande dégradation du Palais Fontette, bâtiment du 18<sup>e</sup> siècle, qui abrite le tribunal de grande d'instance de Caen, l'opération de construction pourra par exception recourir au partenariat public-privé. Ce bâtiment fait également l'objet d'un avis défavorable de la commission de sécurité.

La signature du contrat de partenariat public-privé est prévue fin 2012.

## COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

## INDICATEURS IMMOBILIERS

Nature	Repère	Libellé	Unité	Services déconcentrés	
Surface	1	SHON du parc	m <sup>2</sup>	2 474 988	
	2	SUB du parc	m <sup>2</sup>	1 979 991	
	3	SUN du parc	m <sup>2</sup>	NS	
	4	SUB du parc domanial	m <sup>2</sup>	1 694 657	
	5	Ratio SUB / SHON	%	0,8	
Occupation	6	Effectif ETPT (réf. PAE)	nb	30 413	
	7	Ratio SUB/Poste de travail	m <sup>2</sup> /PT	64,9	
	8	Coût de l'entretien courant	€	60 100 000	
	9	Ratio entretien courant SUB	€ / m <sup>2</sup>	30,35	
Entretien lourd	10	Coût de l'entretien lourd * (parc domanial et quasi-propriété)	€	AE	49 490 000
				CP	42 882 140
	11	Ratio entretien lourd * / SUB (parc domanial et quasi-propriété)	€ / m <sup>2</sup>	AE	29,30
				CP	25,40
	12	Coût des travaux structurants	€	AE	14 310 000
				CP	8 681 500

\* Y compris les crédits d'entretien lourd financés sur le BOP ministériel du CAS "Gestion du patrimoine immobilier de l'État" et ceux financés sur le programme 309.

On rappellera que les indicateurs immobiliers des bâtiments abritant l'administration centrale des services judiciaires relèvent du programme 310.

Par ailleurs, les précisions suivantes doivent être apportées s'agissant du périmètre pris en considération :

- Repère 1 : La surface SHON comprend, entre autres, les salles des pas perdus, les salles d'audience, les bureaux, les attentes gardées, les dépôts, les attentes intermédiaires, les services techniques, les salles d'archives.
- Repère 2 : La prévision de la surface utile brute est établie à l'aide du ratio moyen SUB = 0,8 SHON.
- Repère 3 : Les surfaces utiles nettes (SUN), c'est-à-dire les surfaces de bureaux et locaux annexes, ne représentent qu'une part minoritaire des surfaces dans les palais de Justice et ne sont pas représentatives du patrimoine judiciaire. Par ailleurs, au regard de la typologie particulière des locaux judiciaires, la détermination de cette surface nécessite une étude approfondie des plans et de l'occupation du bâtiment, contrairement à un immeuble de bureau classique. Les travaux d'évaluation de la SUN, bâtiment par bâtiment, ne sont pas aujourd'hui suffisamment avancés pour produire un chiffre global fiable. C'est pourquoi, elle n'est pas renseignée.
- Repère 5 : Le ratio moyen SUB/SHON est établi de façon constante à 0,8.
- Repère 6 : Plafond d'autorisations d'emplois pour 2013, hors administration centrale et auditeurs de justice.
- Repère 8 : Coût prévisionnel de l'entretien courant en CP pour 2013. Il intègre les petits travaux et réparation ainsi que le nettoyage.
- Repère 10 : Les coûts de l'entretien lourd concernent les dépenses immobilières relevant du propriétaire.
- Repère 11 : Le ratio en autorisations d'engagement n'est pas significatif dans la mesure où il s'agit d'engagements pluriannuels.
- Repère 12 : Le coût des travaux structurants concerne les dépenses des opérations de constructions neuves et de restructuration / extension lourde, y compris les travaux liés au Grenelle de l'environnement et à la réforme de la carte judiciaire.

**Commentaires :**

En préambule, il convient de souligner que les travaux de fiabilisation menés sur l'ensemble du patrimoine immobilier des services judiciaires depuis la réforme de la carte judiciaire conduit la direction des services judiciaires et la sous direction de l'immobilier à affiner constamment les données patrimoniales.

La prévision des surfaces SHON et SUB pour 2013 est stable par rapport à celle du PAP 2012. La surface indiquée prend en compte les surfaces libérées dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire dont le ministère de la justice demeure toutefois toujours propriétaire, dans l'attente d'une éventuelle cession ou remise à disposition.

A la suite de la réforme de la carte judiciaire, la SUB du parc domanial détenue en quasi propriété enregistre une diminution correspondant notamment à la cession au cours des douze derniers mois par les services de France Domaine de huit biens, représentant 3 796 m<sup>2</sup>, et à la restitution de biens mis à disposition par les collectivités locales, représentant 2 755 m<sup>2</sup>. Cette diminution est toutefois compensée par la mise en service des tribunaux d'instance de Fougères, Montbard et de Troyes, du tribunal de commerce et du conseil de prud'hommes de Bobigny dans de nouveaux locaux dont le cumul atteint environ 6 900 m<sup>2</sup>.

Si le parc domanial n'enregistre pas une diminution de surface notable dans le prolongement des suppressions de juridictions liées à la réforme de la carte judiciaire initiée en 2009, il convient cependant de préciser que, actuellement, 26 immeubles antérieurement occupés par des services judiciaires ont été confiés aux services locaux de France Domaine pour cession. L'ensemble de ces immeubles représente une SUB d'environ 15 000 m<sup>2</sup>.

De manière générale, l'indicateur SUB/postes de travail est peu significatif pour les bâtiments judiciaires. En effet, la SUB comprend les espaces judiciaires ouverts au public (salle des pas perdus, salles d'audience) et les espaces spécifiques tel que les dépôts, l'attente gardée, les salles d'archives et des services techniques. Ainsi, la comparaison à une cible relative aux seules surfaces de bureaux est inopérante.

Le coût prévisionnel de l'entretien courant ainsi que le ratio entretien courant/SUB s'inscrivent dans le prolongement du coût prévisionnel 2012. En effet, la direction des services judiciaires s'attache depuis le projet annuel de performances 2012 à stabiliser le périmètre du socle incompressible de ces dépenses. L'analyse approfondie des données d'exécutions 2012-2013 permettra de corroborer cette estimation dans la mesure où les surfaces judiciaires connaissent, depuis les dernières opérations induites par la réforme de la carte judiciaire, une relative stabilité.

Les dépenses relatives à l'entretien lourd sont maintenues au niveau des dépenses des années 2011-2012 afin d'assurer les travaux indispensables à la pérennité du patrimoine. La légère augmentation de ces dépenses (en AE) s'explique par l'augmentation générale des prix du bâtiment. Ces dépenses intègrent, outre l'entretien normal des bâtiments, des opérations de « mise en accessibilité ».

Les dépenses des travaux structurants concourent notamment à la mise en œuvre des objectifs du Grenelle de l'environnement.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

### ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
810 435 900		2 819 179 416	915 785 464	2 169 648 494

### ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
2 169 648 494	444 266 175	226 339 640	189 525 195	1 309 517 484
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
867 871 773	483 905 598	271 080 760	51 185 220	61 700 195
<b>Totaux</b>	<b>928 171 773</b>	<b>497 420 400</b>	<b>240 710 415</b>	<b>1 371 217 679</b>

### CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
55,8%	31,2%	5,9%	7,1%

### ANALYSE DES CP DEMANDES EN 2013 SUR ENGAGEMENTS ANTERIEURS A 2013

La part des crédits de paiement 2013 relatifs à des engagements juridiques relevant d'années antérieures, rapportée aux crédits « autres titres », seuls générateurs de restes à payer, est estimée à 47,9 %. Cette part est en augmentation par rapport au taux estimé pour 2012 (41,7%) et au taux constaté en 2011 (42,3%).

Les paiements 2013 relatifs à des engagements antérieurs sont ventilés comme suit :

Brique de budgétisation	En M€	En %
Dépenses de fonctionnement (titre 3, 5,6)	59,6	13,4
Dépenses de frais de justice (titre 3)	264,4	59,5
Dépenses d'investissement (titre 3, 5,6)	120,3	27,1
<b>Totaux</b>	<b>444,3</b>	<b>100,0</b>

L'essentiel de ces dépenses, soit 86,9%, provient des frais de justice et d'opérations d'investissement.

**En ce qui concerne le fonctionnement courant**, les CP demandés serviront à couvrir les restes à payer pour un montant estimé à 59,6 M€. Ce montant est en forte augmentation par rapport à 2012 (36,7 M€).

En effet, la structuration des engagements juridiques relevant d'années antérieures à 2013 est modifiée en raison d'un changement de périmètre intervenu en 2012. La brique de budgétisation des crédits de fonctionnement courant intègre désormais les frais d'affranchissement induits par l'action judiciaire, qui étaient auparavant considérés comme relevant des frais de justice. Le volume de crédits concernés est de l'ordre de 50 M€. Théoriquement, ce type de frais relève dans Chorus du flux 4 où l'engagement est concomitant au paiement et ne devrait pas générer de restes à payer budgétaires. Cependant, dans un souci de transparence et compte tenu de la situation des crédits de frais de justice qui a conduit à générer d'importantes charges à payer en particulier en matière d'affranchissement, la somme de 11,5 M€ a été intégrée à ce titre. Elle correspond à des factures reçues par les services mais non exigibles car non certifiées.

Au-delà de cette mesure, les restes à payer en matière de fonctionnement sont constitués sensiblement de la même manière qu'auparavant :

- renouvellement anticipé en 2011 du bail du pôle financier du TGI de Paris signé en 2008, pour une durée ferme de 6 ans, assorti d'une diminution du loyer par rapport au bail antérieur (5,8 M€ pour l'annuité 2013 au lieu de 6,8 M€ auparavant) ;
- prise à bail pour une durée ferme de 6 ans de l'immeuble abritant le tribunal de police de Paris à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, soit un solde d'AE à couvrir au 1<sup>er</sup> janvier 2012 de 21,8 M€ avec une annuité 2013 de 4,2 M€ ;
- prise à bail, le 1<sup>er</sup> juillet 2012, pour une durée ferme de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 de l'immeuble abritant une partie des services de la Cour de cassation, soit un montant d'AE à couvrir de 17,2 M€ et une annuité 2013 de 2,8 M€.

A la date de la rédaction du présent document, il n'apparaît pas que l'exercice 2012 doive être marqué par d'autres engagements pluriannuels importants susceptibles de venir modifier la structure des engagements juridiques de cette brique budgétaire.

Pour mémoire, le tableau ci-dessous présente la répartition de la consommation des crédits de fonctionnement par année d'engagement juridique :

En M€	Engagements juridiques 2008 et années antérieures	Engagements juridiques 2009	Engagements juridiques 2010	Engagements juridiques 2011	Engagements juridiques 2012	Total des CP
CP 2008	263,7					263,7
CP 2009	30,6	241,2				271,8
CP 2010	18,7	18,9	261,5			299,1
CP 2011	11,6	7,4	15,7	254,8		289,5
CP 2012 (estimation)	5		6	38,3	289,3	338,6
<b>Total</b>	<b>329,6</b>	<b>267,5</b>	<b>283,2</b>	<b>293,1</b>	<b>289,3</b>	

**En ce concerne les frais de justice**, ceux-ci représentent 59,5% du total des CP sur AE années antérieures soit 264,4 M€ et sont en nette augmentation par rapport à 2012 (220,9 M€). Toutefois, la part des crédits consacrés aux engagements des années antérieures reste constante par rapport à l'exécuté 2011 à périmètre constant (environ 264 M€).

Il convient de noter que le poids relatif des frais de justice présente mécaniquement un infléchissement important en raison du changement de périmètre d'imputation des frais postaux.

Ce changement ne remet pas en cause le schéma spécifique de paiement des frais de justice selon lequel une prescription engagée dans l'année ne reçoit pas systématiquement un paiement dans cette même année, même si une évolution de la clef de répartition se dessine depuis 2010.



En 2006, la clef de répartition suivante a été établie, au vu d'un échantillonnage de dépenses : 60% des mémoires de l'année n étaient payés dans l'année et 40% l'étaient dans les années suivantes (30% en année n+1, 7% en année n+2, 3% en année n+3 et suivantes).

Cette clef, qui se vérifiait sur les prescriptions 2006, a toutefois dû être corrigée suite à l'examen de l'exécution des dépenses rattachées aux prescriptions 2007 (50% des mémoires de l'année N sont payés dans l'année et 50% le sont dans les années suivantes.)

Elle doit l'être à nouveau à l'examen de l'exécution des dépenses rattachées aux prescriptions 2008, dans la mesure où la quasi-totalité de celles-ci a fait l'objet d'un paiement.

Une évolution du cadencement des paiements est observée qui résulte notamment de la mise en place progressive, à partir de 2010, d'un nouveau circuit de traitement comptable des mémoires des frais de justice par des services centralisateurs qui a permis de réduire leur délai de traitement. Ces services installés au sein des tribunaux de grande instance constituent désormais le point de traitement unique des mémoires de frais de justice dans les juridictions.

De manière générale, les juridictions ont poursuivi leurs efforts pour fluidifier le rythme des paiements et apurer les mémoires en stock. En outre, le recensement exhaustif des charges à payer, conduit depuis la clôture des comptes 2008, a eu pour conséquence de renforcer le déstockage des mémoires en attente dans les services. Compte tenu de ces éléments, les services ont procédé à l'apurement des mémoires anciens, qui induit de manière conjoncturelle une augmentation des paiements au titre des années antérieures afin de résorber les stocks.

Ces éléments confirment l'infléchissement déjà observé en 2010 de cette proportion qui s'établit de la manière suivante :

- 48% des mémoires de l'année n seront payés dans l'année ;
- 52% le seront dans les années suivantes.

Il convient ici de préciser que contrairement aux exercices précédents, cette clef est déterminée en intégrant dans les données, les crédits de frais de justice supportés par le BOP central du programme. En effet, suite à la mise en œuvre de la réforme de la médecine légale et d'un circuit simplifié de paiement de certains frais de justice conduisant à globaliser les factures et à centraliser leur règlement en administration centrale, la part de la dotation de ce BOP dans le total des frais de justice a considérablement augmenté. Celle-ci est passée, en crédits de paiement, successivement de 4,1% en 2010, à 22% en 2011 puis à 28% pour 2012, à la date de rédaction du présent document. Aussi l'exclusion de cette dotation, qui se justifiait par son caractère minime et la spécificité de ses circuits de dépense, n'est-elle plus envisageable.

Cette mesure a pour effet de majorer de 2 points la part des CP servant au paiement des prescriptions de l'année qui sinon s'établirait à 46% environ. Le tableau ci-après tient compte de ce changement de périmètre.

#### Répartition de la consommation des frais de justice par millésime de prescription (y/c compris BOP central)

En M€	Prescriptions 2007 et antérieures	Prescriptions 2008	Prescriptions 2009	Prescriptions 2010	Prescriptions 2011	Prescriptions 2012	Total des CP
CP 2007	388,3	0	0	0	0	0	388,3
CP 2008	186,9	213,3	0	0	0	0	400,2
CP 2009	40,1	180,9	211,3	0	0	0	432,3
CP 2010	26,5	30,3	219	192	0	0	467,8
CP 2011	9	9,4	37,9	215,3	266	0	537,6
CP 2012 (estimation)	2,1	6,8	19	13,8	146,2	207,9	395,8
<b>Total</b>	<b>652,9</b>	<b>440,7</b>	<b>487,2</b>	<b>421,1</b>	<b>412,2</b>	<b>207,9</b>	

**S'agissant des opérations d'investissement**, elles représentent 120,3 M€ du total des paiements 2013 sur engagements antérieurs à cet exercice. Ce montant est stable par rapport à 2012 (122,9 M€). 96,1 % des crédits d'investissement inscrits en 2013 seront dédiés à la liquidation des opérations précédemment engagées.

Les principales opérations associées aux engagements contractés en 2012 ou antérieurement, pour lesquelles une importante couverture en crédits de paiement s'avère nécessaire pour les gestions à venir, relèvent essentiellement des investissements confiés à l'agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ), qu'il s'agisse d'opérations hors carte judiciaire ou d'opérations liées à la refonte de la carte judiciaire.

#### ANALYSE DES ENGAGEMENTS NON COUVERTS PAR DES CREDITS DE PAIEMENT EN FIN DE GESTION 2012 :

Le montant estimé des engagements juridiques en cours non couverts par des crédits de paiement fin 2012, s'élève à 2 152,5 M€.

Le niveau de ces restes à payer est en très forte augmentation par rapport à celui constaté fin 2011 (810,4 M€). Cet accroissement résulte du recours au dispositif de partenariat public privé pour financer la construction du nouveau palais de justice de Paris, mais aussi, dans une moindre mesure, de la forte augmentation des restes à payer de frais de justice.

Les engagements non soldés au 31 décembre 2012 se répartissent comme suit :

Brique de budgétisation	En M€	En %
Dépenses de fonctionnement (titre 3, 5,6)	123,6	5,7
Dépenses de frais de justice (titre 3)	305,9	14,1
Dépenses d'investissement (titre 3, 5,6)	1740,1	80,2
<b>Totaux</b>	<b>2169,6</b>	<b>100,0</b>

#### Concernant le fonctionnement courant :

Le montant estimé des restes à payer 2012 apparaît en nette augmentation par rapport à 2011 (123,6 M€ au lieu de 104,9 M€). Toutefois, cette évaluation intègre un montant estimé de l'ordre de 11 M€ au titre des charges à payer 2011 de frais postaux conformément au transfert d'imputation de cette dépense des frais de justice vers le fonctionnement courant.

Au sein de ces 123,6 M€, trois dépenses sont significatives :

13,2 M€ au titre de la prise à bail d'un immeuble hébergeant le tribunal de police de Paris (durée ferme de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ;

21,5 M€ au titre du renouvellement anticipé de la prise à bail du pôle financier du tribunal de grande instance de Paris (durée ferme de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2011) ;

17,2 M€ au titre de la prise à bail des locaux hébergeant la Cour de cassation le 1<sup>er</sup> juillet 2012 pour une prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (durée ferme de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013).

L'échéancier suivant présente le rythme prévisionnel d'apurement de ces restes à payer :

En M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018
CP	59,6	19,9	20,2	14,5	6,5	2,9

**Concernant les frais de justice :**

Le montant des restes à payer 2012 est évalué à 305,9 M€. Ce montant est en nette augmentation par rapport au restes à payer de 2011 (192,9 M€).

Compte tenu des particularités propres au circuit de paiement des frais de justice, l'échéancier suivant est envisagé dans la mesure où la clef de répartition déterminée pour 2012 (Cf. ci-dessus) peut être considérée comme stable :

En M€	2013	2014	2015	2016	2017
CP	264,4	29,6	7,5	4,4	0

**Concernant les opérations immobilières :**

Le montant des restes à payer 2012 est estimé à 1 740,1 M€ (contre 512,6 M€ en 2011).

La forte croissance des engagements non couverts par des CP tient compte des engagements contractés avant 2012 dont le solde s'élève à environ 390 M€. Elle s'explique essentiellement par l'engagement à hauteur de 986,1 M€ en AE du contrat de construction du futur palais de justice de Paris, réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Il convient d'y ajouter un engagement prévu fin 2012 à hauteur de 97,9 M€ en AE au titre de la construction du futur palais de justice de Caen, seule autre opération prévue en partenariat public-privé (PPP). Le début de la consommation en CP de ces deux PPP n'interviendra qu'à compter d'une date ultérieure à 2013, au moment de la livraison des palais de justice concernés.

Le solde est constitué par les prévisions d'engagement 2012 sur les autres opérations d'investissement en raison d'une faible couverture en 2012 en CP.

L'échéancier de paiement, hors opérations relevant de contrats de partenariat public-privé, présente le rythme prévisionnel d'apurement suivant :

En M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018 et suivant
CP	120,3	176,8	161,8	85,2	22,6	90,2

S'agissant des PPP, la consommation en CP du futur palais de justice de Paris n'interviendra qu'à compter de 2016. L'échéancier des CP du futur palais de justice de Caen n'est pas encore déterminé.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01

31,7 %



## Traitement et jugement des contentieux civils

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	889 229 833	63 800 000	953 029 833	
Crédits de paiement	889 229 833	63 800 000	953 029 833	

L'action couvre les moyens humains et budgétaires permettant aux services judiciaires de rendre des décisions de qualité, tout en réduisant les délais de traitement des affaires civiles, commerciales et sociales ainsi que les stocks d'affaires en attente.

Cette action concerne l'ensemble des décisions rendues en matière civile, commerciale ou sociale par les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'Instance, conseils de prud'hommes et tribunaux de commerce.

## EFFECTIFS

Il s'agit de toutes les affaires traitant de contentieux civils, commerciaux et prud'homaux dont connaissent les tribunaux d'instance, les tribunaux de grande instance, les cours d'appel, les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes.

**Services et personnels de ces services entièrement rattachés à cette action**

Pour les fonctionnaires : greffe civil des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance, les conseils de prud'hommes, les référés, les affaires familiales, le contentieux de l'exécution, le contrôle des expertises, le service civil du parquet, la saisie des rémunérations, le service des nationalités, les tutelles.

Pour les magistrats : les présidents de chambres civiles, sociales, commerciales.

**Services et personnels de ces services contribuant partiellement à cette action mais y étant rattachés à hauteur de leur concours en prévision et en restitution :**

Pour les fonctionnaires : le greffe des tribunaux pour enfants, les régisseurs, les services du juge des libertés et de la détention.

Pour les magistrats : les magistrats délégués à la formation, les magistrats délégués à l'équipement, les chefs de tribunaux de grande instance, les juges et vice-présidents enfants, les juges des libertés et de la détention, les juges d'instance et les magistrats du siège non spécialisés.

**Ventilation des effectifs par catégorie d'emplois**

12 157 ETPT (3 983 ETPT magistrats et 8 174 ETPT fonctionnaires) sont affectés à l'action " Traitement et jugement des contentieux civils ".

Cet effectif se répartit comme suit :

Catégorie d'emploi	ETPT
Magistrats de l'ordre judiciaire	3 983
Personnels d'encadrement	669
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	3 598
B administratifs et techniques	25
C administratifs et techniques	3 882
Sous total fonctionnaires	8 174
Total	12 157

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	63 800 000	63 800 000

En 2013, les frais de justice exposés en matière commerciale, sociale et civile sont évalués à 63,8 M€ en AE et en CP, soit 13,4 % de la dotation globale des frais de justice.

Cette programmation est stable en valeur absolue par rapport à la dépense exécutée 2011 et à la prévision d'exécution 2012.

Cependant cette stabilité masque une modification interne des équilibres des frais de justice de l'action « traitement et jugements des contentieux civils ». En effet, le poids des frais de justice commerciale devrait être plus marqué en 2013, traduisant ainsi les difficultés économiques traversées par les entreprises alors que, corrélativement, les dépenses civiles hors instances commerciales sont tendanciellement en baisse et ne devraient pas être soumises à des tensions particulières. Pour ces dernières, la revalorisation du tarif des enquêtes sociales intervenue le 13 janvier 2011, ainsi que la mise en place de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leurs prises en charge ont déjà produit leurs effets.

Un effort particulier sera mis en œuvre pour assurer le recouvrement des frais de justice commerciale visés à l'article R. 93,4° du Code de procédure pénale et avancés par l'État, dont le recouvrement par le Trésor public est prévu par l'article R. 91 du Code de procédure pénale.

**ACTION n° 02**  
Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales

33,5 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	737 079 083	271 000 000	<b>1 008 079 083</b>	
Crédits de paiement	737 079 083	271 000 000	<b>1 008 079 083</b>	

L'action couvre les moyens humains et budgétaires permettant au ministère de la justice de rendre la justice en matière pénale par des décisions de qualité rendues dans des délais raisonnables.

Cette action regroupe, d'une part, les moyens afférents à la conduite par les parquets de la politique générale de lutte contre la délinquance, en liaison avec les préfets et les administrations concernées : ils dirigent, contrôlent les enquêtes et statuent sur les suites qui peuvent leur être réservées.

Cette action concerne, d'autre part, l'ensemble des décisions rendues par les juridictions judiciaires (cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux pour enfants et tribunaux d'instance), qui se prononcent sur la culpabilité des personnes poursuivies et sur les peines qui leur seront le cas échéant appliquées. Elles statuent également sur le dédommagement des victimes.

Elle comporte trois axes principaux :

- l'amplification et la diversification de la réponse pénale ;
- l'amélioration de la mise à exécution des décisions pénales ;
- la maîtrise des frais de justice pénale.

## EFFECTIFS

Sont concernées toutes les affaires à caractère pénal dont connaissent les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises.

### Services et personnels de ces services entièrement rattachés à cette action

Pour les fonctionnaires : le greffe du tribunal de police, le greffe de la chambre des appels correctionnels, le greffe de la chambre de l'instruction, le greffe correctionnel, le bureau d'ordre d'audience, l'exécution des peines, l'instruction, le greffe du juge de l'application des peines, le greffe de la cour d'assises, la gestion des scellés et pièces à conviction, la reprographie des dossiers pénaux.

Pour les magistrats : les présidents de chambres de l'instruction, les conseillers de chambres de l'instruction, les présidents de chambre des appels correctionnels, les avocats généraux et substituts généraux, les juges et vice-présidents de l'application des peines, les juges et vice-présidents instruction, les procureurs adjoints, vice-procureurs et substituts du procureur.

### Services et personnels de ces services contribuant partiellement à cette action mais y étant rattachés à hauteur de leur concours en prévision et en restitution

Pour les fonctionnaires : le greffe du tribunal pour enfants, les régisseurs, les services du juge des libertés et de la détention.

Pour les magistrats : les chefs de tribunal de grande instance, les juges et vice-présidents enfants, le juge des libertés et de la détention, les juges d'instance et de police, les magistrats du siège non spécialisés.

### Ventilation des effectifs par catégorie d'emplois

L'action « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales » bénéficie de 10 199 ETPT (3 550 ETPT magistrats et 6 649 ETPT fonctionnaires).

Cet effectif se répartit comme suit :

Catégorie d'emploi	ETPT
Magistrats de l'ordre judiciaire	3 550
Personnels d'encadrement	424
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	3 112
B administratifs et techniques	13
C administratifs et techniques	3 100
Sous total fonctionnaires	6 649
<b>Total</b>	<b>10 199</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	271 000 000	271 000 000

En 2013, les frais de justice affectés à l'action « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales » sont évalués à 271 M€ en AE et en CP, soit près de 56,8 % de la dotation globale des frais de justice. Cette action reste prépondérante dans l'exécution des dépenses de frais de justice.

Ces dépenses sont celles engagées par les officiers de police judiciaire et par les magistrats dans le cadre des procédures judiciaires. Elles concernent essentiellement les analyses et expertises médicales mais aussi financières, informatiques ou balistiques, les recherches ADN, les interceptions téléphoniques et le recours aux collaborateurs de la justice (huissiers, traducteurs, interprètes, délégués du Procureur, etc.).

La programmation effectuée est en baisse en valeur absolue et en valeur relative par rapport à la prévision d'exécution 2012 mais reste stable si on la compare à l'exécution 2011.

Cette baisse n'est en fait qu'apparente car elle résulte du glissement de l'exécution d'importants postes de dépenses vers l'action soutien. En effet, depuis 2011, les subventions de fonctionnement versées aux établissements de santé (environ 57 M€) dans le cadre de la réforme de la médecine légale entrée en vigueur le 15 janvier 2011, sont désormais mises en paiement par le BOP central sur l'action soutien. En outre, afin de diminuer fortement le nombre de mémoires traités par les régions des tribunaux de grande instance, les prestataires pour lesquels une opération de désintéressement a été effectuée à la fin de l'année 2011 et dont les dépenses relevaient toutes de l'action 02 sont également payés mensuellement sur la base d'une facture globale sur l'action « Soutien ».

Cette programmation tient compte, en outre, de mesures nouvelles relatives notamment aux frais de gardiennage des scellés biologiques, dont la charge n'est pas comprise dans la réforme de la médecine légale.

Cette projection entérine également les efforts au service de la rationalisation et de la maîtrise de la dépense des frais de justice pénale :

- de conduite du changement qui vise à maintenir la sensibilisation et augmenter la professionnalisation des acteurs de la prescription et de l'exécution de la dépense en frais de justice pénale ;
- d'extension des domaines de mise en concurrence sur des secteurs à forts enjeux (scellés, etc.) ;
- de modification réglementaire pour éviter les dérives de certaines dépenses ;
- la mise en œuvre des mesures portant sur la rationalisation des frais de fourrière et des analyses et honoraires médicaux.

La poursuite de ces axes de progrès doit se traduire par des économies dans la gestion des scellés, le domaine de la traduction et de l'interprétariat mais également par une meilleure maîtrise des frais d'analyses et d'expertises médicales, de recherches ADN ou des interceptions téléphoniques.

Enfin, elle intègre la mise en place progressive de la plate-forme nationale d'interception judiciaire qui permettra de réaliser 2,2 M€ d'économies en 2013 sur l'action 02.

**ACTION n° 03 1,9 %**  
**Cassation**


	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	58 376 960	125 000	<b>58 501 960</b>	
Crédits de paiement	58 376 960	125 000	<b>58 501 960</b>	

L'action couvre, en sus des crédits de fonctionnement qui sont rattachés à l'action 6 « Soutien » depuis 2012 conformément à la nouvelle architecture budgétaire sous Chorus, l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant à la Cour de cassation de remplir sa mission, de garantir la régularité des décisions judiciaires, qui lui sont déferées, et de veiller à l'homogénéité de l'application du droit sur l'ensemble du territoire.

Les moyens retracés par cette action sont constitués des crédits de rémunération des magistrats, fonctionnaires et autres personnels affectés à la haute juridiction, ainsi que des frais de justice engagés.

Le premier président de la Cour de cassation est ordonnateur secondaire de ces dépenses.

**EFFECTIFS**

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant à la Cour de cassation de rendre la justice en matière civile, pénale, commerciale et sociale.

552 ETPT (278 ETPT magistrats et 274 ETPT fonctionnaires) sont affectés à la Cour de cassation.

Ils se répartissent comme suit :

Catégorie d'emploi	ETPT
Magistrats de l'ordre judiciaire	278
Personnels d'encadrement	61
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	43
B administratifs et techniques	7
C administratifs et techniques	163
Sous total fonctionnaires	274
<b>Total</b>	<b>552</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**
**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	125 000	125 000

L'estimation des crédits imputés sur l'action n°03 « Cassation » est en forte baisse par rapport à la prévision 2012 et à l'exécuté 2011 car cette programmation entérine le transfert des frais postaux sur le fonctionnement courant. Les 0,125 M€ restants sont destinés à financer des honoraires d'experts, de médecins ou d'interprètes.



**ACTION n° 05**  
**Enregistrement des décisions judiciaires**

0,5 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	12 516 320	1 500 000	<b>14 016 320</b>	
Crédits de paiement	12 516 320	1 500 000	<b>14 016 320</b>	

L'action couvre l'ensemble des moyens humains permettant le fonctionnement du Casier judiciaire national, service à compétence nationale installé à Nantes, ainsi que ses dépenses en matière de frais de justice.

Rattaché au directeur des affaires criminelles et des grâces, il a notamment en charge l'administration et la gestion des condamnations pénales et la délivrance des bulletins du Casier judiciaire aux juridictions (n°1), aux administrations (n°2) et aux particuliers qui en font la demande (n°3).

Le chef du service du Casier judiciaire national est ordonnateur secondaire des dépenses y afférentes.

**EFFECTIFS**

Cette action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires assurant le fonctionnement du casier judiciaire national (CJN), service à compétence nationale.

Il est question ici, d'une part, de l'enregistrement des décisions devant être inscrites au Casier judiciaire national (majoritairement des décisions pénales ainsi que certaines décisions civiles, commerciales, administratives ou disciplinaires) et, d'autre part, de la délivrance des bulletins du Casier judiciaire national aux juridictions (n° 1), aux administrations (n° 2) et aux particuliers qui en font la demande (n° 3).

L'enregistrement des décisions implique systématiquement l'intervention d'un opérateur tandis que les demandes de bulletin font l'objet soit d'un traitement informatique automatisé, soit d'un traitement atelier nécessitant l'intervention d'un agent.

Le Casier judiciaire national dispose de 233 ETPT (3 ETPT magistrats et 230 ETPT fonctionnaires et autres personnels).

Cet effectif se répartit comme suit :

Catégorie d'emploi	ETPT
Magistrats de l'ordre judiciaire	3
Personnels d'encadrement	13
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	7
B administratifs et techniques	20
C administratifs et techniques	190
Sous total fonctionnaires	230
<b>Total</b>	<b>233</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 500 000	1 500 000

Même si les dépenses sur titre 3 supportées par le programme 166 ne sont constituées que par des frais postaux, elles continuent à être payées sur le budget des frais de justice. En effet, le transfert des dépenses d'affranchissement sur le fonctionnement courant ne concerne que les juridictions.

L'évaluation est en léger repli par rapport au prévisionnel 2012 et à l'exécuté 2011 car les efforts de rationalisation du courrier mis en place par le casier judiciaire national devraient permettre de diminuer encore les dépenses engagées à ce titre.

**ACTION n° 06 28,6 %**  
Soutien



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	356 969 971	504 306 773	<b>861 276 744</b>	2 230 000
Crédits de paiement	356 969 971	564 606 773	<b>921 576 744</b>	2 230 000

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant à la direction des services judiciaires de mettre en œuvre ses politiques.

Sont comptabilisés les moyens qui ne se rattachent directement ni à l'action « Traitement et jugement des contentieux civils », ni à l'action « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales ».

Sont notamment imputés sur cette action, les crédits d'investissement pour la réalisation et l'entretien des bâtiments judiciaires. En outre, depuis 2012 et conformément à la nouvelle architecture budgétaire Chorus, les dépenses de fonctionnement de la Cour de cassation et de l'École nationale des greffes, hors formation, sont rattachées à l'action 6 « Soutien ».

Enfin, il est précisé que, depuis 2011, le paiement par l'administration centrale de frais de justice relevant habituellement de l'action pénale est désormais imputé sur cette action en raison des modalités de règlement des créances. Ces dépenses concernent la mise en œuvre, d'une part de la réforme de la médecine légale aux termes de laquelle une dotation annuelle et forfaitaire est versée directement à chacune des 47 structures hospitalières, en charge de réaliser les autopsies et examens médicaux ordonnés, et d'autre part d'un circuit simplifié d'exécution de la dépense pour certains prestataires en matière de frais de justice dans les domaines de la téléphonie et des analyses génétiques.

## EFFECTIFS

L'action couvre l'ensemble des moyens humains (crédits de rémunération des magistrats et des fonctionnaires qui y sont affectés) et budgétaires (crédits de fonctionnement) permettant à la direction des services judiciaires de mettre en œuvre les politiques et de gérer les moyens.

Il s'agit des personnels travaillant en administration centrale et des personnels des services judiciaires travaillant dans les services administratifs régionaux ou dans les juridictions à des tâches non juridictionnelles, le plus souvent administratives. Il est souligné que sont comptabilisés parmi ces personnels, les chefs de cour d'appel qui, depuis le

1<sup>er</sup> janvier 2006, sont conjointement ordonnateurs secondaires des dépenses et des recettes des juridictions de leur ressort – à l'exception de certaines dépenses et des recettes d'investissement – et ont la qualité de pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.

L'action « Soutien » couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires qui ne peuvent être ventilés sur les autres actions.

Cette action comprend ainsi les divers personnels – magistrats et fonctionnaires – qui concourent simultanément, par leur fonction d'administration et de gestion, aux actions n° 1 et n° 2. Sont également rattachés à cette action les personnels d'administration centrale qui concourent au programme « Justice judiciaire ».

L'action « Soutien » dispose ainsi de 5 887 ETPT (554 ETPT magistrats et 5 333 ETPT fonctionnaires).

Cet effectif se décompose comme suit :

Catégorie d'emploi	ETPT
Magistrats de l'ordre judiciaire	554
Personnels d'encadrement	1 452
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	849
B administratifs et techniques	349
C administratifs et techniques	2 683
Sous total fonctionnaires	5 333
<b>Total</b>	<b>5 887</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	378 137 585	378 137 585

Pour 2013, le montant des crédits affectés à ces dépenses est de 378 137 585 € en AE et en CP, soit :

- 294 562 585 € en AE et en CP au titre du fonctionnement courant,
- 83 575 000 € en AE et en CP au titre des frais de justice.

### LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT COURANT

S'agissant du fonctionnement courant, cette action regroupe les dépenses des actions n° 1 et 2 en raison de l'impossibilité pour les gestionnaires de répartir plus finement ces dépenses, qui sont le plus souvent indivises.

De plus, elle recouvre désormais les dépenses de fonctionnement courant de la Cour de cassation (action n°3) et de l'École nationale des greffes, hors formation, conformément à la nouvelle architecture budgétaire Chorus.

Enfin, à compter de 2013, les crédits de fonctionnement courant de la carte judiciaire sont intégrés dans l'ensemble des crédits de fonctionnement courant.

La dotation prévue au titre du fonctionnement courant s'élève à hauteur de 294,6 M€ en AE=CP. Elle est destinée à couvrir les dépenses de structure, d'activité, d'équipement, d'informatique et de frais de déplacement des magistrats et fonctionnaires, dont ceux, pour ces derniers, engagés dans le cadre de la formation continue.

Les dépenses des frais postaux qui étaient imputées sur les frais de justice sont, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, imputées sur le fonctionnement courant dans les dépenses de frais d'affranchissement.

La dotation se décompose comme suit :

- 3,2 M€ en AE et 6 M€ en CP relatifs au fonctionnement courant de la Cour de cassation ;
- 5,9 M€ en AE et en CP au titre des dépenses de fonctionnement de l'ENG, hors formation ;
- 285,4 M€ en AE et 282,6 M€ en CP relatifs aux dépenses de fonctionnement courant des autres BOP.

La programmation 2013 proposée par les services judiciaires s'inscrit dans une perspective de rationalisation des moyens et d'optimisation des emplois des crédits. Les responsables de BOP ont été notamment invités à adhérer aux dispositifs d'achats mutualisés existants ou qui seront mis en place pour obtenir les économies attendues. Le renforcement de la politique d'optimisation des achats devrait permettre de dégager des marges de manœuvre pour les responsables de budgets opérationnels de programme.

## LES CREDITS DE FRAIS DE JUSTICE

La programmation des crédits affectés à l'action « Soutien » pour l'année 2013, soit 83,57 M€ (17,5 % de la dotation frais de justice), est en légère progression par rapport à l'estimation 2012.

Ces mouvements masquent une modification sensible de la décomposition de la dépense sur l'action n° 6.

En effet, d'une part, les frais postaux qui étaient imputés sur les frais de justice sont désormais imputés sur le fonctionnement courant, ce qui se traduit par une baisse de 55,5 M€ des crédits affectés à l'action « Soutien ». D'autre part, la prise en charge sur le BOP central de factures mensualisées pour des prestataires à forte volumétrie augmente la masse des dépenses de l'action « Soutien » de près de 70 M€.

En revanche, il n'est pas prévu en 2013 de procéder à une opération d'apurement au plan central d'anciennes créances dont le poids a fortement impacté l'exécuté 2011.

Le reste des dépenses de l'action « Soutien » demeure inchangé : il s'agit essentiellement du paiement des marchés analyses ADN individus et traces dont les coûts cumulés atteignent 9 M€.

## ■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	65 000 000	125 300 000

Pour assurer les dépenses d'investissement de la gestion 2013, hors celles liées aux opérations conduites dans le cadre d'un partenariat public-privé, les ressources budgétaires prévues totalisent 65 M€ en autorisations d'engagement et 125,3 M€ en crédits de paiement, soit :

- 65 M€ en AE et 99,7 M€ en CP au titre des opérations immobilières, hors réforme de la carte judiciaire ;
- 25,6 M€ en crédits de paiement au titre des investissements liés à la réforme de la carte judiciaire.

La programmation 2013, comme les années précédentes, s'attachera à assurer la soutenabilité des engagements en matière d'investissements judiciaires. En premier lieu, elle se caractérise par la poursuite de la programmation déconcentrée initiée antérieurement à 2013 et liée principalement à la mise en sûreté des juridictions, leur mise en accessibilité et leur conformité tant aux normes environnementales qu'aux règlements de sécurité. En second lieu, les opérations importantes confiées à l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) sont également intégrées.

Il s'agit des opérations suivantes :

- construction du tribunal de grande instance d'Aix-Carnot ;

- extension-réhabilitation du palais de justice de Chalon-sur-Saône ;
- restructuration du palais de justice de Douai ;
- construction du palais de justice de Foix ;
- construction du tribunal d'instance/conseil de prud'hommes de Montmorency ;
- construction du tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre ;
- extension-restructuration du tribunal de grande instance de Strasbourg ;
- rénovation du palais de justice de Marseille-Monthyon ;
- restructuration du palais de justice de Poitiers ;
- construction de la cour d'appel de Fort-de-France.

À ces opérations s'ajoutent les opérations de construction neuve des palais de justice de Perpignan et de Lille initialement envisagées en partenariat public-privé et qui seront menées en maîtrise d'ouvrage public

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT :

En ce qui concerne les opérations immobilières hors mise en œuvre de la réforme de carte judiciaire, 65 M€ seront consacrés à la poursuite de travaux ou d'études en cours, suivis au niveau déconcentré par les départements immobiliers, l'Agence publique pour l'immobilier de la justice disposant au titre des années antérieures des autorisations d'engagement nécessaires à l'entrée en phase opérationnelle des importantes opérations immobilières qui lui ont été confiées.

En ce qui concerne le volet immobilier de la réforme de la carte judiciaire, la totalité des autorisations d'engagement nécessaires à la poursuite des opérations immobilières aura été mise en place à l'issue de l'année 2012.

#### CREDITS DE PAIEMENT :

Hors carte judiciaire, le montant total des crédits de paiement s'élève à 99,7 M€ ventilés comme suit :

- 55,0 M€ seront réservés aux dépenses afférentes aux opérations en cours suivies en mode déconcentré ;
- 44,7 M€ seront utilisés au titre des dépenses relatives aux opérations judiciaires en cours conduites par l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice.

S'agissant du financement du volet immobilier de la réforme de la carte judiciaire, une enveloppe de 25,6 M€ permettra de poursuivre les mandatements et les ordonnancements de dépenses. Il convient d'observer que dès l'année 2013, il ne subsistera qu'un nombre très limité d'opérations, moins de 20 sur les 450 opérations issues de la réforme. S'agissant des opérations conduites par les départements immobiliers, l'ensemble des opérations sera réceptionné d'ici 2014. S'agissant des 11 opérations immobilières importantes confiées à l'APIJ, elles seront réceptionnées d'ici 2015-2016.

#### ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	61 169 188	61 169 188

Le montant des crédits relatifs aux dépenses d'intervention, hors dépenses de frais de justice), est de 4 169 188 € en AE et en CP, correspondant :

- à la contribution de la direction des services judiciaires au fonctionnement de l'Établissement public d'exploitation du livre foncier informatisé (EPELFI) : 2,2 M€ ;
- à la subvention allouée au Conseil national des barreaux pour la formation des élèves avocats : 1,93 M€.

En ce qui concerne les frais de justice, la réforme de la médecine légale entrera en 2013 dans sa troisième année de mise en place. La dépense prévue à ce titre est évaluée à 57 M€ en AE et en CP. Ce montant intègre le financement des équipes mobiles selon le format arrêté par la circulaire du 25 avril 2012 relative à la mise en œuvre de la réforme de la médecine légale.

**ACTION n° 07 2,7 %**  
Formation



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	54 987 072	27 140 000	<b>82 127 072</b>	
Crédits de paiement	54 987 072	27 140 000	<b>82 127 072</b>	

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant d'assurer la formation initiale et continue des magistrats et des fonctionnaires des greffes.

**L'École nationale des greffes**, située à Dijon, est un service à compétence nationale qui assure la formation initiale et continue des greffiers en chef, des greffiers et des fonctionnaires des greffes.

Ses moyens sont constitués des crédits de rémunération des magistrats, fonctionnaires et autres personnels qui y sont affectés et des crédits de fonctionnement. Seules les dépenses de formation et de frais de déplacement liées à la formation stricto sensu restent rattachées à cette action, les autres charges étant imputées sur l'action 6 « Soutien ».

Le directeur de l'ENG est ordonnateur secondaire des dépenses y afférentes.

La formation continue des fonctionnaires est partagée entre la formation dispensée à l'École nationale des greffes pour la mise en œuvre de formations accompagnant de nouveaux dispositifs législatifs ou réglementaires et la formation régionale dispensée dans le ressort de chaque cour d'appel. Sont ainsi pris en compte les moyens humains et budgétaires mis à disposition par les cours d'appel.

**L'École nationale de la magistrature**, établissement public administratif, est en charge de la formation initiale et continue des magistrats de l'ordre judiciaire dans ses deux établissements de Bordeaux et de Paris.

A ce titre, elle assure la formation des magistrats professionnels et non professionnels (juges de proximité, juges consulaires).

## EFFECTIFS

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant d'assurer la formation initiale et continue des magistrats et fonctionnaires des greffes. Elle comprend les dépenses des divers personnels – magistrats et fonctionnaires – qui concourent à cette action en tant que formateurs ainsi que les dépenses de personnel des auditeurs de justice et agents des greffes en formation.

Pour les magistrats, qu'ils soient professionnels ou non, cette formation est assurée par l'École nationale de la magistrature, établissement public.

L'École nationale de la magistrature étant un opérateur principal, de plus amples développements figurent dans la partie « Opérateurs ».

Pour les fonctionnaires, cette formation est assurée par l'École nationale des greffes (ENG), service à compétence nationale, et se décompose entre formation dispensée à l'École et formation régionale dispensée dans le ressort de chaque cour d'appel.

1 855 ETPT (670 ETPT magistrats et auditeurs de justice et 1 185 ETPT fonctionnaires) contribuent à l'action « Formation », répartis comme suit :

Catégorie d'emploi	ETPT	Dont personnels ENG	Dont formation régionalisée	Dont auditeurs de justice	Dont stagiaires ENG
Magistrats de l'ordre judiciaire	670	2	2	666	
Personnels d'encadrement	192	26	14		152
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	928	25	18		885
B administratifs et techniques	7	5	2		
C administratifs et techniques	58	43	15		
Sous total fonctionnaires	1 185	99	49		1 037
Total	1 855	101	51	666	1 037

Les formateurs de l'École nationale de la magistrature sont compris dans le plafond d'emploi de cet opérateur.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 500 000	2 500 000
Subventions pour charges de service public	24 640 000	24 640 000
<b>Total</b>	<b>27 140 000</b>	<b>27 140 000</b>

Les crédits alloués à ce titre s'élèvent à 27,14 M€ soit :

- 2,5 M€ en AE et en CP au titre du fonctionnement courant ;
- 24,64 M€ en AE et en CP correspondant au montant de la subvention pour charges de service public accordée à l'École nationale de la magistrature.

En ce qui concerne la formation des magistrats, il convient de se reporter aux développements particuliers relatifs à l'École nationale de la magistrature (ENM), présentés dans la partie « Opérateurs ».

Les crédits relatifs au fonctionnement courant permettront l'organisation de sessions de formation dans les cours d'appel et à l'École nationale des greffes. A cet égard, il convient de préciser que les dépenses de fonctionnement courant de l'École nationale des greffes, hors formation, s'exécutent désormais sur l'action 6 « Soutien », conformément à la nouvelle architecture budgétaire Chorus. Seules subsistent sur l'action 7 « Formation » les dépenses de formation et de frais de déplacement liées à la formation stricto sensu (frais occasionnés par les déplacements effectués par les maîtres de conférence, les formateurs informatiques, les intervenants extérieurs).

Sont exclues de cette dotation les charges afférentes aux frais de déplacement occasionnées par les stages, imputées sur l'action 6. En effet, depuis 2009, les dépenses relatives à la participation à des sessions nationales de formation continue sont prises en charge par les budgets opérationnels de programme des cours d'appel et relèvent en conséquence de l'action 6 « Soutien » au sein des BOP.

Au total, les dépenses consacrées à la formation des personnels des services judiciaires, y compris celles rattachées à l'action 6, sont en légère baisse par rapport à celles prévues en 2012 (-3 %). Cette évolution s'explique principalement par une diminution de la subvention pour charges de service public à destination de l'ENM.

En ce qui concerne l'ENM, la subvention pour charges de service public présentera en 2013 une diminution de 5,18 % par rapport à la LFI 2012. Cet effort s'inscrit dans le cadre de la contribution des opérateurs à la maîtrise des finances publiques, alors que l'école verra une augmentation du niveau d'activité pour la seule formation initiale en raison de

l'accroissement très sensible du nombre d'auditeurs de la promotion 2013, à laquelle s'ajouteront les stagiaires du concours complémentaire.

En ce qui concerne l'École nationale des greffes, son budget global (fonctionnement et formation) devrait augmenter de 18,6 % par rapport à 2012. En effet, en raison d'un niveau de recrutement élevé en 2013, l'École devrait accueillir un nombre plus important de stagiaires en formation initiale qu'en 2012 (+157 stagiaires en formation initiale), soit une évolution de +10 % par rapport à 2012. Par ailleurs, en 2013, l'École accueillera et prendra en charge, pour la 2<sup>e</sup> année, la classe préparatoire intégrée de janvier à mars 2013. En revanche, en ce qui concerne la formation continue, le nombre de stagiaires devrait connaître une baisse en 2013 comparé à 2012 de l'ordre de 8 %.

Les crédits consacrés strictement d'une part à la formation dispensée à l'École et d'autre part à la formation régionalisée, sont évalués respectivement à 1,1 M€ et 1,4 M€.

#### ACTION n° 08

1 %



#### Support à l'accès au droit et à la justice

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	30 567 153	0	<b>30 567 153</b>	
Crédits de paiement	30 567 153	0	<b>30 567 153</b>	

Depuis 2007, les personnels du service de l'accès au droit et à la justice ainsi que ceux qui, dans les juridictions, se consacrent à cet objectif, sont rattachés au programme 166 « Justice judiciaire ».

L'action porte sur la mise en œuvre de la politique de l'accès au droit et à la justice, qui se traduit notamment par le fonctionnement des bureaux d'aide juridictionnelle, des maisons de justice et du droit ainsi que par la gestion et l'animation des conseils départementaux de l'accès au droit.

#### EFFECTIFS

L'action « Support à l'accès au droit et à la justice » regroupe, d'une part, l'ensemble des moyens humains affectés dans les bureaux d'aide juridictionnelle, les personnels des maisons de la justice et du droit, et les personnels des conseils départementaux d'accès au droit chargés de leur gestion, de l'animation et de la conduite des programmes d'action de ces groupements d'intérêt public.

D'autre part, cette action accueille également les personnels de l'administration centrale du Service de l'accès au droit, à la justice et à la politique de la ville se consacrant à l'aide juridictionnelle, au développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité, et à l'aide aux victimes.

572 ETPT (13 ETPT magistrats et 559 ETPT fonctionnaires) sont affectés à l'action « Support à l'accès au droit et à la justice ».

Cet effectif se répartit comme suit :

Catégorie d'emploi	ETPT
Magistrats de l'ordre judiciaire	13
Personnels d'encadrement	75
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	210
B administratifs et techniques	4
C administratifs et techniques	270
Sous total fonctionnaires	559
<b>Total</b>	<b>572</b>



## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	25 985 000	25 985 000	24 640 000	24 640 000
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)				
<b>Total</b>	<b>25 985 000</b>	<b>25 985 000</b>	<b>24 640 000</b>	<b>24 640 000</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
ENM - Ecole nationale de la magistrature	350	174	0	0	469	173	3	0	666	174	2	0
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>174</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>469</b>	<b>173</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>666</b>	<b>174</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

## PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond
<i>en ETP</i>						<i>en ETP</i>
173					+1	174

\* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

---

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

---

---

**ENM - ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE**

---

L'École nationale de la magistrature (ENM) est un établissement public administratif de l'État, placé sous la tutelle du ministère de la justice. Son budget est rattaché à l'action « Formation » du programme « Justice judiciaire ».

L'ENM a en charge la formation initiale, dont la phase de recrutement, et la formation continue des magistrats de l'ordre judiciaire, la conception et l'organisation d'initiatives thématiques recevant une audience européenne. Elle se voit confier des actions de coopération internationale en matière d'enseignement et d'expertise. Elle est membre du réseau des écoles de service public (RESP) françaises, du réseau européen de formation judiciaire (REFJ) et de l'organisation internationale de la formation judiciaire (OIFJ) qui a une vocation universelle.

Depuis 2009, l'ENM a rénové son offre de formation afin de mettre en cohérence le recrutement et la formation, initiale et continue, destinée à mettre en valeur les compétences et les qualités des candidats. L'année 2013 sera notamment consacrée à la modernisation du processus de recrutement par la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion des candidatures et des résultats de concours.

Par ailleurs l'école a continué à former selon deux cycles annuels les magistrats appelés à occuper de nouvelles fonctions qu'ils n'avaient jamais auparavant exercées. Elle a également mis en place en 2012 pour la première fois une formation spécifique à destination des nouveaux chefs de cour. En 2013, une adéquation encore plus forte entre le besoin de formation continue des magistrats et l'offre proposée par l'ENM sera recherchée, notamment par l'intermédiaire d'une communication renouvelée autour des actions de formation continue organisées par l'établissement.

L'ENM assure également la formation initiale ou continue des juges non professionnels. En 2013, l'accessibilité à l'offre de formation pour ces publics sera renforcée et l'ENM engagera des actions de formation en direction d'autres publics concourant au fonctionnement de la justice (greffiers des Tribunaux de commerce, assistants spécialisés des pôles judiciaires, et, sous réserve des moyens nécessaires et d'une modification des textes réglementaires, au profit des experts judiciaires).

La vocation européenne et internationale de l'école se décline dans tous les aspects de la formation mais aussi dans le rayonnement international de l'établissement (organisation de la 5<sup>ème</sup> Conférence internationale sur la formation judiciaire en 2011). En 2013, l'ENM poursuivra l'accueil et la formation des magistrats étrangers. Elle aura également pour objectif l'accroissement du nombre de magistrats français bénéficiant de ses programmes de formation, par exemple sur des projets financés par l'Union européenne, mais aussi par l'intermédiaire du programme « Justice sans frontière » ou bien encore les séminaires organisés avec le soutien de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les toxicomanies (MILDT).

Pour 2013, les objectifs indiqués dans la lettre de mission du nouveau directeur de l'établissement tiennent au souci d'actualiser et d'évaluer de manière permanente les enseignements dispensés en formation initiale ou continue. Un tel objectif contribue d'ailleurs au rayonnement international de l'école, dont le développement fait également partie de ses missions. Enfin, une attention particulière sera portée au renforcement de la relation avec la Direction des Services Judiciaires, chargé de la tutelle, afin d'aboutir avec elle à des propositions permettant une meilleure prévisibilité de l'action et du plan de charges de l'ENM. Ces différents points feront partie d'un contrat d'objectifs et de performance 2013-2015 dont la signature devrait intervenir d'ici la fin de l'année 2012.

S'agissant de sa gouvernance et de l'amélioration de son pilotage stratégique, un certain nombre de mesures ont été mise en place depuis 2011 ou 2012 :

- Concernant la maîtrise des finances publiques, l'ENM est désormais qualifiée « d'opérateur principal ». A ce titre, des démarches d'autoévaluation concernant le processus comptable et budgétaire ont été élaborées. La mise en œuvre du contrôle interne comptable et financier (CICF) s'est concrétisée par la désignation des référents (promoteur

et référent technique) et par la présentation en juin 2012 au Conseil d'administration, de son plan d'action. En revanche, le niveau du budget de l'ENM ne l'a pas placée parmi les opérateurs dont les comptes devaient être prioritairement certifiés.

- Concernant la politique d'achats, l'ENM est partie prenante de quatre marchés ministériels ou interministériels (réseau informatique, téléphonie mobile, fournitures de bureau, essence et entretien des véhicules) et va finaliser prochainement un marché avec le ministère de l'enseignement supérieur pour l'acquisition de logiciels à destination des étudiants. De plus, les procédures vont être modifiées pour intégrer dans les marchés publics davantage de clauses environnementales ou sociales.

Par ailleurs, l'élaboration depuis 2009 d'indicateurs de performance et leur présentation annuelle au Conseil d'administration témoignent de la volonté d'évaluer en permanence la qualité du fonctionnement de l'établissement et d'optimiser sa gestion.

Dans le même temps, l'ENM poursuit ses efforts concernant l'infrastructure immobilière pour optimiser le fonctionnement quotidien des bâtiments, notamment par l'isolation des bâtiments, l'amélioration de la sécurité, la réfection des bureaux et des amphithéâtres. Ceci est conforme au schéma pluri annuel de stratégie immobilière (SPSI) 2010-2013 mettant l'accent sur la sécurisation des bâtiments et sur des travaux permettant des économies d'énergie et une amélioration des conditions de travail du personnel.

Par ailleurs, le schéma directeur informatique 2009-2012 a été poursuivi par la mise en œuvre définitive d'une gestion électronique des documents. L'ensemble de ces missions sur les infrastructures a été mené tout en procédant à une réduction sensible des effectifs administratifs et techniques, pour redéployer le plus de postes possible sur les activités pédagogiques et de recherche de l'école.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 07 : Formation</b>	<b>21 240</b>	<b>21 240</b>	<b>25 985</b>	<b>25 985</b>	<b>24 640</b>	<b>24 640</b>
Subventions pour charges de service public	21 240	21 240	25 985	25 985	24 640	24 640
<b>Total</b>	<b>21 240</b>	<b>21 240</b>	<b>25 985</b>	<b>25 985</b>	<b>24 640</b>	<b>24 640</b>

Dans le cadre de la contribution des opérateurs à la maîtrise des finances publiques, la subvention pour charges de service public de l'ENM présente pour 2013 une diminution de 5,18 % par rapport à la LFI 2012, qui suit un effort important de revalorisation de la subvention de 22,3% en LFI 2012 par rapport à la réalisation 2011.

Cet effort est d'autant à souligner que, pour la même année, l'augmentation du niveau d'activité pour la seule formation initiale est estimée à 30 % en raison de l'accroissement très sensible du nombre d'auditeurs de la promotion 2013, à laquelle s'ajouteront les stagiaires du concours complémentaire. Pour faire face à ce plan de charge, l'ENM poursuivra l'effort de rationalisation de ses dépenses de fonctionnement.

Un prélèvement sur le fonds de roulement de l'ENM pourra également être envisagé afin de clôturer la campagne menée depuis 2010 de résorption de l'excès de fonds de roulement de l'ENM, qui devrait permettre d'atteindre en 2013 l'objectif fixé d'un fonds de roulement correspondant à 2,5 mois de fonctionnement.

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	15 625	15 949	Ressources de l'État	21 240	25 790
			- subventions de l'État	21 240	25 790
Fonctionnement	9 258	10 690	- ressources fiscales	0	0
Intervention	0	0	Autres subventions	180	102
			Ressources propres et autres	1 335	747
<b>Total des charges</b>	<b>24 883</b>	<b>26 639</b>	<b>Total des produits</b>	<b>22 755</b>	<b>26 639</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	2 128	
Total : équilibre du CR	<b>24 883</b>	<b>26 639</b>	Total : équilibre du CR	<b>24 883</b>	<b>26 639</b>

(1) voté

## Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	1 264	0	Capacité d'autofinancement		949
Investissements	872	2 276	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	0
			Autres ressources	32	21
<b>Total des emplois</b>	<b>2 136</b>	<b>2 276</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>32</b>	<b>970</b>
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	2 104	1 306

(1) voté

Les recettes et ressources autres que celles de l'État se décomposent de la manière suivante :

- sous la rubrique « autres subventions », sont comptabilisées les subventions allouées par l'association EGIDE ainsi que les ressources affectées de l'UE au titre de l'activité internationale de l'ENM,
- sous la rubrique « ressources propres et autres », sont essentiellement comptabilisés les loyers perçus pour la location de salles, la rétribution par les États étrangers des stages effectués par leurs magistrats à l'ENM et les rétributions des stages effectués par les autres publics en France.

## DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Action 1: Assurer le recrutement des auditeurs de justice	1 424	556			<b>1 980</b>
Action 2: Assurer la formation initiale des auditeurs de justice	4 328	3 324		160	<b>7 812</b>
Action 3: Assurer la formation continue des magistrats français	4 428	1 327			<b>5 755</b>
Action 4: Assurer la formation des magistrats étrangers	901	951		5	<b>1 857</b>
Action 5 : Assurer la formation initiale et continue des collaborateurs de justice	560	324			<b>884</b>
Action 6: Soutien	4 308	3 208		2 111	<b>9 627</b>
<b>Total</b>	<b>15 949</b>	<b>9 690</b>		<b>2 276</b>	<b>27 915</b>

#### Action n°1 : Assurer le recrutement des auditeurs de justice

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant d'assurer le recrutement et la validation des compétences des auditeurs de justice ainsi que celle des classes préparatoires intégrées.

Les moyens humains se composent de l'ensemble des personnels du service « recrutement et validation des compétences » de l'ENM et des membres des jurys des concours. Ils comprennent également les coordonnateurs et enseignants des classes préparatoires intégrées.

La masse salariale comprend les salaires des personnels magistrats et non magistrats, les vacations versées aux enseignants et aux membres des jurys. Les bourses des étudiants en classes préparatoires figurent aussi à ce poste.

Les dépenses de fonctionnement recouvrent les frais liés aux trois concours d'accès à l'ENM, les cycles préparatoires (Instituts d'études judiciaires), ainsi que les frais de déplacement des personnels, des jurys et des enseignants des classes préparatoires.

#### Action n° 2 : Assurer la formation initiale des auditeurs de justice

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant d'assurer la formation initiale des auditeurs de justice.

Les moyens humains se composent de l'ensemble des personnels des services études, stages, recherche et documentation de l'ENM, des coordonnateurs régionaux de formation, des directeurs de centre de stage et des intervenants.

La masse salariale comprend les salaires des personnels magistrats et non magistrats ainsi que les vacations versées aux intervenants et les indemnités des directeurs de centres de stage.

Les dépenses de fonctionnement recouvrent les frais liés aux périodes d'étude et de stages extérieurs des auditeurs de justice ainsi que les frais de déplacement des personnels, des auditeurs de justice, des intervenants et des enseignants associés.

#### Action n° 3 : Assurer la formation continue des magistrats français

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant d'assurer la formation continue des magistrats.

Les moyens humains se composent de l'ensemble des personnels des services de la formation continue nationale, de la formation continue déconcentrée, des magistrats délégués à la formation, de la section des langues et des intervenants.

La masse salariale comprend les salaires des personnels magistrats et non magistrats ainsi que les vacations versées aux intervenants et les indemnités des magistrats délégués à la formation.

Les dépenses de fonctionnement recouvrent les frais liés aux sessions de formation, colloques, cycles de formations et stages extérieurs de la formation continue nationale ainsi que les frais de déplacement des personnels et des intervenants.

#### Action n° 4 : Assurer la formation internationale des magistrats et développer la coopération internationale

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant d'assurer la formation internationale des magistrats et le développement de la coopération internationale.

Les moyens humains se composent de l'ensemble des personnels du service international de l'ENM, des intervenants extérieurs.

Les dépenses de fonctionnement couvrent les frais liés à l'organisation des sessions de formation, les contributions aux réseaux internationaux de formation et aux organismes de coopération dédiés, le programme d'échange de juges, l'exécution de conventions européennes ainsi que les frais de déplacement des personnels et des intervenants.

#### Action n° 5 : Assurer la formation initiale et continue des juges non professionnels

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires permettant d'assurer la formation initiale et continue des juges non professionnels. Il s'agit des juges de proximité, des juges consulaires, des délégués du procureur et des conciliateurs de justice en formation initiale ou en formation continue.

Les moyens humains se composent de l'ensemble des personnels du service des formations professionnelles spécialisées ainsi que des intervenants.

Les dépenses de fonctionnement recouvrent les frais liés aux sessions de formations, aux déplacements et stages des juges de proximité et aux frais de déplacements et missions des intervenants.

**Action n° 6 : Action soutien**

L'action couvre l'ensemble des moyens humains et budgétaires qui ne peuvent pas être ventilés sur les autres actions. Ainsi, cette action comprend les divers personnels, magistrats et fonctionnaires qui concourent simultanément, par leur fonction d'administration et de gestion, à l'ensemble des actions.

Cette action recouvre les dépenses d'activité (fournitures, télécommunication), de structure (fluides, nettoyage, maintenance) et d'équipement des actions 1 à 5 en raison de l'impossibilité de les ventiler.

Elle concerne également les dépenses d'entretien immobilier, d'agencements et installations ainsi que toutes les charges liées à l'informatique et l'acquisition de petits équipements.

**■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR**

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	174	176	176
- sous plafond	174	173	174
- hors plafond opérateurs	0	3	2
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	350	469	666
- rémunérés par l'État par ce programme	350	469	666

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Depuis le 1er janvier 2010, les auditeurs de justice ne sont plus décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois (PAE) alloué à l'ENM. Ils sont comptabilisés au sein du PAE du programme 166. Seuls les emplois de personnel permanent de l'ENM sont décomptés dans celui alloué à l'opérateur. Ce sont ainsi 174 ETPT qui sont alloués en 2013 pour mener à bien les missions confiées à l'ENM.

La hausse des emplois rémunérés en PLF 2013 par rapport à la LFI 2012 correspond à l'arrivée d'une nouvelle promotion d'auditeurs de justice en 2013.

S'agissant des emplois hors plafond, ils sont rémunérés sur les ressources propres de l'opérateur en provenance d'une convention signée avec le Fonds européen de développement pour la mise en œuvre sur trois ans d'une mission d'appui à l'école de la magistrature ivoirienne.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

### Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

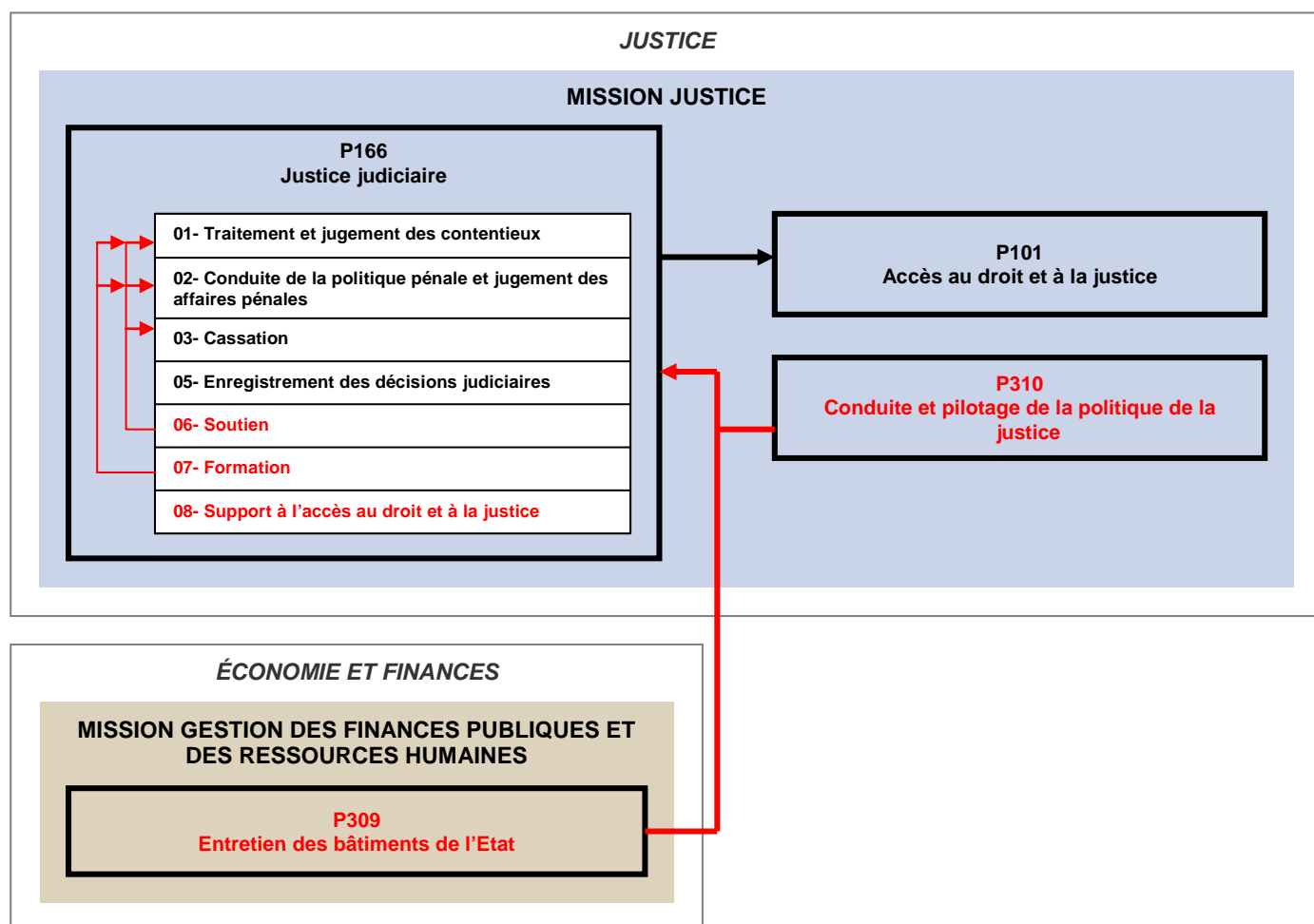
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

### SCHEMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Traitement et jugement des contentieux civils	953 029 833	+457 063 035	+44 616 494	1 454 709 362	1 392 797 553
02 - Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales	1 008 079 083	+542 510 781	+77 228 823	1 627 818 687	1 570 811 387
03 - Cassation	58 501 960	+6 360 000	+1 506 077	66 368 037	68 456 180
05 - Enregistrement des décisions judiciaires	14 016 320		+2 063 323	16 079 643	15 594 469
06 - Soutien	923 806 744	-923 806 744		0	0
07 - Formation	82 127 072	-82 127 072		0	0
08 - Support à l'accès au droit et à la justice	30 567 153		-30 567 153	0	0
<b>Total</b>	<b>3 070 128 165</b>	<b>0</b>	<b>+94 847 564</b>	<b>3 164 975 729</b>	<b>3 047 659 589</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-94 847 564</b>
101 / Accès au droit et à la justice (Mission « Justice »)	+31 839 912
309 / Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-58 150
310 / Conduite et pilotage de la politique de la justice (Mission « Justice »)	-126 629 326

## OBSERVATIONS

## CHANGEMENTS DE PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME 166

L'analyse des coûts doit prendre en considération un changement majeur de périmètre budgétaire pour l'année 2013.

En effet, les crédits relatifs au financement de la réforme de la médecine légale, jusque là imputés sur l'action 2 « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales », s'exécutent désormais sur l'action 6 « Soutien » afin d'en faciliter le traitement comptable.

Ce changement de périmètre a un impact significatif sur les crédits directs. Toutefois, en analyse des coûts, ces crédits sont rattachés à l'action 2 dans un souci de rendre compte de la politique pénale menée par les services judiciaires.

Enfin, il convient de souligner que les dépenses de frais de postaux en matière de frais de justice sont devenues en gestion 2012 des frais d'affranchissement de fonctionnement courant. Ces frais, malgré un changement de nature de dépense, restent imputés sur la même action 6 « Soutien ».

## MODALITÉS DE RAPPROCHEMENT ET DE VENTILATION DES CRÉDITS DE SOUTIEN DU PROGRAMME

## Action « Soutien »

Les crédits inscrits à l'action « Soutien » représentent 30,1 % des crédits de paiement du programme « Justice judiciaire ».

Les crédits de titre 2 correspondent au coût des personnels des services judiciaires chargés de missions d'accueil ou de tâches de gestion administrative ; ainsi, les personnels d'administration centrale et ceux des services administratifs régionaux, hormis ceux affectés au service de la formation régionale, sont rattachés à l'action « Soutien ».

Les crédits de titre 3 correspondent aux crédits de fonctionnement courant des juridictions, lesquels sont exclusivement rattachés à l'action « Soutien » en raison de la difficulté à les répartir entre les actions de politique



publique, aux crédits de fonctionnement courant de la Cour de cassation et à une partie de ceux de l'Ecole nationale des greffes, ainsi qu'aux crédits de frais de justice non directement rattachables aux actions civile et pénale, notamment le paiement centralisé de certains prestataires.

Les crédits de titre 5 concernent le financement d'opérations d'investissement sur des bâtiments judiciaires sans que celles-ci puissent être considérées comme étant réalisées au bénéfice d'une seule activité.

Enfin, les crédits de titre 6 correspondent à des subventions accordées au niveau national par l'administration centrale. Il s'agit d'une part des dotations versées aux établissements publics de santé dans le cadre de la réforme de la médecine légale, et d'autre part d'une participation accordée au Conseil national des Barreaux pour la formation des avocats et de la contribution de la Direction des services judiciaires au fonctionnement de l'Etablissement public d'exploitation du livre foncier informatisé.

Ces crédits ont été répartis selon des modalités particulières.

Les crédits de titre 2 ont été ventilés sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils » et « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales », au prorata des crédits de titre 2 inscrits directement sur ces deux actions, soit respectivement 54,7% et 45,3%.

Les crédits de titre 3, relatifs au fonctionnement courant (hors frais de justice), font l'objet d'une répartition :

- sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils » et « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales », au prorata des crédits de titre 2 inscrits directement sur ces deux actions, soit respectivement 54,7 % et 45,3 % ;
- sur l'action « Cassation », à hauteur des dépenses de fonctionnement courant de la Cour de cassation, à hauteur de 6,36 M€ (incluant la prévision de rattachement des fonds de concours).

Par ailleurs, les crédits de titre 3 relatifs aux frais de justice sont répartis sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils » et « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales », au prorata des crédits de frais de justice inscrits directement sur ces deux actions, soit respectivement 19,1 % et 80,9 %.

Les crédits de titre 5 sont répartis sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils » et « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales », à hauteur, respectivement, de 32 % et 68 %. Cette proportion résulte de la répartition des surfaces (hors locaux communs) constatée en moyenne entre ces deux actions, sur la base d'un programme type de surfaces d'un tribunal de grande instance.

Les crédits de titre 6 hors frais de justice font l'objet d'une ventilation sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils » et « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales », qui correspond au poids respectif de ces deux actions en ETPT (respectivement 54,4 % et 45,6 %).

Les crédits de titre 6 en matière de frais de justice sont intégralement versés sur l'action « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales ».

### **Action « Formation »**

Les crédits inscrits à l'action « Formation » représentent 2,7 % des crédits du programme.

Les crédits de titre 2 correspondent au coût des personnels des services judiciaires chargés de la mise en œuvre d'actions de formation (agents de l'École nationale des greffes, agents chargés de la formation dans les cours d'appel), et des auditeurs de justice et agents des greffes en formation initiale.

Les crédits de titre 3 correspondent à la subvention pour charges de service public allouée à l'École nationale de la magistrature et aux dépenses de fonctionnement courant en matière de formation des personnels des services judiciaires, notamment de l'École nationale des greffes (formation et frais de déplacement liés à la formation *stricto sensu*). Il convient de rappeler que les dépenses de fonctionnement courant de l'École nationale des greffes, hors formation, s'exécutent sur l'action 6 « Soutien ».

Ces crédits font l'objet d'une ventilation sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils » et « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales » au prorata des crédits du titre 2 inscrits directement sur ces deux actions, soit respectivement 54,7 % et 45,3 %.

### Crédits de soutien ventilés sur le programme « Accès au droit et à la justice »

Le programme 166 « Justice judiciaire » contribue au fonctionnement des services de ce programme, à hauteur de 31 839 912 €, par la prise en charge du personnel affecté sur l'action 8 « Support à l'accès au droit et à la justice » et par le financement des dépenses de fonctionnement courant nécessaires à l'activité des bureaux d'aide juridictionnelle et des centres départementaux d'accès au droit installés dans les locaux des juridictions.

Ainsi, les crédits de titre 2 inscrits directement à l'action 8 « Support à l'accès au droit et à la justice » du programme « Justice Judiciaire », soit 30 567 153 €, font l'objet, en analyse des coûts, d'un déversement intégral sur le programme 101 « Accès au droit et à la justice », dans la mesure où ils permettent exclusivement les rémunérations d'agents concourant à la mise en œuvre de la politique de ce programme.

En matière de crédits de fonctionnement courant, la somme de 1 272 759 € a été déversée au bénéfice du programme 101 au titre du financement des dépenses d'activité et de structure des services en charge des missions dévolues à ce programme. Ces montants ont été calculés, à partir de coûts moyens :

- pour les dépenses d'activité, sur la base des ETPT inscrits au projet annuel de performances au titre de l'action 8 « Support à l'accès au droit et à la justice »,
- pour les dépenses de structure, sur la base des superficies mises à disposition des services rattachés au programme 101.

Le montant à déverser ainsi calculé est ensuite prélevé sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils », « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales » et « Cassation », au prorata des crédits de titre 3 et de titre 5 inscrits sur ces actions, soit respectivement 47,55 %, 51,03 % et 1,42%. Ce prorata tient compte de la ventilation interne préalable des crédits inscrits sur les actions « Soutien » et « Formation ».

### FONCTIONS DE SOUTIEN MINISTÉRIELLES ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Les crédits reçus du programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice » proviennent des actions « Activité normative » et « Gestion de l'administration centrale ».

La part de ces crédits est évaluée à 126 629 326 € et se décompose comme suit :

- 1 420 000 € au titre des crédits de fonctionnement courant du Casier judiciaire national ;
- 39 940 000 € au titre des crédits relatifs au financement de grands projets informatiques des services judiciaires, tels que le projet CASSIOPEE (système d'information de la chaîne pénale) et celui de la plateforme nationale des interceptions judiciaires ;
- 85 269 326 € au titre des crédits de gestion de l'administration centrale : il s'agit d'une partie des crédits relatifs aux fonctions transversales de soutien et à l'activité des services assurant des compétences mutualisées de la mission « Justice », qui est reversée sur le programme « Justice judiciaire ».

Il est à noter que le financement du projet d'informatisation du livre foncier d'Alsace Moselle, assumé jusqu'en 2009 par le programme 310 « Conduite et pilotage de la politique de la justice » est désormais intégralement pris en charge par le programme 166 « Justice judiciaire » : un montant de 2,2 M€ est inscrit à cet effet sur les crédits de titre 6 de l'action « Soutien ».

Ces crédits sont répartis sur les cinq actions de politique publique du programme « Justice judiciaire ». La règle de répartition n'est pas homogène pour l'ensemble de ce montant :

- les crédits relatifs au fonctionnement courant du Casier judiciaire national (titre 3) sont intégralement versés sur l'action « Enregistrement des décisions judiciaires », afin de regrouper l'ensemble des crédits relatifs à cette activité ;
- les crédits consacrés au développement des grands projets informatiques de la Direction des services judiciaires sont intégralement versés sur l'action « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales » ;
- les autres crédits en provenance du programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice » ont été répartis sur les actions du programme « Justice judiciaire » au prorata des ETPT de chacune de ces actions, après ventilation interne des actions « Soutien » et « Formation », soit : 53 % pour l'action « Traitement et jugement des contentieux civils » ; 44,5 % pour l'action « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales » ; 1,8 % pour l'action « Cassation » et 0,8 % pour l'action « Enregistrement des décisions judiciaires ».

#### DÉVERSEMENT DU PROGRAMME « ENTRETIEN DES BÂTIMENTS DE L'ÉTAT » DE LA MISSION « GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES »

Ce programme a pour finalité de regrouper, sur un programme unique dédié, les crédits d'entretien lourd des bâtiments de l'État afin d'en améliorer la programmation.

Cela se traduit, en analyse de coûts, par le versement de 58 150 € en provenance de ce programme.

Ces crédits font l'objet d'une ventilation sur les actions « Traitement et jugement des contentieux civils » et « Conduite de la politique pénale et jugement des affaires pénales », qui repose sur le poids respectif de ces deux actions en ETPT (respectivement 54,4 % et 45,6 %).



---

### PROGRAMME 107

#### ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	78
Objectifs et indicateurs de performance	82
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	94
Justification au premier euro	97
Opérateurs	124
Analyse des coûts du programme et des actions	128

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Henri MASSE

Directeur de l'administration pénitentiaire

Responsable du programme n° 107 : Administration pénitentiaire

Les missions du service public pénitentiaire sont fixées à l'article 2 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 : « Le service public pénitentiaire participe à l'exécution des décisions pénales. Il contribue à l'insertion ou à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire, à la prévention de la récidive et à la sécurité publique dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues ». Ce service public est assuré par l'administration pénitentiaire avec le concours des autres services de l'État, des collectivités territoriales, des associations et d'autres personnes publiques ou privées.

L'administration pénitentiaire est chargée de la mise en œuvre du mandat judiciaire en matière d'exécution des peines. Son efficacité dépend en partie des décisions et des contributions d'autres intervenants. Les politiques en matière d'insertion de l'administration pénitentiaire sont étroitement liées à celles des ministères ou des partenaires extérieurs, en amont ou en aval de son intervention ; l'enseignement en prison est dispensé par des enseignants de l'éducation nationale ; l'organisation et la mise en œuvre de la prise en charge sanitaire des personnes détenues relèvent depuis la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 du service public hospitalier.

La performance de cette administration peut être mesurée par l'atteinte de trois objectifs qui se retrouvent dans les trois grands axes stratégiques qui cadrent l'action de l'administration pénitentiaire :

- Prévenir la récidive et favoriser la réinsertion ;
- Garantir la sécurité de la détention ;
- Améliorer les conditions d'exécution des peines.

### 1 – Garantir la sécurité de la détention

La mission de l'administration pénitentiaire est d'assurer la privation de liberté dans des conditions de sécurité tant pour les personnes placées sous main de justice que pour les personnels et les intervenants.

L'objectif 1 « renforcer la sécurité des établissements pénitentiaires » décline un premier aspect de la sécurité de la détention. Il est mesuré au travers d'indicateurs sur les évasions, les incidents et la formation à la prévention du suicide.

L'anticipation et le traitement des incidents contribuent à développer des relations apaisées en détention, condition nécessaire au travail d'insertion ou de réinsertion. Les taux d'incidents en détention sont révélateurs à la fois de l'évolution du comportement de la population écrouée, mais également du savoir-faire des agents à prévenir et gérer les tensions.

La prévention du suicide se structure autour de la formation des agents, des mesures particulières pour les détenus les plus fragiles, de l'humanisation de l'univers carcéral, et du développement des activités.

De plus, afin de compléter les dispositifs mis en place, la détection puis la protection mises en œuvre, impliquent désormais tous les acteurs de la vie carcérale : bénévoles, intervenants sanitaires, sociaux et associatifs, familles et codétenus.

En outre, l'administration pénitentiaire s'est engagée dans la mise en place des règles pénitentiaires européennes (RPE), notamment la règle n 72-1 qui précise que « les prisons doivent être gérées dans un cadre éthique soulignant l'obligation de traiter tous les détenus avec humanité et de respecter la dignité inhérente à tout être humain. ».

Les RPE constituent depuis 2007 une charte d'action pour l'administration pénitentiaire. Elle a développé une démarche de labellisation destinée à valoriser la qualité des pratiques professionnelles et à consolider le travail effectué sur les RPE, qui cible une vingtaine de règles relatives à l'accueil des arrivants et représente un réel enjeu pour la prise en charge de la personne détenue (objectif 2).

## **2 – Améliorer les conditions d'exécution des peines**

La sécurité de la détention s'améliore aussi par une gestion du parc immobilier adaptée aux catégories de populations accueillies. L'administration pénitentiaire entend se mettre en situation de répondre aux exigences de la loi pénitentiaire.

L'objectif de réduction de la surpopulation peut être atteint par la politique renouvelée de l'administration pénitentiaire sur les aménagements de peine : développement de la part du placement extérieur, de la semi-liberté et de la libération conditionnelle par rapport à la part de la surveillance électronique (objectif 3).

## **3 – Prévenir la récidive et favoriser la réinsertion**

La prévention de la récidive constitue un axe prioritaire des missions confiées à l'administration pénitentiaire principalement par l'action menée par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) tant en milieu fermé qu'en milieu ouvert.

Les politiques de réinsertion constituent un volet essentiel de la prévention de la récidive. Les données statistiques connues ont permis de confirmer l'importance des aménagements de peine pour lutter contre la récidive en démontrant que cette dernière était moins fréquemment constatée à l'égard des personnes détenues n'ayant pas fait l'objet d'une sortie « sèche ».

La réinsertion et les aménagements de peine constituent donc des volets essentiels et complémentaires de la politique de prévention et de la lutte contre la récidive.

La politique de réinsertion passe d'abord par les actions menées en faveur du maintien des liens familiaux (objectif 2) à l'égard des personnes détenues, actions qui assurent ainsi l'effectivité du droit au respect de la vie familiale.

Cette politique se traduit également par le droit de la population écrouée à bénéficier d'une qualité et une continuité des soins équivalentes à celles offertes à l'ensemble de la population comme le prévoit la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale (objectif 2). L'administration pénitentiaire travaille donc avec les directions du ministère de la santé afin de garantir la meilleure application de ce droit. En outre, elle verse chaque année à l'ACOSS une contribution financière correspondant à la cotisation des détenus à l'assurance maladie.

L'insertion professionnelle est par ailleurs favorisée, en détention, par le travail pénitentiaire, la formation générale et professionnelle (objectif 4) qui constituent autant d'illustrations de la mise en œuvre des dispositions de l'article 27 de la loi pénitentiaire. Conduite en partenariat avec le ministère en charge de l'emploi, la formation professionnelle en milieu pénitentiaire est un facteur important de réinsertion ; les modalités de prise en charge visent à garantir aux personnes détenues des prestations identiques à celles qui sont organisées à l'extérieur à l'égard des publics en grande difficulté.

L'obtention d'un emploi demeure un élément essentiel de la réinsertion des personnes placées sous main de justice (PPSMJ). En ce sens, une convention cadre nationale de collaboration entre la direction de l'administration pénitentiaire et la direction générale de Pôle emploi a été signée le 8 mars 2010. Cette convention permet de proposer aux personnes détenues une « offre de service » élargie en matière d'orientation et d'accompagnement à l'emploi afin de préparer leur sortie.

Les partenariats se développent également par la signature de protocoles nationaux ou régionaux afin de sensibiliser le monde de l'entreprise aux enjeux de la réinsertion des PPSMJ (organisation de forums emploi dans les établissements, visite des ateliers de production...).

Ces actions conjuguées en faveur de la réinsertion sont autant de leviers favorisant les projets d'aménagement de peine que les services pénitentiaires d'insertion et de probation ont notamment pour mission de proposer à l'autorité judiciaire chargée *in fine* de décider du prononcé ou non d'une mesure d'aménagement de la peine.

La performance de l'administration pénitentiaire au titre de sa mission de prévention de la récidive (objectif 3) s'apprécie notamment par le nombre de propositions d'aménagement de peines avec avis favorables présentées par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) à l'autorité judiciaire au profit des PPSMJ. Cette action est menée aussi bien en milieu ouvert, les propositions des SPIP en faveur de projets d'aménagement de peine ayant pour finalité d'éviter l'incarcération de PPSMJ, qu'en milieu fermé, avec des propositions d'aménagement de peine visant à éviter les sorties non préparées.

Dans les deux cas, la performance de ces actions conjuguées en faveur des aménagements de peine s'apprécie également à l'aune du pourcentage des PPSMJ sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine, prononcé sur proposition du SPIP par l'autorité judiciaire.

En moyenne, plus de 70% des mesures suivies par les SPIP en milieu ouvert sont des sursis avec mise à l'épreuve (SME). Le pourcentage des PPSMJ soumise à un SME ayant respecté leur obligation d'indemniser la victime, qui constitue l'une des obligations judiciaires essentielles du SME, contribue à évaluer l'amélioration de la qualité de la prise en charge du condamné par le SPIP (objectif 5).

L'ensemble des moyens déployés sur le programme 107 seront mis au service de la réalisation des objectifs de l'administration pénitentiaire dans le cadre de la stratégie pluriannuelle 2013-2015.

Le directeur de l'administration pénitentiaire, responsable du programme, a autorité sur neuf directions interrégionales couvrant l'ensemble du territoire hexagonal et une mission des services pénitentiaires de l'Outre-mer.

Les détenus sont répartis en fonction de leur profil pénal et de leur origine géographique dans les 190 établissements pénitentiaires fonctionnant au 1er janvier 2012 :

- Les maisons d'arrêt (MA) reçoivent les prévenus et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur à un an (99 maisons d'arrêt et 42 quartiers MA) ;
- Les centres de détention (CD) accueillent les condamnés présentant les perspectives de réinsertion les plus favorables (25 centres de détention et 38 quartiers CD) ;
- Les centres pénitentiaires (CP) comprennent au moins deux quartiers à régimes différents : maison d'arrêt, centre de détention, maison centrale, semi-liberté ou peine aménagée (43 centres pénitentiaires) ;
- Les 6 maisons centrales et 6 quartiers MC reçoivent les condamnés à de longues peines dont le régime de détention est essentiellement axé sur la sécurité ;
- Les centres autonomes de semi-liberté (CSL) reçoivent des condamnés admis au régime de semi-liberté (11 CSL autonomes et les 7 quartiers CSL) et 6 quartiers pour peines aménagées reçoivent les condamnés dont le reliquat de peines est inférieur ou égal à un an et désireux de construire un projet d'insertion sans pour autant avoir la capacité de le construire seul ;
- Les 6 établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) constituent un nouveau type de structure consacrée aux mineurs détenus.

L'administration pénitentiaire a délégué à des groupements privés la gestion des fonctions de restauration, cantine, hôtellerie, maintenance, transport, formation professionnelle et travail au sein de 50 établissements sur 192.

Les services pénitentiaires d'insertion et de probation à compétence départementale interviennent en faveur des détenus notamment pour la préparation à la sortie et en faveur des personnes faisant l'objet d'une mesure de suivi.

Enfin, pour assurer la formation initiale et une partie de la formation continue des personnels pénitentiaires (35 420 agents au 1<sup>er</sup> janvier 2012 dont 26 094 personnels de surveillance et 4 080 personnels d'insertion et de probation), l'administration pénitentiaire dispose de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP), établissement public situé à Agen et qui a accueilli 7 234 personnes au cours de l'année 2011.



## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Renforcer la sécurité des établissements pénitentiaires</b>
INDICATEUR 1.1	Nombre d'évasions pour 10 000 détenus (sous garde pénitentiaire directe/hors de l'établissement)
INDICATEUR 1.2	Taux d'incidents pour 10 000 détenus
INDICATEUR 1.3	Taux de formation à la prévention suicide (formation « TERRA »)
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Améliorer les conditions de détention</b>
INDICATEUR 2.1	Taux d'occupation des places en maison d'arrêt
INDICATEUR 2.2	Nombre de détenus par cellule
INDICATEUR 2.3	Taux de places spécialisées créées depuis 2008
INDICATEUR 2.4	Taux d'établissements pénitentiaires labellisés dans le processus de "prise en charge et accompagnement des personnes détenues"
INDICATEUR 2.5	Maintien des liens familiaux
INDICATEUR 2.6	Améliorer l'accès aux soins
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Prévenir la récidive et accompagner les PPSMJ</b>
INDICATEUR 3.1	Pourcentage de personnes placées sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine
INDICATEUR 3.2	Pourcentage de propositions d'aménagements de peine avec avis favorable du SPIP
<b>OBJECTIF 4</b>	<b>Favoriser les conditions d'insertion professionnelle des détenus</b>
INDICATEUR 4.1	Pourcentage de détenus bénéficiant d'une formation générale ou professionnelle
INDICATEUR 4.2	Pourcentage de détenus à l'intérieur des établissements bénéficiant d'une activité rémunérée (travail et formation professionnelle)
<b>OBJECTIF 5</b>	<b>Améliorer la qualité de la prise en charge du condamné en milieu ouvert</b>
INDICATEUR 5.1	Pourcentage de personnes condamnées à un sursis avec mise à l'épreuve ayant respecté l'obligation d'indemniser les victimes

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Renforcer la sécurité des établissements pénitentiaires

La qualité et l'efficacité des dispositifs de sécurité dans les établissements pénitentiaires constituent une priorité constante de l'administration pénitentiaire, afin que le service public pénitentiaire puisse assurer le maintien de la sécurité publique. Elle met en place et améliore, notamment dans les établissements pénitentiaires les plus exposés, des systèmes de sécurité permettant de prévenir les risques d'évasion et préserver la sécurité des personnels.

Il est donc essentiel de connaître l'efficacité des dispositifs innovants mis en place pour adapter la sécurité au niveau de dangerosité de la population détenue.

Commentaires sur le choix des indicateurs :

- Indicateur n° 1 : Nombre d'évasions pour 10 000 détenus (sous garde pénitentiaire directe/hors de l'établissement pénitentiaire).

Cet indicateur permet de mesurer la qualité de la garde et surtout l'efficacité des dispositifs de sécurité mis en œuvre par l'administration pénitentiaire et son impact : la baisse du nombre d'évasions constatées. Le suivi de l'indicateur hors établissement permet de disposer d'éléments complémentaires d'environnement.

- Indicateur n° 2 : Taux d'incidents pour 10 000 détenus

Cet indicateur est l'un des éléments permettant d'apprécier le climat de l'établissement pénitentiaire et donc la qualité de la garde.

- Indicateur n° 3 : Taux de formation à la prévention suicide dite « formation Terra »

Cet indicateur, qui repose sur la formation des personnels de surveillance, tend à faire diminuer le nombre de suicides dans les établissements pénitentiaires en mettant l'accent sur la prévention de la crise suicidaire et notamment dans les quartiers les plus sensibles.

#### INDICATEUR 1.1 : Nombre d'évasions pour 10 000 détenus (sous garde pénitentiaire directe/hors de l'établissement)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'évasions sous garde pénitentiaire directe	Ratio	1,1	0,6	< 3	< 3	< 2	< 2
- de détenu particulièrement signalé	Ratio	0	0	< 1	< 1	< 1	< 1
Taux d'évasions hors établissements pénitentiaires : en aménagements de peine	Ratio	61,4	59,6	< 60	< 60	< 60	< 60
Taux d'évasions hors établissements pénitentiaires : en sorties sous escortes pénitentiaires	Ratio	1,8	1,9	< 1	< 1	< 1	< 1

#### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** Nombre d'évasions au cours de l'année considérée pour 10 000 détenus écroués. Le numérateur comprend le nombre d'évasions (selon l'indicateur concerné) et le dénominateur correspond à la moyenne de la population pénale écrouée divisée par 10 000.

#### Commentaire :

S'agissant des évasions sous garde pénitentiaire directe, réalisées depuis l'intérieur des établissements pénitentiaires, l'indicateur tend à mettre les services dans une dynamique d'efficacité. L'objectif 2013 vise à maintenir cette dynamique par rapport à 2012 et améliorer le niveau de performance jusqu'en 2015, soit un taux des évasions sous garde pénitentiaire directe inférieur à 2%.

Le taux d'évasions hors établissements pénitentiaires en aménagements de peine a été réévalué à l'occasion du projet annuel de performance 2012, compte tenu des résultats du rapport annuel de performances (RAP) 2010 confirmés par ceux du RAP 2011. En effet, cet indicateur évolue sous la double influence de la progression quantitative et qualitative des bénéficiaires des aménagements de peine. Le développement de certaines mesures d'aménagement de peine a concerné des publics qui ne bénéficiaient jusqu'alors pas de telles mesures avec un risque correspondant tenant à leur

éventuelle incapacité à en respecter les termes. La cible vise la stabilisation de l'indicateur afin de maîtriser les risques liés à la mise en œuvre d'une politique volontariste de préparation à la sortie et d'aménagement des peines.

En ce qui concerne les évasions hors établissements, les non-retours de permissions de sortir (hors escorte) ne sont pas inclus dans le nombre des évasions retenu pour le calcul du taux. En effet, seules les évasions réalisées sous garde pénitentiaire sont comptabilisées.

DPS : Détenu particulièrement signalé

Sources de données : DAP/Sous-direction de l'état major de sécurité.

Fréquence : annuelle.

## INDICATEUR 1.2 : Taux d'incidents pour 10 000 détenus

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'agressions contre un personnel ayant entraîné une interruption temporaire de travail	Ratio	17,8	20,4	< 15	< 15	< 15	< 15

### Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le numérateur comprend le nombre total d'agressions contre un personnel ayant entraîné une interruption temporaire de travail sur une année considérée. Le dénominateur correspond à la moyenne de la population pénale hébergée divisée par 10 000.

Commentaires : la cible 2012 a été revue à la baisse en raison d'une augmentation importante de la population pénale, qui génère une augmentation des incidents en détention. La projection sur 2013 et la cible 2015 sont maintenues constantes par rapport à la prévision actualisée 2012 qui a été réévaluée pour tenir compte des résultats 2011. En effet, la direction de l'administration pénitentiaire met en œuvre des dispositifs de formation afin de prévenir les agressions mais celles-ci sont par nature imprévisibles. Par ailleurs, des éléments conjoncturels ou structurels rendent difficile l'établissement de prévisions : on constate en effet une hausse du nombre des détenus dangereux ou perturbés parallèlement à une hausse du nombre de personnes incarcérées, la surpopulation pénale étant un facteur de risque aggravant. A ces effets peuvent s'ajouter les incidents collectifs et des réclamations diverses dans les premiers temps de mise en fonctionnement des nouveaux établissements.

Sources de données : DAP/Sous-direction des ressources humaines et des relations sociales.

Fréquence : annuelle.

## INDICATEUR 1.3 : Taux de formation à la prévention suicide (formation « TERRA »)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de personnels formés "Terra"	%	60	62	80	65	70	75
Pourcentage de personnels de surveillance formés "Terra"	%	66	71	80	75	78	85

### Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le sous-indicateur du pourcentage de personnes formées comprend au numérateur le nombre de personnes ayant bénéficié de la formation « Terra » relative à la prévention. Le dénominateur correspond au nombre total de personnels.

Le sous-indicateur du pourcentage de personnels de surveillance formés « Terra » comprend au numérateur le nombre de personnels de surveillance ayant bénéficié de la formation « Terra ». Le dénominateur correspond au nombre total de personnels de surveillance.

Les sous-indicateurs portent à la fois sur la formation initiale et la formation continue.

L'administration pénitentiaire a fait de la lutte contre le suicide en détention l'une de ses priorités. Le plan d'action mis en place en juin 2009 comprend une vingtaine de mesures structurées autour de cinq axes (formation du personnel, mise en œuvre de matériel adapté : cellules de protection d'urgence, interphone, développement des expérimentations des codétenus de soutien...)

La formation initiale ou continue des personnels constitue un important levier de la prévention du suicide. Elle s'effectue sur deux jours et comprend notamment la visualisation d'un film dédié à cette problématique suivi par un débriefing avec un psychologue et un psychiatre.

Les prévisions 2013-2015 et la prévision actualisée 2012 ont été revues. Cette modification correspond à la volonté de l'administration pénitentiaire d'accentuer en priorité son effort de formation sur les personnels les plus susceptibles d'être en contact avec les personnes détenues.

Sources de données : DAP/Sous-direction des ressources humaines et des relations sociales.

Fréquence : annuelle.

**OBJECTIF n° 2 : Améliorer les conditions de détention**

L'administration pénitentiaire s'efforce d'améliorer les conditions de détention des personnes incarcérées. Ainsi, les programmes de construction d'établissements pénitentiaires contribuent directement à l'amélioration de ces conditions. Les nouveaux établissements permettront à la France d'accroître et de rénover son parc pénitentiaire, ainsi que de l'adapter fonctionnellement aux catégories de détenus accueillis et aux types de prise en charge souhaités (places, maison d'arrêt et centre de détention, établissements pour mineurs (EPM), quartiers courte peine, centres de semi-liberté, unités hospitalières sécurisées interrégionales, unités hospitalières à sécurité adaptée).

Le maintien des liens familiaux des personnes détenues contribue à la réinsertion sociale. Les programmes d'investissement intègrent l'accueil des familles en attente de parloirs. L'administration pénitentiaire met à leur disposition un local animé par des bénévoles associatifs. Il est équipé de bornes informatiques permettant la prise de rendez-vous pour les parloirs.

L'accès aux soins en milieu pénitentiaire (unité de consultations et de soins ambulatoires - UCSA - et services médico-psychologiques régionaux - SMPR) et en milieu hospitalier est l'élément déterminant du maintien et de l'amélioration de la santé des personnes détenues.

Commentaires sur le choix des sous-indicateurs :

- Indicateur n° 1 - Les maisons d'arrêt (MA) et en quartiers maison d'arrêt connaissent un taux élevé de surpopulation carcérale. L'indicateur du taux d'occupation des MA atteste de la volonté du ministère de la justice de mettre l'accent sur l'amélioration des conditions de détention dans ce type d'établissements par l'augmentation du nombre de places mais également par un ensemble de mesures destinées à faire diminuer le taux d'occupation, à l'instar du développement des aménagements de peines et de la surveillance électronique fin de peine.
- Indicateur n° 2 - L'encellulement individuel qui rapporte, chaque année, le nombre de détenus au nombre de cellules en service est l'une des priorités que fixe la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009.
- Indicateur n° 3 - Taux de places spécialisées créées depuis 2008

Les places spécialisées sont créées tant sous maîtrise d'œuvre de la direction de l'administration pénitentiaire que sous celle de l'agence pour l'immobilier de la justice. En raison des délais de construction des programmes immobiliers, ne sont pris en compte que les établissements ayant une date d'ouverture prévue dans le courant de l'année concernée.

- Indicateur n° 4 - Le taux d'établissements pénitentiaires labellisés dans le processus de « prise en charge et accompagnement des personnes détenues arrivant » porte sur la mise en œuvre de cinq des règles pénitentiaires européennes : accueil des nouveaux arrivants, téléphonie, séparation prévenus condamnés en maison d'arrêt, procédure de traitement des requêtes et extension du cahier électronique de liaison. Il revêt un caractère qualitatif qui permettra de mesurer la performance des établissements pénitentiaires. L'acuité de cet indicateur ne s'éteint pas à la labellisation de l'ensemble des établissements pénitentiaires dans la mesure où la labellisation est un processus devant être reconduit annuellement.
- Indicateur n° 5 - Le maintien des liens familiaux est mesuré par :
  - Le taux d'occupation des unités de visites familiales (UVF). Les unités de visites familiales permettent aux personnes incarcérées pour de longues ou moyennes peines et ne bénéficiant pas de permissions de sortir, de rencontrer leurs proches et de partager des moments d'intimité sans surveillance directe. L'UVF est un appartement meublé de 2 à 3 pièces situé dans l'enceinte pénitentiaire, à l'extérieur de l'espace de détention et conçu pour y mener une vie autonome. La durée et l'organisation des visites sont fixées et peuvent varier de 6 heures à 72 heures. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, 63 UVF sont en fonctionnement sur 20 sites ;
  - Le taux d'occupation des parloirs familiaux. Ce sont des dispositifs d'une superficie de 12 à 15 m<sup>2</sup>, sans surveillance directe, permettant l'intimité de la rencontre entre la personne détenue et la ou les personne(s) venue(s) lui rendre visite pour une demi-journée. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, 33 parloirs familiaux sont répartis sur 9 établissements. (5 MC, 3 QMC et 1 CD).
- Indicateur n° 6 - La prise en charge sanitaire des personnes détenues est organisée autour du principe d'accès aux soins comparables, tant au niveau de leur qualité que de leur continuité, à ceux dispensés en milieu libre. La mise en œuvre du schéma national d'hospitalisation (hospitalisation en chambres sécurisées, en hôpital de proximité et en unités hospitalières interrégionales sécurisées – UHSI ou en unités hospitalières spécialement aménagées - UHSA) est un des axes permettant d'atteindre cet objectif.

L'arrêté du 24 août 2000 a prévu la création de 8 UHSI, qui ont vocation à rassembler la majorité des hospitalisations programmées (entre 60 et 80%), hors urgences et hospitalisation de jour qui demeurent du ressort des chambres sécurisées, au sein des hôpitaux de proximité. 7 UHSI sont ouvertes à ce jour et la 8e UHSI ouvrira à Rennes dans le courant 2012. Le nombre de lits en UHSI, à la fin 2012, sera de 181 lits, conformément au programme établi.

La loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice a prévu la mise en place d'unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) pour l'hospitalisation complète des personnes détenues atteintes de troubles mentaux. Les UHSA constitueront, à terme, une amélioration de l'offre d'accès aux soins au bénéfice de ces patients détenus. Neuf premières unités devraient ouvrir entre 2010 et 2014, trois d'entre elles étant déjà en service (Lyon, Toulouse et Nancy).

#### INDICATEUR 2.1 : Taux d'occupation des places en maison d'arrêt

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'occupation des places en maison d'arrêt	%	122	124		132	128	115

##### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** le taux d'occupation comprend au numérateur le nombre de détenus en maison d'arrêt et quartiers maison d'arrêt au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N + nombre de détenus en maison d'arrêt et quartiers maison d'arrêt au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1. Le dénominateur est calculé en prenant le nombre de places (capacité opérationnelle) en maison d'arrêt et en quartiers maison d'arrêt au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N + le nombre de places en maison d'arrêt et en quartiers maison d'arrêt au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1.

Le taux d'occupation des places en maison d'arrêt (99 au 1<sup>er</sup> janvier 2012) et en quartiers maisons d'arrêt (42 au 1<sup>er</sup> janvier 2012) est un nouvel indicateur dans le présent PLF. Les hypothèses de prévision 2013 à 2015 ont été calculées en tenant compte de la situation au 1<sup>er</sup> juillet 2012 où le taux d'occupation des MA et QMA est de 132 %. A cette date près de 30% des MA et QMA ont une densité carcérale supérieure à 150% ce qui représente plus de 20% de la population détenue. Ces prévisions ont également été calculées en tenant compte des ouvertures et fermetures prévues. Entre 2013 et 2015, le parc immobilier de l'administration pénitentiaire devrait augmenter de 3 129 places nettes (y compris en intégrant les décalages entre les fermetures et réouvertures sur site identique).

**Source des données :** DAP/Sous-direction de l'organisation et du fonctionnement des services déconcentrés/Bureau des affaires immobilières.

**Fréquence :** mensuelle

#### INDICATEUR 2.2 : Nombre de détenus par cellule

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de détenus par cellule	Nombre	1,29	1,30	1,19	1,33	1,24	1,17
Nombre de détenus par cellule en MA et QMA		1,62	1,53		1,63	1,51	1,47
Nombre de détenus par cellule en CD et QCD		1,02	1,01		0,99	0,94	0,89
Nombre de détenus par cellule en CSL, QSL et QCPA		1,28	1		1,15	0,93	0,54
Nombre de détenus par cellule en MC et QMC		0,76	0,67		0,69	0,58	0,53
Nombre de détenus par cellule en EPM		0,50	0,63		0,72	0,71	0,71

##### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** le numérateur est la somme du nombre de personnes détenues écrouées au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1. Le dénominateur est la somme du nombre de cellules mises en service au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1. Le mode de calcul est décliné par type d'établissement.

L'administration pénitentiaire entend se mettre en situation de répondre aux exigences de la loi pénitentiaire avec la prévision d'un encellulement individuel réalisé en 2017 par type d'établissement. L'indicateur peut rester constant puis varier fortement d'une année sur l'autre en fonction des programmes immobiliers.

Pour la projection 2013-2015, la population des personnes écrouées détenues est une projection moyenne susceptible de fortement varier en fonction de la mise en œuvre du placement sous surveillance électronique fin de peine (SEFIP) et de mesures relatives aux aménagements de peine.

Les sous indicateurs par type d'établissement sont des mesures nouvelles mises en place dans le PLF 2013.

## Administration pénitentiaire

Programme n° 107 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

CSL : Centre de semi-liberté  
 QSL : Quartier de semi-liberté  
 CPA : Centre pour peines aménagées  
 QPA : Quartier pour peines aménagées  
 EPM : Etablissement pour mineurs  
 QM : Quartier mineurs

Sources de données : DAP/Sous-direction de l'organisation et du fonctionnement des services déconcentrés/Bureau des affaires immobilières.

Fréquence : mensuelle

## INDICATEUR 2.3 : Taux de places spécialisées créées depuis 2008

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de places spécialisées créées depuis 2008 / nombre total de places créées depuis 2008	%	7,77	7,24	9,52	9,53	11,30	13,83

## Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le numérateur comprend le nombre de places spécialisées créées depuis 2008. Le dénominateur comporte le nombre total de places créées depuis 2008 (comptabilisées à la mise en service).

L'indicateur prend en compte 3 types de places : les places spécialisées en centre de semi-liberté/quartier de semi-liberté (CSL/QSL), en quartier centre pour peine aménagée (QCPA) et en quartier courtes peines (QCP). N'ont pas été prises en compte les places créées en établissement pour mineurs. Il s'agit de créations nettes c'est-à-dire diminuées des fermetures.

Les prévisions 2013-2015 ont été réexaminées en fonction de l'avancement des programmes immobiliers dont certains ont été retardés. Le nombre de places spécialisées créées de 2013 à 2015 sera de 794.

Sources de données : DAP/Sous-direction de l'organisation et du fonctionnement des services déconcentrés.

Fréquence : mensuelle.

## INDICATEUR 2.4 : Taux d'établissements pénitentiaires labellisés dans le processus de "prise en charge et accompagnement des personnes détenues"

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de labellisation des établissements pénitentiaires dans le processus de "prise en charge et accompagnement des personnes détenues"	%	56,6	58,7	90	92,3	96,4	100

## Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le taux d'établissements pénitentiaires labellisés comprend au numérateur le nombre d'établissements dont le processus de prise en charge des personnes détenues arrivant a été labellisé par un organisme certificateur extérieur (Bureau Véritas devenu l'unique organisme de certification depuis juin 2011) et au dénominateur le nombre d'établissements à labelliser (cible de 167 établissements pénitentiaires à labelliser).

La taux d'établissements pénitentiaires labellisés atteste de la volonté de l'administration pénitentiaire de mener à son terme la généralisation de la démarche de modernisation et d'harmonisation des pratiques professionnelles entreprises en 2008, répondant ainsi aux dispositions de la loi n° 2009-426 du 24 novembre 2009 qui a intégré les règles pénitentiaires européennes.

Il est précisé que l'acuité de cet indicateur ne s'éteint pas à la labellisation de l'ensemble des établissements pénitentiaires dans la mesure où le label qualité est octroyé pour une durée avec un contrôle annuel réalisé par l'organisme certificateur. Au terme de ce premier cycle, le label est renouvelé pour un second cycle de même durée.

L'octroi du label porte sur le respect d'une vingtaine de règles pénitentiaires européennes déterminantes pour la personne détenue : régularité et traçabilité des formalités d'écrou et d'accueil, installation dans des locaux dédiés à l'accueil, présence d'un personnel formé, procédure d'accueil formalisée, ouverture d'un livret de suivi, etc.

Cet indicateur revêt donc un caractère qualitatif qui permet de mesurer la performance des établissements pénitentiaires

RPE : Règles pénitentiaires européennes

Sources de données : DAP/Cabinet du directeur/M3P.

Fréquence : annuelle.

### INDICATEUR 2.5 : Maintien des liens familiaux

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'occupation des UVF	%	66	65	70	70	72	74
Taux d'occupation des parloirs familiaux	%	49	52	65	60	62	64

#### Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le taux d'occupation des unités de vie familiale (UVF) comptabilise au numérateur le nombre de journées où l'UVF est occupé au cours de l'année et au dénominateur, le nombre de journées où l'UVF est accessible au cours de l'année (nombre de journées d'ouverture).

Le taux d'utilisation des parloirs familiaux est calculé avec au numérateur le nombre de ½ journées où le parloir est occupé au cours de l'année et au dénominateur le nombre de ½ journées où le parloir est accessible au cours de l'année (nombre de ½ journées d'ouverture).

Les jours d'accès à l'UVF sont définis par le règlement intérieur de l'établissement en fonction des plannings des agents et de la demande des personnes placées sous main de justice. L'UVF peut être également être fermé pour travaux de maintenance.

Les jours d'accès aux parloirs familiaux sont définis par le règlement intérieur de l'établissement en fonction des plannings des agents et de la demande des personnes placées sous main de justice. Le parloir peut également être fermé pour travaux de maintenance.

Sources de données : DAP/Sous-direction des personnes placées sous main de justice/Bureau des politiques sociales et d'insertion.

Fréquence : annuelle (au 31 décembre de l'année considérée).

### INDICATEUR 2.6 : Améliorer l'accès aux soins

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'occupation des UHSI	%	61	63	80	65	65	65
Taux d'occupation des UHSA	%	80	81	80	80	80	80

#### Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le taux d'occupation des unités hospitalières sécurisées interrégionales (UHSI) est calculé en prenant au numérateur le nombre de journées d'hospitalisation en UHSI sur l'année et au dénominateur le produit du nombre de lits par 365 jours.

Le taux d'occupation des unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) est calculé en prenant au numérateur le nombre de journées d'hospitalisation en UHSA sur l'année et au dénominateur le produit du nombre de lits par 365 jours.

La valeur cible du taux d'occupation des UHSI (80%) tient compte des lits réservés aux urgences médicales.

Les indicateurs retenus sont des indicateurs hospitaliers qui relèvent du ministère des affaires sociales et de la santé. Le support même de l'indicateur (admissions et sorties), comme le motif d'hospitalisation générant le séjour reposent sur une décision médicale où la DAP ne dispose d'aucune marge de manœuvre ni d'impact.

L'administration pénitentiaire n'a pas la maîtrise de cet indicateur dans la mesure où les admissions en UHSI relèvent de l'autorité médicale.

La première UHSA : celle de Lyon-le Vinatier a été livrée en mai 2010 et enregistre un taux d'occupation de 81%. L'UHSA de Toulouse a été livrée en janvier 2012 et celle de Nancy en mars 2012.

Les prévisions 2013-2015 et la prévision actualisée 2012 ont été revues pour tenir compte du réalisé 2011

UCSA : Unité de consultations et de soins ambulatoires

ARH : Agence régionale de l'hospitalisation

ARS : Agence régionale de santé

UHSI : Unité hospitalière sécurisée interrégionales

UHSA : Unité hospitalière spécialement aménagée

Sources de données : DAP/Sous-direction des personnes placées sous main de justice/Bureau des politiques sociales et d'insertion.

Fréquence : annuelle au 31 décembre.

**OBJECTIF n° 3 : Prévenir la récidive et accompagner les PPSMJ**

Le développement des aménagements de peine est une des actions majeures menées par l'administration pénitentiaire pour favoriser la réinsertion des personnes condamnées.

La poursuite de cet objectif prend différentes formes. Les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) entretiennent et élargissent un réseau partenarial sur l'ensemble du territoire national pour augmenter et diversifier les structures d'accueil de placements à l'extérieur. Des moyens importants sont également mis en œuvre pour développer le placement sous surveillance électronique et augmenter le nombre de places de semi-liberté.

Il s'agit à la fois, grâce à un dispositif de transition, soit d'éviter l'incarcération (*ab initio*), soit de lutter contre les « sorties sèches » de prison dans une optique de prévention de la récidive et de réinsertion sociale et d'adapter la réponse pénale à la gravité de la délinquance.

L'article 84 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 a posé le principe de l'exécution des fins de peine d'emprisonnement selon les modalités du placement sous surveillance électronique pour les condamnés auxquels il reste un reliquat de quatre mois d'emprisonnement, à subir sauf en cas d'impossibilité matérielle, de refus de condamné, de risque de récidive ou d'incompatibilité entre la personnalité et la mesure. Le placement est mis en œuvre par le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation sous l'autorité du procureur de la République. Enfin, si la libération conditionnelle n'est pas comptabilisée dans l'indicateur 3.1 puisqu'elle concerne des personnes qui ne sont pas sous écrou, elle n'en reste pas moins une mesure d'aménagement de peine importante avec 7 481 personnes concernées par cette mesure au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Commentaires sur le choix des indicateurs :

- Indicateur n° 1 - Cet indicateur permet de mesurer le rythme de développement des aménagements de peine.

Il dépend de l'évolution du nombre de personnes condamnées sous écrou et du nombre de personnes éligibles à un aménagement de peine au regard de la durée de la condamnation ou du reliquat de peine. Les aménagements de peines sont accordés par l'autorité judiciaire.

En 2013, l'évolution proposée (+13 points par rapport à 2007) s'appuie sur :

- La poursuite des conférences régionales semestrielles portant sur le développement des aménagements de peines et des alternatives à l'incarcération (circulaire relative aux aménagements de peine et aux alternatives à l'incarcération du 27 juin 2007) qui ont démontré, au cours des 18 premiers mois d'expérience, toute leur utilité sur la circulation de l'information auprès des acteurs chargés de mettre en œuvre les aménagements de peine ;
- L'effet de levier des nouvelles dispositions introduites par la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 relatives aux aménagements de peine. Ces dispositions tendant à faciliter et développer les placements sous surveillance électronique pour les fins de peine.

- Indicateur n° 2 - Cet indicateur nouveau mis en place dans le PLF 2013 mesure l'efficacité de l'activité des services d'insertion et de probation et son aptitude à utiliser l'ensemble des ressources dont il dispose pour participer à la réinsertion des personnes condamnées.

**INDICATEUR 3.1 : Pourcentage de personnes placées sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine**

(du point de vue du citoyen)

**Indicateur de la mission**

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de personnes placées sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine (Placements sous surveillance électronique/Placements extérieurs/Semi-liberté)	%	16	18	22	21	22	25
Indicateur de contexte : Pourcentage de PSE dans le nombre total d'aménagements de peines (PSE, PE et SL)	%	65	71	70	75	77	79



	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Indicateur de contexte : pourcentage de SEFIP dans le nombre total de personnes condamnées et hébergées dont le reliquat de peine à purger est égal ou inférieur à quatre mois	%					À la hausse	À la hausse

#### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** le numérateur est la moyenne des 12 relevés mensuels du nombre de personnes condamnées sous écrou bénéficiant d'un aménagement de peine. Le dénominateur est la moyenne des 12 relevés mensuels de l'ensemble des personnes condamnées sous écrou.

La mesure du premier indicateur de contexte (pourcentage de personnes placées sous PSE) comprend au numérateur la moyenne des 12 relevés mensuels de personnes sous PSE en aménagement de peine et au dénominateur la moyenne des 12 relevés de personnes condamnées sous écrou bénéficiant d'un aménagement de peine.

La mesure du deuxième indicateur de contexte (pourcentage de SEFIP) comprend au numérateur la moyenne des 12 relevés mensuels de personnes en SEFIP au dénominateur la moyenne des 12 relevés de personnes condamnées et hébergées dont le reliquat de peine est égal ou inférieur à 4 mois.

Afin de favoriser la réinsertion et de diminuer les problèmes de surpopulation carcérale, l'administration pénitentiaire développe depuis plusieurs années de façon très dynamique les alternatives à l'incarcération. La mise en place d'un aménagement de peine suppose l'existence préalable d'un projet sérieux d'insertion ou de réinsertion et le respect d'un certain nombre d'obligations générales et particulières de nature à permettre la prévention de la récidive et la réinsertion des personnes condamnées. La semi-liberté, le placement sous surveillance électronique et le placement à l'extérieur sont des aménagements de peine sous écrou.

La projection 2013-2015 tient compte de la mise en œuvre des dispositions de l'article 723-28 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, relatives à la surveillance électronique pour l'exécution des fins de peine qui est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ainsi, en 2013, d'après les projections, 12 374 personnes feront l'objet d'un PSE (soit près de 70% dans le cadre d'un PSE en aménagement de peine classique et 30% dans le cadre d'un « PSE fin de peine »).

PSE : Placement sous surveillance électronique

**Sources de données :** Sous-direction des personnes placées sous main de justice/Bureau des études, de la prospective et des méthodes. Extraction GIDE.

**Fréquence :** mensuelle

### INDICATEUR 3.2 : Pourcentage de propositions d'aménagements de peine avec avis favorable du SPIP

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de propositions d'aménagements de peine avec avis favorable du SPIP au regard du nombre de dossiers examinés par le SPIP dans le cadre de l'article 723-15, 712-6 et 723-19 du CPP	%	nd	nd		57,9	58,5	59,7

#### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** le numérateur comprend le nombre de propositions d'aménagements de peine avec un avis favorable du SPIP dans le cadre des articles 723-15, 712-6 et 723-19 du code de procédure pénale. Le dénominateur est le nombre de dossiers examinés par le SPIP dans le cadre des articles 723-15, 712-6 et 723-19 du code de procédure pénale.

Il s'agit d'un indicateur nouveau mis en place dans le PLF 2013.

Sont pris en compte au titre des aménagements de peine, les libérations conditionnelles, les semi-libertés, les placements sous surveillance électronique, les placements extérieurs et les conversions en sursis – TIG (travaux d'intérêt général) ou jour amende possibles dans le cadre de l'article 723-15.

La notion de proposition fait directement référence à l'article 723-19 du CPP et l'avis à prendre en compte est celui qui a été émis par le SPIP et validé par un cadre du SPIP. L'indicateur permet d'appréhender les effets attendus de la force de proposition du SPIP.

Les cibles ont été fixées sur la base d'une harmonisation entre les procédures relevant des articles 712-6 du CPP (70% d'avis favorable du SPIP au dernier trimestre 2011), 723-15 (83% d'avis favorable du SPIP au dernier trimestre 2011) et 723-19 (13% d'avis favorable du SPIP au dernier trimestre 2011). Une augmentation annuelle de 1% correspond à une mobilisation renforcée des SPIP sur ces procédures.

**Sources de données :** DAP/Sous-direction des personnes placées sous main de justice.

**Fréquence :** annuelle.

**OBJECTIF n° 4 : Favoriser les conditions d'insertion professionnelle des détenus**

La mission de réinsertion sociale confiée à l'administration pénitentiaire par la loi du 24 novembre 2009 s'appuie notamment sur l'insertion professionnelle qui doit être favorisée, en détention, par le travail pénitentiaire, la formation générale et professionnelle, ainsi que par une préparation active à la sortie. Cette mission est particulièrement justifiée par les carences d'une partie de la population pénale en termes de formation initiale, de qualification professionnelle et de capacité d'insertion durable sur le marché du travail.

Le rôle de l'administration est d'effectuer un repérage efficace des personnes en grande difficulté, de sensibiliser en permanence les institutions en charge de la formation des jeunes et des adultes et de faciliter l'implantation des dispositifs innovants, en prise sur les dispositifs de droit commun.

Commentaires sur le choix des indicateurs :

- Indicateur n°1 - Pourcentage de personnes détenues stagiaires de la formation professionnelle ou scolarisées par l'éducation nationale.

Cet indicateur présente l'avantage de donner une vision globale et immédiate de l'offre de formation. Toutefois, la projection démographique demeure complexe dans la mesure où elle repose sur des données qui ne sont pas maîtrisées par l'administration pénitentiaire.

La baisse du taux peut ainsi être expliquée par une augmentation des effectifs des personnes détenues plus rapide que ceux des personnes en formation, ainsi que par les difficultés d'organisation dues aux taux de surpopulation en maisons d'arrêt.

L'évolution de ce taux est également tributaire des moyens financiers et humains alloués par les ministères partenaires : l'éducation nationale, pour le nombre d'enseignants et d'heures supplémentaires, et le ministère de l'emploi pour les crédits nationaux du BOP 103 et ceux du Fonds Social Européen accordés dans le cadre du programme 2007-2013.

- Indicateur n°2 - Pourcentage de détenus bénéficiant d'une activité rémunérée (travail et formation professionnelle).

Les détenus majoritairement jeunes sont souvent confrontés pour la première fois au monde du travail. Cette situation de travail ou de formation doit permettre l'acquisition de réflexes professionnels, voire d'une qualification qui rendront plus aisée l'insertion sociale à la sortie.

L'érosion des résultats des activités de production dans les établissements pénitentiaires, et la nécessité de pouvoir répondre aux demandes de classement des détenus, ont conduit l'administration pénitentiaire à mettre en place un plan d'actions national en 2008 intitulé « Entreprendre ».

« Entreprendre » comprend plusieurs axes de progrès visant à :

- s'adapter à l'environnement économique et aux besoins des entreprises ;
- faire évoluer l'organisation du travail pour optimiser les réponses apportées par l'administration pénitentiaire dans ce domaine.

Ainsi les thématiques de ce plan concernent les infrastructures liées au travail, l'organisation du travail, les relations commerciales avec les entreprises, l'hygiène et la sécurité des ateliers et des zones de travail du service général.

L'indicateur mesure la part des personnes écrouées qui perçoivent une rémunération dans et hors détention, quel que soit le type d'activité (formation professionnelle rémunérée, service général, activités de production).

**INDICATEUR 4.1 : Pourcentage de détenus bénéficiant d'une formation générale ou professionnelle**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de personnes détenues stagiaires de la formation professionnelle	%	8,5	8,3	10	9,5	10,2	10,2
Pourcentage de personnes détenues scolarisées par l'Education Nationale	%	24,6	24,2	25	24,5	25	25
Indicateur de contexte: nombre d'heures stagiaires de la formation professionnelle (heures stagiaires)	heures	3 445 771	3 487 979				

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Indicateur de contexte: nombre d'heures professeurs de l'Éducation nationale (heures de cours collectifs)	heures de cours	497 204	500 492		nd	nd	nd

### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** le pourcentage de personnes détenues stagiaires de la formation professionnelle comptabilise au numérateur le nombre de personnes détenues effectuant un stage de formation professionnelle au cours d'une semaine de référence. La consigne donnée pour le comptage des personnes détenues en formation est de ne prendre en compte que celles qui « sont inscrites en stage de manière régulière ». Le dénominateur comptabilise le nombre de personnes écrouées et présentes dans l'établissement au 1<sup>er</sup> jour de la semaine de référence.

Le pourcentage de personnes détenues scolarisées par l'Éducation nationale comporte au numérateur le nombre de personnes détenues suivant un cours d'enseignement général au cours d'une semaine de référence. Les personnes comptabilisées doivent être inscrites aux cours de manière régulière. Le dénominateur comptabilise le nombre de personnes écrouées et présentes dans l'établissement au 1<sup>er</sup> jour de la semaine de référence.

Conduite en partenariat avec le ministère en charge de l'emploi, la formation professionnelle en milieu pénitentiaire est un facteur important de réinsertion professionnelle ; les modalités de prise en charge visent à garantir aux personnes détenues des prestations identiques à celles qui sont organisées à l'extérieur à l'égard des publics en grande difficulté. Le principal objectif poursuivi est de qualifier les personnes détenues afin qu'elles puissent trouver plus facilement un emploi à leur libération définitive ou dans le cadre d'une procédure d'aménagement de peine. En dépit de la nouvelle obligation d'activités prévue par l'article 27 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, il apparaît difficile de porter les cibles pour les années 2013-2015 à un taux supérieur à 10,2 %, bien que l'administration pénitentiaire s'efforce d'augmenter chaque année sa contribution financière au développement des actions de formation professionnelle des personnes détenues.

L'enseignement en milieu pénitentiaire s'est développé en 2010 autour des axes prioritaires que constituent la prise en charge des mineurs et la formation des personnes illettrées ou non francophones. Renforcée par les dispositions de la loi pénitentiaire, la politique menée en détention en lien avec l'Éducation nationale s'est appuyée sur un dispositif de pré-repérage et de repérage plus systématique des personnes en difficulté, conduisant à un accès accru de ces personnes en formation, avec une recherche de validation des compétences acquises.

Les prévisions 2013-2015 et la prévision actualisée 2012 ont été revues. Sur la formation professionnelle, l'augmentation de 1,9 points opérée pour 2013 par rapport au réalisé 2011 (8,3 %) est très significative eu égard aux montants des enveloppes financières contraintes octroyées par la DGEFP pour la mise en œuvre de la formation professionnelle.

Par ailleurs, une expérimentation portant sur la décentralisation de la formation professionnelle au profit des Régions est en cours jusqu'en décembre 2013. La perspective d'une généralisation de la décentralisation ne permet pas de définir une augmentation de la cible en 2015.

Sur l'enseignement, la cible 2013 qui fixe à 25% la population détenues scolarisée par l'éducation nationale est supérieure de 0,5% à la cible 2012 et de 0,8% au réalisé 2011. Elle représente donc une augmentation conséquente notamment par rapport au dernier réalisé. La cible 2015 est maintenue au même taux que 2013 car l'atteinte de cette cible dépend, d'une part, du nombre de personnes détenues, d'autre part, du nombre de postes mis à disposition par l'éducation nationale.

S'il est possible d'estimer que l'Éducation nationale maintiendra son investissement au niveau actuel, il n'est pas possible de préjuger de l'augmentation de son effort dans les années à venir.

Le premier indicateur de contexte mesure le nombre d'heures stagiaires de la formation professionnelle. Le volume d'heures réalisées en pré qualification et en qualification représente près de 75% du total des heures consommées. Les actions de formation professionnelle sont, en effet, principalement orientées vers l'acquisition de compétences professionnelles.

Le deuxième indicateur de contexte mesure le nombre d'heures professeurs de l'éducation nationale (heures de cours collectifs). Ces heures de cours bénéficient notamment aux mineurs et aux personnes en situation d'illettrisme, qui sont des publics prioritaires. L'augmentation de l'encadrement pédagogique au profit de l'administration pénitentiaire, constaté depuis 2009, intervient dans un contexte budgétaire très contraint pour l'éducation nationale (16 000 postes supprimés en 2011) et dans une période de déconcentration de la gestion des personnes et des décisions budgétaires.

**Sources de données :** Les données sont extraites de l'applicatif ATF de GIDE déployé en octobre 2006 et des remontées statistiques fournies par les services déconcentrés pour l'élaboration des rapports d'activité des pôles enseignement et formation professionnelle du bureau du travail, de la formation professionnelle et de l'emploi de la DAP. Plus précisément, les établissements transmettent à leur direction interrégionale respective les données collectées lors de la semaine d'enquête de référence ; chaque direction interrégionale communique ensuite ces données à la DAP/Sous direction des personnes placées sous main de justice/Bureau du travail, de la formation et de l'emploi (bureau référent).

**Fréquence :** annuelle.

### INDICATEUR 4.2 : Pourcentage de détenus à l'intérieur des établissements bénéficiant d'une activité rémunérée (travail et formation professionnelle)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de détenus bénéficiant d'une activité rémunérée (travail et formation professionnelle)	%	39,1	39,1	> 40	37,2	33,8	40

## Administration pénitentiaire

Programme n° 107 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Indicateur de contexte: masse salariale des activités de production à l'intérieur des établissements pénitentiaires (en brut)	M€	35,7	37,5	39,2	38	38,5	40
Indicateur de contexte : masse salariale du service général (en net)	M€	21,4	22,8	20,6	nd	nd	nd

## Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** A partir du PLF 2013, le numérateur comptabilise le nombre de personnes écrouées hébergées (et non plus personnes écrouées) exerçant une activité rémunérée en détention au premier jour ouvré du mois et le dénominateur le nombre de personnes écrouées et présentes au premier jour ouvré du mois. L'indicateur est la moyenne des douze relevés au 1<sup>er</sup> jour du mois des rapports mensuels d'activité établis par les établissements. L'indicateur est ainsi recentré sur les activités rémunérées en détention. En effet, la part des actifs rémunérés hors détention devenant de plus en plus croissante avec le développement des aménagements de peine (17% du total des actifs)

Les personnes détenues rémunérées sont celles qui occupent un poste au service général, en atelier de production ou qui sont stagiaires rémunérés de la formation professionnelle, en établissement pénitentiaire.

Ces résultats sont à mettre en lien avec la politique volontariste adoptée par l'administration pénitentiaire avec la mise en œuvre du Plan Entreprendre (démarches de prospection commerciale, travaux d'aménagement ou d'extension des sites de production et de stockage. La politique d'ouverture d'établissements neufs, en remplacement des établissements anciens ne comportant souvent pas ou peu de zones d'ateliers, a permis de relancer les résultats du travail en production. A quoi s'ajoute le contexte de reprise économique, amorcée au cours du dernier trimestre 2009. Aussi, s'il est possible d'envisager pour les années à venir une augmentation du pourcentage de personnes détenues bénéficiant d'une activité rémunérée, et des masses salariales versées, cette augmentation pourrait être limitée en raison du contexte économique qui demeure extrêmement fragile, et des enveloppes de financement contraintes dévolues à la formation professionnelle (stagnation voire une baisse des crédits attribués par le Ministère en charge de l'emploi).

Les prévisions 2013-2015 ont été revue pour tenir compte des nouvelles règles de calcul de l'indicateur qui se limite aux personnes écrouées hébergées. La prévision actualisée 2012 a été corrigée afin de tenir compte des résultats 2011.

**Sources de données :** DAP/Sous-direction des personnes placées sous main de justice/Bureau du travail, de la formation et de l'emploi.

Cette statistique est établie par les établissements au premier jour ouvré de chaque mois.

**Fréquence :** L'indicateur sera la moyenne des 12 relevés mensuels.

## OBJECTIF n° 5 : Améliorer la qualité de la prise en charge du condamné en milieu ouvert

Une décision de justice ne prend tout son sens que si elle est exécutée dans les meilleures conditions. Plus le suivi est adapté, plus l'action judiciaire est perceptible et compréhensible pour le condamné lui-même, sa famille, son entourage, la victime et l'opinion publique.

L'objectif est ici d'appréhender l'activité du milieu ouvert et de mesurer son efficacité.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, on comptait 173 063 personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) au titre d'au moins une mesure, soit avant le jugement, soit après l'exécution d'une peine, ce qui représente 194 572 mesures suivies par les SPIP. Le sursis avec mise à l'épreuve (SME) est applicable aux condamnations et à l'emprisonnement prononcés pour crime ou délit de droit commun. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois et ne peut excéder 3 ans. Le SME est bien adapté à une population vivant dans la précarité et pour laquelle une prise en charge globale est nécessaire. Le respect des obligations par le justiciable dans le cadre d'un SME est l'un des éléments de la bonne exécution des mesures de justice et constitue un indicateur représentatif du milieu ouvert. Le SPIP par le suivi qu'il instaure auprès des personnes placées sous main de justice (PPSMJ), est un des facteurs majeurs de ce dispositif. Le Code pénal précise que la PPSMJ remboursera en fonction de ses facultés contributives. L'indicateur évalue donc la capacité de la PPSMJ à respecter l'échéancier fixé par le conseiller d'insertion et de probation (CIP).

## Commentaires sur le choix de l'indicateur :

Indicateur 1 - L'indicateur répond aux critères de représentativité (le SME est la mesure la plus représentative du milieu ouvert : environ ¾ des mesures), de performance et de précision.

### INDICATEUR 5.1 : Pourcentage de personnes condamnées à un sursis avec mise à l'épreuve ayant respecté l'obligation d'indemniser les victimes

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de personnes condamnées à un sursis avec mise à l'épreuve ayant respecté l'obligation d'indemniser les victimes	%	59	59	70	60	62	65

#### Précisions méthodologiques

**Mode de calcul :** Le calcul de l'indicateur comprend au numérateur le nombre de personnes condamnées à un SME ayant remboursé la totalité des sommes fixées par l'échéancier. Le dénominateur comptabilise l'ensemble des personnes condamnées à un SME avec l'obligation conjointe (réparation des dommages causés par l'infraction, cf. art. 132-45, 5° du Code pénal).

A partir de l'application des peines, de probation et d'insertion (APPI), le conseiller d'insertion et de probation (CIP) renseigne la partie réservée à la réparation des dommages causés par l'infraction au moment où il établit le rapport de fin de mesure. La donnée statistique est donc calculée à partir des mesures clôturées. Le CIP a la possibilité de cocher l'un des 3 items proposés : « oui », « partiellement » ou « non », selon que la personne condamnée à un sursis avec mise à l'épreuve (SME) ait rempli totalement, partiellement ou pas du tout l'obligation d'indemnisation des victimes.

La direction de l'administration pénitentiaire veille particulièrement au suivi de cet objectif et pour cela elle a introduit en 2013 un objectif intermédiaire qui mesure le taux d'utilisation de l'application APPI, à partir des items : obligation susmentionnée mais obligations de soins et de travail pour les mesures de SME clôturées

La prévision actualisée 2012 et les prévisions 2013-2015 ont été revues à la baisse pour tenir compte des difficultés économiques.

APPI : Application des peines, de probation et d'insertion

CIP : Conseiller d'insertion et de probation

SME : Sursis avec mise à l'épreuve

SPIP : Service pénitentiaire d'insertion et de probation

PPSMJ : Personne placée sous main de justice

**Source des données :** Les données sont extraites de l'application informatique APPI.

**Fréquence :** annuelle.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice	1 413 554 380	148 900 000	307 896 052	9 403 948	<b>1 879 754 380</b>	400 000
02	Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice	381 894 513	273 600 000		96 600 000	<b>752 094 513</b>	300 000
04	Soutien et formation	171 827 350	83 574 679			<b>255 402 029</b>	100 000
Total		<b>1 967 276 243</b>	<b>506 074 679</b>	<b>307 896 052</b>	<b>106 003 948</b>	<b>2 887 250 922</b>	<b>800 000</b>

## 2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice	1 413 554 380	151 900 000	370 360 000	12 040 000	<b>1 947 854 380</b>	400 000
02	Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice	381 894 513	515 700 000		96 600 000	<b>994 194 513</b>	300 000
04	Soutien et formation	171 827 350	81 546 655			<b>253 374 005</b>	100 000
Total		<b>1 967 276 243</b>	<b>749 146 655</b>	<b>370 360 000</b>	<b>108 640 000</b>	<b>3 195 422 898</b>	<b>800 000</b>

## 2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	<b>Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice</b>	1 336 312 551	141 400 000	2 210 541 521	6 958 479	<b>3 695 212 551</b>	900 000
02	<b>Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice</b>	366 706 695	295 940 000		72 003 500	<b>734 650 195</b>	300 000
04	<b>Soutien et formation</b>	174 833 232	86 497 083			<b>261 330 315</b>	200 000
Total		<b>1 877 852 478</b>	<b>523 837 083</b>	<b>2 210 541 521</b>	<b>78 961 979</b>	<b>4 691 193 061</b>	<b>1 400 000</b>

## 2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	<b>Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice</b>	1 336 312 551	141 400 000	336 485 469	14 518 479	<b>1 828 716 499</b>	900 000
02	<b>Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice</b>	366 706 695	485 192 997		72 003 500	<b>923 903 192</b>	300 000
04	<b>Soutien et formation</b>	174 833 232	86 497 083			<b>261 330 315</b>	200 000
Total		<b>1 877 852 478</b>	<b>713 090 080</b>	<b>336 485 469</b>	<b>86 521 979</b>	<b>3 013 950 006</b>	<b>1 400 000</b>

## Administration pénitentiaire

Programme n° 107 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	1 877 852 478	1 967 276 243	1 877 852 478	1 967 276 243
Rémunérations d'activité	1 110 981 179	1 132 290 711	1 110 981 179	1 132 290 711
Cotisations et contributions sociales	755 471 299	825 601 665	755 471 299	825 601 665
Prestations sociales et allocations diverses	11 400 000	9 383 867	11 400 000	9 383 867
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>	523 837 083	506 074 679	713 090 080	749 146 655
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	496 419 037	480 431 228	685 672 034	723 503 204
Subventions pour charges de service public	27 418 046	25 643 451	27 418 046	25 643 451
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	2 210 541 521	307 896 052	336 485 469	370 360 000
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	2 210 541 521	307 896 052	336 485 469	370 360 000
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>	78 961 979	106 003 948	86 521 979	108 640 000
Transferts aux ménages	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Transferts aux collectivités territoriales			7 560 000	
Transferts aux autres collectivités	76 961 979	104 003 948	76 961 979	106 640 000
<b>Total hors FDC et ADP prévus</b>	<b>4 691 193 061</b>	<b>2 887 250 922</b>	<b>3 013 950 006</b>	<b>3 195 422 898</b>
FDC et ADP prévus	1 400 000	800 000	1 400 000	800 000
<b>Total y.c. FDC et ADP prévus</b>	<b>4 692 593 061</b>	<b>2 888 050 922</b>	<b>3 015 350 006</b>	<b>3 196 222 898</b>



## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice	1 413 554 380	466 200 000	1 879 754 380	1 413 554 380	534 300 000	1 947 854 380
02	Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice	381 894 513	370 200 000	752 094 513	381 894 513	612 300 000	994 194 513
04	Soutien et formation	171 827 350	83 574 679	255 402 029	171 827 350	81 546 655	253 374 005
Total		1 967 276 243	919 974 679	2 887 250 922	1 967 276 243	1 228 146 655	3 195 422 898

## DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)						Crédits
	Plafond autorisé pour 2012 (0)	Demandés pour 2013 (1)	Effet des mesures de périmètre pour 2013 (2)	Effet des mesures de transfert pour 2013 (3)	Effet des corrections techniques pour 2013 (4)	Variation 2013 / 2012 (5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
Magistrats de l'ordre judiciaire	17	17				0	1 833 955
Personnels d'encadrement	1 391	1 386		-11		+6	116 736 187
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	4 131	4 156				+25	257 233 596
B administratifs et techniques	1 019	1 013		-5		-1	61 267 381
Personnels de surveillance C	26 033	26 247				+214	1 401 028 351
C administratifs et techniques	2 920	2 881		-34		-5	120 349 509
<b>Total</b>	<b>35 511</b>	<b>35 700</b>		<b>-50</b>		<b>+239</b>	<b>1 958 448 979</b>

## Précisions méthodologiques

Le montant des dépenses de personnels, réparti entre les catégories d'emplois, exclut les indemnités de jurys et d'enseignement et de concours (0,5M€) et les prestations sociales à l'exception des remboursements forfaitaires de transports (8,3M€).

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	1 132 290 711
Cotisations et contributions sociales	825 601 665
dont contributions au CAS Pensions	686 326 209
Prestations sociales et allocations diverses	9 383 867

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Magistrats de l'ordre judiciaire	0	0	1	0	0	0	1	0
Personnels d'encadrement	92	41	6,1	116	102	0	7,2	24
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	248	66	6,2	298	233	0	6,6	50
B administratifs et techniques	64	22	5,8	65	50	0	6,6	1
Personnels de surveillance C	699	391	7,9	740	707	0	5,7	41
C administratifs et techniques	153	45	6,3	170	128	0	7,7	17
<b>Total</b>	<b>1 256</b>	<b>565</b>		<b>1 389</b>	<b>1 220</b>	<b>0</b>		<b>133</b>

A périmètre constant, le plafond d'autorisation d'emploi 2013 (PAE) du programme 107 est de 35 750 ETPT.

Il est déterminé à partir du PAE 2012 (35 511 ETPT) majoré de 74 ETPT au titre de l'extension en année pleine de 2012 sur 2013 et de 165 ETPT au titre des créations d'emplois en 2013.

Les entrées prévues sur le programme sont destinées d'une part à compenser les sorties (1 256 ETP) et d'autre part à permettre la création de 133 emplois. Par ailleurs, un redéploiement de 160 agents est prévu en 2013, afin de tenir compte de l'évolution des missions de l'administration pénitentiaire. Ce sont ainsi 293 postes nouveaux qui seront pourvus, répartis de la manière suivante :

- armement des nouveaux établissements pénitentiaires dans le cadre de la poursuite du programme immobilier : 183 ETP ;
- renforcement des missions d'insertion : 43 ETP ;
- augmentation des capacités de suivi en matière de surveillance électronique : 32 ETP ;
- lutte contre la récidive : 20 ETP ;
- aumônerie musulmane : 15 ETP.

A périmètre courant, incluant les transferts internes, le PAE 2013 du programme 107 est fixé à 35 700.

Les transferts ayant une incidence sur le programme 107 sont détaillés ci-dessous :

Destination des transferts	ETPT transférés
Programme 310 « conduite et pilotage de la politique de la justice » : <i>mise en œuvre des plateformes interrégionales du ministère de la justice</i>	- 50

## HYPOTHÈSES DE SORTIES

Les prévisions de sorties pour le programme 107 s'élèvent à 1 256 sorties. Les départs à la retraite ont été évalués à 565 compte tenu de l'évolution du vieillissement de l'ensemble du personnel de l'administration pénitentiaire.

Les autres départs incluent les démissions, licenciements, décès, détachements, fins de contrats...

## HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

Le schéma d'emploi 2013 prévoit 1 389 entrées destinées au remplacement des sorties et :

- à l'armement de nouveaux établissements pénitentiaires (poursuite du programme immobilier) ;
- à l'accroissement du dispositif de lutte contre la récidive ;
- au renforcement des missions d'insertion et de surveillance électronique ;
- au renforcement de la sécurité en détention.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale	274	293
Services régionaux	35 237	35 407
Services départementaux		
Opérateurs		
Services à l'étranger		
Autres		
<b>Total</b>	<b>35 511</b>	<b>35 700</b>

Les « services régionaux » regroupent l'ensemble des établissements pénitentiaires, y compris les services pénitentiaires d'insertion et de probation, et les directions interrégionales des services pénitentiaires.

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice	25 836
02	Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice	6 663
04	Soutien et formation	3 201
<b>Total</b>		<b>35 700</b>

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Ratios effectifs gestionnaires / effectifs gérés		Effectifs intégralement gérés (inclus dans le plafond d'emplois)
(ETP ou effectifs physiques)		35571
Effectifs gérants	809	2,29%
administrant et gérant	332	0,93%
organisant la formation	227	0,66%
consacrés aux conditions de travail	104	0,30%
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	146	0,41%

Effectifs gérés : 35 571 ETP

Effectifs gérants : 809 ETP

- administrant et gérant	Agents chargés de la gestion administrative et financière et de la gestion des relations sociales
- organisant la formation	Personnels des unités régionales de formation et de qualification, formateurs et responsables de formation des directions interrégionales et de la Mission outre-mer
- consacrés aux conditions de travail	Effectifs gérants l'action sociale
- consacré au pilotage et à la politique des compétences	Agents chargés de l'élaboration et de la gestion des plafonds de masse salariale et d'emplois, de la conduite des réformes statutaires, de la mise en œuvre des outils de suivi (agents de l'administration centrale et des directions interrégionales)

## Administration pénitentiaire

Programme n° 107 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La baisse des effectifs gérants par rapport à ceux présentés dans le PAP 2012 (881 ETP) s'explique notamment par le transfert d'effectifs gérants vers le programme 310 au titre de la mise en œuvre des plateformes interrégionales de gestion du ministère de la justice.

Sont prises en compte pour le calcul des effectifs gérants les créations de postes au titre des ouvertures d'établissements qui concernent, pour l'année 2013, 4 ETP « administrant et gérant », 8 « organisant la formation » et 2 « consacrés aux conditions de travail ».

NB : Le calcul des effectifs gérés est établi à partir des données du RAP 2011 (34 912 ETP) auxquels s'ajoutent les prévisions de créations d'emplois pour les années 2012 et 2013.

Effectifs inclus dans le plafond d'emplois		Effectifs hors plafond d'emplois	
intégralement gérés	partiellement gérés (agents en détachement entrant, en MAD sortante et PNA)	intégralement gérés (CLD, disponibilité, etc.)	partiellement gérés (agents en détachement sortant et en MAD entrante)
99,84%	0,16%	0,33%	0%

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	1 256,4
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	1 273
Changements de périmètre du programme 2013/2012	-1,7
Débasage/rebasage dépenses non reductibles	-14,8
Impact du schéma d'emplois	6,3
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	2
Schéma d'emplois de l'année 2013	4,3
Mesures catégorielles	7
Mesures générales	4,8
GIPA	0,5
Mesures bas salaires	4,3
GVT solde	8,7
GVT positif	17,5
GVT négatif	-8,8
Autres	-2,3
<b>Total</b>	<b>1 281</b>

Un débasage d'un montant de 14.83 M€ a été effectué correspondant notamment aux mesures suivantes : les heures supplémentaires, la garantie individuelle du pouvoir d'achat, l'indemnisation des comptes épargne temps, les primes de restructuration, l'indemnité pour charges pénitentiaires annualisée perçue par les personnels du corps d'encadrement et d'application, les indemnités de nuit, dimanche et jours fériés, les primes d'installation.

Le montant de -2,3 M€ de la ligne « autres » est le résultat net de plusieurs mesures, en particulier l'évolution de l'enveloppe nécessaire pour les CET, le recrutement d'assesseurs extérieurs ou de réservistes.

L'impact du transfert d'emploi entre programmes figure à la ligne « changement de périmètre du programme 2013/2012 ».

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (1)	Coût de sortie (1)
Magistrats de l'ordre judiciaire	71 804	80 041
Personnels d'encadrement	41 568	55 365
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	32 144	39 694
B administratifs et techniques	31 408	34 355
Personnels de surveillance C	25 327	32 454
C administratifs et techniques	26 537	28 185

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

## MESURES GÉNÉRALES

Le financement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat est prévu à hauteur de 0,5 M€.

Le coût des mesures « bas salaires » est évalué pour 2013 à 4,3 M€.

## COÛTS MOYENS 2013 DU STOCK PAR CATEGORIE D'EMPLOI

Catégories d'emploi	Coûts moyens du stock (1)
Magistrats de l'ordre judiciaire	76 761
Personnels d'encadrement	50 873
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	36 064
B administratifs et techniques	33 387
Personnels de surveillance C	33 783
C administratifs et techniques	27 295

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

N.B. le coût du stock des personnels de surveillance ( corps encadrement et application) tient compte des dépenses relatives au paiement des heures supplémentaires.

## Administration pénitentiaire

Programme n° 107 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Mois	Coût 2013	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2012 ou années précédentes						182 727	313 246
Mise en oeuvre d'une indemnité de fonctions et d'objectifs pour les personnels d'insertion et de probation		A et B	directeurs fonctionnels des services pénitentiaires d'insertion et de probation, directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation, chefs de service d'insertion et de probation	08-2012	07	182 727	313 246
Mesures statutaires						6 350 729	6 350 729
Réforme statutaire de la filière des personnels d'insertion et de probation (PIP)	3 070	A et B	Directeurs fonctionnels d'insertion et de probation, directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation	01-2013	12	1 350 729	1 350 729
Mesure catégorielle pour le personnel de surveillance. Corps d'encadrement et d'application.	25 260	C	d'encadrement et d'application	01-2013	12	5 000 000	5 000 000
Mesures indemnitaires						496 544	496 544
Prime de fonctions et de résultats des secrétaires administratifs	829	B	secrétaires administratifs	01-2013	12	496 544	496 544
<b>Total</b>						<b>7 030 000</b>	<b>7 160 519</b>

Une enveloppe de 7.03 M€ est prévue pour les mesures catégorielles suivantes :

- la prise en compte de l'EAP de la mesure relative à l'IFO des personnels d'insertion et probation intervenue en 2012 pour un montant de 0.18 M€
- la 3ème tranche de la réforme de la filière des personnels d'insertion et probation pour un montant de 1.35 M€
- le projet de réforme statutaire du corps d'encadrement et d'application des personnels de surveillance pour un montant de 5.0 M€
- la mise en place de la PFR pour les agents administratifs de catégorie B du corps des secrétaires administratifs pour un montant de 0.5 M€

## MESURES INDIVIDUELLES

Le GVT positif (ou effet de carrière) est estimé à 1.68% en 2013, ce qui représente une progression de la masse salariale de 17.48M€ hors Cas pensions.

Le GVT négatif (ou effet de noria) est estimé à 0.84% en 2013, ce qui représente une réduction de la masse salariale de 8.76M€ hors Cas pensions.

Le GVT solde s'élève à 8.72M€ hors Cas pensions.

## COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	621 994 996	686 326 209
Civils (y.c. ATI)	621 861 363	685 959 930
Militaires	133 633	366 279
Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)		
Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)		
Cotisation employeur FSPOEIE		

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 685.96 M€ au titre des personnels civils (taux de 74,28%) et des allocations temporaires d'invalidité (taux de 0,32%) et de 0.37 M€ au titre des personnels civils militaires (taux de 126,07%) soit un total de 686.33 M€.

Le montant de la contribution employeur à la Caisse nationale d'allocation familiales (CNAF) pour les personnes titulaires et non titulaires (taux de 5,4%) est de 38.49M€.

Le montant de la cotisation au Fonds national d'aide au logement est de 3.83M€.

## PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	3 400	2 243 300
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité	0	0
Remboursement domicile travail	5 400	1 053 000
Capital décès	40	995 600
Allocations pour perte d'emploi	390	2 114 600
Autres	900	2 977 367
<b>Total</b>		<b>9 383 867</b>

La ligne « autres » comprend notamment les remboursements des frais médicaux aux personnels des établissements pénitentiaires, les allocations familiales et avantages familiaux aux pensionnés, le complément familial, les allocations d'éducation spéciale, les allocations de soutien familial et les allocations de rentrée scolaire.

## ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

L'action sociale de la mission Justice est entièrement financée par le programme 310 « Conduite et pilotage de la politique de la justice »

## GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

## PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

### AOT-LOA / CONSTRUCTION D'ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES : DISPOSITIF AOT / LOA ET DISPOSITIF DU CONTRAT DE PARTENARIAT

#### Présentation des PPP pénitentiaires

Le ministère de la Justice est engagé par trois contrats de partenariat pour la construction d'établissements pénitentiaires pour majeurs dans le cadre du programme 13 200 :

- le contrat du lot 1 porte sur la construction et la maintenance de 4 établissements en AOT LOA (autorisation d'occupation temporaire- location avec option d'achat) ;
- le contrat du lot 2 porte sur la construction et la maintenance de 3 établissements en AOT LOA ;
- le contrat du lot 3 porte sur la construction, la maintenance et la fourniture des services à la personne pour 3 établissements en PPP.

Le lot 1 à réaliser en maîtrise d'ouvrage privée a été lancé fin juillet 2004 avec un premier lot AOT-LOA de 2 790 places réparties sur quatre établissements pour détenus majeurs localisés comme suit :

- centre de détention de 600 places à Roanne (site du quartier Mâtel) ;
- maison d'arrêt de 690 places à Lyon (Corbas) ;
- centre pénitentiaire de 690 places à Nancy (site des carrières de Solvay-sud) ;
- centre pénitentiaire de 810 places à Béziers (site de Gasquino).

Le deuxième lot de construction en AOT-LOA a permis la réalisation de 1 650 places réparties sur trois établissements à réaliser à proximité des villes suivantes :

- centre pénitentiaire de 560 places à Poitiers (site de Vivonne) ;
- centre pénitentiaire de 690 places au Havre (site de Saint-Aubin - Routot) ;
- maison d'arrêt de 400 places au Mans (site de Coulaines).

Le troisième lot d'une capacité de 1 996 places signé en février 2008 réparties sur trois établissements dans les régions suivantes :

- centre pénitentiaire de 688 places à Lille, livré en février 2011 ;
- centre pénitentiaire de 798 places en Île-de-France (Sud de l'Île de France), livré en juin 2011 ;
- maison d'arrêt de 510 places à Nantes (site du Bel), livré en décembre 2011 et quartier courtes peines de 60 places.

Ce dernier lot inclut dans le contrat de partenariat, conclu en application de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004, outre l'exploitation et la maintenance immobilière des bâtiments, les services à la personne.

**1) Les autorisations d'engagement engagées entre 2006 et 2009 sur les trois contrats de partenariat de construction d'établissements pénitentiaires se déclinent ainsi :**

En 2006, 265,6 M€ ont été engagés pour la tranche ferme (site de Roanne pour 145,5 M€) et pour l'affermissement de la première tranche conditionnelle (site de Lyon Corbas pour 120,2 M€) du lot 1. La même année, 134,3 M€ ont été engagés pour la tranche ferme du lot 2 (site de Poitiers). Ces montants comprennent 121,1 M€ d'AE de dédit qui n'ont pas à être couvertes par des CP lorsque le contrat est mené à son terme.

En 2007, 248,1 M€ d'AE ont été consommées pour engager les 2 tranches conditionnelles restantes du lot 1 (site de Béziers pour 128,7 M€ et site de Nancy pour 119,5 M€). De plus, 219,8 M€ ont permis l'affermissement, s'agissant du lot 2, des tranches relatives à l'établissement du Mans (97,3 M€) et du Havre (122,5 M€). Les AE de dédit engagées en 2007 représentent 147,4 M€.

En 2008, 355,8 M€ d'AE ont été engagées pour les opérations du lot 3 afin d'affermir les sites de Nantes pour 191,9 M€ et de Lille-Annœullin pour 163,9 M€. Ces engagements comprennent 117,8 M€ d'AE de dédit.

Enfin, en 2009, 180,8 M€ d'AE ont été engagées au titre de l'affermissement de la 1<sup>ère</sup> tranche conditionnelle du lot 3 (établissement du sud francilien) dont 65,5 M€ d'AE de dédit. Par ailleurs, un retrait d'engagement de 4,6 M€ a été réalisé sur le lot 2 (avenant n°1).

Fin 2009, l'ensemble des autorisations d'engagement correspondant aux lots 1 à 3 a été engagé, soit 1 399,8 M€ dont 451,8 M€ d'AE de dédit.

**2) Les loyers des établissements des lots 1 à 3 :** ceux-ci ont commencé à être versés en 2009 pour les premiers sites des lots 1 et 2. S'agissant du lot 3, les premiers loyers ont été versés à compter de 2011. Pour 2013, un montant de 122,8 M€ est prévu pour les loyers (90,4 en AE=CP au titre du fonctionnement et des frais financiers, et 32,4 M€ en CP seulement au titre de l'investissement).

Site	Loyers prévus au PLF 2009	Loyers prévus au PLF 2010	Loyers prévus au PLF 2011	Loyers prévus au PLF 2012	Loyers prévus au PLF 2013
CD Roanne	10 762 000	9 660 000	9 472 000	9 225 957	10 044 483
MA Lyon-Corbas	7 420 000	8 740 000	8 644 000	8 606 905	9 686 763
CP Nancy	5 982 000	8 640 000	8 517 000	8 374 396	9 145 440
CP Béziers	0	10 730 000	9 322 000	9 156 649	9 993 579
CP Poitiers Vivonne	4 134 000	9 830 000	9 607 000	9 496 147	10 211 249



MA Le Mans-Croisettes	3 002 000	6 800 000	6 796 000	6 594 801	7 205 171
CP Le Havre	0	7 200 000	8 878 000	8 620 935	9 856 793
CP Lille Annœullin	0	0	11 533 000	15 585 169	16 136 510
CP Sud francilien	0	0	7 231 000	18 170 763	18 359 541
MA Nantes	0	0	0	20 202 226	22 160 472

### Présentation des engagements budgétaires relatifs aux PPP pénitentiaires

(EN MILLIONS D'EUROS)		2012 ET ANNÉES ANTÉRIEURES	2013	2014 ET ANNÉES POSTÉRIEURES	TOTAL (AE HORS DÉBIT=CP)
LOT N°1 (13 200)	AE HORS DÉBIT	444	26	750	1 220
	CP	134	38	1 048	1 220
LOT N°2 (13 200)	AE HORS DÉBIT	274	19	569	862
	CP	81	27	754	862
LOT N°3 (13 200)	AE HORS DÉBIT	413	45	1 478	1 936
	CP	73	57	1 806	1 936
TOTAL	AE HORS DÉBIT	1 131	90	2 797	4 018
	CP	288	122	3 608	4 018

Les montants affichés sont arrondis au million d'euros. Les prévisions relatives aux années 2014 et suivantes sont établies sur la base d'un taux d'occupation de 120% pour les établissements des lots 1 et 2 et de 110% pour les établissements du lot 3. Le montant prévisionnel total des engagements ouverts au titre des trois premiers lots des PPP pénitentiaires s'élève à 4,02 milliards d'euros.

Le montant des loyers est susceptible d'évoluer en fonction du taux d'occupation et de la prise en compte des indices de révision.

3) Afin d'améliorer les conditions de détention, les conditions de travail des personnels et de préparation à la réinsertion et la prévention de la récidive, 3 à 4 nouveaux établissements seront construits selon la procédure du contrat de partenariat. Ce sont les seuls établissements du NPI dont la réalisation est maintenue ; le montant des autorisations d'engagement nécessaires sera déterminé au terme de la procédure de consultation. Pour mémoire, le montant total d'autorisations d'engagements ouverts en 2011 et 2012 pour le lancement du NPI s'élève à 2,2 milliards d'euros.

## COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

### INDICATEURS IMMOBILIERS

Nature	Repère	Libellé	Unité	Administration centrale	Services déconcentrés	Total
Surface	1	SHON du parc	m <sup>2</sup>	0	3 278 644	3 278 644
	2	SUB du parc	m <sup>2</sup>	0	2 622 915	2 622 915
	3	SUN du parc	m <sup>2</sup>	0	1 757 354	1 757 354
	4	SUB du parc domanial	m <sup>2</sup>	0	2 544 014	2 544 014
	5	Ratio SUB / SHON	%	0	0,80	0,80
Occupation	6	Effectif ETPT (réf. PEA)	nb	0	35 237	35 237
	7	Ratio SUN / Poste de travail	m <sup>2</sup> / PT	nd	nd	nd
	8	Coût de l'entretien courant	€	0	21 995 584	21 995 584
	9	Ratio entretien courant / SUB	€ / m <sup>2</sup>	nd	8,39	8,39

## Administration pénitentiaire

Programme n° 107 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Nature	Repère	Libellé	Unité	Administration centrale		Services déconcentrés		Total	
Entretien lourd	10	Coût de l'entretien lourd * (parc domanial et quasi-propriété)	€	AE	0	AE	36 965 014	AE	36 965 014
				CP	0	CP	42 733 424	CP	42 733 424
	11	Ratio entretien lourd * / SUB (parc domanial et quasi-propriété)	€/ m <sup>2</sup>	AE	nd	AE	14,53	AE	14,53
				CP	nd	CP	16,80	CP	16,80
	12	Coût des travaux structurants	€	AE	0	AE	162 419 580	AE	162 419 580
				CP	0	CP	106 487 013	CP	106 487 013

\* Y compris les crédits d'entretien lourd financés sur le BOP ministériel du CAS "Gestion du patrimoine immobilier de l'État" et ceux financés sur le programme 309.

Explications suivant les repères du tableau ci-dessus

2) surface utile brute totale (parc domanial et locatif), celle-ci ne concerne que les services déconcentrés.

6) prévision de consommation des ETPT pour 2012 (hors administration centrale): effectifs des services déconcentrés (DISP, établissements pénitentiaires et SPIP).

7) Le ratio SUN/ETPT n'a pas été renseigné car il n'est pas pertinent dans le contexte de la DAP, de nombreux personnels ne disposant pas de postes de travail personnel

8) et 10) En l'absence de méthodologie commune, les dépenses d'entretien courant et d'entretien lourd ont été estimées sur la base du périmètre du document de politique transversale relatif à la politique immobilière de l'État. En raison des modifications apportées au périmètre des dépenses, la comparaison entre les ratios des années précédentes et le présent ratio n'est pas pertinente.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

### ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
3 770 070 640		3 444 241 161	1 128 924 135	5 446 369 100

### ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
5 446 369 100	554 000 000	600 800 000	579 800 000	3 711 769 100
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
919 974 679	674 146 655	36 414 012	10 314 012	199 100 000
<b>Totaux</b>	<b>1 228 146 655</b>	<b>637 214 012</b>	<b>590 114 012</b>	<b>3 910 869 100</b>

### CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
73,3%	4%	1,1%	21,6%

**La DAP évalue le montant prévisionnel des AE qui restent à couvrir par des CP au 31 décembre 2012 à 5 446,4 M€**

La prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31 décembre 2012 intègre :

- les crédits destinés à l'ensemble des marchés de gestion déléguée ;
- les loyers du titre 5 dus au titre des contrats de partenariat (lot 1 à 3 et lots A et B du NPI) ;
- les crédits relatifs aux opérations immobilières lancées avant le 31 décembre 2012 ;
- le marché relatif au placement sous surveillance électronique.

S'agissant des **marchés de gestion déléguée (MGD)**, les AE destinées à couvrir les marchés sur toute leur durée ont été engagées au début des marchés pour les MGD 01, MGD 03 et MGD 04, MGD 05 et MGD 07. Ces AE ont vocation à être couvertes par des CP au fur et à mesure du déroulement du marché soit jusqu'en 2017 pour les derniers marchés.

Les restes à payer pour la gestion déléguée se répartissent entre les différents marchés de la manière suivante pour un total de 1 029,0 M€ :

Marché de GD	Reste à payer au 31 décembre 2012 (estimation)
MGD 01	114,0M€
MGD 03	11,0M€
MGD 04 et EPM	796,7 M€
MGD 05	72,1 M€
MGD 07	35,2 M€

Concernant la part investissement et les intérêts intercalaires des loyers des établissements construits en **contrat de partenariat**, celle-ci a vocation à être couverte par des CP au fur et à mesure du paiement des loyers des établissements. Les loyers PPP étant payés pendant vingt sept ans, les dernières AE devraient être couvertes en 2042. Le total des engagements non couverts par des crédits de paiement au 31 décembre 2011 s'élève, pour les PPP à 3 532,0 M€. Ce montant inclut les AE de dédit, qui n'auront pas à être couvertes par des CP dans le cas, très probable, où les contrats sont menés à leur terme. Les restes à payer se répartissent entre les différents contrats de la manière suivante :

Contrats de partenariat	Reste à payer au 31 décembre 2012 (estimation)
AOT-LOA Lot 1	479,6 M€ (dont 157,5 M€ d'AE de dédit)
AOT-LOA Lot 2	325,3 M€ (dont 111 M€ d'AE de dédit)
PPP Lot 3	523,7 M€ (dont 183,3 M€ d'AE de dédit)
NPI	2 203,4 M€ (dont 727,1 M€ d'AE de dédit)

D'importants montants d'AE non couvertes par des CP au 31 décembre 2011 ont été engagés dans le cadre d'**opérations immobilières hors NPI**. Ces opérations immobilières concernent les opérations menées par les services déconcentrés mais également celles pilotées par l'APIJ. Les AE devant être couvertes et correspondant à des opérations immobilières hors NPI sont estimées à 865,4 M€.

Les AE du NPI, ouvertes en 2011 et 2012 pour la réalisation d'établissements pénitentiaires, ne seront couvertes par des CP qu'à hauteur des 3 à 4 établissements (lots A et B).

Enfin, 20 M€ ont été engagés en 2012 afin de notifier le marché relatif au placement sous surveillance électronique (PSE) pour lequel les premiers CP seront versés en 2013. Ce montant correspond au minimum du marché.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01

65,1 %

## Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	1 413 554 380	466 200 000	<b>1 879 754 380</b>	400 000
Crédits de paiement	1 413 554 380	534 300 000	<b>1 947 854 380</b>	400 000

L'action n°01 est composée de fonctions relevant de la garde des personnes détenues et du contrôle des personnes placées sous main de justice :

- la garde des détenus ;
- le contrôle des personnes placées sous main de justice ;
- les aménagements de peines ;
- les alternatives à l'incarcération ;
- la gestion du parc immobilier ;
- la sécurité.

Les crédits mobilisés pour faire face à cette action sont essentiellement des crédits de personnels et des crédits d'équipement. Il s'agit de veiller à la garde des détenus et au contrôle des personnes faisant l'objet d'une mesure de suivi judiciaire, de permettre la création et la maintenance de places adaptées et en nombre suffisant et de veiller à la sécurité, tant à l'intérieur de la zone de détention qu'à l'extérieur.

La population détenue en France correspond à un taux d'incarcération de 99,1 pour 100.000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Selon le Conseil de l'Europe (Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe « Space I » - enquête 2010, dernière enquête disponible), la France avec un taux de détention de 94,5 au 1<sup>er</sup> septembre 2010 se situerait en dessous de la médiane (110,5). Au niveau européen, l'Allemagne connaît un taux de 78,2, l'Italie de 110,5, les Pays-Bas de 69,0, l'Espagne de 157,2, l'Angleterre et le Pays de Galles de 149,1.

La garde des personnes détenues constitue une fonction importante pour les personnels pénitentiaires. Cette fonction est étroitement liée à la mission de réinsertion : par leur contact quotidien avec la population pénale, par leur écoute et leur vigilance, les surveillants contribuent à donner aux personnes détenues les repères et les comportements qui sont autant de conditions à leur bonne préparation à la sortie.

Pour accompagner les détenus lors de l'exécution de leur peine et préparer leur sortie, les personnels d'insertion et de probation de l'administration pénitentiaire sont fortement mobilisés. C'est une fonction primordiale pour éviter la récidive.

Parallèlement à la garde effectuée en établissement, l'administration pénitentiaire suit, à travers les services pénitentiaires d'insertion, les personnes faisant l'objet d'une mesure de suivi décidée par l'autorité judiciaire. Afin de favoriser la réinsertion et d'éviter les problèmes de surpopulation carcérale, l'administration développe depuis plusieurs années, de façon très dynamique, les alternatives à l'incarcération.

Le placement sous bracelet électronique est une mesure sur laquelle l'administration porte tout particulièrement ses efforts. Ce dispositif est complété par le placement sous surveillance mobile (PSEM) dont l'expérimentation a commencé en 2006 et qui est désormais étendu sur l'ensemble du territoire. Au 1<sup>er</sup> juin 2012, le taux d'aménagement de peine s'élevait à 20,7 % des condamnés contre 18 % au 1<sup>er</sup> juin 2011.

Cet objectif de réinsertion conduit également la DAP à prioriser le maintien et la reconstruction des liens familiaux par la réalisation d'unités de vie familiale et de parloirs familiaux.

Pour assurer la garde des personnes détenues, l'administration doit disposer d'un parc immobilier pénitentiaire apte à assurer la garde des personnes placées en détention, en adaptant la contrainte de sécurité au degré de dangerosité.

La garde des détenus renvoie donc pour partie aux questions immobilières : il s'agit de disposer d'une capacité d'accueil suffisante et adaptée aux décisions pénales et d'assurer la garde des personnes majeures et mineures. Des moyens importants en crédits d'équipement sont gérés par l'administration pénitentiaire, pour partie directement (maintenance lourde et rénovation du parc existant) et pour partie délégués à l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) pour la construction de nouveaux établissements.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	148 900 000	151 900 000

### CONTRÔLE DES PERSONNES PLACÉES SOUS MAIN DE JUSTICE : LES AMÉNAGEMENTS DE PEINE, ALTERNATIVES À L'INCARCÉRATION (31,7 M€ EN AE ET 34,7 M€ EN CP)

Le développement des aménagements de peine et alternatives à l'incarcération est une priorité de l'administration pénitentiaire et du ministère de la justice pour 2013.

Le nombre total de personnes écrouées en aménagement de peine (détenues et non détenues) s'élevait à 4 869 au 1<sup>er</sup> juin 2007, à 10 133 au 1<sup>er</sup> juin 2011 et à 12 627 au 1<sup>er</sup> juin 2012, soit une augmentation de 24,6 % en un an et de 159,3 % en cinq ans. La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 prévoit également le développement de modalités alternatives pour l'exécution de peines telles que la surveillance électronique de fin de peine (SEFIP) mise en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Cette mesure concerne 605 personnes au 1<sup>er</sup> juin 2012, soit une évolution de 49 % en un an.

#### a) Les mesures liées à la surveillance électronique

Les dotations prévues pour le PSE et le PSEM sont de 23,7 M€ en AE et de 26,7 M€ en CP. Elles tiennent compte de la mise en œuvre de l'accord cadre national notifié en 2009 au groupement emmené par l'entreprise DATACET et du nouveau marché PSE dont la notification est prévue en 2012 et qui occasionnera un paiement en CP de l'ordre de 3 M€ en 2013. Aucun paiement en AE n'est prévu en 2013 concernant le nouveau marché car 20 M€ d'AE seront engagées en 2012 lors de la notification de celui-ci.

Le PSE est devenu le premier aménagement de peine sous écrou sur le territoire et concerne, au 1<sup>er</sup> juin 2012, 10 111 personnes (dont 9 506 en aménagement de peine et 605 en surveillance électronique de fin de peine), contre 7 645 au 1<sup>er</sup> juin 2011 et 2 306 au 1<sup>er</sup> juin 2007, soit une augmentation de 32,3% en un an et de 338,5 % sur quatre ans. Cette alternative à l'incarcération poursuit son développement, notamment avec la mise en œuvre de la surveillance électronique de fin de peine.

Le placement sous surveillance électronique mobile n'est pas un aménagement de peine et les personnes sous PSEM ne sont pas sous écrou. Expérimenté jusqu'en août 2007, le PSEM est désormais applicable sur l'ensemble du territoire et concernait 51 personnes au 1<sup>er</sup> juin 2012.

Ce dispositif vise à vérifier que les personnes concernées, qui présentent encore une dangerosité à leur sortie de détention, respectent les obligations et interdictions imposées par l'autorité judiciaire. Le suivi et la surveillance à distance s'accompagnent nécessairement d'une prise en charge socio-éducative visant à favoriser une réinsertion sociale progressive. Cette mesure peut être prononcée dans le cadre d'une libération conditionnelle, d'une surveillance judiciaire ou d'un suivi socio-judiciaire.

L'année 2012 devrait permettre à 12 025 personnes (en moyenne sur l'année) de bénéficier d'un placement sous surveillance électronique. Le coût d'un PSE est évalué en moyenne pour l'année 2013 à 157,8 € par mois, et celui d'un PSEM à 217,2 € par mois, compte tenu des modalités d'indexation prévues dans l'accord cadre national.

#### b) Le placement à l'extérieur (PE)

Le nombre de personnes concernées par le placement à l'extérieur s'élève à 1 061 au 1<sup>er</sup> juin 2012, dont 413 placements extérieurs non hébergés.

Le mode de rémunération des structures accueillant des personnes condamnées bénéficiant d'un placement à l'extérieur repose majoritairement sur un prix de journée par personne placée.

Un cahier des charges pour la mise en œuvre du placement à l'extérieur, élaboré par la direction de l'administration pénitentiaire et des représentants des associations partenaires en fin d'année 2006, vise à établir le taux des prix des journées en fonction des prestations offertes (hébergement, accompagnement social, activités professionnelles). Les prix de journée sont fixés par convention entre l'administration pénitentiaire (DISP et SPIP) et l'association partenaire.

Les crédits consacrés au placement extérieurs sont estimés à 8,0 M€ pour l'exercice 2013, ce qui permettrait de financer le placement extérieur non hébergé de 754 personnes sur la base d'un coût journalier de 29,04 € (coût 2010).

#### SECURISATION DES SITES (25,6 M€ EN AE ET EN CP)

La dotation relative à la sécurisation des établissements pénitentiaires s'élève à 25,6 M€ en 2013 (AE=CP). Le périmètre de cette dotation inclut l'ensemble des crédits mobilisés pour assurer la sécurisation passive des établissements en gestion publique et la sécurisation active de l'ensemble des établissements :

- les dépenses de sécurisation active comprennent notamment l'achat d'équipements de sécurisation des entrées et sorties des personnes et véhicules, de dispositifs de brouillage des téléphones portables et d'armement. Cette dotation inclut 0,6 M€ en AE=CP afin de financer la poursuite de l'expérimentation des portiques à ondes millimétriques par l'achat de 4 nouveaux portiques.
- les dépenses de sécurisation passive des seuls établissements en gestion publique permettent de maintenir les établissements en condition opérationnelle et sont indispensables dans un souci de bonne gestion du parc immobilier.

Compte tenu des besoins de maintenance du parc pénitentiaire, la sécurité passive sera privilégiée en 2013.

#### ÉTABLISSEMENTS CONSTRUITS ET GERES EN PPP (91,6 M€ EN AE ET EN CP)

En 2013, les montants des loyers des 10 établissements en service (Roanne, Lyon Corbas, Nancy, Béziers, Poitiers, Le Havre, Le Mans, Lille-Annœullin, Sud francilien et Nantes) s'élèvent à 90,4 M€ en AE et en CP pour les crédits de titre 3. Les crédits correspondant à de l'investissement font quant à eux l'objet d'une budgétisation en titre 5 (cf. infra). Les loyers ont été valorisés sur la base d'un taux d'occupation de 110 % en moyenne sur l'année 2013.

La totalité de ces crédits est imputée sur l'action 1. Relèvent du titre 3 les dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance, à la taxe professionnelle, aux fluides, aux services (pour les établissements du lot 3 uniquement) et les frais financiers. Les dépenses relatives au coût d'investissement et aux intérêts intercalaires relèvent du titre 5 et sont présentées dans la partie suivante.

**Administration pénitentiaire**

Programme n° 107 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Établissement	PLF 2013 - titre 3
Roanne	6 445 704 €
Lyon-Corbas	6 669 394 €
Nancy	6 283 987 €
Béziers	6 850 008 €
Poitiers	7 002 693 €
Le Havre	6 970 591 €
Le Mans	4 988 773 €
Lille-Annœullin	12 668 625 €
Sud francilien	14 065 171 €
Nantes	18 452 973 €

En sus des loyers versés aux partenaires, des crédits d'accompagnement sont prévus pour un montant de 1,2 M€ afin de prendre en charge les dépenses de l'établissement non couvertes par le marché (uniformes des agents, logements de fonction, dégradations individuelles volontaires, etc)

**■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	307 896 052	370 360 000

**INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS HORS AOT-LOA ET PPP (AE : 307,9 M€, CP : 338 M€)**

Le budget immobilier pénitentiaire se décompose en 4 grandes parties :

a) Les opérations menées par les services déconcentrés (directions interrégionales des services pénitentiaires) : il s'agit de la conduite des opérations dédiées au maintien en conditions opérationnelles des établissements pénitentiaires, à leur sécurisation, à leur pérennisation, à leur mise aux normes réglementaires ainsi qu'à la mise en œuvre des politiques générales (règles pénitentiaires européennes, lutte contre les suicides, prévention des violences en détention, loi pénitentiaire...) ;

b) Les opérations menées par l'Agence pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) : il s'agit des grands programmes de construction visant à réduire le taux de sur-occupation des établissements actuels et à fermer les plus vétustes (programme 13 200, grandes réhabilitations, programme outre-mer), les opérations lourdes de rénovation (maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, centre pénitentiaire des Baumettes), les contrats d'assistance aux PPP, les acquisitions foncières et les opérations du nouveau programme immobilier en conception-réalisation (Orléans et outre-mer) ;

c) Le programme de rénovation du centre de détention de Nantes sous convention de mandat ;

d) Les opérations pilotées par l'administration centrale et relevant du titre 5.

Les engagements pris sont soit des marchés publics de travaux réalisés par les services déconcentrés, soit des engagements vis-à-vis de l'opérateur (APIJ) par convention de mandat ou via le protocole de maîtrise d'ouvrage de plein exercice.



a) Les opérations menées par les services déconcentrés : la conduite des actions dédiées à l'entretien du gros œuvre des établissements pénitentiaires et leur sécurisation (AE : 191,5 M€, CP : 128,1 M€)

La priorité est accordée au maintien des liens familiaux. Ceci se traduit financièrement par une dotation de 34,6 M€ en AE et 14 M€ en CP afin de permettre la réalisation d'unités de vie familiale et de parloirs familiaux. La vague 1 du programme de construction des unités de vie familiale s'achèvera dès l'année 2014 et les études préalables de l'ensemble des établissements de la vague 2 seront réalisées sur 2013.

Des crédits sont également prévus pour la réalisation de quartiers spécifiques (quartiers de semi liberté notamment) ainsi que pour accroître la capacité opérationnelle de certains établissements. 1,6 M€ en AE et 11,1 M€ en CP sont positionnés à cet effet.

Une dotation spécifique est également prévue afin de maintenir en condition opérationnelle le Centre pénitentiaire de Nouméa. 7,5 M€ en AE et 7 M€ en CP seront mobilisés à cet effet pour la construction de centre pour peines aménagées (CPA) de 80 places.

Les services déconcentrés financent également de nombreuses opérations de maintenance et de gros entretien ainsi que les mises aux normes réglementaires du parc immobilier en service : sécurité incendie (mise en œuvre de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant leurs modalités de contrôle), désamiantage, conformité des cuisines, etc.

Une dotation de 66 M€ en AE=CP est prévue afin de financer le gros entretien et la mise en conformité avec les normes réglementaires. Cette dotation ne comprend pas les crédits spécifiquement destinés à la mise en conformité des sites finalement maintenus suite à la révision du périmètre du nouveau programme immobilier. Ces sites bénéficient d'une dotation spécifique de 50,8 M€ en AE uniquement, les paiements en CP intervenant ultérieurement.

Enfin, 8 M€ en CP sont positionnés afin de financer des mesures de substitution, accompagnant la fermeture des miradors. Ces mesures visent à renforcer la sécurisation des établissements concernés se traduisent notamment par l'installation de systèmes de vidéosurveillance.

b) Les opérations menées par l'Agence pour l'immobilier de la Justice (APIJ) : la poursuite du programme de construction « 13 200 » et des grands travaux de réhabilitation en métropole et en outre-mer d'une part ; le nouveau programme immobilier hors PPP d'autre part (AE : 115,5 M€, CP : 208 M€)

Le second volet de ce budget immobilier (hors PPP) comprend la poursuite de la réalisation des nouveaux établissements pénitentiaires inclus dans la LOPJ, ainsi que la poursuite des grandes rénovations et réhabilitations prévues par la LOPJ.

Les opérations menées par l'APIJ et concernées par la programmation 2013 sont les suivantes :

- Opérations de réhabilitation (107 M€ en AE et 50 M€ en CP) :
  - réhabilitation de la MA de Fleury-Mérogis : 107 M€ en AE et 50 M€ en CP
- Opérations de construction (5 M€ en AE et 111,5 M€ en CP):
  - construction du CP d'Orléans Saran : 39,6 M€ en CP uniquement
  - construction de la MC de Vendin-le-Vieil : 25,8 M€ en CP uniquement
  - construction de 3 quartiers nouveau concept : 15,0 M€ en CP uniquement
  - reconstruction du CP de Draguignan : 5 M€ en AE et 12,9 M€ en CP
  - construction du CP de Papéari : 9,2 M€ en CP uniquement
  - construction du CP de Baumettes 2 : 4,5 M€ en CP uniquement
  - construction de nouveaux locaux pour le SPIP de la Réunion : 2,8 M€ en CP uniquement
  - construction de la MC de Condé sur Sarthe : 1,7 M€ en CP uniquement

- Opérations d'extension (42,6 M€ en CP uniquement) :
  - extension du CP de Ducos : 16,2 M€ en CP uniquement
  - extension du CP de Majicavo : 26,2 M€ en CP uniquement
  - extension du CP de Rémyre-Montjoly : 0,2 M€ en CP uniquement
- Études préalables, acquisition foncières et frais d'assistance : 3,5 M€ en AE et 3,9 M€ en CP

c) Le programme de rénovation du centre de détention de Nantes sous convention de mandat (AE : 0 M€, CP : 0,8 M€)

Le centre de détention de Nantes fait l'objet d'un programme de rénovation initié en 2001, visant à la réalisation d'aménagements fonctionnels et à des remises aux normes techniques, afin d'offrir aux personnes détenues ainsi qu'au personnel pénitentiaire des conditions de vie et de travail répondant aux nouvelles normes en vigueur.

Pour la mise en œuvre de ce programme de rénovation, la direction de l'administration pénitentiaire a signé une convention de mandat le 2 janvier 2002 avec la société ICADE G3A, filiale technique de la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à exercer les missions de mandataire conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le coût final de cette opération est estimé à 25,5 M€. Sur l'exercice 2013 une consommation de 0,8 M€ est prévue en CP et représentera le dernier paiement effectué au titre de cette opération.

d) Les opérations pilotées par l'administration centrale et relevant du titre 5 (AE : 0,8 M€, CP : 1,1 M€)

0,8 M€ en AE et 1,1 M€ en CP sont mobilisés pour financer l'achat de mobilier produit par la régie industrielle des établissements pénitentiaires.

INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS EN MAITRISE D'OUVRAGE PRIVEE (AE : 0 M€, CP : 32,4 M€)

a) Loyers des établissements construits en PPP et en AOT-LOA (AE : 0 M€, CP : 32,4 M€)

Les crédits de paiement correspondant à la part des loyers relative aux coûts d'investissement et aux intérêts intercalaires s'élèvent, pour les 10 établissements pénitentiaires concernés en 2013, à 32,4 M€. Les crédits de titre 5 se répartissent entre les différents établissements de la manière suivante :

Établissement	PLF 2013 - titre 5
Roanne	3 598 779 €
Lyon-Corbas	3 018 368 €
Nancy	2 861 453 €
Béziers	3 143 571 €
Poitiers	3 208 556 €
Le Havre	2 886 202 €
Le Mans	2 216 398 €
Lille-Annœullin	3 467 885 €
Sud francilien	4 294 370 €
Nantes	3 707 499 €

b) Nouveaux programmes immobiliers en PPP (AE : 0 M€ ; CP : 0 M€)

Le nouveau programme immobilier (NPI) est un plan de restructuration du parc immobilier pénitentiaire qui vise d'une part à assurer des conditions dignes de détention, en conformité avec les règles pénitentiaires européennes, et d'autre part à garantir la mise en œuvre des prescriptions de la loi pénitentiaire adoptée en novembre 2009 par le Parlement.

Les AE nécessaires à la construction des 4 nouveaux établissements (CP de Valence, CP de Riom, CP de Lutterbach et CP de Beauvais) ainsi qu'à la réhabilitation de la maison d'arrêt de Paris la Santé ont été ouvertes sur les exercices précédents. Les établissements étant réalisés en partenariat public-privé, l'impact en CP n'interviendra que suite à la livraison de ces établissements.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	9 403 948	12 040 000
<b>Total</b>	<b>9 403 948</b>	<b>12 040 000</b>

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT POUR LA SANTÉ (9,4 M€ EN AE=CP)a) Subvention d'investissement pour la réalisation d'unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) :

La création d'unités hospitalières spécialement aménagées pour les personnes détenues atteintes de troubles mentaux a été prévue par la LOPJ. Les UHSA ont vocation à accueillir exclusivement des personnes détenues souffrant de troubles psychiatriques nécessitant une hospitalisation, avec ou sans consentement, dans des locaux adaptés. En 2013, 7,8 M€ en AE = CP sont prévus pour la sécurisation des UHSA de Lille (3,06 M€), Paris (2,70 M€) et Rennes (2,08 M€)

b) Subvention d'investissement pour la réalisation de chambres sécurisées :

Une circulaire interministérielle DAP/DGOS du 13 mars 2006 a prévu la réalisation par les centres hospitaliers de chambres sécurisées. La réalisation des travaux est subventionnée par l'administration pénitentiaire à raison de 15 245 € par chambre, pour un total de 237 chambres. En 2013, 106 chambres seront financées pour un montant total de 1,6 M€ (AE = CP).

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT HORS SANTÉ (AE : 0 M€ ; CP : 2,7 M€)

L'actuelle MA de Rodez, située au cœur de la vieille ville, n'est plus adaptée aux exigences fonctionnelles pénitentiaires. La communauté d'agglomération du Grand Rodez a proposé à l'État d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un nouvel établissement. En contrepartie, le ministère de la Justice a convenu de lui céder le site de l'actuelle maison d'arrêt et de participer au financement de cet investissement sous la forme d'une subvention à hauteur de 80 % du montant prévisionnel des travaux.

A cette fin, une autorisation d'engagement de 13,5 M€ a été affectée en 2006. L'échéancier des CP fait apparaître un besoin de 2,7 M€ pour 2013. La livraison de l'établissement est prévue au cours du 1er trimestre 2013.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
AE	13,523							
CP	0	0,676	1,073	0,191	0,278	1,039	7,560	2,706

## ACTION n° 02

26 %

## Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	381 894 513	370 200 000	752 094 513	300 000
Crédits de paiement	381 894 513	612 300 000	994 194 513	300 000

L'action 2 retrace l'ensemble des moyens nécessaires à l'accueil et à l'accompagnement des personnes placées sous main de justice dans des conditions dignes et satisfaisantes.

**Accueil / Entretien**

Outre les prestations d'hôtellerie et de restauration, cette action regroupe la maintenance et l'entretien des bâtiments pénitentiaires, l'accès aux soins ainsi que le maintien des liens familiaux.

Les crédits de fonctionnement des établissements en gestion publique et en gestion déléguée sont positionnés sur cette action et représentent la majeure partie de celle-ci. Ces crédits permettent d'assurer l'hébergement et la restauration des personnes détenues, les dépenses liées au transport de ces dernières mais également l'ensemble des dépenses indivises de fonctionnement des établissements (fluides, dépenses de personnels, etc)

L'administration pénitentiaire gère l'affiliation des détenus et de leurs ayant droits à la sécurité sociale. Elle finance le ticket modérateur et le forfait hospitalier. Sa mission est de permettre également aux services de santé d'intervenir dans de bonnes conditions, de rendre possible le transfert de détenus dans des établissements de santé adaptés en cas d'urgence ou de soins particuliers.

Les personnels pénitentiaires exerçant ces fonctions d'accueil et d'accompagnement (restauration, hôtellerie, gestion des comptes nominatifs) sont notamment des personnels de surveillance et des personnels administratifs et techniques.

**Réinsertion professionnelle**

La mission de réinsertion sociale confiée à l'administration pénitentiaire par la loi du 22 juin 1987 s'appuie notamment sur l'insertion professionnelle, favorisée en détention par le travail pénitentiaire, la formation générale et professionnelle, ainsi que par une préparation active à la sortie. La population détenue présente en effet des carences lourdes en socialisation, en formation initiale et en qualification professionnelle qui obèrent sa capacité à s'intégrer durablement sur le marché du travail. Ce dernier constat a également amené l'administration pénitentiaire à développer des actions de lutte contre l'illettrisme (repérage, enseignement...). Les personnes détenues connaissent ainsi un pré repérage de l'illettrisme par le personnel pénitentiaire dans les maisons d'arrêt et les quartiers maisons d'arrêt.

Lorsque ce pré repérage s'avère positif, il est suivi par un repérage de l'illettrisme, effectué par des enseignants.

Cette action finance ainsi les activités proposées dans les établissements pénitentiaires pour préparer la réinsertion des publics qui leur sont confiés, celles-ci étant assurées soit directement par l'institution pénitentiaire, soit avec le concours d'autres administrations ou d'associations.

Ainsi, l'enseignement en milieu pénitentiaire est assuré essentiellement par des enseignants de l'Éducation Nationale organisés au sein d'une unité pédagogique implantée dans chaque région pénitentiaire sous l'autorité des recteurs.

La formation professionnelle des détenus s'articule autour de trois priorités :

- garantir l'accès des personnes les plus éloignées de la qualification aux premières étapes d'un parcours en favorisant l'acquisition des savoirs de base et la lutte contre l'illettrisme ;
- développer les procédures d'information et d'orientation sur la formation professionnelle ;
- moderniser et adapter l'offre de formation.

L'organisation d'activités rémunérées dans les établissements pénitentiaires vise essentiellement à procurer une source de revenus aux détenus, et donc à développer leur autonomie financière et personnelle, mais aussi à leur permettre l'acquisition d'une expérience de travail favorisant leur réinsertion professionnelle.

L'administration pénitentiaire met également en application la notion de « parcours d'exécution de peine » qui a notamment pour fonction la mise en place de stratégies de mobilisation individualisée des personnes condamnées en créant un environnement propice encourageant celles-ci à s'engager activement dans des programmes favorisant la prévention de la récidive. De ce fait, les SPIP ont été amenés à développer deux types de programmes :

- des programmes d'insertion afin de répondre aux besoins des personnes placées sous main de justice ;
- des programmes de prévention de la récidive (PPR) centrés sur le passage à l'acte, permettant d'assurer une prise en charge spécifique de certains délinquants au regard de l'analyse des faits commis (délinquance sexuelle, violences familiales).

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	273 600 000	515 700 000

### ETABLISSEMENTS EN GESTION DÉLÉGUÉE (AE : 62,6 M€ ; CP : 304,7 M€)

Les fonctions déléguées, dans le cadre de marchés publics « multiservices », sont les fonctions d'intendance et de logistique telles que la restauration (préparation et distribution des repas ; respect de la sécurité alimentaire et de l'application des normes d'hygiène, de nettoyage et de désinfection), l'hôtellerie, la cantine (possibilité offerte aux détenus d'acheter des denrées, objets ou prestations de service sur la part disponible de leur compte nominatif), le transport (mise en place, entretien et renouvellement d'un parc de véhicules afin d'assurer des liaisons administratives et le transport des détenus, hors transport judiciaire), la maintenance (entretien des biens afin d'assurer la continuité du service), le nettoyage, l'accueil des familles (prise de rendez parloirs, garde et animation pour les enfants), la restauration du personnel, ainsi que les missions de travail (un travail peut être proposé aux détenus qui en font la demande dans les conditions prescrites par le code de procédure pénale et par le marché) et de formation professionnelle (formation professionnelle dans le cadre d'un programme validé par le chef d'établissement).

Plusieurs générations de contrats multiservices se sont succédé :

- la première, notifiée en septembre 1989, confiait le fonctionnement de 21 établissements pénitentiaires à 4 groupements d'entreprises répartis sur 4 zones (Nord : GEPSA, Est : DUMEZ, Ouest : SIGES, Sud : GECEP-EGID) ;
- la seconde génération de contrats, notifiée en décembre 2001, a étendu le principe des marchés publics multiservices à 6 établissements supplémentaires construits dans le cadre du programme dit « 4 000 ». Cinq marchés publics multiservices (couvrant 5 zones géographiques), ayant pour objet d'assurer le fonctionnement courant des établissements pénitentiaires des programmes « 13 000 » et « 4 000 », ont été notifiés le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Lesdits marchés ont été conclus pour une durée de 8 années (échéance : 31 décembre 2009).

Fort de cette expérience de long terme, l'administration pénitentiaire a décidé d'étendre ce mode d'exploitation aux nouveaux établissements construits dans le cadre du programme « 13 200 ».

#### a) Les marchés de gestion déléguée (MGD 01 et MGD 03) : AE = 18,2 M€ ; CP = 65,2 M€

Ces marchés portent sur les établissements pénitentiaires pour majeurs livrés à l'administration pénitentiaire dans le cadre du programme « 13 200 ». Ils concernent les 11 établissements qui ont été remis à l'administration avant la fin

2010 (Roanne, Mont de Marsan, Lyon – Corbas, Saint Denis de La Réunion, Nancy – Maxéville, Béziers, Le Mans les Croisettes, Bourg en Bresse, Poitiers – Vivonne, Le Havre et Rennes).

Le marché MGD01, marché multi-technique et multi-services, pour la France métropolitaine, décomposé en 2 lots « Ouest » et « Est », porte sur 10 établissements, et a été notifié au groupement Gepssa-Eurest en juin 2008 et court jusqu'au 31 décembre 2015. Les crédits nécessaires pour financer ce marché en 2013 s'élèvent à 55,4 M€ en CP uniquement. Une dotation de 12,2 M€ d'AE a également été positionnée sur ce poste de dépenses afin de couvrir notamment les divers avenants nécessaires au bon fonctionnement des établissements.

Le marché MGD03 concerne le CP de Saint Denis de La Réunion. Il porte sur 2 lots fonctionnels (maintenance et restauration) et court jusqu'au 31 décembre 2015. Les crédits nécessaires au paiement des prestations du marché ainsi qu'à la livraison des repas sur l'établissement du CP Le Port s'élèvent à 5,3 M€ en CP uniquement. Une dotation de 1,5 M€ d'AE a également été positionnée sur ce poste de dépenses afin de couvrir l'avenant relatif à la livraison des repas sur l'établissement du CP Le Port.

Afin de tenir compte des dispositions contractuelles, un taux d'indexation de 2 % pour l'année 2013 a été pris en compte.

En complément des montants nécessaires pour régler les factures des prestataires, des crédits d'accompagnement sont délégués annuellement à l'établissement pour, notamment, lui permettre d'assumer la prise en charge des dégradations ainsi que quelques dépenses courantes non couvertes par les marchés de gestion déléguée (logements de fonction, rémunérations des détenus placés au service général dans le cadre des établissements construits en AOT-LOA, effets d'uniforme des personnels en tenue, matériel informatique, etc). Ces crédits sont évalués pour 2013 à 4,5 M€ en AE et en CP, dont 0,3 M€ pour le MGD 03.

b) Le renouvellement des marchés de gestion déléguée « Chalandon 2 » : la troisième génération de marché de gestion déléguée (MGD04) : AE = 28,4 M€ ; CP = 218,7 M€

Initiés en 1989, pour assurer le fonctionnement courant des 27 établissements pénitentiaires livrés à l'administration dans le cadre des programmes « 13 000 » et « 4 000 » (marchés dits « Chalandon 2 »), la troisième génération de marché est mise en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Elle couvre les établissements suivants :

- 27 établissements dont le fonctionnement a toujours été assuré dans le cadre des marchés de gestion déléguée de première génération (1990 – 2001), puis de deuxième génération (2002 – 2009) ;
- 4 établissements du programme « 13 000 » dont le fonctionnement courant était destiné à être assuré au titre des premiers marchés de gestion déléguée, mais qui étaient finalement restés en gestion classique, notamment pour mesurer les écarts de performance opérationnelle des établissements entre gestion classique et gestion déléguée : il s'agit des CP de Saint Quentin Fallavier, de Laon, de Châteauroux et de la maison centrale d'Arles ;
- les établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM), dès l'expiration du marché initial couvrant leur fonctionnement courant ;
- les établissements pénitentiaires pour majeurs du programme « 13 200 » dont les livraisons interviendront en 2012 (MA Rodez, MC Condé sur Sarthe) et ultérieurement (MC Vendin-le-Vieil).

Afin de tenir compte des dispositions contractuelles, un taux d'indexation de 2 % pour l'année 2013 a été pris en compte.

Au total, les crédits nécessaires à la rémunération des prestataires privés s'élèvent à 211,2 M€ en CP uniquement. Une dotation de 20,9 M€ d'AE a également été positionnée sur ce poste de dépenses afin de couvrir les éventuels avenants qui pourraient s'avérer nécessaires au bon fonctionnement des établissements.

Les crédits d'ouverture et d'accompagnement s'élèvent à 7,5 M€ pour l'exercice 2013 en AE et en CP.

c) Externalisation de la maintenance et de la restauration de Fleury-Mérogis (marché MGD05) : AE = 8,6 M€ ; CP = 16,1 M€

Dans la poursuite du programme de réhabilitation des établissements de Fleury-Mérogis, qui a permis la réhabilitation des tripales D2 en 2009 et D3 en 2010, l'administration pénitentiaire a externalisé à compter de 2011 les fonctions de maintenance immobilière des tripales nouvellement rénovées (marché MGD51) et à compter de 2012 de restauration des personnes détenues (MGD 52). Les tripales D1, D2, D3, D4 et D5 sont concernées par ce marché en 2013. L'extension des prestations aux tripales D4 et D5 dans le courant de l'année 2013 entraîne un besoin d'AE de 8,6 M€.

Les crédits nécessaires au paiement des marchés MGD51 et MGD52 s'élèvent à 16,1 M€ en 2013.

d) Le marché MGD07 : externalisation des services bâtimentaires de certains établissements outre-mer : AE = 0 M€ ; CP = 2,9 M€

Concernant les établissements de Guadeloupe (CP Baie-Mahault et MA Basse-Terre), de Martinique (CP Ducos) et de Guyane (CP Guyane), les services bâtimentaires ont été regroupés dans un marché de gestion déléguée d'une durée de 5 ans ayant débuté en 2012.

2,9 M€ en CP uniquement sont prévus afin de couvrir les engagements pris par l'État dans le cadre de ce marché.

e) Le marché MGD09 : fonctionnement des quartiers semi liberté et quartiers nouveaux concepts : AE = 7,4 M€ ; CP = 1,7 M€

Une évaluation préalable est actuellement menée afin de déterminer l'opportunité d'un nouveau marché de gestion déléguée destiné à assurer les services bâtimentaires et les services à la personne dans les quartiers de semi-liberté (QSL) et quartiers nouveau-concept (QNC) appelés à ouvrir prochainement.

Dans l'hypothèse où l'évaluation se révélerait favorable à la passation de ce marché, 7,2 M€ d'AE en 2013 et 1,5 M€ en CP ont été provisionnés. Une dotation de 0,2 M€ au titre des crédits d'ouverture et d'accompagnement viendrait compléter les crédits de marchés.

Tableau de synthèse – Gestion déléguée – Exercice 2013

(EN MILLION D'EUROS)	COÛT DU MARCHÉ		CRÉDITS D'OUVERTURE ET D'ACCOMPAGNEMENT		TOTAL	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MGD01 MAJEUR (10 EP)	12,2	55,4	4,2	4,2	16,4	59,6
MGD03 OUTREMER (1EP)	1,5	5,3	0,3	0,3	1,8	5,6
MGD04 (40 EP)	20,9	211,2	7,5	7,5	28,4	210,0
MGD05 FLEURY (1 EP)	8,6	16,1	0	0	8,6	16,1
MGD07 OUTRE MER (4 EP)	0	2,9	0	0	0	2,9
MGD09 QUARTIERS	7,2	1,5	0,2	0,2	7,4	1,7
TOTAL	50,4	292,4	12,2	12,2	62,6	304,7

ETABLISSEMENTS EN GESTION PUBLIQUE (138,8 M€ EN AE=CP)

Le montant global des crédits de fonctionnement affectés aux établissements en gestion publique en 2013 s'élève à 138,8 M€ en AE et en CP.

Le montant global des crédits de paiement affectés à l'hébergement et à la restauration des détenus s'élève à 63,6 M€ en AE et en CP en 2013. Ce poste de dépenses comprend notamment l'alimentation, l'habillement et le couchage, les



produits d'hygiène et de propreté ainsi que la blanchisserie. Les dépenses d'alimentation constituent une part prépondérante de la dotation puisqu'elles représentent près des deux tiers du total.

Est également incluse dans ce poste de dépenses une enveloppe de 8,7 M€ en AE et en CP destinés à permettre le financement du nouveau marché national de télévision et du marché relatif aux produits de cantine dans les établissements en gestion publique.

Les dépenses relatives au transport des détenus sont quant à elles estimées à 2 M€ en AE et en CP pour 2013. Cette enveloppe ne concerne pas les dépenses qu'engagera l'administration pénitentiaire au titre des missions de transfèrement précédemment effectuées par les services du ministère de l'Intérieur et qui sont évoquées dans la partie relative à l'action « Soutien et formation » du programme.

Par ailleurs, les autres dépenses de fonctionnement des établissements en gestion publique devraient représenter en 2013 près de 73,2 M€ en AE et en CP. Les dépenses relatives aux fluides constituent près des deux tiers de cette dotation.

#### SANTÉ DES DÉTENUS (35,1 M€ EN AE=CP)

35,1 M€ (AE=CP) seront consacrés à la santé des détenus en 2013 (hors cotisation ACOSS). Il s'agit de dépenses supportées par les services déconcentrés.

En application de l'article L.381-30-5 du code de la sécurité sociale, la part des dépenses non prises en charge par l'assurance maladie (ticket modérateur et forfait hospitalier journalier) est assumée par l'État. Ces dépenses sont payées au niveau déconcentré.

#### PREVENTION DE LA RÉCIDIVE ET REINSERTION DES PERSONNES PLACÉES SOUS MAIN DE JUSTICE (37,1 M€ EN AE=CP)

##### *Travail des détenus (25,1 M€ en AE=CP) :*

Seules les activités de travail au service général d'un établissement sont financées ici car il s'agit des seules activités occasionnant une dépense pour le programme 107. Les rémunérations des détenus travaillant dans le cadre des activités de production sont en effet versées à partir du compte de commerce 912 « Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » (cf. comptes spéciaux).

S'agissant du travail au service général, l'administration pénitentiaire propose des travaux aux détenus dans le cadre des activités de fonctionnement de l'établissement (préparation et service des repas, entretien...). Le coût pour l'administration est constitué par la rémunération des détenus et le versement des cotisations sociales afférentes.

Pour 2013, 25,1 M€ (AE=CP) seront consacrés au service général dans les établissements en gestion publique. Cette somme correspond à la rémunération des détenus et aux cotisations sociales versées par l'administration pénitentiaire. Pour mémoire, 13 M€ sont prévus pour le service général en gestion déléguée (crédits inclus dans les contrats de gestion déléguée).

##### *Formation professionnelle des détenus (2,9 M€ en AE=CP) :*

Le montant des crédits consacrés aux actions de formation professionnelle des détenus par l'administration pénitentiaire s'élève en 2013 à environ 2,9 M€ pour les détenus hébergés en gestion publique. La formation professionnelle des détenus est l'une des fonctions incluse dans les marchés de gestion déléguée.

##### *Enseignement (1,1 M€ en AE=CP) :*

La rémunération des enseignants relève du ministère chargé de l'Éducation nationale. Les dépenses assurées par l'administration pénitentiaire dans ce domaine sont estimées à 1,1 M€ pour 2013. Ces dépenses recouvrent notamment l'achat de matériels d'enseignement.



*Autres dépenses de réinsertion (8 M€ en AE=CP) :*

D'autres dépenses en faveur de la réinsertion des détenus interviendront également pendant l'exercice 2013 pour un montant prévisionnel de 8,0 M€ en AE et en CP. Ces dépenses sont essentiellement supportées par les services pénitentiaires d'insertion et de probation.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	2 000 000	2 000 000
Transferts aux autres collectivités	94 600 000	94 600 000
<b>Total</b>	<b>96 600 000</b>	<b>96 600 000</b>

### SANTÉ DES DÉTENUS (88,1 M€ EN AE=CP)

Il s'agit du paiement des cotisations sociales. En effet, l'État doit s'acquitter auprès de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), pour chaque détenu, d'une cotisation calculée sur la base du plafond de la sécurité sociale fixé l'année précédente par décret (loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale). Toutefois, le versement de ces cotisations ne concerne pas les détenus non hébergés, qui bénéficient d'une mesure de semi-liberté, d'un placement extérieur sans surveillance ou d'un PSE, dès lors qu'ils exercent une activité professionnelle et qu'ils sont affiliés à ce titre aux régimes de sécurité sociale.

Cette dépense constitue une opération de transfert à la sécurité sociale (catégorie 64). Elle est effectuée au niveau central.

La méthode de calcul est la suivante :

La population pénale de référence pour le calcul des cotisations est la population pénale moyenne mensuelle observée entre le 1<sup>er</sup> juillet n-2 et le 30 juin n-1. Le plafond annuel est fixé par la sécurité sociale au 1<sup>er</sup> janvier n-1. Le taux applicable au plafond pour la détermination de l'assiette est de 26,08 % (arrêté du 19 décembre 1994 pris pour l'application de l'article D381-23 du code de la sécurité sociale).

Le taux applicable pour le calcul de la cotisation est de 14,60 % (code de la sécurité sociale, article D381-23).

La DAP a conclu une convention avec l'ACOSS afin de fixer les modalités et le montant du versement de sa cotisation. Celle-ci sera désormais versée en une fois, au 30 juin de l'année, sur la base des crédits inscrits en loi de finances.

### PREVENTION DE LA RECIDIVE ET REINSERTION DES PERSONNES PLACEES SOUS MAIN DE JUSTICE (8,5 M€ EN AE=CP)

#### a) Lutte contre l'indigence (2,8 M€ en AE=CP)

L'indigence constitue une situation, temporaire ou durable, liée à l'insuffisance de ressources sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues. Le nombre d'indigents est estimé à 20 000 personnes.

Au delà de la priorité accordée pour les indigents concernant l'accès aux activités rémunérées, la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, complétée par l'article D.347-1 du code de procédure pénale, consacre le principe d'une aide matérielle et financière.

Pour permettre la réalisation effective de cette nouvelle mesure législative, l'administration pénitentiaire a créé en 2011 une dotation budgétaire spécifique. Cette dotation est ajustée au regard de sa consommation sur les exercices précédents à 2,8 M€ en 2013.

#### b) Subventions aux associations – Politiques d'insertion en faveur des personnes placées sous main de justice (3,7 M€ en AE=CP)

Le développement et la diversification du réseau partenarial de l'administration pénitentiaire, tant au niveau national que local, demeure un outil privilégié des services d'insertion et de probation. Le partenariat avec les représentants de

l'État et les collectivités locales doit être particulièrement soutenu tout comme le travail avec les partenaires privés, qu'ils soient de type associatif ou non.

Le montant global des subventions versées aux associations en 2013 devrait s'élever à 3,7 M€. Ces subventions permettent de nouer des partenariats avec de nombreuses associations, favorisant par exemple le maintien des liens familiaux, le développement des activités sportives et les actions à but culturel.

#### c) Aides directes aux détenus (2 M€ en AE=CP)

Le montant de ces aides devrait s'élever à 2 M€ en 2013. Ces aides permettent aux détenus qui en ont besoin de bénéficier de titres de transport, de tickets restaurant ou bien d'achats vestimentaires.

**ACTION n° 04**  
**Soutien et formation**

**8,8 %**



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	171 827 350	83 574 679	<b>255 402 029</b>	100 000
Crédits de paiement	171 827 350	81 546 655	<b>253 374 005</b>	100 000

L'action 4 vise 2 axes prioritaires :

- fournir les moyens de fonctionnement de l'administration centrale, des sièges des directions interrégionales des services pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- former les personnels.

Cette action regroupe les personnels gestionnaires, spécialistes (techniciens, informaticiens, régisseurs) et formateurs des établissements pénitentiaires. Elle recouvre essentiellement les crédits de rémunération de ces personnels et les crédits de fonctionnement des sièges de l'administration centrale, des directions interrégionales des services pénitentiaires, des établissements, des services pénitentiaires d'insertion et de probation ainsi que les budgets de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP) et du Service de l'emploi pénitentiaire (SEP).

Les moyens d'administration générale recouvrent l'essentiel des frais de fonctionnement des services évoqués plus haut (administration centrale, sièges des DISP et SPIP).

Cette action concerne également la formation initiale et continue des personnels de l'administration pénitentiaire. Cette formation s'articule autour de deux axes :

- la formation initiale, prise en charge par l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP) ;
- la formation continue, essentiellement assurée par les directions interrégionales, ainsi que par l'ENAP, pour certains publics ciblés ou certaines actions relevant de la mise en œuvre des politiques nationales.

Enfin, l'action prend également en compte les dépenses de personnel et de fonctionnement du SEP, dont le siège est situé à Tulle.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	57 931 228	55 903 204
Subventions pour charges de service public	25 643 451	25 643 451
<b>Total</b>	<b>83 574 679</b>	<b>81 546 655</b>

Les dépenses imputées en titre 3 sur cette action regroupent (i) la subvention pour charges de service public versée à l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP) et (ii) les dépenses de fonctionnement liées au fonctionnement du siège des directions interrégionales des services pénitentiaires (DISP) et des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).

Ces dépenses de fonctionnement, hors subvention ENAP, s'élèvent en 2013 à 57,9 M€ en AE et 55,9 M€ en CP, après transfert de 0,7 M€ à destination du programme 310 afin de participer au financement des plateformes inter directionnelles de Nancy et Lille.

Ces dépenses se répartissent comme suit :

- dépenses de fonctionnement de l'administration centrale : 13,1 M€ ;
- dépenses de fonctionnement des SPIP : 20,5 M€ ;
- dépenses de fonctionnement des sièges des DISP : 22,3 M€ ;
- AE surnuméraires pour les baux pluriannuels à tranches fermes : 2 M€ en AE uniquement.

Les dépenses de fonctionnement de l'administration centrale incluent notamment 3,5 M€ en AE=CP nécessaires pour la poursuite du projet informatique Genesis, qui a vocation à remplacer l'application « métier » GIDE.

Les dépenses de fonctionnement des SPIP incluent 11 M€ au titre des loyers des locaux occupés.

Les dépenses de fonctionnement des sièges des DISP comprennent notamment 7,5 M€ afin de permettre le fonctionnement des pôles régionaux d'extractions judiciaires (PREJ) existants, 1,8 M€ au titre des loyers budgétaires, 1,8 M€ au titre des réparations civiles. Le reste de la dotation est constitué de dépenses informatiques, de dépenses de formation et de dépenses liées à la gestion des personnels.

#### ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE (ENAP) : RECRUTEMENT ET FORMATION DES PERSONNELS (25,6 M€ EN AE=CP)

L'ENAP assure la formation initiale de l'ensemble des personnels pénitentiaires et organise des actions de formation continue.

L'établissement, qui est un opérateur de l'État, reçoit une subvention pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et de personnel. L'ENAP supprimera un emploi en 2013 et percevra une subvention de 25,6 M€ en AE=CP.

## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	27 418 046	27 418 046	25 643 451	25 643 451
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)				
<b>Total</b>	<b>27 418 046</b>	<b>27 418 046</b>	<b>25 643 451</b>	<b>25 643 451</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
ENAP - Ecole nationale de l'administration pénitentiaire		230	0	0		234	0	0		233		
<b>Total</b>		<b>230</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>234</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>233</b>		

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

## PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond
<i>en ETP</i>						<i>en ETP</i>
234					-1	233

\* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

Le plafond d'autorisation d'emplois de l'ENAP pour 2013 est fixé à 233 ETPT, soit une diminution de 1 ETPT par rapport au plafond d'emplois de l'année précédente.

## PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

### ENAP - ECOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Établissement public administratif, l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) est placée sous la tutelle du Garde des Sceaux, ministre de la justice. Le décret n°2000-1328 du 26 décembre 2000 prévoit les modalités de cette tutelle.

L'ENAP assure la formation initiale et les formations d'adaptation statutaires des personnels de l'administration pénitentiaire ainsi que les actions de formation continue à caractère national, dans un souci d'adaptation et de professionnalisation.

Depuis 2003, l'École doit faire face à un afflux important d'élèves et de stagiaires en raison des créations d'emplois liées à la loi d'orientation pour la justice et des remplacements des départs en retraite sur la même période. En 2013 un peu plus de 7 000 agents devraient bénéficier d'une formation assurée par l'opérateur (environ 3 500 en formation initiale et environ 3 500 en formation continue).

Parmi les agents en formation initiale, les promotions de surveillants pénitentiaires bénéficieront en 2013 d'une formation renouvelée suite à la définition d'un nouveau référentiel métier. Cette formation sera expérimentée par trois promotions consécutives avant de faire l'objet d'une évaluation.

L'administration pénitentiaire s'est dotée par arrêté du 12 juillet 2011 d'un bureau des métiers du recrutement et de la formation (RH7) affichant ainsi son ambition de renforcer le pilotage du recrutement et de la formation professionnelle des personnels. Les missions assignées à ce nouveau bureau comprennent en particulier l'élaboration des orientations de travail de l'école nationale d'administration pénitentiaire et des structures interrégionales de formation, ainsi que le contrôle de leur mise en œuvre.

Le contrat d'objectif de l'ENAP, qui couvrira la période allant de 2013 à 2015, est actuellement en cours de finalisation et devrait faire l'objet d'une validation lors du prochain conseil d'administration de l'École en octobre 2012. Parmi les huit orientations stratégiques arrêtées pour la période, figure la modernisation de la gestion de l'École par le développement d'une meilleure gestion prévisionnelle des emplois et la mise en place d'un contrôle des procédures de suivi de l'exécution de la gestion.

L'établissement, qui est un opérateur de l'État, reçoit une subvention pour charges de service public qui lui permet de couvrir ses dépenses de fonctionnement et de personnel. La dotation prévue à ce titre pour 2013 est de 25,6 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'école a été approuvé en conseil d'administration le 25 novembre 2011.

Au titre de la mise en œuvre des mesures de pilotage et de gestion de l'école, des travaux en matière de contrôle interne comptable sont engagés depuis 2012.

## Administration pénitentiaire

Programme n° 107 OPÉRATEURS

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 04 : Soutien et formation</b>	<b>27 435</b>	<b>27 435</b>	<b>27 418</b>	<b>27 418</b>	<b>25 643</b>	<b>25 643</b>
Subventions pour charges de service public	27 435	27 435	27 418	27 418	25 643	25 643
<b>Total</b>	<b>27 435</b>	<b>27 435</b>	<b>27 418</b>	<b>27 418</b>	<b>25 643</b>	<b>25 643</b>

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	13 633	14 381	Ressources de l'État	27 435	27 040
			- subventions de l'État	27 435	27 040
Fonctionnement	13 045	13 119	- ressources fiscales	0	0
Intervention	0	0	Autres subventions	19	22
			Ressources propres et autres	500	438
<b>Total des charges</b>	<b>26 678</b>	<b>27 500</b>	<b>Total des produits</b>	<b>27 954</b>	<b>27 500</b>
Résultat : bénéfice	1 276		Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	<b>27 954</b>	<b>27 500</b>	Total : équilibre du CR	<b>27 954</b>	<b>27 500</b>

(1) voté

## Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	2 043	1 012
Investissements	898	1 077	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	0
			Autres ressources	21	15
<b>Total des emplois</b>	<b>898</b>	<b>1 077</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>2 064</b>	<b>1 027</b>
Apport au fonds de roulement	1 166		Prélèvement sur le fonds de roulement		50

(1) voté

## DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	14 381	11 819	0	1 077	<b>27 277</b>

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	230	234	233
- <i>sous plafond</i>	230	234	233

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

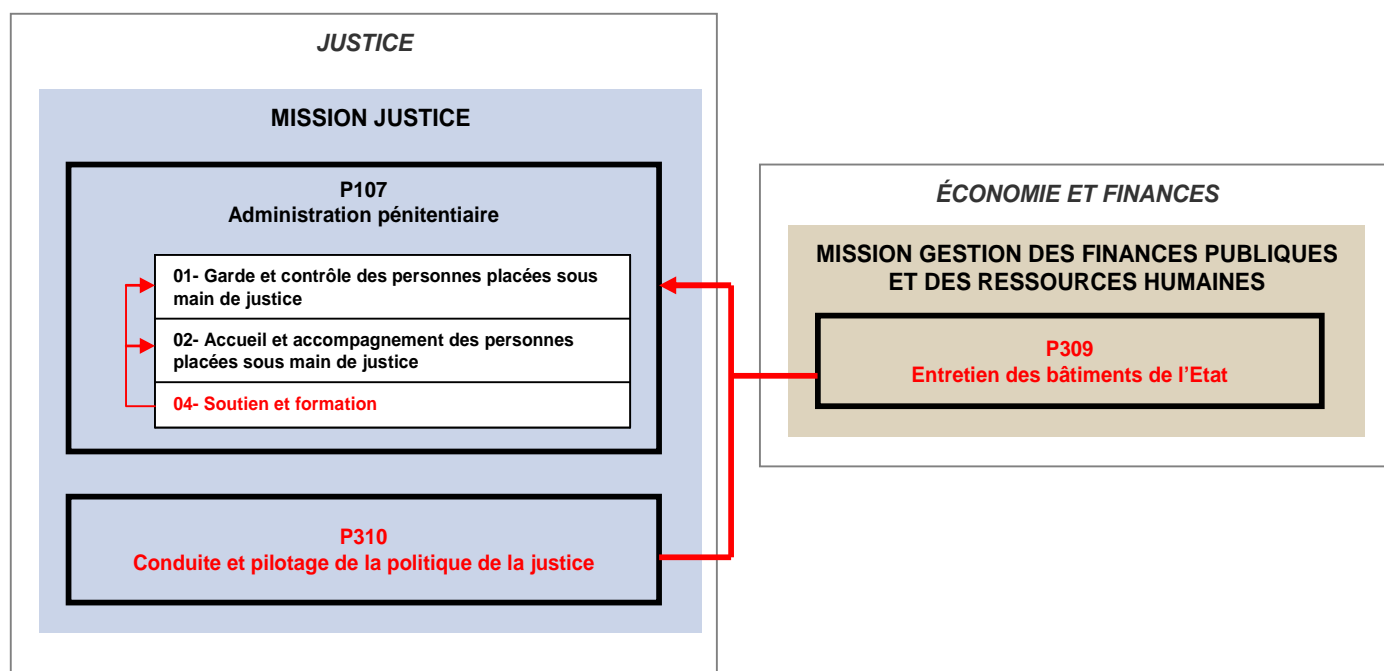
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

## SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice	1 948 254 380	+201 506 335	+90 311 293	2 240 072 008	2 121 799 055
02 - Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice	994 494 513	+51 967 670	+23 290 918	1 069 753 101	1 001 871 972
04 - Soutien et formation	253 474 005	-253 474 005		0	0
<b>Total</b>	<b>3 196 222 898</b>	<b>0</b>	<b>+113 602 211</b>	<b>3 309 825 109</b>	<b>3 123 671 027</b>



Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-113 602 211
309 / Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-274 936
310 / Conduite et pilotage de la politique de la justice (Mission « Justice »)	-113 327 275

## OBSERVATIONS

## FONCTION SOUTIEN ET FORMATION DU PROGRAMME

L'action « soutien et formation » vise 3 axes prioritaires :

- Fournir les moyens de la gestion courante de l'administration pénitentiaire,
- Développer le réseau informatique,
- Assurer la formation initiale et continue des personnels de l'administration pénitentiaire.

Elle comporte 3 251 ETPT qui se répartissent de la manière suivante :

- Le personnel gestionnaire et spécialiste du service public pénitentiaire employé en administration centrale,
- Le personnel des directions interrégionales qui travaille pour la gestion administrative et financière et la gestion des ressources humaines,
- Le personnel œuvrant dans le domaine de l'informatique.

Au titre des moyens de gestion, les principaux postes correspondent aux dépenses courantes des établissements pénitentiaires, des sièges des directions interrégionales et de l'administration centrale (cf. supra la partie JPE). Il est à noter que les dépenses courantes (fonctionnement, frais de déplacement) de l'administration centrale sont imputées sur le programme « conduite et pilotage de la politique de justice »

Sur les crédits affectés à l'informatique sont financés les achats de matériel et d'environnement ainsi que les opérations à caractères nationaux.

Cette action concerne également la formation initiale et continue du personnel de l'administration pénitentiaire, dispensée tant par l'école nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) que par les directions interrégionales. L'ENAP est un opérateur principal des politiques de l'État (cf. partie opérateur).

## MODALITES DE RAPPROCHEMENT ET DE VENTILATION DES CREDITS DE SOUTIEN ET FORMATION DANS LES ACTIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE

Les crédits de l'action « soutien et formation » ont été répartis au prorata des ETPT des deux actions opérationnelles. La clé de répartition retenue est de 79 % pour l'action « garde et contrôle des personnes placées sous main de justice » (25 836 ETPT) et 21% pour l'action « accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice » (6 663 ETPT).

## LIENS AVEC LE PROGRAMME « CONDUITE ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE LA JUSTICE.:

Ce programme met en œuvre les moyens nécessaires au fonctionnement des services centraux de l'administration pénitentiaire tant en matière de personnel que de fonctionnement. Les crédits qui en proviennent sont répartis sur les deux actions opérationnelles selon la même règle de déversement que celle de l'action « soutien et formation ».

LIENS AVEC LE PROGRAMME « ENTRETIEN DES BATIMENTS DE L'ETAT » DE LA MISSION GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Ce programme a pour finalité de regrouper sur un programme unique dédié pour en améliorer la programmation, les crédits d 'entretien du propriétaire (entretien lourd). Les crédits qui en proviennent sont répartis sur les deux actions opérationnelles selon la même règle de déversement que celle de l'action « soutien et formation ».

---

### PROGRAMME 182

#### PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	132
Objectifs et indicateurs de performance	134
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	143
Justification au premier euro	146
Analyse des coûts du programme et des actions	167

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Louis DAUMAS

Directeur de la protection judiciaire de la jeunesse

Responsable du programme n° 182 : Protection judiciaire de la jeunesse

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) est chargée au sein du ministère de la justice de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs, tant en ce qui concerne les mineurs délinquants que les mineurs en danger dans le cadre spécifique des dispositions des ordonnances de 1945 et de 1958, et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre. Elle conçoit les normes et les cadres d'organisation en liaison avec les directions compétentes. Elle garantit, directement, ou par les associations qu'elle habilite et finance, d'une part, une aide aux décisions de l'autorité judiciaire en matière civile et pénale et, d'autre part, principalement la prise en charge des mineurs qui lui sont confiés. La DPJJ établit les cahiers des charges correspondant à une palette complète de types de prises en charge, notamment par les services d'investigation éducative, les services territoriaux de milieu ouvert, les établissements de placements éducatifs, les centres éducatifs renforcés, les centres éducatifs fermés, etc. Ces moyens ont été travaillés dans le souci d'une amélioration continue de la qualité de l'action d'éducation dans le cadre pénal, de la prévention de la récidive et de la réinsertion et d'une insertion sociale et professionnelle rapide et durable des jeunes confiés par l'autorité judiciaire.

Pour ce faire, la DPJJ dispose de deux réseaux de services :

- le secteur public constitué en juillet 2012, de 224 établissements et services relevant directement du ministère de la justice ;
- le secteur associatif constitué, à la même date, de 1 178 établissements et services (dont 248 financés exclusivement par l'État) habilités et contrôlés par le ministère de la justice, et relevant de 568 associations.

L'ensemble de ces services sont des établissements et services sociaux et médico-sociaux au sens de la loi du 2 janvier 2002 et sont donc régis par le Code de l'action sociale et des familles. Les services chargés de la mise en œuvre de ce programme doivent coordonner leurs interventions avec celles des conseils généraux (en charge de la protection administrative de l'enfance) et avec celles de divers partenaires, publics ou privés, qui peuvent contribuer à l'insertion des jeunes en difficulté, particulièrement l'Éducation nationale et les Conseils régionaux compétents pour la formation professionnelle des jeunes de plus de 16 ans. Dans ce cadre, la DPJJ contribue également à la prévention de la délinquance et participe à diverses instances de la politique de la ville.

Le premier objectif est de développer la présence du ministère de la justice et de la PJJ en ce qui concerne l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et la concertation entre les institutions intervenant à ce titre, que ce soit en matière civile ou pénale (décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008).

En charge d'un programme prioritaire de l'action gouvernementale, la DPJJ bénéficiera en 2013 de la création de 205 emplois et d'un abondement exceptionnel de dix millions d'euros au secteur associatif habilité. En 2013, elle mettra en œuvre des réformes dont l'objectif est de garantir la coordination et la qualité du parcours de tous les mineurs faisant l'objet d'une décision judiciaire à travers quatre objectifs :

### **1. Garantir à l'autorité judiciaire, directement ou par le secteur associatif qu'elle habilite, une aide à la décision plus efficace tant en matière civile que pénale.**

La DPJJ contribue à l'amélioration des procédures de signalement en participant, aux côtés des parquets, aux instances créées par la loi du 5 mars 2007 relative à la protection de l'enfance, notamment aux protocoles concernant les cellules de recueil des informations préoccupantes (CRIP) et aux observatoires départementaux. Elle propose des dispositifs performants d'évaluation des situations des mineurs concernés.

### **2. Renforcer l'intervention de la DPJJ en direction des jeunes confiés à la PJJ.**

La très grande majorité (95%) des jeunes suivis par les établissements et services de la DPJJ le sont au titre de mesures de milieu ouvert et d'investigation, c'est pourquoi il est essentiel d'améliorer encore les délais de prise en charge.

Pour les autres mineurs, qui font l'objet de mesures de placement et qui concentrent les situations les plus difficiles, le recours à des centres éducatifs fermés (CEF) peut être une réponse adaptée. En 2013, quatre nouveaux CEF (Angoulême, Epinay-sur-Seine, Cambrai et Marseille) seront ouverts, tout en préservant un équilibre avec les établissements de placement classiques et en consolidant les réseaux territoriaux de familles d'accueil. Une diversification des modalités de prise en charge éducative sera ainsi poursuivie afin de garantir l'insertion des mineurs.

### **3. Garantir à l'autorité judiciaire, aux usagers et aux citoyens, par le contrôle, l'audit et l'évaluation, la qualité de l'aide aux décisions et celle de la prise en charge dans les services publics ou associatifs habilités par la DPJJ.**

Les équipes d'audit sont désormais pleinement opérationnelles, ce qui garantira la réalisation d'un audit tous les cinq ans de chaque structure relevant exclusivement de l'État.

### **4. Concevoir des normes et des cadres d'organisation de la justice des mineurs qui conjuguent la contrainte judiciaire et l'objectif de socialisation des jeunes confiés par l'autorité judiciaire.**

En 2013, la DPJJ engagera des chantiers mettant l'accent sur :

- l'évolution des différentes réponses éducatives ;
- l'amélioration continue des méthodes éducatives, en privilégiant l'adaptation des méthodes professionnelles, en développant la politique des ressources humaines et la formation ;
- la coordination des acteurs de la justice des mineurs sur chaque territoire ;
- le management et le pilotage des missions et des activités des services déconcentrés.

L'objectif est d'en consolider la mise en œuvre en portant l'effort sur le pilotage territorial, et d'en mesurer l'impact notamment en ce qui concerne la qualité de l'action éducative engagée auprès des mineurs.

## **RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE**

<b>OBJECTIF 1</b>		<b>Consolider l'amélioration de la qualité de la prise en charge des mineurs délinquants</b>
INDICATEUR 1.1	Délais de prise en charge (imputables aux services du secteur public et du secteur associatif habilité)	
INDICATEUR 1.2	Taux d'inscription des mineurs pris en charge dans un dispositif d'insertion ou de formation	
INDICATEUR 1.3	Part des jeunes âgés de moins de 17 ans à la clôture d'une mesure pénale qui n'ont ni récidivé, ni réitéré dans l'année qui a suivi	
INDICATEUR 1.4	Niveau d'accompagnement éducatif des mineurs détenus (en quartier mineurs et en EPM)	
INDICATEUR 1.5	Taux de réalisation d'audits des établissements et services	
INDICATEUR 1.6	Part des jeunes pris en charge au pénal pour lesquels une démarche envers la victime ou la société a été mise en œuvre	
<b>OBJECTIF 2</b>		<b>Contribuer, par l'investigation, à la qualité de la décision judiciaire</b>
INDICATEUR 2.1	Délais de prise en charge des mesures d'investigation (imputables aux services du secteur public et du secteur associatif habilité)	
<b>OBJECTIF 3</b>		<b>Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels</b>
INDICATEUR 3.1	Taux de prescription et d'occupation des établissements	
INDICATEUR 3.2	Taux d'activité des éducateurs en milieu ouvert	
INDICATEUR 3.3	Coût complet des mesures judiciaires par journée ou par acte	
<b>OBJECTIF 4</b>		<b>Contribuer à la protection de l'enfance en danger</b>
INDICATEUR 4.1	Part des audits des établissements et services réalisés conjointement avec les Conseils généraux	

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Consolider l'amélioration de la qualité de la prise en charge des mineurs délinquants

Cet objectif répond à l'obligation pour la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) de développer et de diversifier les réponses en mutualisant tous les moyens utiles dans leur diversité et leur spécificité (secteur public, secteur associatif, dispositifs partenariaux) pour favoriser la construction de parcours adaptés pour les mineurs délinquants, y compris pendant l'incarcération. Il s'agit d'organiser la complémentarité des prestations des différents services et établissements ainsi que leur réactivité afin d'assurer la cohérence d'un parcours centré sur l'insertion, tout en évitant le fractionnement des prises en charge.

La réactivité des services repose sur des délais de prise en charge courts ainsi que sur la capacité à se mobiliser dans un contexte d'urgence. Le critère de performance retenu pour la mesurer est celui des délais de prise en charge dès lors que le service a été saisi par un magistrat. Le choix de cet indicateur se justifie pour des raisons éducatives : il convient de réduire au maximum la durée s'écoulant entre les faits à l'origine de la mesure éducative et sa mise en exécution. A défaut, la réponse aussi bien judiciaire qu'éducative ne sera pas nécessairement perçue comme directement liée à ces faits. Le choix se justifie également par la nécessité de mettre rapidement fin à un trouble à l'ordre public.

L'intégration sociale, par l'insertion scolaire et professionnelle des mineurs, est une des missions de la PJJ. La circulaire d'orientation sur l'action éducative dans le cadre pénal du 2 février 2010 précise que l'action d'éducation repose sur des temps de prise en charge individuelle et des temps d'action de médiations collectives. Quelle que soit la mesure judiciaire, l'activité de jour structure l'ensemble des prises en charges éducatives. Pour les mineurs ne pouvant bénéficier d'emblée des dispositifs de droit commun, les circulaires d'orientation du 25 février 2009 et du 3 avril 2012, relatives à l'action éducative structurée par les activités de jour dans les établissements et services du secteur public de la PJJ, prévoient la construction d'un parcours personnalisé pour chaque mineur à partir d'un emploi du temps structuré. L'organisation d'activités de jour a pour objectif le maintien ou la réinscription des mineurs sous mandat judiciaire dans les dispositifs de droit commun en matière de formation et d'insertion professionnelle. L'indicateur, à travers le taux d'inscription dans un dispositif, qu'il soit de droit commun (relevant de l'Éducation nationale ou de la formation professionnelle) ou plus spécialisé pour les mineurs qui ne pourraient y accéder dans l'immédiat, permet de mesurer l'atteinte de cet objectif.

L'efficacité finale de l'intervention éducative au pénal consiste à faire diminuer la délinquance en prévenant la réitération et la récidive. L'axe de performance retenu est la non-réitération, la non-récidive et l'absence de nouvelles poursuites dans un délai fixé à un an après la fin de la dernière mesure éducative. La récidive est constituée lorsqu'une personne physique, déjà condamnée définitivement pour un crime ou un délit, commet, dans un délai fixé par la loi, un crime ou un délit identique ou assimilé. La récidive des contraventions de 5<sup>ème</sup> classe est également possible lorsque le règlement ou la loi le prévoient expressément (articles 132-10 et suivants du code pénal). En revanche, la réitération s'entend d'une personne qui, alors qu'elle n'est pas condamnée définitivement pour une précédente infraction, en commet une nouvelle.

La continuité dans le suivi éducatif des jeunes englobe parfois des temps d'incarcération. A cette fin, des éducateurs assurent une présence quotidienne dans tous les quartiers mineurs (QM) et les six établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM). Après l'amélioration des modalités de prise en charge des jeunes filles détenues, la DPJJ poursuivra en 2013 les chantiers ouverts en coordination avec l'administration pénitentiaire : développement des aménagements de peine, avec notamment l'expérimentation des régimes de semi-liberté, refonte de la carte des quartiers mineurs pour les garçons.

L'indicateur retenu doit permettre de mesurer la qualité de l'intervention éducative auprès de l'ensemble des mineurs incarcérés dans les établissements pour mineurs (EPM) et les quartiers pour mineurs (QM).

La DPJJ a fait de l'audit des établissements et services relevant de sa compétence un axe prioritaire de son projet stratégique. D'une part, elle souhaite garantir la qualité et la conformité de l'application des décisions des magistrats, le respect des normes et des directives pédagogiques et administratives, tant vis-à-vis des magistrats que des mineurs et de leurs familles. D'autre part, elle vise une plus grande efficacité de ses structures.

Les directions interrégionales (DIR) sont responsables de la programmation et de la conduite des opérations d'audit. Elles élaborent, pour cela, un plan pluriannuel et définissent leurs priorités, notamment en fonction du contexte local. L'objectif est d'assurer que les établissements et services, du secteur public comme du secteur associatif habilité, soient, *a minima*, audités tous les 5 ans. L'indicateur relatif au taux de réalisation d'audits permet de mesurer si cet objectif est atteint.

Enfin, la DPJJ se fixe comme mission d'apporter une réponse au besoin de justice et de réparation envers les victimes et la société. Il s'agit, par des interventions éducatives (mesures ou sanctions) ou des peines :

- de favoriser un processus de responsabilisation qui reconnaît le mineur comme sujet de droit répondant de ses actes et comme acteur social capable d'actes positifs vis-à-vis de la société, ainsi que de systématiser la prise en compte de la victime,
- d'aider le mineur à comprendre la portée et l'illégalité de son acte et lui faire prendre conscience de l'existence d'une loi pénale, de son contenu et des conséquences de sa transgression pour lui-même, pour la victime et pour la société,
- de respecter la victime et de réparer le préjudice commis,
- de donner au mineur l'occasion de se réinscrire dans le corps social en mobilisant ses potentialités par l'exécution d'une activité réparatrice, et ainsi retrouver une certaine estime de soi,
- de restaurer des liens positifs avec la collectivité.

Les interventions éducatives et les peines fondées sur ces objectifs sont au nombre de quatre : la réparation pénale, mesure éducative prononcée à l'égard d'un mineur, auteur d'une infraction pénale, auquel il est proposé de réparer le tort causé à la collectivité ou directement à la victime par une prestation adaptée (remise en état de ce qui a été abîmé, activités à caractère social, humanitaire ou d'utilité publique) ; le travail d'intérêt général (TIG), peine consistant à effectuer un travail non rémunéré au profit d'une collectivité publique ou d'une association agréée, le stage de citoyenneté et le stage de formation civique.

#### INDICATEUR 1.1 : Délais de prise en charge (imputables aux services du secteur public et du secteur associatif habilité)

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Mesures de milieu ouvert pénal	jours	13	13	12	11	<10	<9

##### Précisions méthodologiques

Cet indicateur découle de l'objectif fixé dans la loi d'orientation et de programmation pour la justice (LOPJ) de 2002, d'amélioration de la prise en charge en milieu ouvert et qui visait également à réduire, pour fin 2007, les délais de prise en charge des mesures éducatives et des peines en secteur public à 15 jours. Il convient de souligner que ce délai optimal de 15 jours intégrait le délai de notification de la décision judiciaire au service (délai entre le prononcé de la décision et sa notification au service PJJ chargé de sa mise en œuvre) qui dépend entièrement des services judiciaires.

L'objectif concernant les délais strictement imputables aux services de la PJJ était de 12 jours et constitue désormais la cible. Au-delà, les mesures sont dites en attente. Cet indicateur recouvre non seulement les délais des services du secteur public mais aussi du secteur associatif.

La loi de programmation sur l'exécution des peines du 27 mars 2012 prévoit une réduction des délais à 5 jours. Cependant, cette disposition prévue à l'article 12 entre seulement en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Par ailleurs elle introduit un délai de convocation pour une partie seulement des mineurs délinquants, là où la LOPJ prévoyait un délai de prise en charge pour l'ensemble des justiciables. Il ne s'agit donc pas seulement d'une réduction de la cible mais également d'un objectif dont le périmètre sera plus limité, avec un impact sur l'organisation de la prise en charge. Les modifications à apporter en conséquence à cet indicateur nécessitent des études complémentaires. Dans l'attente, la cible 2015 a été fixée à un niveau inférieur à 9 mais elle est appelée à être précisée pour le PAP 2014.

**Sources des données** : logiciels GAME 2010 et IMAGE.

**Mode de calcul** : nombre moyen de jours entre la date de notification de la décision au service PJJ secteur public et associatif (date d'arrivée du courrier au service) et la prise en charge effective par le service.

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## INDICATEUR 1.2 : Taux d'inscription des mineurs pris en charge dans un dispositif d'insertion ou de formation

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de mineurs inscrits dans un dispositif d'insertion ou de formation / nombre total de mineurs pris en charge	%	82	84	86	86	90	95

## Précisions méthodologiques

La PJJ a pour objectif que chaque jeune qui lui est confié soit accompagné sur la voie de l'insertion sociale et professionnelle. Cet indicateur ne permet pas d'évaluer de façon qualitative les effets de l'accompagnement mis en œuvre. L'inscription dans un dispositif de formation est cependant un préalable nécessaire.

**Source des données :** le taux indiqué jusque là dans les documents budgétaires est tiré d'une estimation faite par l'Inspection des services de la DPJJ dans un rapport d'évaluation sur les activités de jour et d'insertion de 2007. Ceux des années ultérieures ont été extrapolés. Ils sont avant tout indicatifs.

Le renseignement de cet indicateur sera rendu possible à la fin de l'année 2012 (de façon partielle) et en 2013 par le déploiement du nouveau logiciel Game 2010, intervenu au printemps 2012. Les premiers résultats mesurés pourront conduire à revoir les estimations et prévisions antérieures et en conséquence les cibles 2013 et 2015. L'objectif à terme est d'approcher 100%. Compte-tenu du public accueilli et des estimations actuelles 95% représente un objectif cohérent.

**Mode de calcul :** ratio entre le nombre de mineurs pris en charge par les services du secteur public de la PJJ, en milieu ouvert et en hébergement, et inscrits dans un dispositif d'insertion de la PJJ ou de formation de droit commun (Éducation nationale, formation professionnelle, formations proposées par les missions locales...) et le nombre total de jeunes pris en charge par ces services et établissements.

## INDICATEUR 1.3 : Part des jeunes âgés de moins de 17 ans à la clôture d'une mesure pénale qui n'ont ni récidivé, ni réitéré dans l'année qui a suivi

(du point de vue du citoyen)

Indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Rapport entre le nombre de jeunes qui dans l'année qui suit la sortie de la mesure n'ont ni récidivé, ni réitéré et le total des jeunes pris en charge dans les services de la PJJ en N-1	%	71	75	72	75	76	78

## Précisions méthodologiques

Il est nécessaire d'attendre plus d'un an pour calculer cet indicateur. En effet, certaines réitérations peuvent apparaître avec un décalage dans le temps et être saisies postérieurement dans les outils de suivi.

Le résultat présenté pour l'année N correspond au panel des mineurs dont la mesure s'est terminée au cours de l'année N-2. Ainsi, le résultat 2011 porte sur les jeunes dont la prise en charge a cessé en 2009.

## Mode de calcul :

L'indicateur se calcule pour une population de référence sous la forme d'un ratio dont le numérateur et le dénominateur sont définis ci-dessous :

- Population de référence pour l'année N : tous les jeunes ayant bénéficié d'une prise en charge pénale, préventive ou définitive, suivie par la DPJJ (secteurs public et associatif), qui s'est terminée dans le courant de l'année précédente (N-2) alors qu'ils étaient âgés de moins de 17 ans.
- Numérateur : nombre de mineurs appartenant à la population de référence qui n'ont ni récidivé, ni réitéré, ni fait l'objet de nouvelles poursuites ou d'une mesure alternative aux poursuites dans les 365 jours qui suivent la fin de la dernière prise en charge.
- Dénominateur : effectif total de la population de référence.

Pour mesurer le recul ou le maintien dans la délinquance des mineurs pris en charge, il ne suffit pas de calculer le taux de récidive et de réitération dans un délai d'un an. En effet, la durée de la procédure judiciaire entre la mise en cause et le jugement définitif étant en moyenne supérieure à un an, cela éliminerait statistiquement la quasi-totalité de la récidive/réitération (au sens légal du terme). Ce biais est plus important que celui lié au fait que les poursuites judiciaires ne sont pas toujours suivies d'une condamnation définitive.

**Sources des données :** Le panel des mineurs suivi en justice qui exploite les données des fichiers issus des applications informatiques utilisées par les tribunaux pour enfants (échantillon au 1/24<sup>ème</sup>).

L'indicateur est tributaire des limites intrinsèques de cette source. Les mineurs « sortent » du panel à leur majorité. En conséquence, le délai d'un an « d'observation » après la fin de la dernière mesure exercée par la PJJ impose de réduire dans le panel l'observation aux jeunes qui ne dépassent pas 17 ans à cette date.



**INDICATEUR 1.4 : Niveau d'accompagnement éducatif des mineurs détenus (en quartier mineurs et en EPM)**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de demi journées hebdomadaires d'activités socio-éducatives suivies en quartier mineurs / Nombre de mineurs détenus	demi-journée	2,5	NC	3	NC	3	4
Nombre de demi journées d'activités socio-éducatives suivies en Etablissement Pénitentiaire pour Mineurs (EPM) / Nombre de mineurs détenus	demi-journée	4,5	NC	5	NC	5	6

**Précisions méthodologiques**

Les résultats 2010 indiqués sont des estimations fondées sur les plannings des activités.

Le renseignement de cet indicateur sera rendu possible fin 2012 (de façon partielle) par le déploiement du nouveau logiciel Game 2010 intervenu au printemps 2012. Les premiers résultats mesurés pourront conduire à revoir les estimations et prévisions antérieures et en conséquence la cible 2013.

Il convient de noter que la globalité de l'intervention éducative en détention ne se limite pas aux activités socio-éducatives. Les éducateurs de la PJJ assurent également l'élaboration et la mise en œuvre des projets de sortie pour chaque mineur, les aménagements de peine, le lien avec les familles et avec les services extérieurs, la participation aux commissions, ainsi que le partenariat avec les intervenants externes en détention. Ces activités sont en sus de celles qui figurent ci-dessus.

**Source des données** : GAME 2010.

**Mode de calcul** : ratio entre le total des demi-journées par semaine effectivement suivies par les mineurs détenus et le nombre total de mineurs détenus sur la période considérée. La durée hebdomadaire est celle qui paraît la plus significative. C'est la moyenne sur l'année qui est calculée.

**INDICATEUR 1.5 : Taux de réalisation d'audits des établissements et services**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Rapport entre le nombre d'audits réalisés et le nombre d'établissements et services prenant en charge des mineurs délinquants devant être audités dans l'année	%	68	100	95	100	100	100

**Précisions méthodologiques**

La mise en place d'un dispositif d'audit constitue un des quatre axes du Projet Stratégique National de la DPJJ. L'objectif fixé par le PSN est de réaliser un audit de tous les établissements et services du secteur public et du secteur associatif habilité au moins une fois par période de 5 ans. C'est donc un cinquième des établissements et services soit 20% de l'ensemble des structures qui doit être audité chaque année et la cible, à terme, doit être de 100% sur cette base annuelle relative au seul exercice en cours.

Cet indicateur concerne les établissements et services mettant en œuvre les décisions judiciaires pour les seuls mineurs délinquants y compris les structures polyvalentes du secteur public : CEF et CER du SP et du SAH, les services de réparation pénale du SAH, les établissements de placement éducatif du SP, les services territoriaux de milieu ouvert ou d'insertion du SP.

Les chiffres donnés au titre de 2010 et 2011 correspondent à la période de déploiement et de montée en charge du dispositif.

**Source des données** : Tableau de bord des 9 Directions interrégionales chargées des audits des établissements et services, du secteur public et du secteur associatif habilités par la justice.

Les résultats 2010 et 2011 sont issus des remontées de l'ensemble des DIR. La prévision 2013 se fonde sur les programmes d'audits établis par les DIR.

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## INDICATEUR 1.6 : Part des jeunes pris en charge au pénal pour lesquels une démarche envers la victime ou la société a été mise en oeuvre

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Rapport entre le nombre de jeunes sortis des services de la PJJ qui ont fait l'objet d'une mesure de réparation, d'un travail d'intérêt général, d'un stage de citoyenneté ou de formation civique, et le total des jeunes sortis au pénal.	%	57	57	57	53	57	59

## Précisions méthodologiques

Il convient de noter que cet indicateur dépend à la fois des services judiciaires et de la PJJ. En effet, si cette dernière doit favoriser les modalités de mise en œuvre de ces différentes mesures, sanctions et peines, leur prescription dépend de l'appréciation souveraine du magistrat. L'indicateur concerne l'ensemble des services de la DPJJ, de secteur public comme du secteur associatif habilité.

Toutes les infractions ne peuvent faire l'objet d'une mesure de ce type. Le citoyen ne comprendrait pas qu'un crime soit sanctionné par une simple mesure de réparation pénale, voire un travail d'intérêt général. L'évolution du résultat dépend du traitement judiciaire des situations individuelles et également de la politique pénale des juridictions, notamment des parquets en matière d'alternatives aux poursuites, et de l'évolution de la nature des infractions constatées et poursuivies. Le résultat obtenu en 2009 et 2010 peut être jugé satisfaisant au regard des demandes exprimées par ces mêmes juridictions, notamment en matière de réparation pénale. L'objectif de la PJJ est de maintenir un niveau équivalent (>50%).

**Mode de calcul :** Nombre de jeunes pris en charge (hors investigations) dans les services de la PJJ (SP et SAH) au pénal sortis pendant la période considérée qui ont fait l'objet d'une mesure de réparation, d'un TIG, d'un stage de citoyenneté ou de formation civique, d'un aménagement de peine assorti d'une obligation de réparation envers la victime / Total des jeunes pris en charge (hors investigations) dans les services de la PJJ (SP et SAH) au pénal sortis pendant la période considérée qui ont fait l'objet d'une mesure de milieu ouvert ou de placement \*100

**Sources des données :** GAME 2010 et IMAGES

## OBJECTIF n° 2 : Contribuer, par l'investigation, à la qualité de la décision judiciaire

Les mesures d'investigation ont pour objet d'aider le magistrat dans sa prise de décision au civil comme au pénal et, de ce fait, de contribuer à la qualité de la décision judiciaire.

Le secteur public réalise, essentiellement au sein des services, unités ou permanences éducatives auprès des tribunaux (SEAT, UEAT ou PEAT), des recueils de renseignements socio-éducatifs (RRSE) pour réunir de façon très rapide des informations succinctes permettant une appréhension ponctuelle de la situation du mineur. Un tel recueil est, notamment, requis en cas de convocation par officier de police judiciaire en vue de jugement ou avant toute décision de placement en détention provisoire.

La mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE) qui a remplacé en 2012 les enquêtes sociales et les mesures d'investigation et d'orientation éducatives (IOE) mobilise l'essentiel des moyens. Il s'agit d'évaluer de façon pertinente :

- au civil, l'existence et la nature du danger d'une part, et la capacité de la famille à y faire face d'autre part ;
- au pénal, la personnalité du mineur, ses potentialités d'évolution, le contexte du passage à l'acte et la capacité de la famille à y faire face.

Cette mesure menée de façon pluridisciplinaire doit aussi permettre de dégager des éléments d'analyse pour une orientation éducative adaptée à la personnalité et à la situation du mineur.

Le critère de performance retenu est le délai de prise en charge des mesures judiciaires d'investigations éducatives (MJIE) réalisées par les services PJJ (secteurs public et associatif).

## INDICATEUR 2.1 : Délais de prise en charge des mesures d'investigation (imputables aux services du secteur public et du secteur associatif habilité)

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Mesures d'investigation	jours	13	15	12	12	<10	<9

**Précisions méthodologiques**

Les précisions méthodologiques sont les mêmes que celles de l'indicateur 1-1. Ce délai est calculé pour les mesures judiciaires d'investigation éducative, les enquêtes sociales et les investigations et orientations éducatives réalisées par les services publics et associatif PJJ.

Sources des données : logiciels GAME 2010 et IMAGES.

**OBJECTIF n° 3 : Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels**

Comme toute administration publique, la protection judiciaire de la jeunesse a l'obligation d'optimiser l'emploi des ressources qui lui sont allouées. En ce domaine, elle doit adopter et généraliser les méthodes et les procédures les plus efficaces pour améliorer son efficience sans détériorer ses résultats sur les deux autres axes de performance : efficacité finale et qualité du service rendu à l'utilisateur.

Il convient donc d'identifier les postes de dépenses à maîtriser et de déterminer les leviers d'actions utilisables sans porter atteinte à la qualité des prises en charge ni réduire les réponses offertes aux magistrats. La DPJJ, depuis plusieurs années s'est engagée dans l'amélioration des processus de fonctionnement de l'ensemble de ses structures et s'efforce de moderniser ses techniques de gestion (mutualisation des moyens, coordination, diffusion des technologies d'information et de communication).

Il s'agit d'une part, d'optimiser l'utilisation des ressources financières, matérielles et immobilières, et d'autre part, de les adapter de manière constante aux besoins repérés aux niveaux local et national.

Ainsi, pour ce qui concerne les établissements de placements (CEF, CER, EPE), les taux de prescription et d'occupation permettent d'évaluer s'ils répondent de façon satisfaisante aux demandes de prises en charge exprimées par les magistrats. Cependant, cet examen doit se poursuivre par une analyse plus fine. La plus ou moins bonne utilisation d'une structure est liée à de multiples facteurs qui peuvent être indépendants des besoins. Un déficit d'information ou de communication peut exister entre les services et les juridictions prescriptrices. De multiples facteurs conjoncturels doivent également être pris en compte : problèmes immobiliers, difficultés de l'équipe face aux comportements violents des mineurs, etc.

La juxtaposition des deux taux permet de mettre en lumière la qualité du service perçu par le prescripteur et l'efficience de l'utilisation des moyens.

De façon plus générale, l'élaboration et la généralisation de normes nationales ainsi que des analyses comparatives de structures équivalentes permettent le calcul de ratios « activité/moyens » répondant aux objectifs d'optimisation des ressources disponibles. C'est l'objet des indicateurs de type « taux d'activité/ETP » ou dépense complète pour chaque type de prise en charge.

**INDICATEUR 3.1 : Taux de prescription et d'occupation des établissements**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de prescription des Etablissements de placement éducatif EPE-UEHC du secteur public.	%	83	85	88	90	90	90
Taux d'occupation des Etablissements de placement éducatif EPE-UEHC du secteur public	%	69	69	75	70	75	80
Taux de prescription des Centres éducatifs renforcés (CER) secteurs public et associatif	%	93	90	94	97	97	97
Taux d'occupation des Centres éducatifs renforcés (CER) secteurs public et associatif	%	87	86	89	87	88	90
Taux de prescription des Centres éducatifs fermés (CEF) secteurs public et associatif	%	81	85	88	88	90	90
Taux d'occupation des Centres éducatifs fermés (CEF) secteurs public et associatif	%	72	73	75	75	76	80

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## Précisions méthodologiques

Cet indicateur décrit l'utilisation des équipements des services de la protection judiciaire de la jeunesse en matière de placement.

Le taux de prescription en journées théoriques traduit la demande des magistrats telle qu'elle s'exprime à travers les ordonnances de placement. Pour les établissements fonctionnant en continu (Centre Éducatif Fermé, CEF et Établissement de Placement Éducatif, EPE) il doit tendre vers 90% en raison du renouvellement des placements dont la durée est limitée (taux de rotation). En revanche pour les établissements fonctionnant par sessions (Centre Éducatif Renforcé, CER), il est possible de s'approcher des 100%.

Le taux d'occupation en journées réalisées traduit le taux de présence des jeunes (inclues les absences inférieures à 48h) dans les établissements PJJ au regard des capacités théoriques. Il ne peut atteindre 100 % afin d'une part, de garantir la capacité d'accueil d'urgence, et d'autre part, du fait des contraintes inhérentes à l'accueil d'un public particulièrement difficile (notamment les fugues, les incarcérations...). Les cibles, à terme, sont de 80% pour les EPE-UEHC (cible 2013) et les CEF et de 90% pour les CER.

Le décret n° 2007-1573 du 6 novembre 2007, relatif aux établissements et services du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse, a conduit à regrouper l'ensemble des établissements de placement du secteur public sous une même dénomination d'Établissement de Placement Éducatif (EPE), à l'exception des centres éducatifs fermés. Les EPE comportent des Unités Éducatives d'Hébergement Collectif (UEHC) et peuvent aussi regrouper d'autres unités, notamment d'hébergement diversifié. Seules les premières (UEHC) sont ici considérées. La notion même de taux d'occupation ne paraît pas aussi pertinente pour l'hébergement individualisé et *a fortiori* pour les familles d'accueil.

Si en matière d'hébergement collectif classique, il n'est pas possible de déterminer une capacité installée correspondant aux seules prises en charge PJJ pour le secteur associatif (qui reçoit dans les mêmes structures des jeunes confiés au Conseil Général) et donc de calculer un taux d'occupation, l'exercice est rendu possible pour les CER et CEF du secteur associatif qui ne prennent en charge qu'au pénal sur mandat judiciaire.

**Mode de calcul :** croisement des journées prescrites ou réalisées avec les journées théoriquement permises par les capacités des établissements

**Sources des données :** Logiciels GAME 2010 et IMAGES (journées théoriques et journées réalisées), données d'inventaire sur les capacités théoriques et opérationnelles des établissements pour le SP et le SAH.

## INDICATEUR 3.2 : Taux d'activité des éducateurs en milieu ouvert

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de jeunes suivis en milieu ouvert / éducateur	jeunes	25,5	25	25	25,4	25	25

## Précisions méthodologiques

Les données intègrent les effectifs titulaires, contractuels et vacataires.

Les valeurs cibles ont été fixées à la suite de différents travaux, notamment une étude relative à l'organisation du travail en milieu ouvert de l'inspection des services de la DPJJ et un rapport de la commission nationale du milieu ouvert, rendus en 2002.

**Sources de données :** Croisement GAME 2010, Winpaie et décompte effectué par les contrôleurs de gestion interrégionaux permettant de connaître précisément les agents affectés dans ces structures mais assurant une mission différente (classes relais, quartiers mineurs, etc.).

**Mode de calcul :** Nombre de jeunes suivis en milieu ouvert et investigation (hors recueil de renseignements socio-éducatifs, RRSE) / Effectif en équivalent temps plein éducatif (éducateurs et chef de service éducatif) en milieu ouvert. Concernant le nombre de jeunes suivis par éducateur, depuis 2007, il est possible de connaître la moyenne sur l'année des jeunes pris en charge chaque fin de mois ainsi que la moyenne sur l'année des éducateurs (ETPT). Ce mode de calcul est plus en adéquation avec la mesure de la charge de travail réelle par éducateur.

## INDICATEUR 3.3 : Coût complet des mesures judiciaires par journée ou par acte

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Prix de journée d'une mesure de milieu ouvert ou d'investigation (secteur public)	€	11,07	11,4	12,0	12,2	12,4	12,7
Prix d'une mesure judiciaire d'investigation éducative (secteur associatif habilité)	€	NC	NC	2620	2654	2684	2780
Prix d'une journée en établissement de placement éducatif EPE-UEHC (secteur public)	€	500	536	480	540	535	520
Prix d'une journée de placement CER (secteurs public et associatif habilité)	€	512	510	490	474	480	498
Prix d'une journée de placement CEF (secteurs public et associatif habilité)	€	614	607	575	570	572	577

### Précisions méthodologiques

#### Méthode de calcul des coûts complets :

##### a – secteur public

Le coût complet est obtenu en divisant l'ensemble des crédits associés à chaque activité (personnel, fonctionnement, investissement) par le nombre d'unités de l'activité (journées ou actes).

Les crédits associés à chaque activité intègrent des charges indirectes : le prorata des crédits de la fonction soutien relative à la gestion centralisée des personnels et des crédits de fonctionnement, ainsi que le prorata des crédits liés à la formation continue.

##### b – secteur associatif

Le financement des établissements et services du secteur associatif est établi sur la base d'un prix de journée ou d'un prix à l'acte. Les coûts complets sont des moyennes pondérées des paiements effectués dans chaque activité.

##### c – secteurs public et associatif habilité

Concernant les centres éducatifs renforcés et les centres éducatifs fermés, les coûts complets secteur public et secteur associatif habilité sont obtenus par des moyennes pondérées des résultats obtenus pour chaque secteur.

#### Explication des prévisions :

Les prévisions 2013 sont établies de la façon suivante :

Estimation de l'évolution des charges par groupe de dépense : investissement, masse salariale et fonctionnement.

Estimation de l'activité (en actes ou en journées) qui sert de diviseur.

La masse salariale représente le poste principal des dépenses. Pour les mesures de milieu ouvert ou les investigations notamment, les salaires représentent environ 80 % du coût complet. Ainsi une baisse de 3 % des dépenses de fonctionnement ne se traduit donc que par une baisse de moins de 1 % du coût total. A l'inverse, même en l'absence d'évolution du point d'indice, la masse salariale peut continuer à évoluer à la hausse du fait de la structure des emplois ou d'autres éléments (comme le GVT par exemple). Les leviers existants sur les prix de revient sont donc limités. Sauf à réduire le niveau d'encadrement et, par voie de conséquence, la qualité des prises en charge. La problématique est alors la même que pour le taux d'activité des éducateurs (Cf. *supra*).

Le levier principal est donc l'optimisation de l'utilisation des équipements. Or, celle-ci est déjà effective pour le milieu ouvert puisque la cible de 25 jeunes / éducateur est déjà atteinte, voire dépassée. L'objectif est donc de stabiliser les coûts plutôt que de les réduire.

L'augmentation du coût d'une journée de milieu ouvert est imputable au changement de périmètre lié à l'introduction du dispositif accueil et accompagnement (DAA) qui permet une amélioration sensible de l'intervention éducative.

En revanche, les taux d'occupation des foyers peuvent encore être améliorés et conduire à une maîtrise des coûts.

**Sources de données :** logiciels GAME2010, Chorus, Winpaie pour le secteur public; IMAGES pour le secteur associatif habilité

## OBJECTIF n° 4 : Contribuer à la protection de l'enfance en danger

La mission de protection judiciaire de l'enfance en danger consiste en la mise en œuvre de mesures d'assistance éducative lorsque "la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger ou que les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises" (Article 375 du Code civil). Cette mission a pour objectif général, de faire cesser le danger en apportant aide et conseil à la famille, et en suivant l'évolution du mineur (mesure d'assistance éducative en milieu ouvert) et/ou en prenant en charge physiquement le mineur (placement).

En recentrant ces missions sur la prise en charge des mineurs dans le cadre pénal, la DPJJ ne met plus en œuvre directement les mesures d'assistance éducatives que sont l'AEMO et le placement. Ces mesures sont prioritairement exercées par les établissements et services du secteur associatif, habilités à cette fin par les préfets sur instruction de la DPJJ et par les conseils généraux.

La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a fait du président du conseil général la première autorité en charge de la protection de l'enfance, réservant l'intervention du juge des enfants aux situations les plus graves et les plus conflictuelles.

La circulaire du 6 mai 2010 relative au rôle de l'institution judiciaire dans la mise en œuvre de la réforme de la protection de l'enfance est venue préciser les axes et modalités de contribution de la PJJ à la politique de protection de l'enfance : participation aux protocoles organisant le recueil et le traitement des informations préoccupantes par les cellules départementales (CRIP), participation aux travaux des observatoires départementaux de la protection de l'enfance et signature de conventions avec les conseils généraux pour la mise en œuvre d'audits conjoints des établissements et services.

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

La DPJJ, qui reste un acteur central en matière de protection de l'enfance, doit notamment faire en sorte que les prises en charge soient de bonne qualité dans le secteur associatif. C'est pourquoi, le critère d'efficacité retenu est la part des audits des établissements et services réalisés conjointement avec les Conseils généraux.

Cet indicateur relatif à la part d'audits conjoints réalisés avec les Conseils généraux permet de mesurer le niveau de coordination et de collaboration avec cet acteur central de la protection de l'enfance.

#### INDICATEUR 4.1 : Part des audits des établissements et services réalisés conjointement avec les Conseils généraux

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Rapport entre le nombre d'audits réalisés conjointement avec les Conseils généraux et le nombre d'établissements et services prenant en charge des mineurs en danger devant être audités dans l'année	%	19	14	30	20	30	33

#### Précisions méthodologiques

La mise en place d'un dispositif d'audit constitue un des quatre axes du Projet Stratégique National de la DPJJ. L'objectif fixé par le PSN est de réaliser un audit de tous les établissements et services du secteur public et du secteur associatif habilité au moins une fois par période de 5 ans. C'est donc 1/5 des établissements et services soit 20% de l'ensemble des structures qui doit être audités chaque année et la cible à terme doit être de 100 % sur cette base annuelle, relative au seul exercice en cours. La DPJJ se fixe également comme objectif de réaliser le tiers de ces audits conjointement avec les services des Conseils généraux. La cible est donc de 33 % par an.

Cet objectif est ambitieux car il dépend de l'appropriation par les conseils généraux d'un travail conjoint sur un dispositif encore récent (lancement en 2009).

Une campagne de signature de conventions avec les conseils généraux a été engagée en ce sens dès 2009 et 51 conventions étaient signées à la fin de l'année 2011.

Cet indicateur concerne les établissements et services du secteur associatif, qui sont habilités par la justice à prendre en charge les mineurs en danger (hors investigation). En pratique, il s'agit le plus souvent d'établissements bénéficiant d'une double habilitation (au pénal et au civil) et qui sont financés conjointement avec les Conseils généraux.

Source des données : enquête menée auprès des 9 Directions interrégionales chargées des contrôles et des audits des établissements et services habilités justice.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Mise en oeuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	353 575 644	240 463 402	10 937 500	1 629 215	606 605 761	
03	Soutien	65 943 006	19 691 314	2 267 000	1 470 785	89 372 105	
04	Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	22 711 962	8 497 991	6 825		31 216 778	
05	Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger		73 513 999			73 513 999	
Total		442 230 612	342 166 706	13 211 325	3 100 000	800 708 643	

## 2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Mise en oeuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	353 575 644	226 228 072	20 937 500	1 629 215	602 370 431	
03	Soutien	65 943 006	17 986 644	2 267 000	1 470 785	87 667 435	
04	Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	22 711 962	8 497 991	6 825		31 216 778	
05	Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger		69 453 999			69 453 999	
Total		442 230 612	322 166 706	23 211 325	3 100 000	790 708 643	

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Mise en oeuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	337 103 678	222 184 023	41 489 811	1 600 000	602 377 512	
03	Soutien	72 512 687	13 882 412	1 617 000	1 560 000	89 572 099	
04	Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	23 330 044	8 024 700	6 825		31 361 569	
05	Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger		68 740 000			68 740 000	
Total		432 946 409	312 831 135	43 113 636	3 160 000	792 051 180	

## 2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Mise en oeuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	337 103 678	222 184 023	21 489 811	1 600 000	582 377 512	
03	Soutien	72 512 687	13 882 412	1 617 000	1 560 000	89 572 099	
04	Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	23 330 044	8 024 700	6 825		31 361 569	
05	Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger		68 740 000			68 740 000	
Total		432 946 409	312 831 135	23 113 636	3 160 000	772 051 180	



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	432 946 409	442 230 612	432 946 409	442 230 612
Rémunérations d'activité	262 236 258	266 182 672	262 236 258	266 182 672
Cotisations et contributions sociales	165 010 151	171 647 940	165 010 151	171 647 940
Prestations sociales et allocations diverses	5 700 000	4 400 000	5 700 000	4 400 000
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>	312 831 135	342 166 706	312 831 135	322 166 706
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	312 831 135	342 166 706	312 831 135	322 166 706
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	43 113 636	13 211 325	23 113 636	23 211 325
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	43 113 636	13 211 325	23 113 636	23 211 325
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>	3 160 000	3 100 000	3 160 000	3 100 000
Transferts aux ménages	1 600 000	1 629 215	1 600 000	1 629 215
Transferts aux autres collectivités	1 560 000	1 470 785	1 560 000	1 470 785
<b>Total</b>	<b>792 051 180</b>	<b>800 708 643</b>	<b>772 051 180</b>	<b>790 708 643</b>

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Mise en œuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	353 575 644	253 030 117	606 605 761	353 575 644	248 794 787	602 370 431
03	Soutien	65 943 006	23 429 099	89 372 105	65 943 006	21 724 429	87 667 435
04	Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	22 711 962	8 504 816	31 216 778	22 711 962	8 504 816	31 216 778
05	Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger		73 513 999	73 513 999		69 453 999	69 453 999
Total		442 230 612	358 478 031	800 708 643	442 230 612	348 478 031	790 708 643

## DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)						Crédits
	Plafond autorisé pour 2012 (0)	Demandés pour 2013 (1)	Effet des mesures de périmètre pour 2013 (2)	Effet des mesures de transfert pour 2013 (3)	Effet des corrections techniques pour 2013 (4)	Variation 2013 / 2012 (5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
Magistrats de l'ordre judiciaire	10	10				0	1 108 705
Personnels d'encadrement	2 467	2 488		-4		+25	160 905 976
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	4 455	4 512				+57	213 909 439
B administratifs et techniques	275	272		-3		0	13 581 760
C administratifs et techniques	1 188	1 188		-29		+29	48 324 732
<b>Total</b>	<b>8 395</b>	<b>8 470</b>		<b>-36</b>		<b>+111</b>	<b>437 830 612</b>

## Précisions méthodologiques

Les crédits s'entendent hors prestations sociales (4,4 M€) et après transfert de 1,47 M€ sur le programme 310 au titre de la mise en place des plateformes inter-directionnelles de Grand Nord et Grand Est.

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	266 182 672
Cotisations et contributions sociales dont contributions au CAS Pensions	171 647 940 128 257 941
Prestations sociales et allocations diverses	4 400 000

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Personnels d'encadrement	118	118	7	200	30		7,5	82
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	401	68	7	456	287		4,8	55
B administratifs et techniques	24	24	7	36	36		7	12
C administratifs et techniques	43	38	7	99	99		3,3	56
<b>Total</b>	<b>586</b>	<b>248</b>		<b>791</b>	<b>452</b>			<b>205</b>

Le plafond d'emplois du programme pour 2013 est de 8 470 ETPT, soit + 75 ETPT par rapport au PAE 2012.

Il tient compte notamment :

- de l'extension en année pleine (EAP) du schéma d'emploi négatif 2012 de 66 ETPT,
- de la création de 177 ETPT (pour 205 ETP), au titre de la réduction des délais de prise en charge dans le milieu ouvert (loi de programmation relative à l'exécution des peines du 27 mars 2012), de l'accompagnement pédopsychiatrique au sein des CEF et de la diversification des prises en charge (ERS, classes relais),
- d'un transfert de 36 emplois au 1er janvier 2013 au profit du programme 310 "conduite et pilotage de la politique de la justice" dans le cadre des plateformes inter-directionnelles CHORUS,

## IMPACT DU SCHEMA D'EMPLOIS

Le schéma d'emplois s'établit à + 205 ETP et résulte du différentiel d'entrées-sorties qui suit :

## SORTIES

Toutes catégories confondues, 586 sorties sont prévues, dont 248 au titre des départs en retraite, 163 fins de contrat et 175 départs correspondent à des mouvements internes (promotion par liste d'aptitude, examen professionnel ou concours).

## ENTRÉES

Toutes catégories confondues, 791 entrées sont prévues, dont 452 au titre des recrutements externes sur concours, 164 arrivées de contractuels et 175 entrées correspondent à des mouvements internes par promotion (170 éducateurs promus chefs de service éducatif, 5 adjoints techniques devenant éducateurs).

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale	197	198
Services régionaux	8 198	8 272
Services départementaux		
Opérateurs		
Services à l'étranger		
Autres		
<b>Total</b>	<b>8 395</b>	<b>8 470</b>

Les effectifs des services régionaux comprennent, outre ceux des services éducatifs, les effectifs des 9 directions interrégionales ainsi que les effectifs de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Mise en oeuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	6 772
03	Soutien	1 263
04	Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	435
<b>Total</b>		<b>8 470</b>

Les crédits de rémunération inscrits sur l'action n° 01 « mise en œuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants » financent l'ensemble des agents du secteur public. L'action n° 05 « aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger » devrait regrouper les crédits de rémunération relatifs aux mesures d'investigation réalisées par le secteur public (RRSE et MJIE). Or, la plupart des services de milieu ouvert du secteur public sont polyvalents. Les agents réalisent aussi bien des investigations que des prises en charge ordonnées par les magistrats. Répartir les effectifs entre ces deux actions n'est pas réalisable au stade de l'imputation comptable. C'est pourquoi l'ensemble des crédits de rémunération des agents travaillant dans les unités opérationnelles a été rattaché à l'action n° 01.

La répartition des effectifs du secteur public sera effectuée, à titre indicatif, au stade de la justification par action par ventilation dans les actions n° 01 et n° 05 au prorata de l'activité prévisionnelle.

A titre indicatif, le tableau suivant retrace les emplois et la masse salariale du secteur public entre les différents types de missions réalisées (mineurs délinquants hors investigation pour l'action n° 01, investigation pour l'action n° 05).

	Exécution 2011		PLF 2012		Prévision 2013 (PLF)	
	ETPT	Crédits	ETPT	Crédits	ETPT	Crédits
Action n° 01	5 648	280 393 763	5 857	297 351 844	5 890	307 525 184
Action n° 03	1 365	84 652 615	1 305	72 975 330	1 263	65 943 006
Action n° 04	504	22 992 945	450	23 330 044	435	22 711 962
Action n° 05	844	42 075 427	783	39 751 834	882	46 050 460
Total programme	8 373	430 714 750	8 395	433 409 052	8 470	442 230 612

Le contenu par action est détaillé infra dans la partie « Justification par action ».

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Ratios effectifs gestionnaires / effectifs gérés		Effectifs intégralement gérés (inclus dans le plafond d'emplois)
(ETP ou effectifs physiques)		8 604
<b>Effectifs gérants</b>	<b>266,53</b>	<b>3,10 %</b>
administrant et gérant	164,26	1,91 %
organisant la formation	10,00	0,12 %
consacrés aux conditions de travail	31,00	0,36 %
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	61,27	0,71 %

Cette répartition a été réalisée en tenant compte des stagiaires et des personnels de l'ENPJJ dans les effectifs gérés mais pas dans les effectifs gérants.

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	305,8
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	309,2
Changements de périmètre du programme 2013/2012	-1
Débasage/rebasage dépenses non reconductibles	-2,5
Impact du schéma d'emplois	2,8
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	-2,7
Schéma d'emplois de l'année 2013	5,5
Mesures catégorielles	0,9
Mesures générales	0,6
GIPA	0,3
Mesures bas salaires	0,3
GVT solde	2,3
GVT positif	2,4
GVT négatif	-0,1
Autres	1,6
<b>Total</b>	<b>314</b>

Le programme 182 fait l'objet d'une mesure de transfert sortant pour la mise en place des plateformes inter-directionnelles de Grand-Nord et de Grand-Est pour un montant de 999 610 € hors CAS Pensions, auquel s'ajoute un montant de 473 888 € au titre du CAS Pensions.

La rubrique « Autres » intègre le montant de la prime de restructuration (1,5 M€), le montant des rachats « jours CET » (0,6 M€) ainsi que la mesure « jour de carence » (-0,5 M€).

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (1)	Coût de sortie (1)
Magistrats de l'ordre judiciaire	78 991	85 903
Personnels d'encadrement	53 652	57 684
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	34 349	35 486
B administratifs et techniques	35 589	37 128
C administratifs et techniques	31 432	31 910

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

## MESURES GÉNÉRALES

Les financements de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (0,31 M€) et des mesures de « bas salaires » (0,31 M€) ont été intégrés.

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Mois	Coût 2013	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2012 ou années précédentes						900 000	1 760 877
Réforme statuts d'emplois filière de direction		A	directeurs des services de la PJJ	10-2012	09	40 500	54 000
Passage aux corps interministériels à gestion ministérielle (CIGEM) des attachés d'administration	148	A	attachés d'administration	11-2012	10	3 814	4 577
Echelon fonctionnel des catégories C		C	adjoints administratifs et techniques	06-2012	05	14 708	35 300
Accompagnement de la modification statutaire des infirmiers	66	A et B	ex-infirmiers de la PJJ	06-2012	05	8 333	20 000
Intégration des assistants de service social dans le nouvel espace statutaire des B	182	B	assistants de service social	10-2012	09	92 250	123 000
Echelon supplémentaire des conseillers techniques de service social	6	A	conseillers techniques de service social	10-2012	09	11 250	15 000
Refonte de l'indemnité de fonctions et d'objectifs (IFO)	362	A	chefs de service éducatif, professeurs techniques, responsables d'unité éducative	03-2012	02	91 667	550 000
Transformation de 4 structures d'hébergement en centre éducatif fermé (CEF)		A, B et C	tous les corps peuvent être concernés	09-2012	08	434 061	577 000
Transformation de 68 postes en postes de responsables d'unité éducative	68	A	chefs de service éducatif, professeurs techniques, conseillers techniques de service social	09-2012	08	60 667	91 000
Prime de fonctions et de résultats	188	A et B	conseillers techniques de service social et assistants de service social	10-2012	09	87 750	117 000
Revalorisation indemnitaire des tuteurs		A et B	chefs de service éducatif, éducateurs	09-2012	08	36 000	60 000
Alignement indemnitaire des unités éducatives d'hébergement diversifié renforcées (UEHD-R) en unités éducatives d'hébergement collectif (UEHC)		A, B et C	tous les corps peuvent être concernés	03-2012	02	19 000	114 000
<b>Total</b>						<b>900 000</b>	<b>1 760 877</b>

## MESURES INDIVIDUELLES

Le GVT positif est estimé à 1,2%, ce qui représente une augmentation de la masse salariale de 2,43 M€ hors CAS Pensions.

Le montant lié au GVT négatif est estimé à - 0,09 M€.

Le GVT solde représente une progression de la masse salariale de 2,34 M€ hors CAS Pensions.

## COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	123 667 917	128 257 941
Civils (y.c. ATI)	123 667 917	128 241 636
Militaires		16 305
Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)		
Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)		
Cotisation employeur FSPOEIE		

Le montant de la contribution employeur au titre du CAS Pensions augmente du fait notamment de la hausse du taux de cotisation sur les personnels civils. Celui-ci est de 74,28 % au titre des personnels civils et de 0,32 % au titre du financement des allocations temporaires d'invalidité (ATI).

## PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	367	336 498
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité	1	15 000
Remboursement domicile travail	1 366	625 120
Capital décès	6	221 852
Allocations pour perte d'emploi	366	3 201 530
Autres		
<b>Total</b>		<b>4 400 000</b>

## ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

L'action sociale de la mission Justice est entièrement financée par le programme 310 « Conduite et pilotage de la politique de la Justice ».

## COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

## INDICATEURS IMMOBILIERS

Nature	Repère	Libellé	Unité	Services déconcentrés		Services déconcentrés		Services déconcentrés	
				2010		2011		2013	
<b>Surface</b>	1	SHON du parc	m <sup>2</sup>	440 481		436 712		413 478	
	2	SUB du parc	m <sup>2</sup>	358 115		355 051		327 732	
	3	SUN du parc	m <sup>2</sup>	239 937		237 884		134 677	
	4	SUB du parc domanial	m <sup>2</sup>	260 536		256 540		175 006	
	5	Ratio SUB / SHON	%	0,81		0,81		0,79	
<b>Occupation</b>	6	Effectif ETPT (réf. PEA)	nb	8 282		8 162		8 272	
	7	Ratio SUN / Poste de travail	m <sup>2</sup> / PT	28,97		29,15		16,28	
	8	Coût de l'entretien courant	€	8 382 190		13 901 597		8 672 727	
	9	Ratio entretien courant / SUB	€ / m <sup>2</sup>	23,41		39,15		26,46	
<b>Entretien lourd</b>	10	Coût de l'entretien lourd * (parc domanial et quasi-propriété)	€	AE	1 441 981	AE	1 441 981	AE	4 014 085
				CP	3 161 384	CP	3 161 384	CP	4 028 926
	11	Ratio entretien lourd * / SUB (parc domanial et quasi-propriété)	€ / m <sup>2</sup>	AE	5,53	AE	5,70	AE	12,24
				CP	12,13	CP	12,50	CP	12,29
	12	Coût des travaux structurants	€	AE	nd	AE	nd	AE	4 014 085
				CP	nd	CP	nd	CP	13 698 347

\* Y compris les crédits d'entretien lourd financés sur le BOP ministériel du CAS "Gestion du patrimoine immobilier de l'État" et ceux financés sur le programme 309.

- Surface hors œuvre nette.
- Surface utile brute totale (parc domanial et locatif) : données issues de l'inventaire 2012 du patrimoine PJJ. Il s'agit du parc immobilier total, comprenant également les biens immobiliers remis à France Domaine (13 432 m<sup>2</sup> SUB).
- Surface utile nette. Depuis 2008, France Domaine a fixé le ratio SUN/SUB à 0,67.
- Comprend les propriétés domaniales effectivement occupées par la PJJ (160 423 m<sup>2</sup> SUB), les biens remis à France Domaine (13 432 m<sup>2</sup> SUB) et les biens que la PJJ a mis à disposition (1 151 m<sup>2</sup> SUB).
- Effectifs en ETPT, hors administration centrale, des établissements et services, directions territoriales et interrégionales, dispositifs de formation et élèves.
- Le coût entretien courant comprend les travaux, réparations contrôles réglementaires et audits à la charge de l'occupant, ainsi que les dépenses de fluides et le nettoyage des locaux.

10. L'entretien lourd imputé sur le programme 182 correspond aux travaux, réparations, contrôles réglementaires et audits à la charge du propriétaire, réalisés sur les biens en propriété de l'État. Il n'intègre pas les dépenses d'entretien lourd programmées en 2013 sur le BOP ministériel du CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » à hauteur de 2,04 M€ d'AE et 11,21 M€ de CP, ni celles dédiées à l'entretien lourd des biens soumis à loyer domanial financées sur le programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État », évaluées en 2013 à 1 M€ en AE et en CP.
12. Les travaux structurants sont ceux réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des missions et réformes initiées par la PJJ au titre de la prise en charge des mineurs délinquants au pénal et des réorganisations structurelles engagées par la PJJ.

La PJJ a appliqué dans l'inventaire de son patrimoine 2012 pour le PAP 2013 les directives de France Domaine prescrivant de ne pas comptabiliser la surface utile nette de certains locaux. La différence de 103 207 m<sup>2</sup> entre les chiffres du RAP 2011 et ceux du PAP 2013 résulte de l'application de cette méthode de calcul pour 75 888 m<sup>2</sup> et pour 27 319 m<sup>2</sup> d'une diminution des surfaces utilisées.

La PJJ optimise le patrimoine qu'elle utilise, en aliénant les biens immobiliers qui ne lui sont plus nécessaires (près de 15% du parc immobilier entre 2009 et 2013) et rationalise les implantations dont elle conserve le besoin pour ses missions en les mettant aux normes aussi bien techniques qu'éducatives.

L'action de la PJJ mobilise des moyens immobiliers de nature très différente : immeubles de bureau pour les directions territoriales ; bureaux mais aussi salles utilisées pour recevoir et éduquer les mineurs et leurs familles dans les services de milieu ouvert (accueil, attente, entretien) ; ateliers et salles de classe pour les activités de jour et d'insertion ; locaux à sommeil, salles d'activité ou de restauration pour les établissements de placement ; salles de cours pour l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse. Il est peu pertinent d'appliquer indifféremment à ces locaux une seule et même norme et d'évaluer leur bonne utilisation au regard de la cible relative aux seuls immeubles de bureau. Ainsi, le ratio théorique SUN/SUB de 0,67 peut difficilement s'appliquer à un établissement de placement dans lequel l'essentiel des surfaces ne sert pas uniquement à des bureaux d'agents de l'État mais à accueillir des personnes extérieures, les mineurs placés (chambres, salle à manger, salles d'activités, sanitaires...) ou leurs familles.

En particulier, les unités éducatives comprenant des surfaces dédiées aux mineurs pris en charge et aux stagiaires, telles que les chambres ou les salles de cours n'ont pas vocation à respecter les 12 m<sup>2</sup> par personne.

Déterminer exhaustivement le poste de travail pour chaque bâtiment occupé par les services déconcentrés de la PJJ est particulièrement complexe et peu significatif pour les hébergements. Les ratios sont établis à partir des ETPT. Le résultat obtenu doit être relativisé à l'aune de cette donnée.

En 2013, le ratio théorique SUN/ETPT de l'ensemble des services déconcentrés s'établira à 16,28 m<sup>2</sup>/ETPT, contre 23,7 m<sup>2</sup> inscrits au PAP 2012.

Ce ratio sera de 14,7 m<sup>2</sup>/ETPT pour la fonction soutien (hors administration centrale) qui regroupe les directions interrégionales et les directions territoriales qui sont les seules à occuper des bâtiments à usage exclusif de bureaux.

L'achèvement de l'adaptation des services déconcentrés de la PJJ aux territoires pertinents de la justice des mineurs, avec les regroupements territoriaux que la mise en œuvre de cette réforme inscrite en RGPP entraîne, permet d'escompter à terme un gain d'environ 3 points sur ce dernier ratio.



## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

### ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
14 593 552		368 071 644	339 588 477	41 809 102

### ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
41 809 102	21 905 517	13 721 422	6 182 163	0
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
358 478 031	326 572 514	31 305 517	600 000	0
<b>Totaux</b>	<b>348 478 031</b>	<b>45 026 939</b>	<b>6 782 163</b>	<b>0</b>

### CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
91,1%	8,7%	0,2%	0%

L'évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012 s'élèvent à 41,80 M€, soit 30,84 M€ sur le titre 5 et 10,96 M€ sur le titre 3. Sur les 10,96 M€, 6,96 M€ correspondent au renouvellement de marchés pluriannuels. Sur les 30,84 M€, pour lesquels les crédits de paiement seront consommés à partir de 2013, 9,20 M€ représentent les tranches fonctionnelles antérieures à 2012 et 21,64 M€ d'autorisations d'engagement 2012 restant à couvrir au titre des opérations de réhabilitations et constructions nouvelles.

Les crédits de paiement demandés en 2013 se décomposent comme suit :

- 21,90 M€ de CP 2013 sur AE antérieurs à 2013 (15,04 M€ concernent le titre 5 pour des opérations débutées en 2012 et 6,86 M€ concernent le titre 3 au titre des restes à payer sur le secteur public et le secteur associatif habilité et de la couverture des engagements pluriannuels),
- 326,57 M€ de CP 2013 sur AE nouvelles 2013 (dont 4,46 M€ sur le titre 5 pour des opérations démarrant en 2013).

Au vu de l'ensemble des engagements à couvrir, il reste donc 322,11 M€ pour financer l'activité 2013.

Les autorisations d'engagement demandées en 2013 comprennent 20 M€ pour régulariser l'arriéré de paiement à l'égard des associations. Ils seront couverts par des CP à hauteur de 20 M€ en 2014.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01

75,8 %

## Mise en oeuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	353 575 644	253 030 117	<b>606 605 761</b>	
Crédits de paiement	353 575 644	248 794 787	<b>602 370 431</b>	

Cette action regroupe les crédits nécessaires à la prise en charge des mineurs délinquants en application des décisions prises par les juges des enfants, plus rarement les juges d'instruction, ou encore en alternative aux poursuites par les procureurs de la République. Elle concerne donc la mise en œuvre des mesures éducatives pénales (mesures de placement et mesures exercées en milieu ouvert) ainsi que les activités de jour qui les structurent et visent à favoriser la réinsertion scolaire, professionnelle et sociale des mineurs. Les interventions de la PJJ auprès des mineurs incarcérés (établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) et quartiers pour mineurs) et les actions de prévention de la délinquance sont rattachées à cette action.

L'État finançant l'ensemble des décisions pénales, les crédits rattachés à cette action comprennent les financements d'établissements du secteur public et du secteur associatif.

Les établissements du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse peuvent assurer l'ensemble des mesures prescrites par l'autorité judiciaire. Les établissements du secteur associatif réalisent des mesures de placement hors du milieu familial, de réparation et d'activité de jour.

Les services du secteur public de la PJJ prennent en charge à la fois des mesures éducatives pénales (action n° 01) et des mesures d'investigation (action n° 05). Au stade de l'exécution, l'imputation d'une dépense ayant lieu au profit d'un service ne peut pas être démembrée. Par convention, ces dépenses sont toutes imputées sur l'action 1 en LFI et en gestion. Afin de respecter l'imputation opérationnelle des dépenses, les dépenses du secteur public imputées budgétairement sur l'action n° 01 mais relevant de l'action n° 05 du point de vue opérationnel, ces dépenses sont retraitées *ex post* (JPE du RAP) sur la base d'une clef de répartition établie à partir de l'activité réelle constatée sur chacune des deux actions. Par souci de cohérence, la même logique est mise en œuvre en PAP en appliquant des clefs de répartition liées à l'activité prévisionnelle et à l'organisation des services.

Cette clef de répartition explique les différences entre les montants inscrits dans les tableaux de synthèse relatifs au fonctionnement des actions n° 01 et 05 (logique budgétaire), d'une part, et des montants justifiés dans le corps de ces actions (logique opérationnelle).

crédits SP et SAH hors titre 2	Crédits SP rattachés en LFI et en gestion à l'action 01 et justifiés au sein de l'action 5		
	Action 1 retraitée	Total action 1	
Autorisations d'engagement	249 422 834	3 607 283	253 030 117
Crédits de paiement	245 187 504	3 607 283	248 794 787

## EFFECTIFS

L'ensemble des effectifs des établissements et services éducatifs est inscrit sur l'action n° 01 (cf supra).

En JPE, à titre indicatif et sur la base de l'activité prévisionnelle de la PJJ pour 2013, les effectifs du secteur public affectés à la mise en œuvre des décisions judiciaires relatives aux mineurs délinquants (hors action n° 05) sont estimés à 5 890 ETPT.

	ETPT	CRÉDITS
<b>ACTION N° 01</b>	<b>5 890</b>	<b>307 525 184</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	240 463 402	226 228 072

Pour information, les crédits titre 3 dédiés uniquement à l'action n° 01 (hors action n° 05) se décomposent comme suit :

Titre 3	AE	CP
Secteur public (SP)	45 870 118	42 074 788
Secteur associatif habilité (SAH)	190 986 001	180 546 001
<b>Total titre 3 SP + SAH</b>	<b>236 856 119</b>	<b>222 620 789</b>

La dotation de fonctionnement intègre des crédits destinés à résorber l'arriéré de paiement constitué lors des exercices précédents au titre du secteur public et du secteur associatif habilité :

- 10 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sont attribués pour engager les mesures de fin d'exercice au titre du secteur associatif habilité demeurent impayées. Ces 10 M€ sont affectés sur les actions n° 01 et n° 05.

- 20 M€ en autorisation d'engagement (5,5 M€ pour le secteur public et 14,5 M€ pour le secteur associatif habilité) sont destinés à engager les mesures de fin d'exercice au titre du secteur associatif habilité. Cette dotation est répartie sur les actions n°1, n° 3 et n°5.

AE destinées aux mesures de fin d'exercice SP et SAH (en €)	Action 1	Action 3	Action 5	Total
SP	3 795 330	1 704 670	0	5 500 000
SAH	10 440 000	0	4 060 000	14 500 000
<b>Total</b>	<b>14 235 330</b>	<b>1 704 670</b>	<b>4 060 000</b>	<b>20 000 000</b>

AE mesures fin d'exercice SAH (en €)	Action 1	Action 3	Action 5	Total
AE	7 200 000	0	2 800 000	10 000 000
CP	7 200 000	0	2 800 000	10 000 000

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT (240,5 M€ EN AE ; 226,2 M€ EN CP)****1) Crédits du secteur public**

Comme mentionné dans le cadre de la présentation de l'action 1, les dépenses de titre 3 rattachées en LFI à l'action 1 s'élèvent à **49,5 M€ en AE et 45,7 M€ en CP**, dont 3,6 M€ en AE=CP sont justifiées dans la section « fonctionnement courant » de l'action 5.

Par souci de respect de la logique de justification opérationnelle de la dépense, cette section justifie les crédits du secteur public pour un montant total de 49,9 M€ en AE et 46,1 M€ en CP correspondant à des dépenses (i) de titre 3 (45,9 M€ en AE et 42,1 M€ en CP), (ii) de titre 5 hors immobilier (2,4 M€ en AE=CP) et (iii) de titre 6 (1,5 M€ en AE=CP).

Afin de donner une vision plus globale des crédits de fonctionnement de l'ensemble des services du secteur public, les crédits justifiés sous cette rubrique concernent également les dépenses immobilières (travaux d'entretien) et de logistique inscrites au titre 5 et les dépenses de transfert aux ménages imputées au titre 6.

Les dépenses de fonctionnement courant de cette action couvrent les dépenses directement liées à la prise en charge des jeunes, notamment ceux placés en hébergement (alimentation, vêture, formation, loisirs, etc.), les charges locatives et d'entretien des locaux, les fournitures et matériels de bureaux, les charges de télécommunication et d'informatique, les charges de déplacement du personnel. Ils ne prennent pas en compte les charges salariales, les frais de gestion des directions territoriales ou interrégionales et de l'administration centrale et les dépenses inhérentes aux opérations immobilières.

Certains services éducatifs, essentiellement en milieu ouvert, sont soumis à des loyers budgétaires, à hauteur de 2 004 587 €. Les bâtiments concernés comportent des bureaux mais aussi des salles pour recevoir les mineurs et leurs familles (accueil, attente, entretiens...) ainsi que des salles pour mener des activités de remobilisation ou d'insertion, notamment avec la mise en place du dispositif d'accueil et d'accompagnement (DAA).

Les dépenses afférentes aux travaux d'entretien courant des bâtiments de l'État et de ceux pris à bail, sont inscrites sur le titre 3, à hauteur de 1,08 M€ en AE et de 1,24 M€ en CP.

Les crédits de fonctionnement correspondent au fonctionnement de services éducatifs chargés de la mise en œuvre des mesures éducatives au titre de l'ordonnance de 1945 (mesures pénales).

Les besoins en crédits tiennent compte de l'évolution de l'activité, avec notamment un ajustement en fonction des projets d'ouverture ou de transformation de certains établissements.

Par ailleurs, des autorisations d'engagement à hauteur de 3,8 M€ permettront d'engager les mesures réalisées en fin d'exercice 2012 (5,5 M€ au total sur les actions n° 01 et n° 03).

**2) Crédits du secteur associatif**

Les dépenses de titre 3 destinées au secteur associatif s'élèvent à **191 M€ en AE et 180,5 M€ en CP**.

Ces crédits correspondent aux prestations réalisées par les établissements et services du secteur associatif habilité justice à la demande des juges pour enfants et des magistrats du parquet. Hormis les charges relatives au pilotage des actions de politique publique et à la mise en œuvre de la tarification, le prix de ces prestations, totalement payées sur le titre 3, intègre toutes les dépenses correspondant aux mesures mises en place : dépenses de personnel, de fonctionnement, des frais de siège, d'investissement, de provisions et de charges financières. Elles se répartissent en trois blocs : groupe 1 « dépenses afférentes à l'exploitation courante », groupe 2 « dépenses afférentes au personnel » et groupe 3 « dépenses afférentes à la structure ».

Comme pour le secteur public, entre 70 et 85 % des coûts, selon le type de service ou d'établissement, concernent la masse salariale.

L'imputation des charges s'opère à partir des systèmes d'information comptables sur la base des facturations.

## Exécution de l'activité 2011

	Unité	Volume	Prix (€)	Exécution 2011
Centres Éducatifs Fermés	Journée	106 614	598	63 754 402
Centres Éducatifs Renforcés	Journée	91 936	504	46 348 781
Centres de placement immédiat	Journée	7 518	367	2 759 935
Autres hébergements	Journée	268 867	188	50 486 040
Réparations pénales	mesure	8 249	896	7 388 728
Mesure d'activité de jour (MAJ)	Journée	4 585	95	437 508
Hébergement Jeunes Majeurs	Journée	11 513	100	1 150 487
AEMO Jeunes Majeurs	Journée	76 916	9	684 026
Total titre 3				173 009 907

## PLF 2012

	Unité	Volume	Prix (€)	2012
Centres Éducatifs Fermés	Journée	116 750	553	64 611 465
Centres Éducatifs Renforcés	Journée	102 437	480	49 126 186
Centres de placement immédiat	Journée	8 278	363	3 004 987
Autres hébergements	Journée	282 496	171	48 387 070
Réparations pénales	Mesure	9 151	846	7 740 464
Mesure d'activité de jour (MAJ)	Journée	3 968	88	349 628
Hébergement Jeunes Majeurs	Journée	0	-	0
AEMO Jeunes Majeurs	Journée	0	-	0
Total titre 3				173 219 800

Prévision de charges rattachées à l'exercice 2013  
(PLF)

	Unité	Volume 2013	Prix 2013 (€)	Coût 2013 en AE	Coût 2013 en CP
Centres Éducatifs Fermés	Journée	121 732	556	67 721 555	67 721 555
Centres Éducatifs Renforcés et CPI	Journée	95 762	474	45 360 560	45 360 560
Centre de placement immédiat	Journée	7 300	382	2 789 983	2 789 983
Autres hébergements	Journée	248 324	182	45 219 122	45 219 122
Réparations pénales	Mesure	8 587	893	7 672 425	7 672 425
Mesure d'activité de jour (MAJ)	Journée	2 714	90	243 701	243 701
Hébergement Jeunes Majeurs	Journée	-	-	-	-
AEMO Jeunes Majeurs	Journée	-	-	-	-
Établissement Public d'Insertion de la Défense (EPIDe)				2 000 000	2 000 000
<b>Sous total crédits opérationnels</b>				171 007 346	171 007 346
Frais de restructuration				2 338 655	2 338 655
Résorption de l'arriéré de paiement à l'égard des associations				7 200 000	7 200 000
AE exclusivement dédiées à la régularisation comptable des engagements de l'État				10 440 000	0
<b>Total action n° 01</b>				190 986 001	180 546 001

Les coûts 2013 tiennent compte d'une progression de 1% de GVT par rapport aux prévisions d'exécution 2012 des directions interrégionales.

La participation du programme 182 aux établissements publics d'insertion de la défense (EPIDe) est inscrite sur les crédits dévolus au secteur associatif.

L'activité prévisionnelle prend en compte l'extension en année pleine du CEF des Alpes-Maritimes (06) ainsi que du CER des Hautes-Alpes (05). Ces ouvertures doivent permettre de renforcer le dispositif de placement de la direction interrégionale Sud Est. Elles sont financées par redéploiement des crédits prévus pour les autres dispositifs et notamment pour les établissements de placement qui sont, en général, non spécialisés et financés conjointement avec les conseils généraux.

Il convient de noter également que 7,2 M€ d'AE et de CP sont destinés à résorber les arriérés de paiement de l'État vis-à-vis des associations (10 M€ sur les deux actions n° 01 et n° 05 – Cf. infra action n° 05). Ces crédits seront exclusivement consacrés au règlement des impayés.

Enfin, 10,4 M€ d'AE supplémentaires sont dédiés à la régularisation comptable des engagements de l'État (14,5 M€ sur les deux actions n° 01 et n° 05).

#### SYNTHESE DES CREDITS DU SECTEUR PUBLIC (HORS IMMOBILIER) POUR L'ACTION N°1

Afin de donner une vision plus globale des crédits de fonctionnement de l'ensemble des services du secteur public, les crédits justifiés sous cette rubrique concernent également les dépenses immobilières (travaux d'entretien) et de logistique de titre 5 et les dépenses de transfert aux ménages de titre 6. Ces dépenses sont ventilées selon leur destination entre les dépenses de fonctionnement, d'investissement et d'intervention de l'action 1. La présentation suivante permet de comprendre la ventilation par destination opérationnelle, soit par type d'établissement, type de milieu et type d'activité.

Action n° 01: crédits du secteur public	AE (en €)	CP (en €)
Titre 3	45 870 118	42 074 788
Titre 5 (hors immobilier)	2 437 500	2 437 500
Titre 6	1 629 215	1 629 215
<b>Total</b>	<b>49 936 833</b>	<b>46 141 503</b>

Le tableau ci-dessous ventile ces crédits par type de prise en charge :

Récapitulatif mineurs délinquants En €	Exécution 2011	Prévision 2012	PLF 2013 en AE	PLF 2013 en CP
CEF	1 865 328	1 972 736	2 252 207	2 252 207
CER	457 450	395 878	351 979	351 979
EPE	17 269 163	17 041 276	16 749 079	16 749 079
Milieu ouvert	19 474 369	20 363 552	20 994 177	20 994 177
Milieu fermé	831 327	850 000	817 845	817 845
Activité de jour	5 994 813	5 211 001	4 976 217	4 976 217
<b>sous total</b>	<b>45 892 451</b>	<b>45 834 443</b>	<b>46 141 503</b>	<b>46 141 503</b>
AE exclusivement dédiés à la régularisation de l'arriéré de paiement			3 795 330	
<b>Total action n° 01</b>			<b>49 936 833</b>	<b>46 141 503</b>

Les prévisions se caractérisent par une stabilité des dépenses malgré une augmentation de l'activité par rapport à 2011. Toutefois, les dépenses relatives aux Centres Éducatifs Renforcés (CER) baissent en raison de la transformation d'un CER en UEHDR (Unité Éducative d'Hébergement Diversifié Renforcée). Les dépenses relatives aux Centres Éducatifs Fermés (CEF) sont en augmentation en raison de la montée en charge en 2013 de plusieurs CEF dont notamment Marseille et Angoulême.

#### ■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	10 937 500	20 937 500

Les dépenses d'investissement se décomposent comme suit :

2 437 500 € en AE=CP consacrés aux travaux d'entretien et à l'acquisition des véhicules et des matériels informatiques,

8 500 000 € en AE et de 18 500 000 € en CP destinés aux opérations immobilières de la PJJ rattachées aux actions n° 01 et n° 05 (cf. ci-dessous « dépenses d'immobilier »).

Toutes les opérations d'investissement immobilier (constructions neuves ou interventions sur bâtiments anciens) intègrent des coûts de mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR), afin de rendre le parc accessible au 1<sup>er</sup> janvier 2015, ainsi que des coûts supplémentaires (160 €/m<sup>2</sup> SHON) induits par les objectifs de performance énergétique.

Les opérations immobilières programmées en 2013 prévoient :

- l'achèvement de la construction des centres éducatifs fermés de Marseille, d'Épinay-sur-Seine, d'Angoulême et de Cambrai ;
- l'uniformisation de la capacité des hébergements à 12 chambres individuelles ;
- des aménagements structurants pour la mise en œuvre des activités de jour ;
- la réhabilitation des bâtiments et les mises aux normes réglementaires dans les installations le nécessitant.

Cette dotation se répartit comme suit :

- 85% est affecté à l'amélioration du dispositif d'hébergement ;
- 15% est affecté au renforcement et à l'amélioration du dispositif d'insertion et de milieu ouvert (les dépenses d'équipement correspondant à ces catégories d'opérations immobilières sont également imputées sur l'action 01).

#### DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT (2,4 M€ EN AE=CP)

Les crédits d'équipement en dépenses immobilières et de logistique, inscrits au titre 5, concernent l'acquisition de véhicules et de matériel informatique. Cela concerne notamment le renouvellement du matériel informatique dont l'obsolescence impose le remplacement régulier d'une partie du parc existant.

Ces crédits correspondent à 2 437 500 € en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

#### DÉPENSES D'IMMOBILIER (8,5 M€ EN AE ; 18,5 M€ EN CP)

Titre 5 immobilier	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	8 500 000	18 500 000

Les opérations immobilières pour les établissements éducatifs, actions n° 01 et n° 05, sont inscrites sur le titre 5 de l'action n° 01 « mise en œuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants ».

#### ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	1 629 215	1 629 215

Il s'agit majoritairement des gratifications allouées aux jeunes placés dans les établissements du secteur public, au titre de l'arrêté du 27 décembre 2010, ainsi que des aides ponctuelles versées directement aux jeunes pris en charge par les établissements et services de la PJJ.

**ACTION n° 03 11,2 %**  
 Soutien


	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	65 943 006	23 429 099	<b>89 372 105</b>	
Crédits de paiement	65 943 006	21 724 429	<b>87 667 435</b>	

Cette action regroupe les crédits nécessaires à la fonction support de pilotage, de gestion, d'animation et de coordination avec les partenaires. Outre l'administration centrale de la PJJ, cette fonction comprend les deux échelons territoriaux constitués par les 9 directions interrégionales et, au 1<sup>er</sup> juillet 2012, les 54 directions territoriales (hors Polynésie).

Les directions interrégionales assurent, sur le ressort de l'inter-région, la programmation de la mise en œuvre des orientations nationales par les directeurs territoriaux.

Les directions territoriales pilotent la mise en œuvre des orientations, assurent la mise en place des articulations institutionnelles permettant la réalisation des parcours des jeunes confiés par l'autorité judiciaire, garantissent l'implication de la PJJ dans les dispositifs de politiques publiques, sont les interlocuteurs pour les conseils généraux dans le domaine de la protection de l'enfance et participent à la coordination des acteurs de la justice des mineurs.

Les services déconcentrés jouent un rôle important dans le domaine des politiques publiques partenariales : dispositifs départementaux (Cellule justice ville, Conseil départemental de prévention de la délinquance, Comité départemental de sécurité, opération ville-vie-vacances, Plan départemental de prévention de la délinquance), dispositifs locaux (Conseil local de sécurité et prévention de la délinquance, Contrat local de sécurité, Cellule de veille éducative, Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté, Contrat urbain de cohésion sociale, Programme de réussite éducative, etc.).

**EFFECTIFS**

	ETPT	CRÉDITS
<b>ACTION N° 03</b>	<b>1 263</b>	<b>65 943 006</b>

L'instauration d'une carte des emplois-cible pour l'administration territoriale et le regroupement des directions territoriales -de 15 à 9 directions au niveau régional et de plus de 100 à 54 au niveau territorial- ont permis l'effort important de réduction des effectifs sur la fonction soutien mis en œuvre à l'occasion de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Les personnels des directions interrégionales et territoriales assurent des fonctions d'encadrement et de gestion pour le compte des services opérationnels du secteur public de leur ressort géographique (actions n° 01 et 05). Ils interviennent également dans la mise en œuvre des politiques publiques de sécurité, de prévention et d'insertion avec les partenaires locaux, dans les fonctions de tarification et de contrôle du secteur associatif habilité et d'audit des deux secteurs (création de pôles d'audit au 1<sup>er</sup> janvier 2009).

Par ailleurs, un dispositif comprenant six plateformes interrégionales mutualisant les fonctions support (ressources humaines, informatique, immobilier, budget et comptabilité) des services déconcentrés du ministère de la Justice a été déployé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Il se poursuivra en 2013 par la création de deux nouvelles plateformes sur les directions interrégionales Grand Nord et Grand Est. Des transferts, en crédits et en emplois, des programmes « métier » de la mission justice vers son programme « support » accompagnent ce déploiement. Cela représente -32 ETPT pour la DPJJ.



## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	19 691 314	17 986 644

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT (19,7 M€ EN AE ; 18 M€ EN CP)

Les crédits de fonctionnement courant de cette action couvrent les charges locatives et d'entretien des locaux, les fournitures et matériels de bureaux, les charges de télécommunication et d'informatique et les charges de déplacement du personnel.

17 986 644 € sont inscrits en AE=CP au titre du fonctionnement courant, s'inscrivant dans l'effort gouvernemental de maîtrise des dépenses de fonctionnement. Ils se décomposent comme suit :

- dépenses de fonctionnement : 14 203 661€ en AE=CP ;
- loyers budgétaires : 2 082 983 € en AE=CP. Cette somme couvre uniquement les loyers relatifs aux directions interrégionales et aux directions territoriales ;
- dépenses de fonctionnement liées au contentieux : 1 700 000 € en AE=CP.

1 704 670 € correspondent à des AE supplémentaires destinés à la régularisation de l'arriéré de paiement du service public (5,5 M€ au total inscrites sur actions n° 01 et n° 03, cf. tableau de ventilation des AE de régularisation présenté au sein de l'action 1).

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	2 267 000	2 267 000

Ces dépenses se répartissent en :

## DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT (1,3 M€ EN AE=CP)

Ces crédits, inscrits sur le titre 5 sont destinées à l'acquisition de matériel informatique et de véhicules. Il s'agit en particulier du renouvellement du matériel informatique dont l'obsolescence impose le remplacement régulier d'une partie du parc existant, ainsi que du remplacement des véhicules en raison de la vétusté du parc automobile à la PJJ. En effet, sur un parc total de 1 133 véhicules, 33 % des véhicules, soit 376 véhicules, ont plus de 7 ans et doivent être renouvelés au moins partiellement, conformément aux instructions interministérielles.

Ces crédits correspondent à 1 267 000 € en AE et en CP.

## DÉPENSES D'IMMOBILIER (1 M€ EN AE=CP)

Titre 5 immobilier	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	1 000 000	1 000 000

Ces crédits couvrent les dépenses afférentes aux opérations immobilières au titre de l'achèvement de l'adaptation des services déconcentrés de la PJJ aux territoires pertinents de la justice des mineurs. Ces crédits couvrent également l'entretien lourd des bâtiments en propriété de l'État.

Les dépenses d'entretien courant des bâtiments de l'État et de ceux pris à bail sont imputées sur le titre 3 à hauteur de 0,38 M€ AE et 0,53 M€ en CP.

### ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	1 470 785	1 470 785

Ces crédits correspondent au financement d'actions spécifiques en lien avec les missions de la DPJJ, notamment en matière d'insertion, d'éducation, de santé ou de sport, sous forme de subventions à des associations. Cela concerne, par exemple, l'organisation de manifestations nationales telles que le « Parcours du goût », le « Challenge Michelet » ou bien le soutien à des partenaires comme le groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées (Génépi) ou encore l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA).

### SYNTHÈSE DES CREDITS DU SECTEUR PUBLIC (HORS IMMOBILIER) POUR L'ACTION N°3

De la même manière que pour l'action 1, le tableau suivant présente un récapitulatif des crédits de l'action n°3 dédiés au seul service public et ventilés par destination.

Crédits du secteur public 2013 hors immobilier	AE (en €)	CP (en €)
Titre 3	17 986 644	17 986 644
Titre 5 hors immobilier	1 267 000	1 267 000
Titre 6	1 470 785	1 470 785
Sous total	20 724 429	20 724 429
AE supplémentaires sur le titre 3	1 704 670	-
<b>Total crédits du service public imputés sur l'action n° 03</b>	<b>22 429 099</b>	<b>20 724 429</b>

### ACTION n° 04 Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)

3,9 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	22 711 962	8 504 816	31 216 778	
Crédits de paiement	22 711 962	8 504 816	31 216 778	

Cette action concerne la formation assurée par l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ), implantée à Roubaix, et les neuf pôles territoriaux de formation (PTF) à vocation interrégionale (un pôle par direction interrégionale).

L'ENPJJ propose aux personnels :

- une formation statutaire : pour les catégories A (directeurs) et pour les catégories B (éducateurs),
- une formation d'adaptation : pour les catégories A (attachés, psychologues), pour les catégories B (secrétaires administratifs, assistants de service social et infirmiers), pour les catégories C (adjoints administratifs et adjoints techniques),
- une formation continue : ouverte à l'ensemble des personnels, titulaires et non titulaires.

En matière d'enseignement supérieur, la PJJ met actuellement en œuvre quatre programmes de formation qui relèvent de l'enseignement supérieur.

La durée de formation diplômante pour les éducateurs est variable selon le mode de recrutement : 2 ans pour le concours classique, et 1 an pour la 3<sup>è</sup> voie et la liste d'aptitude. La durée de formation pour les directeurs est de 2 ans.

L'ENPJJ contribue également aux actions de formation dans le cadre de la coopération internationale avec Haïti, le Maroc, l'Algérie, la Côte d'Ivoire et la Pologne.

## EFFECTIFS

	ETPT	CRÉDITS
<b>ACTION N° 04</b>	<b>435</b>	<b>22 711 962</b>

Les dépenses de personnels de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) et des pôles territoriaux de formation sont intégralement imputées sur l'action n° 04. Les éducateurs et les directeurs en formation initiale sont également comptabilisés dans l'action n° 04 pendant toute la durée de la formation initiale.

La baisse du nombre de stagiaires entrants dans les promotions a été intégrée, ainsi que l'impact de la réforme de la formation initiale des éducateurs.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8 497 991	8 497 991

Les dépenses de fonctionnement se décomposent comme suit :

- 7 493 175 € en AE=CP pour l'ENPJJ et les pôles territoriaux de formation (PTF) ;

- 1 004 816 € en AE=CP correspondant aux frais de déplacement liés à la formation continue des agents de la PJJ à l'ENPJJ et dans les PTF, au financement de la participation des professionnels de la DPJJ au diplôme universitaire « adolescents difficiles » et à la réalisation des bilans individuels de compétence. Ces dépenses sont prises en charge par les directions interrégionales.

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	6 825	6 825

Ces crédits correspondent à 6 825 € en AE et en CP sur le titre 5 pour l'ENPJJ.

## ACTION n° 05

9,2 %

Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		73 513 999	<b>73 513 999</b>	
Crédits de paiement		69 453 999	<b>69 453 999</b>	

Cette action regroupe les crédits nécessaires à la mise en œuvre des mesures d'investigation conduites sur ordonnance des magistrats par les services de la DPJJ. Ces mesures visent à leur fournir des éléments d'information et d'analyse afin d'adapter les mesures d'action d'éducation ou d'assistance éducative à la situation des mineurs.

L'investigation est un acte d'instruction codifié (champ pénal) ou d'information (champ civil) qui entre dans le cadre de la procédure judiciaire, relevant ainsi de la compétence exclusive de l'État. Celui-ci assure le financement des mesures au civil comme au pénal. Les mesures d'investigation sont au nombre de deux, le recueil de renseignements socio-éducatifs (RRSE) et la mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE) :

- le RRSE est mis en œuvre par le seul secteur public ;
- la MJIE, créée par l'arrêté du 2 février 2011 portant création de la mesure judiciaire d'investigation éducative, et dont la mise en œuvre est précisée par la circulaire d'orientation du 31 décembre 2010 qui rénove en profondeur l'exercice de la mission d'investigation, est une mesure unique mais modulable dans sa durée comme dans son contenu, qui vise à cerner le plus complètement possible la situation et la personnalité du mineur selon les besoins d'information exprimés par les magistrats.

La MJIE est mise en œuvre par les services du secteur public comme ceux du secteur associatif, à la fois dans le champ pénal et dans le champ civil.

La mise en œuvre pluridisciplinaire de l'investigation est assurée par des éducateurs, des assistants de service social et des psychologues. Le respect du principe du débat contradictoire renforcé par le décret du 15 mars 2007 s'impose dans l'exercice de la mesure d'investigation.

Les mesures d'investigation sont conduites par les services du secteur public et du secteur associatif. Or, comme expliqué dans le cadre de la présentation de l'action n° 01, par convention, en gestion les dépenses du secteur public sont toutes imputées sur l'action 1. Les crédits inscrits sur l'action n° 05 sont donc uniquement ceux relatifs aux mesures d'investigation prises en charge par les services habilités du secteur associatif.

Néanmoins dans la JPE, les crédits du secteur public sont ventilés entre les deux actions en appliquant des clés de répartition liées à l'activité prévisionnelle.

## EFFECTIFS

La répartition des effectifs et des crédits de titre 2 sur l'action n° 05 comprend l'ensemble des effectifs du secteur public qui réalise des investigations. Elle est effectuée, à titre indicatif en JPE, sur la base de l'activité prévisionnelle de la PJJ pour 2013.

Les effectifs du secteur public affectés à des missions d'investigations sont estimés à 882 ETPT.

	ETPT	Crédits
ACTION N° 05	882	46 050 460

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	73 513 999	69 453 999

Les crédits justifiés au sein de l'action n° 05 comprennent également les crédits de titre 3 relatifs au secteur public, qui sont rattachés à cette action d'un point de vue opérationnel selon une clef de répartition déterminée par l'activité prévisionnelle (*cf.* tableau figurant dans la présentation de l'action n° 01). Pour mémoire, en LFI et en gestion, l'ensemble des crédits de fonctionnement du secteur public sont rattachés à l'action 1.

Titre 3	AE	CP
Secteur public (SP) (rattachés à l'action 1 en LFI et justifiés au sein de l'action 5)	3 607 283	3 607 283
Secteur associatif habilité (SAH)	73 513 999	69 453 999
Total titre 3 SP + SAH	77 121 282	73 061 282

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT (73,5 M€ EN AE ET 69,4 M€ EN CP)

## 1) Crédits du secteur public

Pour le secteur public, ces crédits sont intégralement imputés en LFI et en gestion sur l'action n° 01 pour un montant de **3,6 M€ en AE=CP**, elles sont justifiées dans le cadre de l'action 5 dans la mesure où elles sont opérationnellement rattachées à l'action 05 (*cf. supra*).

Pour mémoire, les crédits ainsi justifiés, sous cette rubrique concernent les mesures d'investigation (RRSE et MJIE).

Récapitulatif mineurs délinquants et mineurs en danger	Exécution 2011	Prévision 2012	Prévision 2013 (PLF)
Investigation	3 232 209	3 129 780	3 607 283
<b>Total action n° 05</b>	3 232 209	3 129 780	3 607 283

## 2) Crédits du secteur associatif

Les crédits de fonctionnement courant destinés au secteur associatif s'élèvent à **73,5 M€ en AE** et **69,4 M€ en CP**.

Ces crédits correspondent aux prestations réalisées par les établissements et services du secteur associatif habilité justice à la demande des juges pour enfants et des magistrats du parquet. Le prix de ces prestations, financés sur le titre 3, intègre toutes les charges pour chaque type de prise en charge : dépenses de personnel, de fonctionnement, des frais de siège, d'investissement, de provisions et de charges financières (*Cf. supra* action n° 01).

L'imputation des charges s'opère à partir des systèmes d'information comptables sur la base des facturations.

## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## Exécution de l'activité 2011

	Unité	Volume	Prix	Exécution 2011
Investigations et orientations éducatives	mesure	16 921	3270	55 335 692
Enquêtes sociales	mesure	5 666	2080	11 787 929
Mesures judiciaires d'investigation éducatives (MJIE)	jeune	-	-	6 686
<b>Total titre 3</b>				67 130 307

## LFI 2012

	Unité	Volume	Prix	2012
Investigations et orientations éducatives	mesure	5 481	3 391	18 584 596
Enquêtes sociales	mesure	2 017	2135	4 306 230
Mesures judiciaires d'investigation éducatives (MJIE)	jeune	17 500	2620	45 849 174
<b>Total titre 3</b>				68 740 000

## Prévision de charges rattachées à l'exercice 2013

	Unité	Volume 2013	Prix 2013	Coût 2013 en AE	Coût 2013 en CP
Investigations et orientations éducatives	Mesure	-	-	-	-
Enquêtes sociales	Mesure	-	-	-	-
Mesures judiciaires d'investigation éducatives (MJIE)	jeune	24 495	2684	65 744 522	65 744 523
<b>Sous total crédits opérationnels</b>				65 744 522	65 744 522
Frais de restructuration				909 477	909 477
Résorption de l'arriéré de paiement à l'égard des associations				2 800 000	2 800 000
AE supplémentaires				4 060 000	0
<b>Total Action 5</b>				73 513 999	69 453 999

L'année 2013 est la première année où la mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE) est l'unique modalité de prise en charge dans le cadre de l'aide à la décision des magistrats.

Les prévisions de coût 2013 prennent en compte une évolution du GVT de 1%. L'enveloppe des crédits opérationnels inscrits en PLF 2013 au titre de l'action n° 05 est en réduction de -4,4% par rapport au PLF 2012, auxquels il convient d'ajouter 909 477 € en AE=CP destinés aux frais de restructuration, 2 800 000 € en AE=CP au titre de la résorption de l'arriéré de paiement à l'égard des associations et 4 060 000 € en AE uniquement au titre de la régularisation comptable des engagements de l'État.

Le nombre de jeunes faisant l'objet d'une mesure d'investigation devrait rester stable par rapport à 2012. Il convient de préciser que les MJIE mises en œuvre par les services du secteur associatif sont très majoritairement prononcées au titre de la protection de l'enfance.

Des crédits à hauteur de 0,9 M€ en AE=CP sont prévus pour financer des frais de restructuration en lien avec la mise en place des Services d'Investigation Éducative (SIE), la fermeture des Services d'Enquêtes Sociales (SES) et des Services d'IOE (SIOE). Comme pour l'action n° 01, des crédits sont réservés pour réduire les délais de paiement de l'État vis-à-vis des associations, à hauteur de 2,8 M€ en AE et CP. Par ailleurs, 4,06 M€ d'AE supplémentaires sont dédiés à la régularisation comptable des engagements de l'État (10 M€ sur les actions n° 01 et n° 05).

## ■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits, en AE et en CP, correspondant à l'action 5 et ne concernant que le secteur public, sont imputés sur l'action n° 01.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

### Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

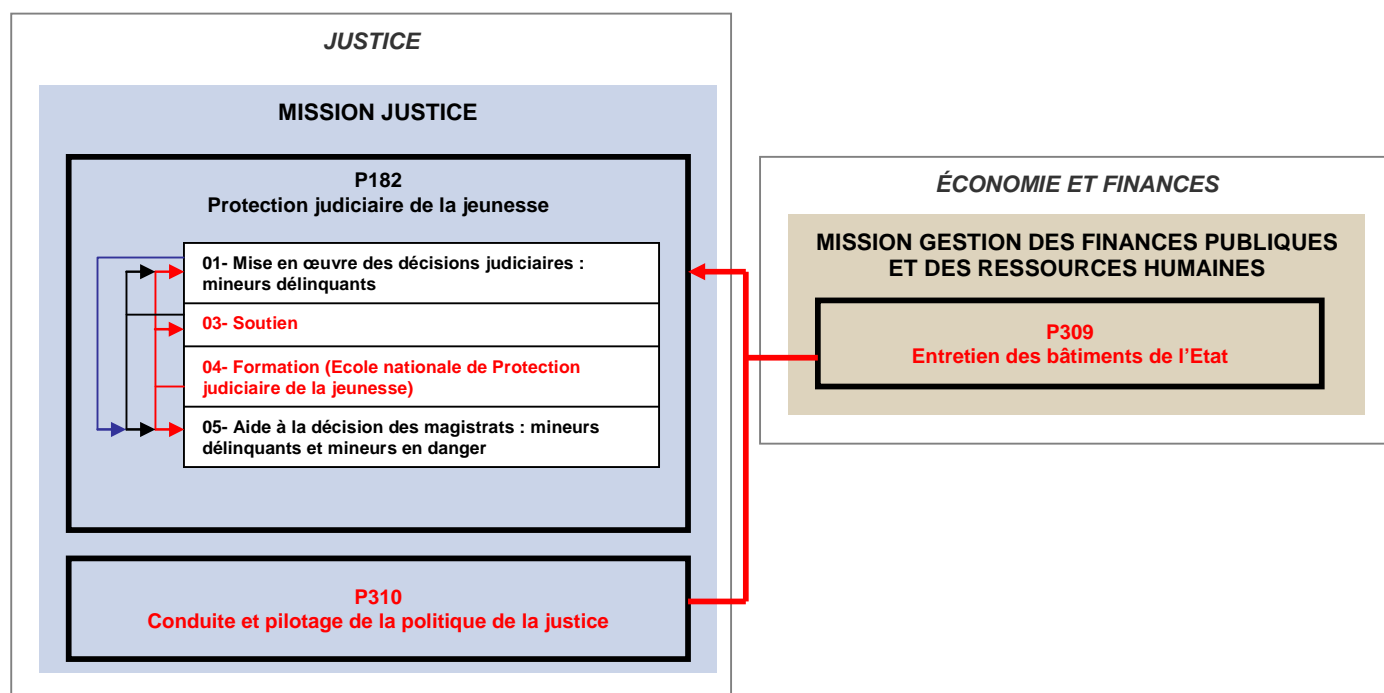
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

### SCHEMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## Protection judiciaire de la jeunesse

Programme n° 182 ANALYSE DES COÛTS

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Mise en œuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	602 370 431	+50 577 279	+24 238 811	677 186 521	662 128 157
03 - Soutien	87 667 435	-87 667 435		0	0
04 - Formation (Ecole nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	31 216 778	-31 216 778		0	0
05 - Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger	69 453 999	+68 306 934	+5 057 266	142 818 199	137 376 664
<b>Total</b>	<b>790 708 643</b>	<b>0</b>	<b>+29 296 077</b>	<b>820 004 720</b>	<b>799 504 821</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-29 296 077</b>
309 / Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-840 033
310 / Conduite et pilotage de la politique de la justice (Mission « Justice »)	-28 456 044

## OBSERVATIONS

## FONCTION ÉDUCATIVE

Un premier déversement interne, corrigeant les crédits des services éducatifs du secteur public imputés en totalité sur l'action n° 01 « mise en œuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants » en gestion, est réalisé au prorata de l'activité en investigation des services territoriaux de milieu ouvert (STEMO).

A l'issue de ce premier déversement, les actions de politique publique représentent 85 % des dépenses dont 69,9 % pour la mise en œuvre des décisions de justice concernant les mineurs délinquants et 15,1 % pour les mesures d'aide à la décision des magistrats, qui concernent à la fois les mineurs délinquants et les mineurs en danger. La fonction soutien, services déconcentrés et administration centrale représente 11,1 % des dépenses et la formation des personnels 3,9 %.

## FONCTION FORMATION

La formation initiale et continue concerne le personnel qui intervient ou interviendra en service éducatif, c'est-à-dire au titre des actions de politique publique (n° 01 et n° 05), ou en service administratif « action soutien » (n° 03).

La prise en compte de l'impact des dépenses de formation dans les deux actions de politique publique résulte de la nécessité pour la protection judiciaire de la jeunesse de former ses personnels aux métiers très spécifiques de prise en charge des publics qui lui sont confiés. Le déversement de ces crédits de formation est effectué au prorata des effectifs des deux actions de politique publique et de l'action soutien (hors administration centrale).

## FONCTION SOUTIEN

Le déversement des crédits de soutien dans les deux actions de politique publique traduit la contribution nécessaire en termes d'encadrement managérial et administratif pour leur réalisation. Les crédits sont répartis au prorata des crédits imputés sur les deux actions de politique publique, en distinguant le secteur public et le secteur associatif. En effet,



certaines charges de la fonction soutien concernent exclusivement le secteur public. C'est notamment le cas de la gestion des ressources humaines. D'autres, comme les fonctions de pilotage, en administration centrale comme en services déconcentrés, concernent les deux secteurs.

Le tableau ci-dessous retrace les déversements internes décrit ci-dessus :

	PLF 2013 Crédits inscrits	PLF 2013 après réimputation	Ventilation interne au programme	PLF 2013 après réimputation et ventilation interne
01 - Mise en œuvre des décisions judiciaires : mineurs délinquants	602 370 431	552 712 688	100 235 022	652 947 710
03 - Soutien	87 667 435	87 667 435	- 87 667 435	-
04 – Formation (École nationale de Protection judiciaire de la jeunesse)	31 216 778	31 216 778	- 31 216 778	-
05 - Aide à la décision des magistrats : mineurs délinquants et mineurs en danger	69 453 999	119 111 742	18 649 191	137 760 933
Total	790 708 643	790 708 643	-	790 708 643

## FONCTIONS DE SOUTIEN MINISTÉRIELLES ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Les crédits des actions « État-major » et « Évaluation, contrôle et recherche » du programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice » ne sont pas ventilés entre les programmes de politique publique du ministère de la Justice.

La ventilation des crédits du programme 310 sur le programme « Protection judiciaire de la jeunesse » correspond à sa participation à la mutualisation de l'administration centrale du ministère et à la gestion centralisée du personnel et du fonctionnement (calculée au prorata des ETPT). L'ensemble des crédits est réparti au sein du programme « Protection judiciaire de la jeunesse » au prorata des dépenses des deux actions de politique publique en utilisant les mêmes clefs de répartition que pour les ventilations internes.

## FONCTIONS DE SOUTIEN EXTRA-MINISTÉRIELLES ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Les crédits du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État » relevant de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » représentent la contribution prévisible de ce programme à l'entretien lourd des propriétés de l'État affectées à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse.

Ces crédits qui représentent 840 033 €. sont répartis au sein du programme « Protection judiciaire de la jeunesse » au prorata des dépenses des deux actions de politique publique en tenant compte de la part respective du secteur public et du secteur associatif. En effet, les crédits du programme 309 ne concernent que le secteur public.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Après avoir effectué le retraitement des missions du secteur public entre les actions n° 01 et n° 05, ainsi que la ventilation des crédits de soutien et de formation, les dépenses de la protection judiciaire de la jeunesse se répartissent ainsi :

- la mise en œuvre des décisions judiciaires pour les mineurs délinquants représente 82,6 % des crédits ;
- l'aide à la décision des magistrats (investigation) pour les mineurs délinquants et les mineurs en danger, 17,4 %.



---

### PROGRAMME 101

#### ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	172
Objectifs et indicateurs de performance	175
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	179
Justification au premier euro	183
Analyse des coûts du programme et des actions	198

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

André GARIAZZO

Secrétaire général du ministère de la justice

Responsable du programme n° 101 : Accès au droit et à la justice

La politique menée en matière d'accès au droit et à la justice doit permettre à chaque citoyen qui le désire d'avoir la connaissance de ses droits et de les faire valoir quelle que soit sa situation sociale et où qu'il se situe sur le territoire. Elle concerne l'usager dans tous les domaines de sa vie quotidienne (travail, logement, consommation, famille...), qu'il soit demandeur d'information, de diagnostic juridique ou d'aide aux démarches ou encore concerné par une action en justice ou un contentieux familial.

Il s'agit d'une politique partenariale qui se traduit :

- pour l'accès à la justice, par la prise en charge par l'État de tout ou partie des frais du procès au titre de l'aide juridictionnelle pour les justiciables dont les ressources sont insuffisantes ainsi que le financement de l'aide à l'intervention de l'avocat ;
- pour l'accès au droit et l'aide aux victimes par un soutien financier au secteur associatif et aux collectivités locales.

La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 sur l'aide juridique, modifiée et complétée par la loi du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, constitue le socle de ces politiques.

Le programme poursuit la mise en œuvre de quatre grands axes de politique publique : l'aide juridictionnelle, l'accès au droit, l'aide aux victimes et la médiation familiale.

L'aide juridictionnelle totale ou partielle représente un volet primordial de la politique d'accès au droit et à la justice tant par les objectifs qu'elle poursuit (accès à la justice pour les personnes aux ressources modestes) que par son poids budgétaire. Elle s'adresse aux personnes physiques, et exceptionnellement aux personnes morales à but non lucratif, dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice.

En cette matière l'accent sera mis sur :

- la réduction des délais de traitement des demandes;
- l'augmentation du taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'État.

En ce qui concerne l'aide juridictionnelle, la valeur cible de 60 jours de délai moyen national de traitement des demandes d'aide juridictionnelle par les bureaux d'aide juridictionnelle (BAJ) est atteinte depuis 2007, le délai moyen national de traitement étant réduit à 48 jours en 2011 contre 52 jours en 2010. Cette amélioration se traduit également par la diminution de la proportion des BAJ qui dépassent la valeur plafond de 60 jours : ils représentent 19 % de l'effectif en 2011 contre 23 % en 2010.

De même, l'amélioration du taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'État, mesurée par un indicateur, nécessite une intensification de l'effort de la part des juridictions. Le taux de mise en recouvrement en 2011 est sensiblement inférieur à celui de 2010 (10,9 M€ mis en recouvrement en 2011 contre 18,4 M€ en 2010), année qui avait connu une légère progression par rapport à 2009.

En 2012, l'intégration de la procédure de recouvrement dans Chorus sera achevée, le montant des sommes recouvrées en 2013 devrait ainsi évoluer très sensiblement.

Hormis ces deux objectifs structurels, le budget 2013 prévoit une revalorisation de la rétribution des missions d'assistance effectuées au titre de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) pour favoriser l'assistance des demandeurs.

L'accès à la connaissance de ses droits, élément fondamental du pacte social, est mis en œuvre par les conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) dont seront pourvus 100 départements fin 2012. Ces groupements d'intérêt public sont chargés de recenser les besoins, de définir une politique locale, d'impulser des actions nouvelles, de dresser et diffuser l'inventaire des actions menées et d'évaluer la qualité et l'efficacité des dispositifs auxquels l'État apporte son concours. Le programme d'action des CDAD s'articule avec les activités des maisons de la justice et du droit (MJD). D'autres dispositifs, tels que les points d'accès au droit (PAD) mis en place par les CDAD, permettent aussi d'enrichir l'offre d'accès au droit pour des publics particuliers (jeunes, personnes isolées, détenus).

L'amélioration du service rendu en matière d'accès au droit est un objectif permanent. Pour les années à venir, l'objectif est de renforcer le réseau de justice grâce à l'implantation de maisons de justice et du droit (MJD) de nouvelle génération et au développement de nouvelles technologies dans les MJD existantes, ainsi que de soutenir les CDAD et les PAD existants.

La politique d'aide aux victimes d'infractions pénales améliore la prise en charge des victimes d'infractions par l'institution judiciaire tout au long du parcours judiciaire jusqu'à leur indemnisation. Il s'agit de permettre un soutien matériel et psychologique renforcé des victimes, le plus rapidement possible après les faits, et de faciliter les démarches à l'indemnisation notamment grâce au service d'aide au recouvrement pour les victimes d'infractions (SARVI). La mise en œuvre de ces dispositions repose essentiellement sur le réseau des 173 associations locales d'aide aux victimes en 2012 qui reçoivent les victimes. Cette politique est consolidée par la présence en 2012 de 50 bureaux d'aide aux victimes ouverts au siège du tribunal de grande instance pour informer, orienter et accompagner les victimes. Un numéro national d'appel, « 08VICTIMES » (prise en charge des victimes) et le dispositif « 116 000 » (signalement des enfants disparus) viennent renforcer les vecteurs d'aide aux victimes.

Pour les années à venir, les efforts porteront sur l'efficacité des dispositifs d'aide aux victimes, en particulier au sein des juridictions. Un effort exceptionnel sera fait pour la création de nouveaux bureaux d'aide aux victimes : leur nombre sera triplé en 2013 avec la création de 100 nouveaux bureaux.

Le soutien à la médiation familiale et aux espaces de rencontre parents/enfants constitue une réponse adaptée aux conflits qui peuvent se développer dans la sphère familiale, en maintenant les liens familiaux au-delà des séparations et des divorces. La mise en œuvre de ces dispositions repose essentiellement sur le réseau des 257 associations et services de médiation familiale ou espaces de rencontre parent(s)/enfants. L'objectif du réseau est de permettre un règlement apaisé des conflits familiaux (médiation familiale) et le maintien des liens entre un enfant et ses parents dans des situations où ces derniers ne peuvent les accueillir à leur domicile (espaces de rencontre). Le recours à la médiation peut en outre simplifier, voire supprimer, le recours à des procédures contentieuses. Pour cela, des crédits sont inscrits pour conduire dans deux tribunaux de grande instance une expérimentation visant à instituer une médiation préalable obligatoire afin de limiter ou de faciliter les procédures contentieuses.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**■ OBJECTIF 1 Améliorer le délai de traitement des demandes d'aide juridictionnelle**

INDICATEUR 1.1 Pourcentage de bureaux d'aide juridictionnelle dont le délai moyen de traitement des demandes d'aide juridictionnelle est supérieur à deux mois

**■ OBJECTIF 2 Maîtriser les coûts de gestion d'un dossier d'aide juridictionnelle**

INDICATEUR 2.1 Coût de traitement d'une décision d'aide juridictionnelle

**■ OBJECTIF 3 Améliorer le taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle**

INDICATEUR 3.1 Taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle

**■ OBJECTIF 4 Développer une réponse de qualité aux besoins d'information juridique des citoyens dans les Maisons de Justice et du Droit**

INDICATEUR 4.1 Enquête de satisfaction

**■ OBJECTIF 5 Développer l'efficacité des dispositifs permettant l'accompagnement et l'indemnisation des victimes**

INDICATEUR 5.1 Indice de satisfaction des victimes d'infraction(s) sur l'aide apportée

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Améliorer le délai de traitement des demandes d'aide juridictionnelle

Les bureaux d'aide juridictionnelle (BAJ) sont chargés de traiter les demandes d'aide juridictionnelle relatives aux instances et procédures portées devant les juridictions du premier et du second degré ainsi qu'à l'exécution des décisions de justice. Ils se prononcent au regard du niveau de ressources du demandeur et du caractère manifestement recevable et fondé de l'action en justice. Les BAJ sont situés principalement au siège des tribunaux de grande instance. Des BAJ sont également institués auprès de la Cour de cassation, du Conseil d'État et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

L'admission conditionne l'ouverture du droit à la prise en charge de la représentation ou de l'assistance ainsi que des frais de procédure. Le délai de traitement de la demande a une incidence sur le déroulement de l'instance : une réponse trop tardive à une demande d'aide juridictionnelle peut constituer pour le justiciable un motif de non poursuite des procédures auxquelles il a droit. L'amélioration des délais de traitement facilite donc l'accès à la justice.

La durée de traitement de 60 jours reste le délai de référence pour la mesure de la performance des BAJ dans le cadre de l'indicateur actuel.

La comparaison de la performance des différents BAJ en matière de délai de traitement vise à réduire les écarts de délais de traitement des dossiers de demande d'aide juridictionnelle de manière à renforcer l'égalité des usagers du service public. L'évaluation des résultats pourra se traduire par la mise en œuvre de redéploiements internes en matière de ressources humaines.

L'objectif de performance est systématiquement rappelé lors des dialogues de gestion.

A l'issue de l'année 2011, le délai moyen de traitement des demandes d'aide juridictionnelle s'établit à 48 jours contre 52 jours en 2010. La proportion de bureaux d'aide juridictionnelle dépassant le seuil des 60 jours a diminué ; elle est revenue à 19 % en 2011 après être passée de 18% en 2009 à 23% en 2010.

#### INDICATEUR 1.1 : Pourcentage de bureaux d'aide juridictionnelle dont le délai moyen de traitement des demandes d'aide juridictionnelle est supérieur à deux mois

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de bureaux d'aide juridictionnelle dont le délai moyen de traitement des demandes d'aide juridictionnelle est supérieur à deux mois	%	23	19	12	12	10	<10

#### Précisions méthodologiques

Cet indicateur décliné par BOP et par BAJ est suivi trimestriellement et fait l'objet d'une communication via l'intranet.

#### Source des données :

Ministère de la justice, service support et moyens du ministère -sous-direction de la statistique et des études.

**OBJECTIF n° 2 : Maîtriser les coûts de gestion d'un dossier d'aide juridictionnelle**

L'objectif est de mesurer le coût de traitement pour les bureaux d'aide juridictionnelle d'un dossier d'aide juridictionnelle, à compter du dépôt de la demande jusqu'à la décision, quelle que soit la nature de la décision (admission, rejet, retrait).

**INDICATEUR 2.1 : Coût de traitement d'une décision d'aide juridictionnelle**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Coût de traitement d'une décision d'aide juridictionnelle	€	17,39	17,45	< 17	17	<17	<17

**Précisions méthodologiques**

Mode de calcul : Cet indicateur concerne l'ensemble des BAJ. Il ne prend en compte que les dépenses de personnel.

Sources des données :

- Dépenses de personnels : applications INDIA LOLF et CHORUS.
- Activité des bureaux d'aide juridictionnelle : ministère de la justice – Sous-direction de la statistique et des études : données annuelles sur l'ensemble des décisions rendues.

**OBJECTIF n° 3 : Améliorer le taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle**

L'indicateur retenu a pour objectif de mesurer les dépenses mises en recouvrement contre la partie condamnée aux dépens ou qui perd son procès dès lors qu'elle n'est pas bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, ou contre le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle lorsque cette aide lui a été retirée par décision du bureau d'aide juridictionnelle.

Les dépenses d'aide juridictionnelle recouvrables, contre la partie condamnée aux dépens, correspondent à la rétribution des auxiliaires de justice prêtant leur concours au titre de l'aide juridictionnelle ou aux frais de procédure avancés par l'État en matière civile et administrative et d'assistance de parties civiles. Ne sont pas recouvrables :

- les frais de justice criminelle, correctionnelle ou de police, selon les dispositions de l'article 43 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique,
- la rétribution des auxiliaires de justice prêtant leur concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle témoin assisté, mis en examen, prévenu accusé, condamné ou lorsqu'il fait l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, selon les dispositions de l'article 47 de la loi précitée.

La mise en recouvrement des sommes avancées par l'État au titre de l'aide juridictionnelle répond au souci d'une bonne gestion des deniers de l'État. Elle répond également à un souci de traitement équitable des justiciables.

Sur la base des dépenses recouvrables sous conditions, l'objectif affiché pour 2013 correspond à 27 M€ de mise en recouvrement.

La dégradation du taux de mise en recouvrement en 2011 résulte des délais de mise en œuvre de la réforme de la procédure de recouvrement – qui soumet le recouvrement en matière d'aide juridictionnelle aux règles de recouvrement régissant les produits divers de l'Etat – et notamment de la stabilisation par la DGFIP (avril 2011) de la circulaire relative au recouvrement des dépenses d'aide juridictionnelle et au circuit de rétablissement de crédits.



**INDICATEUR 3.1 : Taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle	%	8,3	5	11	5	12	12

**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur décliné par BOP fait l'objet d'une publication trimestrielle sur l'intranet.

L'adoption de cet indicateur fait suite à la production du rapport de la mission d'audit de modernisation, rendu en janvier 2007, relatif au recouvrement des frais avancés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle. Son calcul résulte du rapprochement du montant des sommes figurant sur les états de recouvrement porté sur les bordereaux transmis aux comptables du trésor au cours de l'année n et du montant des dépenses recouvrables de l'année n-1.

Le montant à recouvrer par les trésoreries est de 10,9 M€ en 2011, contre 18,4M€ en 2010 et 17 à 18 M€ sur la période 2002 à 2009.

Source des données :

Les données relatives au recouvrement sont transmises trimestriellement au SADJAV par les Services d'Administration Régionale près les cours d'appel qui récapitulent les sommes inscrites sur les bordereaux transmis aux comptables du Trésor. Les données sur les dépenses recouvrables sont issues d'une part de l'application Chorus depuis l'exercice 2011(application India jusqu'en 2010) pour les dépenses relatives aux auxiliaires de justice autres que les avocats et d'autre part des restitutions sur les dépenses relatives à la rétribution des avocats assurées par les CARPA et dont le suivi est assuré par l'Union Nationale des Caisses Autonomes de règlements pécuniaires des avocats.

**OBJECTIF n° 4 : Développer une réponse de qualité aux besoins d'information juridique des citoyens dans les Maisons de Justice et du Droit**

Le développement des nouvelles technologies et la réforme de la carte judiciaire ont conduit à redéfinir les modalités d'intervention des maisons de la justice et du droit (MJD) avec des structures de « nouvelle génération ». Les MJD de « nouvelle génération » qui voient le jour depuis janvier 2010 en milieu rural visent en particulier à faciliter la communication électronique avec les juridictions. L'objectif consiste donc à vérifier que les services offerts par l'ensemble des MJD répondent bien à une demande croissante de droit notamment des habitants des territoires les plus en difficulté, et permettent de maintenir une couverture judiciaire de proximité dans les secteurs dépourvus de juridiction.

L'indicateur, résultant d'une enquête de satisfaction auprès des usagers de ces établissements, tend à mesurer la qualité du service rendu à plus de 705 000 usagers reçus chaque année dans l'ensemble des MJD. Parallèlement, des données statistiques sur le fonctionnement et l'activité des MJD seront exploitées à partir du logiciel de gestion qui sera déployé dans l'ensemble des MJD en 2012.

Ainsi, en 2011, 134 MJD accueillent désormais plus de 705 000 personnes par an qui se déclarent satisfaites à 98% de l'accueil reçu à leur arrivée à la MJD, et à 86% de la qualité du service offert par ces structures. Le niveau de satisfaction des usagers augmente par rapport à celui de 2009.

**INDICATEUR 4.1 : Enquête de satisfaction**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de personnes se déclarant satisfaites de l'accueil	%	98	98	>95	>95	>95	>95
Pourcentage de personnes se déclarant satisfaites de la qualité du service	%	85	86	95	95	95	95

**Précisions méthodologiques**

Depuis 2009, l'enquête est menée par la sous-direction de la statistique et des études relevant du secrétariat général, au moyen d'un questionnaire passé par téléphone auprès d'un échantillon de 1 101 personnes. Cet échantillon a été aléatoirement tiré parmi les 3 011 usagers s'étant rendus à la

MJD au cours d'une période de 15 jours en octobre et ayant accepté de répondre à l'enquête. L'objectif de reproduire le taux très élevé de 2011 pourra être envisagé en 2014.

**Source des données :** ministère de la justice, service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes et sous-direction de la statistique et des études.

### OBJECTIF n° 5 : Développer l'efficacité des dispositifs permettant l'accompagnement et l'indemnisation des victimes

L'amélioration de la prise en charge des victimes d'infractions pénales par l'institution judiciaire (information, garantie de l'effectivité des droits de la victime tout au long de son parcours judiciaire, amélioration des conditions d'indemnisation) est l'un des axes prioritaires du programme « Accès au droit et à la Justice ».

La mise en œuvre de la politique menée en faveur des victimes repose en majeure partie sur les 173 associations locales d'aide aux victimes conventionnées par les cours d'appel en 2011 qui interviennent gratuitement pour l'usager et de manière confidentielle sur 1 500 lieux de permanences (dans les tribunaux, les BEX, les commissariats, les services des urgences des hôpitaux, les mairies...). Elles sont aussi présentes en particulier au sein des 50 bureaux d'aide aux victimes qui ont été mis en place entre 2009 et avril 2012 (13 en 2009, 13 en 2010, 11 en 2011 et 13 en 2012) au sein des tribunaux de grande instance pour informer, orienter et accompagner les victimes du dépôt de la plainte jusqu'à l'exécution de la décision de justice.

Dans le cadre de cette mobilisation des associations pour une meilleure prise en charge des victimes d'infractions, il s'agit de mesurer l'indice de satisfaction de ces dernières, de s'assurer que les dispositifs mis en œuvre pour l'accompagnement et l'indemnisation des victimes apportent une réponse adaptée au plus près de leurs besoins, de réajuster les dispositifs en vue d'améliorer l'information, l'accueil, le soutien et l'indemnisation des victimes, et d'aider en particulier celles qui sont les plus fragilisées et ayant subi les atteintes les plus graves.

N'ayant pu être calculé pour 2009 et 2010, cet indicateur est à nouveau disponible dans le RAP 2011. Il permet de déterminer le niveau de satisfaction des victimes qui ont eu recours au service de l'une des 173 associations d'aide aux victimes qui bénéficient du financement du ministère de la justice.

Dans le cadre de l'enquête menée en 2011, 70% des victimes d'infractions pénales ont considéré qu'elles sont totalement satisfaites par rapport à leurs attentes. La valeur cible de 60% en 2011 étant dépassée, la cible de satisfaction des victimes est portée à 70% en 2013 et en 2015.

#### INDICATEUR 5.1 : Indice de satisfaction des victimes d'infraction(s) sur l'aide apportée

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Indice de satisfaction des victimes d'infraction(s) sur l'aide apportée	%	ND	70	60	70	70	70

#### Précisions méthodologiques

L'enquête nationale de suivi des victimes d'infractions pénales menée annuellement par la SOFRES de 2006 à 2008 n'est plus reconduite depuis 2009. A partir de 2011, pour vérifier que les associations d'aide aux victimes répondent bien aux attentes des victimes d'infractions pénales et mesurer le taux de satisfaction de ces dernières, il a été décidé de rajouter dans l'enquête « cadre de vie et sécurité », menée auprès de plus de 17 000 ménages par l'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP), l'INSEE, et la sous-direction de la statistique et des études du ministère de la justice, des questions sur les associations d'aide aux victimes et sur la réponse aux attentes des victimes d'infractions pénales lorsqu'elles ont saisi une association.

La personne qui déclare lors de l'enquête de victimation, réalisée tous les ans, avoir subi au cours des 2 années précédentes au moins une des agressions suivantes : vol avec violence, vol sans violence, violence, menace, injure, est amenée à répondre à des questions complémentaires permettant de savoir si elle a été informée de l'existence d'une association d'aide aux victimes et par qui. Il lui est demandé si elle a pris contact avec cette association et si cette dernière a répondu à ses attentes.

#### Source des données :

-Enquête « cadre de vie et sécurité » menée par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, l'INSEE et le ministère de la justice, sous-direction de la statistique et des études, service support et moyens du Secrétariat Général.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Aide juridictionnelle		319 000 000	<b>319 000 000</b>	
02	Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité	332 000	5 023 000	<b>5 355 000</b>	
03	Aide aux victimes		12 800 000	<b>12 800 000</b>	
04	Médiation familiale et espaces de rencontre		3 245 000	<b>3 245 000</b>	
Total		<b>332 000</b>	<b>340 068 000</b>	<b>340 400 000</b>	

## 2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	Aide juridictionnelle		319 000 000	<b>319 000 000</b>	
02	Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité	332 000	5 023 000	<b>5 355 000</b>	
03	Aide aux victimes		12 800 000	<b>12 800 000</b>	
04	Médiation familiale et espaces de rencontre		3 245 000	<b>3 245 000</b>	
Total		<b>332 000</b>	<b>340 068 000</b>	<b>340 400 000</b>	

## Accès au droit et à la justice

Programme n° 101 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Aide juridictionnelle		384 335 000	<b>384 335 000</b>	
02	Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité	462 725	5 492 775	<b>5 955 500</b>	
03	Aide aux victimes		10 212 504	<b>10 212 504</b>	
04	Médiation familiale et espaces de rencontre		2 442 000	<b>2 442 000</b>	
Total		<b>462 725</b>	<b>402 482 279</b>	<b>402 945 004</b>	

## 2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Aide juridictionnelle		336 300 000	<b>336 300 000</b>	
02	Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité	462 725	5 492 775	<b>5 955 500</b>	
03	Aide aux victimes		10 212 504	<b>10 212 504</b>	
04	Médiation familiale et espaces de rencontre		2 442 000	<b>2 442 000</b>	
Total		<b>462 725</b>	<b>354 447 279</b>	<b>354 910 004</b>	

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>	462 725	332 000	462 725	332 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	462 725	332 000	462 725	332 000
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>	402 482 279	340 068 000	354 447 279	340 068 000
Transferts aux ménages	384 335 000	319 000 000	336 300 000	319 000 000
Transferts aux collectivités territoriales	737 275	600 000	737 275	600 000
Transferts aux autres collectivités	17 410 004	20 468 000	17 410 004	20 468 000
<b>Total</b>	<b>402 945 004</b>	<b>340 400 000</b>	<b>354 910 004</b>	<b>340 400 000</b>

## Accès au droit et à la justice

Programme n° 101 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

DÉPENSES FISCALES<sup>1</sup>

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2013 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2013. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2013 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2011	Chiffre pour 2012	Chiffre pour 2013
740102	<b>Franchise en base pour les avocats et les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation dont le chiffre d'affaires, revalorisé chaque année, n'excède pas 37 400 €</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider le secteur du conseil juridique</i> <i>Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1990 - Dernière modification : 2011 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 293 B-III-1°</i>	12	12	12
<b>Coût total des dépenses fiscales<sup>2</sup></b>		<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>

<sup>1</sup> Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

<sup>2</sup> Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2012 ou 2011) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Aide juridictionnelle		319 000 000	<b>319 000 000</b>		319 000 000	<b>319 000 000</b>
02	Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité		5 355 000	<b>5 355 000</b>		5 355 000	<b>5 355 000</b>
03	Aide aux victimes		12 800 000	<b>12 800 000</b>		12 800 000	<b>12 800 000</b>
04	Médiation familiale et espaces de rencontre		3 245 000	<b>3 245 000</b>		3 245 000	<b>3 245 000</b>
Total			<b>340 400 000</b>	<b>340 400 000</b>		<b>340 400 000</b>	<b>340 400 000</b>

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

### ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
162 518		361 448 143	349 390 000	200 000

### ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
200 000	200 000	0	0	0
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
340 400 000	340 200 000	200 000	0	0
<b>Totaux</b>	<b>340 400 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
99,9%	0,1%	0%	0%

Les AE non couvertes par des CP dans l'année concernent les subventions d'investissement pour la réalisation des MJD. Elles sont versées par tranches en fonction de l'avancement des travaux. Les travaux étant réalisés en cours d'année pour s'achever en fin d'année ou en début d'année suivante, le solde est versé en n+1. Le reste à payer au titre de ces subventions d'investissement sur les engagements de l'année antérieure est estimé à 200 000 € chaque année.

Environ 12 M€ d'autorisations d'engagement surnuméraires de l'aide juridictionnelle ne seront pas couverts par des crédits de paiement en 2012, la gestion s'effectuant désormais en AE=CP.



## JUSTIFICATION PAR ACTION

**ACTION n° 01** **93,7 %**  
**Aide juridictionnelle**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		319 000 000	<b>319 000 000</b>	
Crédits de paiement		319 000 000	<b>319 000 000</b>	

L'action couvre l'ensemble des moyens budgétaires permettant de favoriser une défense de qualité des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, d'assurer le paiement des dépenses afférentes aux instances, procédures ou actes couverts par l'admission, et d'en maîtriser le coût. Elle comporte également les autres aides à l'intervention de l'avocat prévues par la loi du 10 juillet 1991 : l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue, en matière de médiation et de composition pénales et d'assistance aux détenus au cours de procédures disciplinaires ou d'isolement.

Pour compléter les crédits budgétaires destinés au règlement des missions d'aide juridictionnelle aux avocats, la loi de finances rectificative 2011 a instauré une contribution pour l'aide juridique, taxe que doit acquitter chaque justiciable qui intente une procédure en matière civile et administrative. Cette contribution n'est pas due lorsque la partie est bénéficiaire de l'aide juridictionnelle et pour certaines procédures dans lesquelles le versement de la contribution aurait porté une atteinte disproportionnée au droit effectif d'exercer un recours devant une juridiction (procédures devant le juge des libertés et de la détention par exemple). Elle n'est pas non plus exigible pour les affaires pénales. La contribution est affectée au Conseil national des barreaux qui la répartit entre les barreaux et confie, dans le cadre d'une convention, à l'Union nationale des caisses des règlements pécuniaires des avocats (UNCA) la gestion du versement du produit de la taxe aux CARPA pour le paiement des missions d'aide juridictionnelle effectuées par les avocats.

L'admission à l'aide juridictionnelle est prononcée sous condition de ressources ; elle conditionne pour le bénéficiaire l'avance par l'État de la totalité ou d'une partie des frais afférents aux prestations des auxiliaires de justice qui pourraient être engagés dans le cadre des procédures, qu'il s'agisse des avocats, des huissiers ou des experts et enquêteurs sociaux mandatés par les juridictions. Toutefois, depuis 2011, le droit de plaidoirie reste à la charge du bénéficiaire sauf dans certaines procédures.

Les admissions à l'aide juridictionnelle sont instruites par les BAJ présents dans chacun des 160 tribunaux de grande instance. Les personnels affectés à cette action accueillent les demandeurs, instruisent leurs dossiers, notifient les décisions rendues et effectuent toutes diligences en cas de retrait de l'aide juridictionnelle, lorsque le bénéficiaire est revenu à meilleure fortune ou lorsque la procédure qu'il a engagée a été jugée dilatoire ou abusive.

### La rétribution des auxiliaires de justice

Les sommes revenant aux auxiliaires de justice sont réglées sur production d'une attestation de mission délivrée, au moment où le juge rend sa décision, par le greffe qui s'assure de l'application des barèmes prévus par les textes et de l'achèvement de la mission par l'auxiliaire de justice. Cependant, les auxiliaires rémunérés selon un tarif peuvent renoncer à leur rétribution et recouvrer contre la partie condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle les émoluments auxquels ils peuvent prétendre. De même, l'avocat du bénéficiaire de l'aide peut également renoncer à sa rétribution et recouvrer contre la partie tenue aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle l'indemnité que lui a allouée la juridiction en application de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991.

Le montant de la contribution de l'État à la rétribution des auxiliaires de justice est fixé par le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991. Les sommes revenant aux experts et aux médiateurs sont fixées par ordonnance du magistrat taxateur au vu de la justification de l'exécution de leur mission.

Pour les avocats désignés au titre de l'aide juridictionnelle totale, ce montant résulte du produit de coefficients variables selon la nature de la procédure et d'une unité de valeur dont le montant est fixé par la loi de finances. En cas d'aide partielle, la rétribution de l'avocat versée par l'État est inversement proportionnelle aux ressources du bénéficiaire de l'aide. Elle est complétée par un honoraire librement négocié avec le bénéficiaire de l'aide. Pour les avocats intervenant au cours de la garde à vue, en matière de médiation et de composition pénales, ou pour l'assistance aux détenus au cours de procédures disciplinaires ou d'isolement, la rétribution est forfaitairement fixée par le décret précité.

La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 a dévolu aux barreaux la gestion des fonds versés par l'État au titre de sa contribution à la rétribution des avocats effectuant des missions d'aide juridictionnelle ou au titre des aides à l'intervention de l'avocat.

### Poids de l'action dans le programme

L'action, qui s'élève à 319 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, représente 94 % du programme. Les dotations aux CARPA constituent 90 % de la dépense de l'action en 2011, les paiements directs auprès des auxiliaires de justice autres que les avocats constituent 10 % de cette dépense.

Les dotations annuelles aux CARPA en matière d'aide juridictionnelle, principal poste de dépense, sont calculées pour 2013 à partir de la dépense constatée les années antérieures et du montant de la dotation affectée par le CNB. Il a été également tenu compte de la revalorisation prévue de l'unité de valeur pour la rétribution des missions d'assistance effectuées au titre de l'aide juridictionnelle devant la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA). Pour les autres dépenses (dont les frais d'expertise, d'enquête sociale, de médiation, et rétribution des auxiliaires de justice autres que les avocats), payées par les trésoreries générales, qui sont également gérées par les services administratifs régionaux (SAR) dans le cadre de budgets opérationnels de programme déconcentrés, les dotations annuelles sont également calculées à partir de la dépense constatée et de l'évolution des admissions.

En application de la LOLF, l'aide juridictionnelle relève des crédits limitatifs. Cette évolution impose depuis 2006 la mise en place d'un suivi de la dépense dès la décision d'attribution.

Les sommes recouvrées au titre de l'aide juridictionnelle auprès du justiciable condamné aux dépens en matière civile et non bénéficiaire de l'AJ ne sont plus imputées comme les années antérieures en atténuation de la dépense sur l'action 01 du programme 101. Ces sommes seront désormais rattachées au budget général : une somme de 14 M€ représentant la recette prévisible a ainsi été intégrée dans la dotation budgétaire. Ce recouvrement fera l'objet d'un suivi étroit afin d'atteindre 14 M€ en 2013, 15 M€ en 2014 et 16 M€ en 2015.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	319 000 000	319 000 000

Les crédits de l'action aide juridictionnelle sont des crédits de transferts indirects aux ménages pour assurer en vertu de la loi du 10 juillet 1991, la prise en charge des frais :

- d'aide juridictionnelle ;
- d'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue ou de la retenue douanière, en matière de médiation et de composition pénale et d'aide à l'intervention de l'avocat pour l'assistance aux détenus.

Par ailleurs, l'État majore la dotation accordée au titre de certaines de ces aides aux barreaux qui concluent des protocoles d'amélioration de la défense avec les juridictions.

En outre des subventions d'aide à l'organisation matérielle des gardes à vue pourront être attribuées aux barreaux.

Dispositif	AE	CP
Aide juridictionnelle-dotations aux CARPA	228 680 000	228 680 000
Aide juridictionnelle-autres dépenses	30 250 000	30 250 000
Aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue	48 000 000	48 000 000
Autres aides à l'intervention de l'avocat	4 270 000	4 270 000
Protocoles d'amélioration de la défense	4 800 000	4 800 000
Subventions pour l'organisation matérielle des gardes à vue	3 000 000	3 000 000
<b>Total</b>	<b>319 000 000</b>	<b>319 000 000</b>

#### AIDE JURIDICTIONNELLE : AE = CP = 258 930 000 €

Nombre de bénéficiaires :

Nombre d'admissions /Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (p)	2013 (p)
Civil et autres	500 718	489 247	502 658	517 758	509 441	510 400	510 400
Pénal	389 420	400 773	398 046	393 651	373 166	373 200	373 200
Total	890 138	890 020	900 704	911 409	882 607	882 600	882 600
Évolution	-1,2%	0%	+1,2%	+1,2%	- 3,2 %	0 %	0 %

Source pour les années 2002 à 2008 : Répertoire de l'aide juridictionnelle ; à partir de 2007 seules sont comptabilisées les admissions pouvant donner lieu à paiement effectif, toutefois les admissions résultant du maintien de plein droit de l'aide sont exclues du champ de cette statistique.

Une stabilité des admissions est observée depuis 2006. L'hypothèse retenue est celle d'une poursuite de cette tendance.

Depuis que la gestion est opérée sous Chorus, les dépenses d'aide juridictionnelle sont gérées en AE=CP. Les dotations attribuées aux CARPA au titre de l'aide juridictionnelle ou des aides à l'intervention de l'avocat sont considérées comme des subventions, les AE couvrant exactement la dotation versée aux barreaux et gérée par les CARPA. Les autres dépenses, qui concernent la rétribution des auxiliaires de justice, dont le bénéficiaire n'est pas toujours connu au moment de l'admission, et dont on ne connaît le montant qu'au moment du paiement, sont traitées en flux 4 c'est-à-dire que le paiement et l'engagement sont concomitants.

#### Dotations aux CARPA destinées à la rétribution des avocats : 228 680 000 € en AE et CP

L'État affecte annuellement à chaque barreau une dotation représentant sa contribution aux missions d'aide juridictionnelle ou aux missions d'aide à l'intervention de l'avocat. Cette dotation est versée à la caisse des règlements pécuniaires des avocats placée près du barreau, qui assure le règlement des rétributions dues aux avocats qui prêtent leur concours aux bénéficiaires de l'aide juridictionnelle. La dotation de l'État sera complétée par une dotation allouée par le conseil national des barreaux (CNB) à partir du produit de la contribution pour l'aide juridique prévue par la loi de finances rectificative de juillet 2011.

Dans l'hypothèse d'une constance des délais de paiement et du volant de trésorerie des CARPA, le montant des crédits alloués en CP en 2013 correspond à la rétribution de 635 000 missions pour un coût prévisionnel moyen par mission de 360 € TTC.

Par ailleurs, le conseil national des barreaux répartira entre les barreaux le produit de la contribution pour l'aide juridique (estimé à 60 M€) qui lui est affecté par la LFR de juillet 2011 pour le paiement des missions d'aide juridictionnelle ce qui permettra de financer près de 170 000 missions supplémentaires, soit un nombre total de mission évalué à 805 000 missions.

Il est à noter que toutes les admissions ne débouchent pas sur des missions, notamment en raison du renoncement de certains avocats au bénéfice de l'aide en vertu de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 qui ouvre la possibilité pour ces derniers de se rémunérer, en totalité ou en partie, sur la partie adverse condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.

#### **Dotations destinées à la rétribution des autres auxiliaires de justice : 30 000 000 € en AE et en CP**

La majorité des frais de l'instance pris en charge au titre de l'aide juridictionnelle, telle la contribution de l'État à la rétribution des autres officiers publics et ministériels, est prévue par un tarif, à l'exception des expertises.

Suite à la disparition de la profession d'avoué cette ligne budgétaire diminue, seules les missions effectuées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pouvant être prises en charge à ce titre.

En 2012, le coût prévisionnel moyen par admission (en matière civile, administrative ou d'assistance d'une partie civile au pénal hors cour de cassation) est de 58 € TTC.

#### **Autres dépenses : 250 000 € en AE et CP**

Cette ligne contribue à la rétribution des avocats au Conseil d'État, des frais de traduction des demandes d'aide juridictionnelle pour les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale.

#### **AIDES A L'INTERVENTION DE L'AVOCAT : AE = CP = 52 270 000 €**

##### **Aide à l'intervention de l'avocat au cours d'une garde à vue : 48 000 000 € en AE et CP**

La loi n° 2011-392 du 14 avril 2011 relative à la garde à vue a renforcé les droits de la défense des personnes placées en garde à vue ou en retenue douanière.

L'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue ou de la retenue douanière concerne les personnes gardées à vue, les victimes confrontées avec une personne gardée à vue, et les personnes en retenue douanière qui peuvent demander à être assistées par un avocat choisi ou désigné d'office dès le début de la garde à vue, au cours des auditions et confrontations et pendant la prolongation de cette mesure.

Le décret n° 2011-810 du 6 juillet 2011 relatif à l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue et de la retenue douanière modifie en conséquence le barème de la contribution de l'État à la rétribution de l'avocat et prévoit la rétribution suivante pour les interventions de l'avocat :

- un forfait de 61 euros hors taxe (HT), lorsque la mission d'assistance se traduit par un simple entretien préalable d'une demi-heure au début de la garde à vue ou de la prolongation sans assistance de l'avocat aux auditions ;
- un forfait de 300 euros HT, dès lors que la personne est assistée par un avocat commis d'office au-delà de l'entretien de début de garde à vue qui dure une demi-heure. En cas de prolongation, la rémunération complémentaire sera de 150 euros HT. De même, en cas de confrontation entre la victime et la personne gardée à vue, la rétribution de l'avocat commis d'office assistant la victime sera de 150 euros HT.

Sur cette base, la dotation permettra de rétribuer 178 000 interventions pour un coût moyen de 270 €.

**Aide à l'intervention de l'avocat en matière de médiation et de composition pénale : 270 000 € en AE et CP**

Les avocats ont assuré 4 185 missions de ce type en 2011.

Le montant de la contribution de l'État à la rétribution de l'avocat est fixé par un tarif.

La dépense moyenne par personne prévue en 2013 est de 55 € TTC.

**Aide à l'intervention de l'avocat au cours d'une procédure disciplinaire ou d'une mesure d'isolement concernant un détenu : 4 000 000 € en AE et CP**

En 2011, les avocats ont assuré 37 887 missions au bénéfice des détenus au cours d'une procédure disciplinaire ou d'une mesure d'isolement.

Le montant de la contribution de l'État à la rétribution de l'avocat est fixé par un tarif.

La dépense moyenne par intervention prévue en 2013 est de 105 € TTC.

**PROTOCOLES D'AMÉLIORATION DE LA DÉFENSE DES JUSTICIABLES CONCLUS ENTRE LES JURIDICTIONS ET LES BARREAUX : AE = CP = 4 800 000 €**

La contribution de l'État à la rétribution de l'avocat pour certaines missions d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat en matière de médiation ou de composition pénales peut être majorée - dans une limite de 20 % - en faveur des barreaux ayant souscrit avec les chefs de juridictions des engagements d'objectifs assortis de procédures d'évaluation visant à assurer une meilleure organisation de la défense.

Le décret n° 2011-810 du 6 juillet 2011 prévoit l'exclusion de la garde à vue du champ des protocoles. Depuis 2012, cette dotation ne comprend plus dans son assiette les missions d'aide à l'intervention de la garde à vue, ce qui correspond à une économie annuelle de 750.000 €.

La dotation prévue pour l'exercice 2013 permettra d'assurer le paiement de 40 protocoles sur la base de 120 000 € par protocole.

**CONVENTIONS POUR L'ORGANISATION MATÉRIELLE DE LA GARDE À VUE OU DE LA RETENUE DOUANIÈRE: AE = CP = 3 000 000 €**

Afin de faciliter l'organisation matérielle de permanences par les barreaux destinées à assurer la présence effective de l'avocat au cours de la mesure de garde à vue ou de retenue douanière, l'attribution d'une subvention de fonctionnement aux barreaux par l'État est prévue par le décret n° 2011-810 du 6 juillet 2011. En effet, lorsque les barreaux ont conclu, avec les tribunaux de grande instance près lesquels ils sont établis, une convention relative à l'organisation matérielle des permanences qu'ils mettent en place, pour garantir l'assistance par un avocat désigné d'office des personnes gardées à vue ou placées en retenue douanière ainsi que des victimes au cours des confrontations avec la personne gardée à vue, ils peuvent percevoir une subvention de l'État pour la réalisation des objectifs définis dans cette convention.

**ACTION n° 02****Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité****1,6 %**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		5 355 000	<b>5 355 000</b>	
Crédits de paiement		5 355 000	<b>5 355 000</b>	

L'action vise à mettre en œuvre une politique d'accès au droit tournée vers l'ensemble des citoyens, à partir de structures et de dispositifs mis en place dans un cadre partenarial. Le ministère de la justice veille, par un soutien technique et financier, à l'exercice des missions définies par la loi du 10 juillet 1991 modifiée par la loi du 18 décembre 1998.

Dans un contexte où les demandes d'accès au droit se développent, touchent à des domaines de plus en plus variés et concernent les populations les plus démunies, cette politique s'appuie sur :

- 100 conseils départementaux de l'accès au droit, constitués en groupement d'intérêt public (GIP) comprenant 4 CDAD en cours de création au cours de l'année 2012 ; cette forme juridique permet le cofinancement par les autres membres de droit ou associés (collectivités locales, professions juridiques, associations...) des actions d'accès au droit. La totalité des CDAD proposent en 2012 un accès au droit généraliste assuré par les professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers et avoués) qui développent des consultations juridiques gratuites.
- un réseau judiciaire de proximité constitué de 135 maisons de justice et du droit qui existent en juillet 2012, complété par plus de 1 000 structures d'accueil et de premier niveau d'information (points d'accès au droit). La majorité de ces structures est située dans les quartiers difficiles et en établissements pénitentiaires.

La plupart des CDAD visent à développer, au plus près de l'utilisateur, l'accès à l'information juridique dans les juridictions, mairies, maisons de justice et du droit, points d'accès au droit ; ils ont pour mission de répondre aux besoins d'information juridique de tous les publics, notamment des personnes les plus démunies souvent confrontées à un cumul de difficultés juridiques et sociales (jeunes, personnes âgées, personnes isolées, femmes issues de l'immigration), dans différents domaines du droit.

Les CDAD définissent eux mêmes les modalités de leur action pour compléter le maillage territorial d'une offre d'accès au droit adaptée aux caractéristiques de leur ressort.

Des actions de prévention de la délinquance et de la récidive, notamment en direction des mineurs et de leurs familles, sont développées au sein des MJD qui offrent également une plate-forme de services dans l'aide à l'accès au droit (information juridique et orientation, aide aux démarches). En complément de la réforme de la carte judiciaire, onze maisons de la justice et du droit de « nouvelle génération » sont ouvertes depuis 2010 ; 14 devraient l'être fin 2012. Ces structures visent à offrir davantage de services grâce au développement des nouvelles technologies. Ainsi, les bornes contact visio-justice (CVJ) permettent aux justiciables d'entrer en contact à distance avec les services d'accueil du tribunal de grande instance de rattachement. Cette politique d'ouverture de MJD de nouvelle génération en milieu rural se poursuivra en 2013 avec la création de cinq nouvelles structures.

Il convient de souligner que les crédits attachés à cette action (5,355 M€) constituent des leviers financiers au niveau local, les actions pouvant bénéficier de cofinancements dans le cadre de la politique de la ville ou être soutenues par des partenaires locaux particulièrement impliqués dans la politique d'accès au droit. Les crédits alloués à cette action sont nécessaires pour pérenniser la politique entreprise alors que les autres financeurs maintiennent difficilement le niveau de leur financement, la tendance étant plutôt au désengagement de certaines collectivités en la matière.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### ■ DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	332 000	332 000

A ce titre, sont financées la dotation de premier équipement des maisons de la justice et du droit, le renouvellement du matériel informatique ou du mobilier de ces établissements judiciaires ainsi que la fourniture de bornes interactives, les « contacts visio justice ».

### 1- Dotation de 1er équipement pour la création des maisons de la justice et du droit (MJD) de «nouvelle génération» (0,065 M€ en AE et CP

Le SADJAV financera l'ouverture de 5 nouvelles maisons de justice et du droit de nouvelle génération en 2013. A ce titre, il mettra à disposition des cours d'appel une dotation de 1er équipement de 13 000€ par site pour l'achat de mobilier et de postes informatiques pour ces structures, soit un coût total de **65 000€** en AE et en CP.

### 2- La poursuite de l'exécution du marché des « Contacts visio justice » (0,214 M€ en AE et CP

Cette action s'inscrit dans une démarche globale du ministère de la justice visant à offrir aux justiciables des services dématérialisés de consultation, de transaction ou de visioconférence.

Depuis 2010, le SADJAV a financé 21 CVJ pour équiper d'une part les 14 premières MJD de nouvelle génération qui seront ouvertes fin 2012 et d'autre part des points d'accès au droit. Il est prévu de doter, en 2013, pour un montant de **0,214 M€**, les 5 nouvelles maisons de justice et du droit qui seront créées en 2013 et 2 nouveaux points d'accès au droit de ces équipements qui permettent de garantir aux usagers un accès à distance à la justice par la mise en contact directe avec un greffier situé dans la juridiction de rattachement et de faciliter ainsi les démarches.

Cette opération est réalisée dans le cadre d'un marché national.

### 3- L'adaptation des maisons de la justice et du droit (MJD) actuelles (0,053 M€ en AE et CP

Afin de consolider le réseau des actuelles MJD (135 en juillet 2012, dont 11 d'entre elles dites de «nouvelle génération» ont déjà vu le jour), 8 autres structures bénéficieront en 2013 de renouvellement de l'équipement informatique et/ou du mobilier pour un montant de **0,053 M€** en AE et CP.

Cette dotation permettra ainsi d'adapter leurs équipements informatiques d'une part à la nouvelle application informatique de gestion et de suivi de leur activité qui a été déployée et d'autre part au développement de la communication électronique avec les juridictions.

La convention constitutive de ces établissements judiciaires prévoit que leurs charges de fonctionnement sont assurées par la collectivité qui met à disposition le local. Dans certains cas, la juridiction de rattachement prend en charge les frais d'affranchissement du courrier et la téléphonie.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux collectivités territoriales	600 000	600 000
Transferts aux autres collectivités	4 423 000	4 423 000
<b>Total</b>	<b>5 023 000</b>	<b>5 023 000</b>

En 2013, ces dépenses d'un montant total de 5 023 000€ en AE et en CP concernent trois grands dispositifs.

### 1/ La réalisation de travaux dans les maisons de justice et du droit pour 0,600 M€ en AE et CP, en partenariat avec des collectivités :

Pour maintenir une présence judiciaire de proximité dans les zones rurales, le ministère de la justice participe à la création des maisons de justice et du droit de nouvelle génération en déléguant dans le cadre d'une subvention d'investissement des crédits aux collectivités territoriales afin de leur permettre de réaliser des travaux pour l'aménagement de leurs bâtiments en vue d'accueillir la future structure.

Pour faire face à la fermeture de tribunaux d'instance ou de grande instance, il est prévu de créer en 2013 cinq nouvelles maisons de justice et du droit de nouvelle génération pour un montant global de subvention de **0,600 M€** en AE et CP, à raison d'un montant de 120 000 € par MJD. Ces nouvelles créations porteront ainsi fin 2013 le nombre total de maisons de justice et du droit de nouvelle génération, créées ou en cours de création, à 19.

## **2/ Les conseils départementaux d'accès au droit (CDAD) et le développement des points d'accès au droit, pour 4,351 M€ en AE et CP :**

Outre la création du dernier CDAD en Lozère, les crédits mis à la disposition des cours d'appels sont destinés à soutenir la mise en œuvre annuelle des programmes d'action des CDAD déterminés par les membres de droit et à répondre aux engagements du ministère de la justice dans le cadre des conventions constitutives, dans la perspective d'une déclinaison locale de la politique publique d'accès au droit.

Les subventions sont déterminées en fonction du programme d'actions, approuvé par le conseil d'administration des CDAD, et relayé par la cour d'appel du ressort. Les dotations accordées par la Chancellerie financent notamment les consultations juridiques dispensées par les professions juridiques et judiciaires en particulier dans les points d'accès au droit (PAD). L'amélioration de l'information juridique et de l'accès au droit à distance des usagers conduit également à soutenir des projets partenariaux à l'initiative des CDAD, en lien étroit avec des collectivités territoriales, des juridictions et d'autres services déconcentrés, qui visent à raccorder des structures d'accès au droit à des bornes interactives installées sur des communes.

Il s'agira, en 2013, de consolider le dispositif existant pour maintenir voire améliorer la qualité du service rendu aux usagers du service public de l'accès au droit.

En fin d'année 2012, 100 départements seront dotés d'un CDAD. Avec la création du CDAD de la Lozère courant 2013, dont le coût de création est estimé à **20 000 €**, la totalité du territoire national sera ainsi couverte.

Les dépenses de soutien à l'activité des CDAD, d'un montant total de **4,331 M€** en AE et en CP, sont calculées sur la base d'une dotation moyenne de 43 512 € par CDAD. Cependant, la dotation attribuée aux différents CDAD varie principalement en fonction du nombre des points d'accès au droit dont ils doivent assurer le fonctionnement ; celui-ci peut varier en fonction des départements (population, structures d'accès au droit, participation financière des partenaires...). Les subventions attribuées aux CDAD financent :

- le maintien et le développement des consultations juridiques dispensées par les professions juridiques et judiciaires pour des publics particuliers (jeunes, personnes isolées, personnes âgées, étrangers...), dans divers lieux de proximité (juridictions, maisons de justice et du droit, antennes de justice, points d'accès au droit, centres communaux d'action sociale...) et dans les établissements pénitentiaires ;
- le soutien à la création et à l'activité des structures composant le réseau judiciaire de proximité dont notamment plus de 1 000 points d'accès au droit (PAD), des dispositifs partenariaux et des dispositifs pluridisciplinaires ;
- l'organisation d'actions de formation, de communication.

Pour répondre à un besoin évident d'accès au droit, la dotation globale affectée à ces structures permettra en outre de pérenniser l'existence des 44 PAD implantés dans les zones urbaines sensibles et des 22 PAD créés dans les établissements pénitentiaires suite au comité interministériel des villes du 9 mars 2006, et le réseau des 30 PAD créés dans les quartiers prioritaires et les établissements pénitentiaires suite au plan gouvernemental Dynamique Espoir Banlieues (DEB) du 8 février 2008.

Les dépenses courantes de fonctionnement des CDAD sont imputées chaque année sur les dépenses de fonctionnement du TGI, situé au chef lieu du département, siège du groupement ; elles ne relèvent pas du programme 101.



### 3/ Le soutien aux associations nationales d'accès au droit, pour 0,072 M€ en AE et CP :

Cette dotation permettra de poursuivre la prise en charge du financement de 8 associations sur la base d'un coût moyen de 9 000 € par association. Il s'agit d'associations spécialisées réalisant des actions d'envergure nationale dans le domaine de l'accès au droit notamment en faveur des publics fragilisés (jeunes, population issue de l'immigration, personnes incarcérées, gens du voyage...), qui excèdent le champ de compétences des 100 CDAD devant exister fin 2012, ou qui interviennent en leur absence ou en l'absence de conseil de l'accès au droit (CAD) en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie-Française.

**ACTION n° 03**  
Aide aux victimes

**3,8 %**



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		12 800 000	<b>12 800 000</b>	
Crédits de paiement		12 800 000	<b>12 800 000</b>	

La politique d'aide aux victimes vise à apporter un soutien matériel et psychologique renforcé aux victimes, le plus rapidement possible après les faits, à les accompagner jusqu'au terme du parcours judiciaire en les aidant à organiser plus facilement la défense de leurs intérêts et à accomplir les démarches pour leur indemnisation. Les politiques pénales développées depuis quelques années ont renforcé les droits des victimes - de la commission de l'infraction jusqu'à la fin du procès pénal - et ont visé à les faire bénéficier d'une meilleure prise en charge ainsi qu'à mettre en œuvre des nouveaux dispositifs pour permettre l'indemnisation effective de leurs préjudices.

Une circulaire du 9 octobre 2007, recensant l'ensemble des mesures visant à redonner sa place à la victime dans le procès pénal et à garantir la mise en œuvre effective de ses droits, a rappelé notamment que les parquets ont le devoir de veiller à l'information des victimes, à toutes les étapes de la procédure, de saisir les associations d'aide aux victimes pour qu'elles prennent en charge les victimes et d'inciter les associations à aller au devant de celles-ci.

Afin de répondre au souci d'une indemnisation plus effective des victimes d'infractions pénales, la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2008 dont les dispositions ont été précisées dans la circulaire du 3 octobre 2008 a mis en place un service d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions (SARVI) dont la gestion a été confiée au fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI). Elle a également complété les dispositions concernant la CIVI en prévoyant le versement direct d'une provision amiable à la victime par le FGTI, lorsque le droit à indemnisation n'est pas contesté, et institué un régime spécifique concernant les destructions volontaires par incendie de véhicules survenues à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur le territoire national.

La loi du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein du couple et aux incidences de ces dernières sur les enfants a créé par ailleurs l'ordonnance de protection qui est rendue en urgence par le juge aux affaires familiales dans l'hypothèse où des violences ont été exercées au sein du couple ou par un ancien conjoint, un ancien partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou un ancien concubin. Cette ordonnance peut être assortie de mesures destinées à protéger la victime ou les enfants. Cette loi prévoit également qu'un dispositif de téléprotection ou le port d'un dispositif électronique peut-être proposé à la victime sous certaines conditions.

Le ministère de la justice a renforcé la politique d'aide aux victimes par la mise en place de bureaux d'aide aux victimes, ouverts au siège des principaux tribunaux de grande instance, qui permettent aux victimes de bénéficier d'un «guichet unique» chargé d'assurer l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des victimes tout au long de la procédure pénale et notamment lors des audiences. Le gouvernement a décidé de créer 13 bureaux d'aide aux victimes en 2012, ce qui porte le nombre de bureaux d'aide aux victimes à 50. Le décret du 7 mai 2012 est venu préciser que les BAV, composés de représentants d'une ou plusieurs associations d'aide aux victimes, exercent, au sein du tribunal de grande instance, une mission d'information, d'aide et d'orientation de la victime.

En 2013, les bureaux d'aide aux victimes sont généralisés. 100 nouveaux bureaux d'aide aux victimes sont ainsi créés permettant la généralisation des BAV à l'ensemble des tribunaux de grande instance et de première instance. Le budget du programme intègre le développement de ces nouveaux BAV.

La politique d'aide aux victimes s'appuie sur :

- le réseau des 173 associations locales d'aide aux victimes, réparties sur tout le territoire national, conventionnées et subventionnées par les cours d'appel en 2012, qui permettent par leur proximité une prise en charge pluridisciplinaire rapide des victimes, parfois dans des situations d'urgence, et qui font preuve d'une forte réactivité et disponibilité pour adapter leurs interventions. Ces associations assureront en plus des permanences dans les 50 BAV déjà mis en place et les 100 qui seront créés en 2013. En 2011, elles ont aidé 305 444 personnes dont 215 331 victimes d'infractions pénales (27 912 victimes ayant été accueillies au sein des BAV). Ce réseau est animé pour l'essentiel par l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), qui en assure la coordination, forme des intervenants des associations locales d'aide aux victimes et mobilise de nombreux acteurs.
- des dispositifs plus ciblés de réponse en urgence tels que le numéro 08VICTIMES offrant à toute victime un accueil, une écoute, un soutien et une orientation personnalisée, 7 jours sur 7 de 9h à 21h, géré en 2012 par l'INAVEM, et subventionné en majorité par le ministère de la justice. Depuis 2008, la plate-forme téléphonique du 08VICTIMES héberge aussi le numéro d'appel destiné aux victimes de harcèlement et d'abus sexuels commises dans le sport, et depuis le 25 mai 2009, le 116 000, numéro d'appel européen gratuit, pour l'écoute et l'accompagnement des familles d'enfants disparus, fugueurs ou enlevés, qui remplace le dispositif SOS Enfants Disparus. La gestion du dispositif « 116 000 » s'inscrit dans le cadre d'une convention-cadre interministérielle signée par le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité, le ministre de la justice, et la secrétaire d'État chargée de la famille.
- des fédérations d'associations du secteur pénal et d'aide aux victimes ainsi que des associations nationales d'aide aux victimes et des associations de victimes.
- un dispositif permettant la prise en charge et le suivi des victimes d'accidents collectifs ou de catastrophes dans le cadre d'un fonds de réserve qui permet de débloquer immédiatement des moyens supplémentaires à l'association d'aide aux victimes localement compétente ou de prendre en charge des frais exceptionnels.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	12 800 000	12 800 000

Les crédits d'intervention 2013 d'un montant de **12 800 000€**, en augmentation de plus de 25 % par rapport au budget précédent, ont vocation à financer :

- le réseau des associations locales d'aide aux victimes sur le territoire national dont les bureaux d'aide aux victimes et les dispositifs de prise en charge des femmes victimes de violences (11,1M€ en AE et CP) ;
- les actions nationales et associations ou fédérations intervenant au niveau national (1,6 M€ en AE et CP) ;
- le fonds de réserve pour les accidents collectifs et les procès exceptionnels (0,1 M€ en AE et CP).

**1/ La dotation de 11,1 M€ en AE et CP en faveur du financement du réseau des associations locales d'aide aux victimes se décompose comme suit :**

- **8,1 M€** pour le soutien des associations locales qui reçoivent les victimes parfois dans des situations d'urgence, les orientent, les soutiennent, les aident dans leurs démarches et pour certaines les accompagnent lors des audiences, et les assistent au cours de la procédure d'indemnisation. Cette dotation permettra également de continuer à soutenir les actions spécifiques menées par les associations en direction de victimes particulièrement fragilisées (femmes, victimes de violences intra-familiales et conjugales, mineurs, victimes de discriminations...) pour leur apporter une aide immédiate et aller à leur devant dans le cadre d'une démarche proactive. A ce titre, une dotation de plus d'1,4 M€ est plus spécialement consacrée à la lutte contre les violences faites aux femmes dans le cadre du troisième plan national de lutte contre les violences faites aux femmes 2011-2013.

- **3 M€** pour les associations d'aide aux victimes assurant des permanences au sein des bureaux d'aide aux victimes qui constituent un dispositif essentiel à une prise en charge de proximité et de qualité des victimes d'infractions pénales dans le processus judiciaire. Ce montant sera utilisé pour la pérennisation des permanences assurées au sein des 50 BAV déjà créés (**1 M€**), et pour le développement de 100 nouveaux BAV (**2 M€**). Il est évalué sur la base d'un coût par BAV calculé en fonction du nombre d'heures d'ouverture du bureau, et du nombre de constitutions de parties civiles (CPC) ainsi que de 50 % du nombre de mesures alternatives aux poursuites (MAP).

**2/ La dotation de 1,6 M€ en AE et CP pour le financement des fédérations et des associations intervenant au niveau national :**

**1,46 M€** en AE et CP doivent permettre :

- de renouveler en 2013, pour un an, les conventions d'objectifs passées par le ministère de la justice avec des fédérations et des associations nationales qui participent à des instances de concertation comme le conseil national de l'aide aux victimes ou à des groupes de travail chargés de faire des propositions d'amélioration de la situation des victimes, et qui animent des réseaux locaux d'associations qui mettent en œuvre des missions de service public

- de financer la plate-forme téléphonique d'aide aux victimes chargée de la gestion du « 08 victimes », service offrant une écoute et une orientation personnalisée des victimes, 7 jours sur 7 de 9h à 21h, du dispositif « Alerte Enlèvement », et du numéro unique européen « 116 000 » pour le signalement des enfants disparus, gratuit, ouvert de 9h à 21h, du lundi au samedi sur l'ensemble du territoire national. En 2013, la gestion de ces dispositifs devra faire l'objet d'un marché public.

**0,14 M€** en AE et en CP seront consacrés au soutien des demandes de subventions des associations nationales de victimes et d'aide aux victimes appelées à participer à des travaux de réflexion sur le droit pénal et sur les victimes, à agir auprès des familles de victimes et à intervenir dans des domaines spécifiques (ex : violence routière, traite des êtres humains, esclavage moderne, violences faites aux femmes, discriminations...).

**3/ Le fonds de réserve de 0,1 M€ en AE et CP pour les accidents collectifs et les procès exceptionnels :**

Il permet d'apporter un soutien financier immédiat à l'association d'aide aux victimes localement compétente ou aux fédérations ou associations nationales qui doivent faire face à des charges imprévues, soit en cas d'accident collectif, soit en cas de procès exceptionnel.

En 2013, le montant de la réserve nationale de crédits mobilisables en urgence, en cas d'accident ou de catastrophe collective, sera maintenu à **0,1 M€** en AE et en CP. Cette dotation devrait ainsi permettre de répondre aux demandes imprévues et de faire face aux procès exceptionnels.

Une partie de cette dotation peut être déléguée à la cour d'appel qui conclut une convention spécifique avec l'association locale d'aide aux victimes qui est mandatée par lettre de mission du procureur de la République sur la base des dispositions de l'article 41 alinéa 7 du code de procédure pénale pour assurer l'accompagnement des victimes.

## ACTION n° 04

1 %



## Médiation familiale et espaces de rencontre

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		3 245 000	3 245 000	
Crédits de paiement		3 245 000	3 245 000	

Cette action repose sur la volonté de développer une résolution amiable des conflits dans le domaine familial, et vise à assurer le maintien des liens parent(s) / enfants, grâce à l'intervention d'un réseau de 93 associations de médiation familiale, de 79 espaces de rencontre parent(s) / enfants, et de 85 structures qui ont une activité mixte regroupant la médiation familiale et les espaces de rencontre.

#### La résolution amiable des conflits dans le domaine familial

La médiation familiale a été reconnue par la loi sur l'autorité parentale du 4 mars 2002 (article 372-2-10 du code civil) et la loi du 27 mai 2004 (article 255 du code civil) relative au divorce. La professionnalisation de ce secteur a été renforcée grâce à la création d'un diplôme d'État de médiateur familial par le décret du 2 décembre 2003 dans le prolongement des recommandations du conseil national consultatif de la médiation familiale. Enfin, le protocole national de développement de la médiation familiale a été renouvelé pour la période 2010/2013.

Le ministère de la justice souhaite promouvoir ce mode de résolution amiable des conflits afin de favoriser une résolution apaisée du conflit lorsqu'il y a des enfants mineurs. Cela a conduit à une progression continue du nombre des mesures judiciaires de médiation familiale. En 2010, les services de médiation familiale ont réalisé 18 057 mesures (soit une augmentation de plus de 34 % par rapport à 2009) ; 35 % de ces mesures ont été réalisées dans le cadre judiciaire et 65 % dans un cadre conventionnel.

A la suite du rapport du professeur Serge Guinchard, remis au garde des Sceaux le 30 juin 2008, visant à développer le processus de médiation devant le juge aux affaires familiales, il a été décidé, de développer, à titre expérimental, les systèmes dits du « préalable obligatoire » et de la « double convocation ».

D'une part, la loi du 13 décembre 2011, relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles, prévoit que la saisine du juge par les parents aux fins de modification d'une décision fixant les modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant, devra être précédée, sous peine d'irrecevabilité, d'une tentative de médiation familiale. Un arrêté doit désigner les tribunaux qui seront chargés de cette expérimentation.

D'autre part, le décret du 12 novembre 2010, relatif à la médiation et à l'activité judiciaire en matière familiale, permet au juge aux affaires familiales d'enjoindre aux parties de rencontrer un médiateur familial, dès qu'il est saisi d'un litige, avant l'audience, dans les affaires qui lui apparaissent susceptibles de pouvoir faire l'objet d'une médiation. Ainsi, le magistrat convoque les parties en médiation et à l'audience d'examen de l'affaire. Les tribunaux expérimentaux doivent également être désignés par arrêté.

#### Le recours de plus en plus important aux espaces de rencontre consacrés par la loi du 5 mars 2007

Parallèlement, des espaces de rencontre pour le maintien des liens parent(s) / enfants, gérés par des associations, organisent, sur décision du juge aux affaires familiales (JAF) depuis la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance, un droit de visite entre un enfant et l'un de ses parents lorsqu'un accompagnement particulier est requis, en raison de la virulence du conflit parental, des enjeux psychologiques en cause, ou encore des difficultés d'ordre personnel ou social des personnes concernées. Ces espaces de rencontre parents / enfants ont une activité croissante. En 2011, ils ont traité plus de 10 000 mesures judiciaires nouvelles et près de 1 500 demandes d'intervention en dehors de mesures judiciaires.

Deux décrets en Conseil d'État, encadrant l'activité des espaces de rencontre, permettant d'assurer lisibilité, visibilité et reconnaissance au réseau des espaces de rencontre et, à terme d'harmoniser les pratiques, seront publiés prochainement :

- le premier, qui relève du ministère des solidarités et de la cohésion sociale, met en place et encadre l'agrément préfectoral nécessaire aux espaces de rencontre pour être désignés par l'autorité judiciaire,
- le second, qui relève du ministère de la justice, organise les modalités de fixation par le juge de l'exercice du droit de visite dans un espace de rencontre.

Les crédits d'intervention 2013 d'un montant de 3 245 000€, en augmentation de près d'un tiers par rapport au budget précédent, ont vocation principalement à aider les associations locales sur lesquelles reposent ces dispositifs.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	3 245 000	3 245 000

En 2013, le ministère de la justice poursuit sa politique de soutien à la médiation familiale et au dispositif des espaces de rencontre qui repose essentiellement sur le réseau des 93 associations locales de médiation familiale, des 79 espaces de rencontre parent(s) / enfants et 85 structures mixtes. Les JAF seront incités à avoir recours plus souvent aux espaces de rencontre parent(s) / enfants qui présentent toutes les garanties nécessaires pour la remise de l'enfant par un parent à l'autre parent comme l'organise l'article 7 de la loi du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants.

Pour favoriser les accords, éviter le contentieux et limiter l'intervention judiciaire, le ministère de la justice prévoit également d'expérimenter de 2012 à 2014 au sein de 2 tribunaux de grande instance chaque année deux mesures innovantes visant à favoriser la médiation avant l'instance : la « double convocation », prévue par le décret du 12 novembre 2010, et le « préalable obligatoire de médiation », prévu par la loi du 13 décembre 2011 relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles.

Les crédits d'intervention à destination des associations de médiation familiale et d'espaces de rencontre, d'un montant total de **3,245 M€** en AE et en CP en 2013, sont calculés sur la base d'un coût moyen théorique par mesure judiciaire de 184 € en matière de médiation familiale et de 124 € concernant les espaces de rencontre. Ils se répartissent en deux dotations :

#### 1/ Une dotation de 3,175 M€ en AE et CP pour le financement du réseau des associations locales de médiation familiale et des espaces de rencontre sur le territoire national qui se décompose comme suit :

-1,720 M€ dont 0,920 M€ destinés à couvrir le fonctionnement courant des associations locales de médiation familiale financées par les comités départementaux des financeurs, et 0,8 M€ en AE et en CP pour la conduite de l'expérimentation au sein de deux tribunaux de grande instance des systèmes dits de «la double convocation» et du «préalable obligatoire de médiation».

-1,455 M€ destinés aux associations locales d'espaces de rencontre.

2/ Une dotation de 0,07 M€ en AE et CP pour le développement du partenariat avec les fédérations et les associations nationales de médiation familiale et d'espaces de rencontre : cette dotation couvre notamment le renouvellement en 2013 de conventions avec les trois fédérations nationales de médiation familiale et d'espaces de rencontre, afin de leur permettre de soutenir le réseau associatif dans la réalisation d'un travail de qualité dans l'intérêt des familles.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

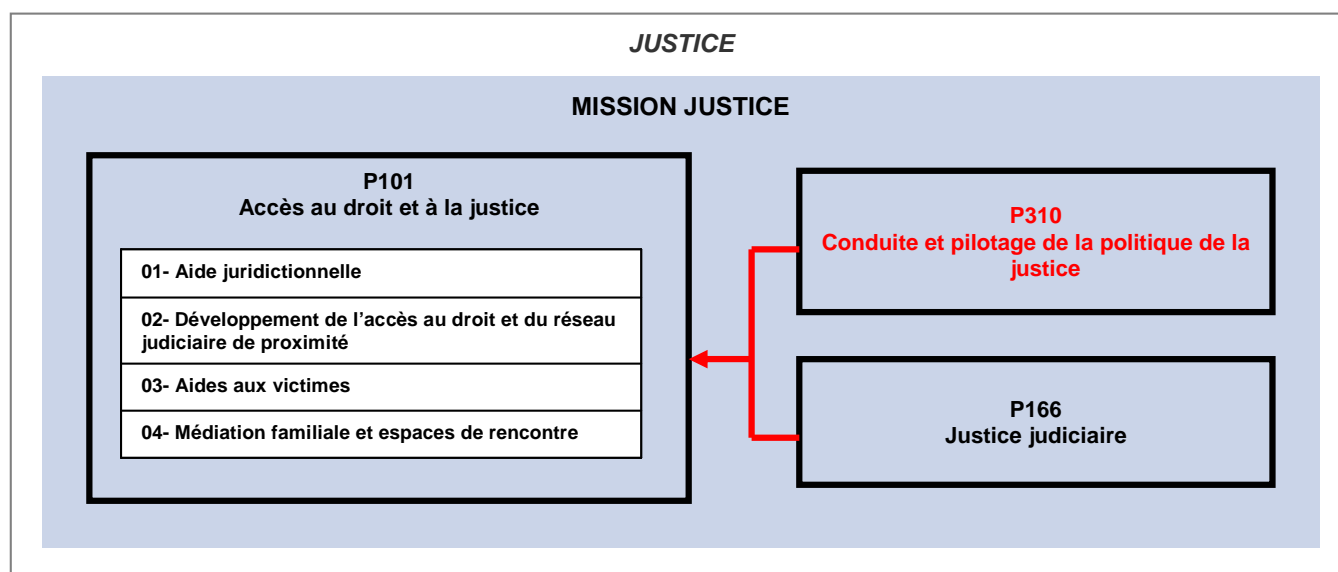
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

## SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Aide juridictionnelle	319 000 000		+24 621 564	343 621 564	359 005 582
02 - Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité	5 355 000		+8 113 014	13 468 014	13 428 164
03 - Aide aux victimes	12 800 000		+570 543	13 370 543	10 736 676
04 - Médiation familiale et espaces de rencontre	3 245 000		+114 109	3 359 109	2 546 835
<b>Total</b>	<b>340 400 000</b>		<b>+33 419 230</b>	<b>373 819 230</b>	<b>385 717 257</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-33 419 230
166 / Justice judiciaire (Mission « Justice »)	-31 839 912
310 / Conduite et pilotage de la politique de la justice (Mission « Justice »)	-1 579 318

## OBSERVATIONS

Le programme « Accès au droit et à la justice » vise à couvrir l'ensemble des politiques publiques destinées à permettre au citoyen de connaître ses droits pour les faire valoir s'il le juge nécessaire. S'adressant aux publics pour lesquels cet accès est le plus difficile pour des raisons financières ou géographiques, ce programme repose quasi exclusivement sur des crédits d'intervention. Les effectifs qui contribuent à la réalisation de cet objectif sont gérés par la direction des services judiciaires. Le programme ne dispose pas de crédits de rémunération de personnel.

Les crédits de l'action « Aide juridictionnelle » couvrent d'une part, l'allocation des dotations aux caisses de règlement pécuniaire des avocats (CARPA), gestionnaires de la rétribution des avocats au titre des missions d'aide juridictionnelle et d'aides à l'intervention de l'avocat, et, d'autre part, le règlement des huissiers, autres officiers publics et ministériels, experts et enquêteurs. Le fonctionnement des bureaux d'aide juridictionnelle ainsi que le traitement des dossiers d'aide juridictionnelle sont assurés par des personnels judiciaires.

Les crédits de l'action « Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité » financent les actions d'information juridique, de diagnostic et d'orientation mises en œuvre par les conseils départementaux de l'aide à l'accès au droit (CDAD) notamment dans le réseau des maisons de justice et du droit (MJD). Des personnels judiciaires participent aux actions d'accès au droit notamment dans les MJD. Les frais de fonctionnement des CDAD, et occasionnellement ceux des MJD, sont pris en charge par le programme 166 « Justice judiciaire ».

S'agissant des crédits de l'action « Aide aux victimes », ils permettent le versement de subventions aux associations au titre de l'aide aux victimes, tant au niveau local qu'au plan national.

Enfin, ceux de l'action « Médiation familiale et espaces de rencontre » permettent le versement de subventions au réseau d'associations de médiation familiale et d'espaces de rencontre parent(s)/enfant(s) au titre du développement de la résolution amiable des conflits dans le domaine familial et du maintien des liens parent(s)/enfant(s).

La majeure partie (91,5 %) de la contribution des autres programmes de la mission « Justice » au programme 101 « Accès au droit et à la justice » est constituée des frais de personnel imputés sur le programme 166 « Justice judiciaire ».

## MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS DE SOUTIEN D'AUTRES PROGRAMMES

Les déversements sur le programme « Accès au droit et à la justice » proviennent d'une part du programme « Justice judiciaire » qui contribue essentiellement en terme de frais de personnels, et d'autre part, du programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice », le service d'accès au droit et à la justice et à l'aide aux victimes bénéficiant pour une part des fonctions supports assurées par ce programme.

La contribution du programme « Justice judiciaire » est constituée pour 96% de dépenses de personnel et pour 4 % de crédits de fonctionnement et d'équipement.

Les crédits de personnel sont répartis entre les actions au prorata des effectifs (ETPT) contribuant à ces actions. Ceux de fonctionnement et d'équipement sont répartis sur les actions « Aide juridictionnelle » et « Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité » au prorata des effectifs (ETPT) travaillant respectivement dans les bureaux d'aide juridictionnelle (BAJ) et dans les MJD et en fonction des surfaces occupées par les CDAD.

Les crédits du programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice » concernent les charges de direction, d'administration, de gestion, de contrôle ou d'analyse, ainsi que les dépenses de fonctionnement qui s'y rattachent, liées au personnel d'administration centrale qui concourt indirectement à la mise en œuvre des actions du programme. Ces crédits sont répartis au prorata des personnels (ETPT) de chacune des actions du programme.

Le déversement a un impact principalement sur l'action « Développement de l'accès au droit et du réseau judiciaire de proximité » dont le poids financier dans le programme est doublé, atteignant 3,6 % après déversement, contre 1,6 % avant. Le poids de l'action « Aide juridictionnelle », en revanche, passe de 93,7 % à 91,9 % après déversement. Le poids financier des actions « Aide aux victimes » et « Médiation familiale et espaces de rencontre » respectivement de 3,8 % et de 0,95 % avant déversement varient peu après déversement où ils représentent respectivement 3,6 % et 0,9 % des crédits du programme après déversement.



---

### PROGRAMME 310

#### CONDUITE ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE LA JUSTICE

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	202
Objectifs et indicateurs de performance	204
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	210
Justification au premier euro	213
Opérateurs	238
Analyse des coûts du programme et des actions	246

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

André GARIAZZO

Secrétaire général du ministère de la justice

Responsable du programme n° 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice

Le programme 310 intitulé « Conduite et pilotage de la politique de la justice » regroupe les moyens de l'état-major, des directions législatives, et ceux des services dont les compétences d'intérêt commun pour le ministère doivent être mutualisées. Il se décompose en six actions : « État-major », « Activité normative », « Évaluation, contrôle, études et recherche », « Gestion de l'administration centrale », « Action informatique ministérielle », et « Action sociale ministérielle ».

La stratégie du programme 310 « Conduite et pilotage de la politique du ministère de la justice » poursuit un double objectif :

- améliorer la qualité des prestations de soutien au cabinet du ministre, aux services et directions du ministère, notamment dans les domaines de la gestion des ressources humaines et des projets informatiques ;
- prendre une part active à la modernisation de l'organisation et du fonctionnement du ministère, pour créer les conditions d'une gestion efficiente, notamment au travers du pilotage des mesures de modernisation.

En 2013, le secrétariat général poursuivra le déploiement des plates-formes interrégionales de services destinées à améliorer la mutualisation des fonctions support au profit des directions de réseau du ministère. Afin de favoriser le suivi de la performance de ces plates-formes, il a été décidé la création, à compter de janvier 2012, d'une unité opérationnelle dédiée regroupant l'ensemble des moyens alloués (budget de fonctionnement, loyers).

Au travers des établissements publics chargés des projets immobiliers dont il assure la tutelle, notamment l'Agence publique pour l'immobilier de la justice et l'Établissement public du palais de justice de Paris, il contribue à mettre en œuvre la politique de construction des établissements judiciaires et pénitentiaires financés respectivement par les programmes « Justice judiciaire » et « Administration pénitentiaire ».

Le relogement des services centraux du ministère sur un site parisien unique constitue un enjeu majeur pour le ministère de la justice. L'immeuble sélectionné, « Millénaire 3 », situé dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, sera livré à horizon mi-2015. Il favorisera les relations entre les directions concernées en renforçant la transversalité ; il permettra de réaliser des économies et d'améliorer les conditions de travail des personnels de l'administration centrale.

Dans le domaine de l'informatique et des télécommunications, le ministère s'est engagé dans un vaste programme pluriannuel de modernisation, destiné tout à la fois à améliorer l'efficacité de l'action de la justice et les conditions de travail des agents du ministère.

La mesure de la performance est modifiée dans le cadre du projet de loi de finances pour 2013. Conformément aux orientations arrêtées au niveau gouvernemental, le programme procède à un ajustement de l'indicateur 1.1, désormais dénommé « Taux d'exécution des lois », et présente un nouvel indicateur transversal d'efficacité de la fonction achat. Ces indicateurs reflètent la performance de l'ensemble des programmes du ministère.

Le programme a enfin revu les indicateurs de performance en matière informatique en mettant en place un indicateur relatif à la performance des projets informatiques. Ce nouvel indicateur remplace l'ancien indicateur portant sur le « taux de déploiement de l'application Cassiopée dans les juridictions », le déploiement de Cassiopée s'achevant en 2012.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Publier, dans les meilleurs délais, les décrets d'application des lois</b>
INDICATEUR 1.1	Taux d'exécution des lois
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Optimiser la gestion des projets immobiliers</b>
INDICATEUR 2.1	Performance de la production immobilière
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Optimiser la gestion des moyens</b>
INDICATEUR 3.1	Dépense de soutien logistique par agent d'administration centrale
INDICATEUR 3.2	Efficience de la fonction achat
<b>OBJECTIF 4</b>	<b>Optimiser la gestion des moyens informatiques et de télécommunications</b>
INDICATEUR 4.1	Performance des projets informatiques
INDICATEUR 4.2	Ratio d'efficience bureautique
INDICATEUR 4.3	Durée moyenne d'indisponibilité des applications
<b>OBJECTIF 5</b>	<b>Optimiser la gestion des ressources humaines</b>
INDICATEUR 5.1	Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines
INDICATEUR 5.2	Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF n° 1 : Publier, dans les meilleurs délais, les décrets d'application des lois

L'objectif de performance s'applique pour les textes émanant de la Chancellerie relatifs aux droits public, civil, social, commercial et pénal.

## INDICATEUR 1.1 : Taux d'exécution des lois

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Délai moyen de mise en application des mesures d'application des lois promulguées depuis le début de la législature (au civil)	jours	ND	192	SO	200	180	180
Délai moyen de mise en application des mesures d'application des lois promulguées depuis le début de la législature (au pénal)	jours	ND	214	SO	200	180	180
Taux d'exécution des lois promulguées depuis le début de la législature (au civil)	%	96	93	100	95	100	100
Taux d'exécution des lois promulguées depuis le début de la législature (au pénal)	%	87	70	100	70	100	100

## Précisions méthodologiques

Le délai moyen est calculé en prenant en compte, pour chaque décret publié en N, la différence entre la date de publication du décret et la date de publication de la loi. La valeur de l'année N est la moyenne de ces différences pour les lois de la 13<sup>ème</sup> législature.

Le taux d'exécution des lois couvre les textes élaborés par la direction des affaires civiles et du sceau et la direction des affaires criminelles et des grâces, mais également les textes d'application produits par d'autres directions même si cette activité est beaucoup plus réduite. Ainsi, les décrets d'application de la loi pénitentiaire seront comptabilisés dans les décrets d'application dans le domaine pénal qu'ils soient élaborés ou pas par la direction des affaires criminelles et des grâces.

Pour chaque année de référence N, est calculé le pourcentage de décrets d'application des lois pilotées par la Chancellerie publiés l'année N et qui sont intervenus dans les 12 mois suivant la date de publication de ces lois au Journal officiel ou suivant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions lorsque celle-ci a été reportée à une date fixée dans la loi.

L'indicateur pondéré affecte chaque décret retenu d'un coefficient correspondant au nombre de dispositions législatives dont il est fait application. Cette pondération permet de ne pas mettre sur le même plan des décrets dont les portées normatives respectives sont sans commune mesure. Chaque article de loi dont il est fait application dans le décret compte pour une unité de coefficient.

**Commentaire** : la prévision actualisée en matière pénale tient compte de l'intervention probable de décrets pris au delà du délai d'un an. Ce sera le cas pour les derniers décrets à intervenir sur la loi 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure.

**Sources des données** : statistiques tenues par les directions et le secrétariat général ; le point de départ du décompte du délai est la publication de la loi au Journal officiel.

## OBJECTIF n° 2 : Optimiser la gestion des projets immobiliers

La mesure de la performance porte sur des projets judiciaires et pénitentiaires importants, confiés à l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ), le principal opérateur immobilier du ministère de la justice. La réalisation des projets lui est confiée, au terme d'études préalables menées ou reprises par elle, dans le cadre de délibérations de son conseil d'administration.

Ces projets sont réalisés en maîtrise d'ouvrage publique (loi MOP ou conception réalisation) ou en maîtrise d'ouvrage privée (contrat de partenariat). Ils sont ou seront, au titre de l'année considérée, au stade de la consultation de maîtrise d'œuvre ou des travaux.

Les objectifs prévisionnels et les cibles pour l'exercice 2015 portent sur l'ensemble des retards et surcoûts affectant les opérations confiées à l'Agence, quelles qu'en soient leurs origines : modifications de programmes, circonstances exceptionnelles ou causes imputables à l'opérateur.

L'indicateur 2.1 a été repris dans le contrat de performance de l'agence relatif aux exercices 2011-2013.

#### INDICATEUR 2.1 : Performance de la production immobilière

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de projets (immobilier judiciaire)	Nbre	24	26	28	24	24	19
Nombre de projets en retard (immobilier judiciaire)	Nbre	1	3	2	< 4	< 5	< 8
Nombre de projets en dépassement de coût (immobilier judiciaire)	Nbre	1	5	5	< 7	< 8	< 8
Pourcentage de surcoût sur l'ensemble des opérations judiciaires (immobilier judiciaire)	%	0,2	1,4	< 1,2	< 1,5	< 1,5	< 1,8
Nombre de projets (immobilier pénitentiaire)	Nbre	30	32	45	25	23	14
Nombre de projets en retard (immobilier pénitentiaire)	Nbre	7	15	12	< 14	< 13	< 6
Nombre de projets en dépassement de coût (immobilier pénitentiaire)	Nbre	13	11	11	< 15	< 13	< 6
Pourcentage de surcoût sur l'ensemble des opérations pénitentiaires commandées (immobilier pénitentiaire)	%	5,4	3,8	< 3	< 6,5	< 6,6	< 6,9

#### Précisions méthodologiques

Les projets recensés portent sur des opérations en maîtrise d'ouvrage publique ou en partenariat public-privé, sur des constructions neuves et des réhabilitations :

- les projets en retard recensés concernent des opérations dont la date de livraison est intervenue plus de six mois après l'échéance fixée dans le planning initial approuvé en conseil d'administration lors de la commande de réalisation de l'opération ;
- les projets en dépassement de coûts ont un dépassement supérieur à 5% du coût initial en euros courants fixés lors la commande de l'opération.

L'intégralité du dépassement de coût des opérations concernées est prise en compte dans le calcul du pourcentage de surcoût des projets pris en charge.

Dans le champ pénitentiaire, les opérations sont comptabilisées par site, même si elles font l'objet d'un contrat global confiant à une même entreprise la réalisation d'un programme de constructions.

**Source des données :** Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ)

#### OBJECTIF n° 3 : Optimiser la gestion des moyens

Dans une optique de plus grande efficacité de la gestion des moyens des services centraux, l'optimisation des fonctions logistiques constitue un axe déterminant. L'objectif poursuivi est de favoriser les actions de modernisation et de rationalisation de la gestion. L'efficacité s'apprécie au regard d'une dépense affectée par agent.

#### INDICATEUR 3.1 : Dépense de soutien logistique par agent d'administration centrale

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Dépense de soutien logistique par agent d'administration centrale.	€	17 553	15 379	17 500	16960	16380	16500

**Conduite et pilotage de la politique de la justice**

Programme n° 310 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**Précisions méthodologiques**

Pour la base de calcul de l'indicateur sont prises en compte les dépenses liées au fonctionnement de l'administration centrale, hors le casier judiciaire national.

La cible 2015 est construite sur la base d'un achat de l'immeuble du « Millénaire » et du regroupement du secrétariat général et des directions métiers sur ce site. Ce regroupement engendre des dépenses d'achat de mobilier, de déménagement et d'aménagement.

Les principales dépenses prises en compte pour le calcul de l'indicateur concernent :

- les loyers et les charges ;
- les fluides (eau, chauffage, électricité) et les taxes ;
- la maintenance et les travaux ;
- la téléphonie, le nettoyage, le gardiennage et les frais postaux ;
- les dépenses des véhicules (carburants, entretien, assurance, location) ;
- les dépenses d'impression, de fournitures de bureau, de papier et de petits matériels ;
- le remboursement des mises à disposition et la gratification des stagiaires.

**Sources de données :** secrétariat général, service de l'administration centrale, département des moyens généraux.

**INDICATEUR 3.2 : Efficience de la fonction achat**

(du point de vue du contribuable)

indicateur transversal

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Gains relatifs aux actions achat	M€	ND	29,2	SO	26,75	26,75	26,75

**Précisions méthodologiques**

Les données sont basées sur les gains relatifs aux actions achats au sein du ministère de la Justice appelés « gains achats ».

Ces gains concernent les marchés publics (et assimilés) et les actions de progrès.

Il s'agit de valoriser l'action de l'acheteur à travers les leviers utilisés (standardisation, mutualisation, négociation, meilleure définition du besoin, etc.).

La principale méthode de calcul est fondée sur la comparaison entre un montant de référence et un nouveau montant obtenu après l'intervention de l'acheteur.

L'écart de prix ou de coût est multiplié par le volume prévisionnel annuel. Est ainsi calculé un « gain achat base 12 mois » comptabilisé une seule fois, pour l'année de réalisation (notification pour les marchés).

La collecte des données se fait au travers du logiciel impact, instrument de la mesure de la performance achats.

**Source des données :** Secrétariat général / Sous-direction de la synthèse budgétaire et comptable / Mission achat

**OBJECTIF n° 4 : Optimiser la gestion des moyens informatiques et de télécommunications**

La modernisation du ministère de la justice est accompagnée par la mise en œuvre de projets informatiques d'envergure qui contribuent à l'efficacité de la justice.

Afin d'effectuer un pilotage budgétaire de ces grands projets, le ministère produit à partir de ce projet annuel de performances un indicateur de suivi des coûts et des délais pour trois grands projets que sont Genesis, le système d'information pénitentiaire pour le milieu fermé, le SID, système d'information décisionnel du Ministère de la Justice, ainsi que les EIA, échanges inter applicatifs de la chaîne pénale.

Cette modernisation comprend également l'amélioration de la qualité de service aux utilisateurs. La durée moyenne d'indisponibilité mensuelle donne une évaluation de la qualité du service rendu à l'utilisateur final.

Au titre des fonctions supports, le ministère produit également le ratio d'efficience bureautique selon la définition fournie dans la circulaire relative à la préparation de projets annuels de performances. Ce ratio est présenté au titre de la mission « Justice » et prend en compte les données de tous les programmes du ministère.

**INDICATEUR 4.1 : Performance des projets informatiques**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de projets	nombre	2	2		3	3	3
Nombre de projets en retard	nombre	0	0		0	0	1
Nombre de projets en dépassement de coût	nombre	0	0		0	0	1
Pourcentage de surcoût sur l'ensemble des projets	%	0	0		0	0	10

**Précisions méthodologiques**

Les projets informatiques concernés par cet indicateur s'échelonnent au moins sur deux exercices et leur coût total prévisionnel est supérieur à 1 million d'euros.

Ce coût total prévisionnel est dit « coût initial », coût avec lequel sera examinée chaque année la dépense réelle relative au projet. La réunion de lancement formalise le début du projet avec d'une part l'établissement d'une planification initiale du projet (date de mise en service de référence) pour un périmètre fonctionnel constant et d'autre part le coût initial ; ce dernier recouvre l'ensemble des dépenses d'investissement ainsi que celles relatives aux personnels faisant partie de l'équipe projet et, le cas échéant, les dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement sont constituées en majeure partie des dépenses de prestations informatiques. Les dépenses de personnel se calculent sur la base de la part d'activité des agents constituant l'équipe projet.

Les projets sont phasés en lots fonctionnels, ou versions. Le respect des délais et des coûts du projet est évalué lors de la mise en service du dernier lot fonctionnel qui correspond à la fin du projet. La date de mise en service réelle est comparée à la date de mise en service prévisionnelle. Le coût réel est calculé en comptabilisant l'ensemble des dépenses engagées puis est comparé en pourcentage avec le coût initial.

Un suivi en coûts et en délais est tenu pour chaque lot fonctionnel du projet afin de mieux déceler les éventuelles dérives.

- Genesis a démarré en 2010 par des études de conception technique et de sécurité car l'architecture de Genesis est centralisée contrairement à celle de l'application GIDE (Gestion Informatique des Détenus en Etablissement) qu'il remplacera. La version 1 de Genesis sera mise en service sur sites pilotes en 2013.

- Le SID (Système d'Information Décisionnel), est initié en 2012 par une étude de cadrage et un lot d'étude fonctionnelle. Chaque application métier, Cassiopée, Genesis, APPI alimentera à terme ce système. La mise en service pour l'ensemble du périmètre est prévue pour 2015.

- Le projet EIA (Echanges Inter Applicatifs) a débuté en 2010 pour une fin de réalisation des interconnexions du système d'information fin 2015. A ce jour, des interconnexions de Cassiopée avec la gendarmerie nationale sont en service depuis 2011, d'autres avec l'application APPI et le casier judiciaire ont été mis en œuvre cette année. Les interconnexions développées d'ici à 2015 concerneront essentiellement les applications métiers de la chaîne pénale.

**Source des données** : secrétariat général, sous-direction de l'informatique et des télécommunications

**INDICATEUR 4.2 : Ratio d'efficacité bureautique**

(du point de vue du contribuable)

indicateur transversal

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ratio d'efficacité bureautique	€/poste	380	370	395	385	<400	<400
Nombre de postes bureautiques	nb	73 037	75 271	73037	73773	73773	73773

**Précisions méthodologiques**

Les dépenses liées à la bureautique s'entendent hors coûts du réseau, mais intègrent des dépenses de personnels informatiques.

Les dépenses liées à la bureautique du ministère de la justice sont assumées en partie par les services déconcentrés et les juridictions (notamment les dépenses concernant les acquisitions de postes de travail ou de formation bureautique) et en partie par les services de la sous-direction de l'informatique et des télécommunications (notamment la maintenance et l'acquisition des serveurs, ainsi que l'équipement de la Chancellerie). Les prévisions ici exprimées fédèrent l'ensemble de ces dépenses sur les cinq programmes et sont réalisées sur la base d'une enquête auprès des services gestionnaires et des juridictions. Des retours sur les dépenses évaluées au numérateur ont été obtenus pour près de 65% du parc.

Le dénominateur du ratio est valorisé en nombre de postes, lequel est resté stable sur la période considérée, le taux d'équipement des services est aujourd'hui jugé satisfaisant.

Le ratio est légèrement inférieur aux prévisions à mi année 2012 et peut traduire un moindre renouvellement des postes de travail dû à leur ancienneté.

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Une légère augmentation du ratio peut être attendue pour les 3 années à venir en raison du développement des nouvelles technologies (visioconférences, dématérialisation, migration du système d'exploitation du poste de travail) et de l'équipement de nouveaux sites qui engendrent des coûts supplémentaires

**Source des données :** secrétariat général, sous-direction de l'informatique et des télécommunications.

## INDICATEUR 4.3 : Durée moyenne d'indisponibilité des applications

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Durée moyenne mensuelle d'indisponibilité d'un lot applicatif	heure	1,17	1,85	1,5	1,72	1,5	1,5

## Précisions méthodologiques

L'indicateur de performance « Durée moyenne d'indisponibilité applicative » est un nouvel indicateur mis en place en 2011. Cette durée moyenne d'indisponibilité applicative est un moyen d'estimer la qualité de service, en l'occurrence de certaines de nos applications métiers.

L'objectif est de limiter cette indisponibilité à une heure trente minutes par mois en moyenne (cibles à 1,5 en 2013 et 2015). Les applications nationales pour lesquelles elle est mesurée sont APPI et ORIGINE pour l'administration pénitentiaire, APPI, NCP et Cassiopée pour les services judiciaires, Messenger pour le Secrétariat Général et enfin Harmonie pour l'ensemble des services de ressources humaines du ministère. L'exploitation de ces applications est centralisée sur les plateformes de production de Grigny et Nantes, en sortie desquelles le calcul des indisponibilités est effectué. Les dysfonctionnements liés au réseau et au poste de travail ne sont pas pris en compte dans ces chiffres.

La publication d'un tel indicateur a été rendue possible par la mesure de la qualité via des procédures de supervision des éléments composant les infrastructures des plates-formes de production et de comptabilisation en heures de la « non disponibilité des applications » pénalisées par le dysfonctionnement.

La durée moyenne d'indisponibilité est calculée de la manière suivante. Pour chacune des applications, le nombre de minutes d'indisponibilité pendant lesquelles un événement a rendu l'application inutilisable partiellement ou totalement est cumulé sur le mois. Cette mesure est ramenée en heures et est effective chaque mois. Une moyenne est ainsi calculée pour l'ensemble de ces 6 applications sur l'année. Cette durée moyenne d'indisponibilité est de 1 heure 43 minutes en moyenne sur les six premiers mois de l'année, chiffre légèrement supérieur à la cible fixée en 2012 (1,72 constaté au regard d'une cible à 1,5). Pour ces six premiers mois il est à noter qu'aucune indisponibilité n'a été constatée pour l'application Cassiopée. Pour les autres applications, leur disponibilité a surtout été impactée par un incident sur un équipement de sécurité commun à l'architecture de celles-ci. Cela ne présume donc pas de la qualité de service sur l'année.

**Source des données :** secrétariat général, sous-direction de l'informatique et des télécommunications.

## OBJECTIF n° 5 : Optimiser la gestion des ressources humaines

L'objectif est double. Il s'agit, d'une part, de mieux maîtriser le coût des fonctions supports et d'autre part, d'encourager le recrutement des personnes bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987. Les indicateurs d'efficacité de gestion sont suivis par les programmes de la mission Justice depuis 2008.

## INDICATEUR 5.1 : Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines

(du point de vue du contribuable)

indicateur transversal

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines	%	2,4	2,4	2,3	2,3	2,2	2,2

## Précisions méthodologiques

Il s'agit du ratio entre les effectifs gérants en ETPE (les personnels consacrant la majeure partie de leur temps de travail à la gestion des personnels : gestion administrative, gestion financière, formation, suivi des conditions de travail, pilotage et politique des compétences) et les effectifs gérés (personnes physiques).

L'indicateur d'efficacité de la gestion des ressources humaines traduit les spécificités de la mission « Justice », notamment l'éclatement de la gestion des ressources humaines entre chacun des programmes et des niveaux de déconcentration de cette gestion très différents d'un programme à l'autre. La prévision devrait évoluer à la baisse lors du déploiement de l'opérateur national payé au sein du ministère de la Justice à partir de 2015.

**Source des données :** logiciel de gestion des ressources humaines (Winpaie et India).



**INDICATEUR 5.2 : Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987**

(du point de vue du citoyen)

indicateur transversal

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987 - Ensemble de la mission	%	3,6	4,3	3,8	4,4	4,4	4,4
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi - Programme 107	%	2,4	3,1	2,5	3,2	3,2	3,4
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi - Programme 166	%	5,4	5,6	5,4	5,6	5,6	5,8
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi - Programme 182	%	2,7	5,2	3,0	5,2	5,2	5,4
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi - Programme 310	%	2,4	3,3	2,8	3,4	3,4	3,6

**Précisions méthodologiques**Source :

Cet indicateur mesure annuellement et en pourcentage la part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987. Il est basé sur une enquête ministérielle globale effectuée chaque année, en collaboration avec les différents employeurs ministériels, dont la synthèse est assurée par le bureau de l'action sociale et des conditions de travail du Secrétariat général.

Cet indicateur correspond aux données adressées chaque année au FIPHFP (fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique).

Mode de calcul :

Conformément aux règles de décompte fixées par le FIPHFP, sont considérées comme bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les personnes bénéficiant d'une reconnaissance de handicap, les personnes titulaires d'une rente « accident du travail » ou « maladie professionnelle », les personnes titulaires d'une carte d'invalidité, d'une pension d'invalidité, d'une pension militaire d'invalidité, les titulaires de l'allocation d'adulte handicapé ; les sapeurs pompiers volontaires titulaires d'une allocation ou d'une rente, les agents reclassés (art 63 de la loi 84-16), les titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité, les emplois réservés.

Taux d'emploi légal = ((Bénéficiaires de l'obligation d'emploi au 1<sup>er</sup> janvier de l'année écoulée + nombre d'unités déductibles) / Effectif total au 1<sup>er</sup> janvier de l'année écoulée) x 100

Le décompte de personnels handicapés est difficile, les personnels pouvant ne pas souhaiter se déclarer en qualité de travailleur handicapés, ce qui masque une partie des personnels concernés.

Commentaire :

Le ministère de la justice comprend des corps spécifiques pour lesquels les potentiels de recrutement de personnes handicapées sont très limités. Il s'agit en particulier des corps de personnels de surveillance et des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse dont les conditions d'exercice des fonctions sont incompatibles avec le handicap. Il s'agit également du corps des magistrats pour lequel il n'existe pas de voie réservée pour assurer le recrutement des personnes handicapées. Ainsi, les recrutements de personnels handicapés se concentrent sur les corps administratifs et techniques du ministère de la justice et ne permettent pas de faire progresser significativement la part des personnels handicapés au sein de la mission justice.

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	État major	8 616 301	875 000		530 000	10 021 301	
02	Activité normative	21 568 998				21 568 998	
03	Évaluation, contrôle, études et recherche	10 507 064	1 060 000		175 000	11 742 064	
04	Gestion de l'administration centrale	45 667 656	50 910 947		224 800	96 803 403	
09	Action informatique ministérielle	23 972 358	57 500 000	39 344 150		120 816 508	
10	Action sociale ministérielle	13 838 149	22 400 000			36 238 149	2 300 000
Total		124 170 526	132 745 947	39 344 150	929 800	297 190 423	2 300 000

## 2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	État major	8 616 301	875 000		530 000	10 021 301	
02	Activité normative	21 568 998				21 568 998	
03	Évaluation, contrôle, études et recherche	10 507 064	1 060 000		175 000	11 742 064	
04	Gestion de l'administration centrale	45 667 656	58 271 396		224 800	104 163 852	
09	Action informatique ministérielle	23 972 358	57 500 000	35 424 150		116 896 508	
10	Action sociale ministérielle	13 838 149	22 400 000			36 238 149	2 300 000
Total		124 170 526	140 106 396	35 424 150	929 800	300 630 872	2 300 000

## 2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	État major	9 118 187	874 602		569 493	10 562 282	
02	Activité normative	21 568 998				21 568 998	
03	Évaluation, contrôle, études et recherche	10 507 064	1 060 000		190 000	11 757 064	
04	Gestion de l'administration centrale	45 071 786	41 041 036		220 000	86 332 822	
09	Action informatique ministérielle	20 563 590	60 820 000	35 320 000	1 000 000	117 703 590	
10	Action sociale ministérielle	12 658 149	22 400 000			35 058 149	3 300 000
Total		119 487 774	126 195 638	35 320 000	1 979 493	282 982 905	3 300 000

## 2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	État major	9 118 187	874 602		569 493	10 562 282	
02	Activité normative	21 568 998				21 568 998	
03	Évaluation, contrôle, études et recherche	10 507 064	1 060 000		190 000	11 757 064	
04	Gestion de l'administration centrale	45 071 786	55 656 467		220 000	100 948 253	
09	Action informatique ministérielle	20 563 590	60 820 000	18 190 000	1 000 000	100 573 590	
10	Action sociale ministérielle	12 658 149	22 400 000			35 058 149	3 300 000
Total		119 487 774	140 811 069	18 190 000	1 979 493	280 468 336	3 300 000

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	119 487 774	124 170 526	119 487 774	124 170 526
Rémunérations d'activité	77 759 295	81 051 934	77 759 295	81 051 934
Cotisations et contributions sociales	38 520 533	40 328 592	38 520 533	40 328 592
Prestations sociales et allocations diverses	3 207 946	2 790 000	3 207 946	2 790 000
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>	126 195 638	132 745 947	140 811 069	140 106 396
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	113 723 660	120 665 941	128 339 091	128 026 390
Subventions pour charges de service public	12 471 978	12 080 006	12 471 978	12 080 006
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	35 320 000	39 344 150	18 190 000	35 424 150
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	20 000 000		0	
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	15 320 000	39 344 150	18 190 000	35 424 150
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>	1 979 493	929 800	1 979 493	929 800
Transferts aux autres collectivités	1 979 493	929 800	1 979 493	929 800
<b>Total hors FDC et ADP prévus</b>	<b>282 982 905</b>	<b>297 190 423</b>	<b>280 468 336</b>	<b>300 630 872</b>
FDC et ADP prévus	3 300 000	2 300 000	3 300 000	2 300 000
<b>Total y.c. FDC et ADP prévus</b>	<b>286 282 905</b>	<b>299 490 423</b>	<b>283 768 336</b>	<b>302 930 872</b>

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	État major	8 616 301	1 405 000	10 021 301	8 616 301	1 405 000	10 021 301
02	Activité normative	21 568 998	0	21 568 998	21 568 998	0	21 568 998
03	Évaluation, contrôle, études et recherche	10 507 064	1 235 000	11 742 064	10 507 064	1 235 000	11 742 064
04	Gestion de l'administration centrale	45 667 656	51 135 747	96 803 403	45 667 656	58 496 196	104 163 852
09	Action informatique ministérielle	23 972 358	96 844 150	120 816 508	23 972 358	92 924 150	116 896 508
10	Action sociale ministérielle	13 838 149	22 400 000	36 238 149	13 838 149	22 400 000	36 238 149
Total		124 170 526	173 019 897	297 190 423	124 170 526	176 460 346	300 630 872

## DÉPENSES DE PERSONNEL

	Emplois (ETPT)						Crédits
Catégorie d'emploi	Plafond autorisé pour 2012	Demandés pour 2013	Effet des mesures de périmètre pour 2013	Effet des mesures de transfert pour 2013	Effet des corrections techniques pour 2013	Variation 2013 / 2012	Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
	(0)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	
Magistrats de l'ordre judiciaire	191	197			-20	+26	30 145 104
Personnels d'encadrement	726	752		14		+12	54 516 265
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	78	82				+4	5 062 238
B administratifs et techniques	210	222		8	-20	+24	12 798 873
C administratifs et techniques	617	642		63		-38	20 468 047
Total	1 822	1 895		85	-40	+28	122 990 527

## Précisions méthodologiques

Les crédits répartis par catégorie d'emplois n'incluent pas les prestations d'action sociale ne décomptant pas d'ETPT pour 1 180 000 €

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	81 051 934
Cotisations et contributions sociales	40 328 592
dont contributions au CAS Pensions	28 659 279
Prestations sociales et allocations diverses	2 790 000

**Conduite et pilotage de la politique de la justice**

Programme n° 310 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**ÉVOLUTION DES EMPLOIS**

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Magistrats de l'ordre judiciaire	55	2	7	53			7	-2
Personnels d'encadrement	157	9	7	154	82		7	-3
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	8	1	9	13			9	5
B administratifs et techniques	27	11	6	32	10		6	5
C administratifs et techniques	98	7	7	93	30		7	-5
<b>Total</b>	<b>345</b>	<b>30</b>		<b>345</b>	<b>122</b>			<b>0</b>

Du fait du report en 2013 des recrutements initialement envisagés pour 2012 (contractuels de l'action 09 notamment), la prévision de consommation des ETPT en 2012 sera inférieure au plafond autorisé. Malgré ce report d'une année sur l'autre, le plafond d'emploi et la masse salariale seront respectés en 2013.

Le plafond d'autorisation d'emplois du programme 310 « Conduite et pilotage de la politique de la justice » s'élève à **1 895 ETPT** en 2013 et tient compte des mouvements suivants :

- l'extension en année pleine des départs prévus en 2012, soit + 28 ETPT ;
- les transferts prévus pour 2013.

**Transferts entrants (+ 89 ETPT)**

Dans le cadre de la création des plates-formes interrégionales de services, il est prévu le transfert au profit du programme 310 de 86 ETPT répartis de la façon suivante :

Programmes	Total des transferts entrants
107 « Administration pénitentiaire »	50
182 « Protection judiciaire de la jeunesse »	36
<b>Total</b>	<b>86</b>

Auxquels s'ajoutent 3 ETPT au profit du service central de prévention de la corruption.

**Transferts sortants (- 4 ETPT)**

- 3 ETPT au profit de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes Informatiques (ANSSI) ;
- 1 ETPT au profit du CIGEM (création du Corps interministériel à gestion ministérielle).

La répartition de ces **1.895 ETPT** s'établit comme suit :

- 10 % de magistrats de l'ordre judiciaire ;
- 40 % de personnels d'encadrement ;
- 4 % de personnels de catégorie B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif ;
- 12 % de personnels de catégorie B administratifs et technique ;
- 34 % de personnels de catégorie C administratifs et techniques.

Il convient de noter que tous les magistrats sont classés dans la catégorie « magistrats » à l'exception de ceux qui sont détachés sur des fonctions d'encadrement supérieur, tels les directeurs, chefs de service ou sous-directeurs, qui sont classés en « personnel d'encadrement ».

L'âge moyen par catégorie est le suivant :

Catégorie d'emploi	Moyenne
Magistrats de l'ordre judiciaire	44 ans et 1 mois
Personnel d'encadrement	45 ans et 11 mois
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	50 ans et 2 mois
B administratifs et techniques	48 ans et 2 mois
C administratifs et techniques	45 ans et 3 mois
Total	45 ans et 0 mois

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale	1 818	1 891
Services régionaux		
Services départementaux		
Opérateurs	4	4
Services à l'étranger		
Autres		
<b>Total</b>	<b>1 822</b>	<b>1 895</b>

Les effectifs des unités opérationnelle délocalisées (les départements des ressources humaines et de l'action sociale, les départements de l'immobilier, les départements de l'informatique et des télécommunications, les départements de l'exécution budgétaire et comptable) sont gérés par l'administration centrale et donc comptabilisées dans ce service.

Les 4 ETPT mentionnés au titre des « opérateurs rattachés au programme » correspondent aux personnels permanents du GIP « Mission de recherche droit et justice » mis à disposition par le ministère de la justice (4 agents). Des éléments complémentaires afférents figurent dans la partie « opérateurs ».

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	État major	131
02	Activité normative	303
03	Évaluation, contrôle, études et recherche	155
04	Gestion de l'administration centrale	783
09	Action informatique ministérielle	357
10	Action sociale ministérielle	166
<b>Total</b>		<b>1 895</b>

### REPARTITION DES EFFECTIFS

Le programme comprend **1 895 ETPT**.

**Conduite et pilotage de la politique de la justice**

Programme n° 310 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La répartition des ETPT entre les actions est la suivante :

Actions du programme 310	Répartition en % des ETPT
État major	7 %
Activité normative	16 %
Évaluation, contrôle, études et recherches	8 %
Gestion de l'administration centrale	41 %
Informatique ministérielle	19 %
Action sociale ministérielle	9 %

**LES EFFECTIFS RÉMUNÉRÉS ET L'ACTIVITÉ DES SERVICES**

Le programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice » regroupe des activités variées : animation et évaluation de politiques publiques, élaboration de normes législatives et réglementaires, gestion de ressources humaines et de moyens matériels.

**INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Ratios effectifs gestionnaires / effectifs gérés		Effectifs intégralement gérés (inclus dans le plafond d'emplois)*
(ETP ou effectifs physiques au 30 juin 2012)		1839
<b>Effectifs gérants</b>	<b>38,70</b>	<b>2,10 %</b>
administrant et gérant	23,06	1,25 %
organisant la formation	4,03	0,22 %
consacrés aux conditions de travail	4,83	0,26 %
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	6,78	0,37 %

(\*) Effectifs physiques des agents de l'administration centrale gérés par le programme 310 et consommant le plafond d'emplois du programme 310.

Ont été intégrés dans l'indicateur « gérants/gérés » actualisé au 30 juin 2012, le complément des personnels relevant de la sous-direction « Synthèse des ressources humaines ». Ces agents sont affectés à l'état-major, au bureau des ressources transversales, au bureau des politiques ministérielles et au pôle SIRH (Harmonie). Les effectifs des gestionnaires sont proratisés pour tenir compte du poids respectif des effectifs gérés, administrativement et/ou financièrement, par le département des ressources humaines pour le compte du programme 310.

Effectifs inclus dans le plafond d'emplois		Effectifs hors plafond d'emplois	
intégralement gérés	partiellement gérés (agents en détachement entrant, en MAD sortante et PNA)	intégralement gérés (CLD, disponibilité, etc.)	partiellement gérés (agents en détachement sortant et en MAD entrante)
71 %	27 %	1 %	1 %

L'estimation a été faite en fonction du nombre prévisionnel d'agents gérés en 2013 et à partir des types de mouvements connus des années antérieures.

**ÉLÉMENTS SALARIAUX**

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	94,9
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	92,5
Changements de périmètre du programme 2013/2012	2,7
Débasage/rebasage dépenses non reconductibles	-0,3
Impact du schéma d'emplois	1,9
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	1,2
Schéma d'emplois de l'année 2013	0,7



Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Mesures catégorielles	0,5
Mesures générales	0,2
GIPA	0,1
Mesures bas salaires	0,1
GVT solde	-0,4
GVT positif	1,4
GVT négatif	-1,8
Autres	-1,6
<b>Total</b>	<b>95,5</b>

La ligne « autres » reprend les éléments suivants :

- jours de carence (- 137 100 €),
- jours de CET (100 000 €),
- ajustement des transferts opérés en 2012 (- 750 390 €)
- autres mesures (- 850 000 €).

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (1)	Coût de sortie (1)
Magistrats de l'ordre judiciaire	69 653	79 624
Personnels d'encadrement	48 085	69 256
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	39 029	41 000
B administratifs et techniques	34 640	43 806
C administratifs et techniques	27 251	28 573

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Les coûts moyens d'entrée et de sortie ont été calculés sur la base des entrées et sorties réalisées sur la période du 2<sup>ème</sup> trimestre 2012.

## MESURES GÉNÉRALES

Les financements de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (0,14 M€) et des mesures « bas salaires » (0,06 M€) ont été intégrés.

## MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Mois	Coût 2013	Coût en année pleine
Mesures indemnitaires						500 111	500 111
FINANCEMENT PRIME DE FONCTIONS ET DE RESULTATS (PFR)			Attachés d'administration centrale - encadrement supérieur - secrétaires administratifs	01-2013	12	500 111	500 111
<b>Total</b>						<b>500 111</b>	<b>500 111</b>

Au PLF 2013, il est prévu une mesure nouvelle indemnitaire de 500 111 euros. Cette mesure permettra de financer la prime de fonctions et de résultats (PFR) des attachés de l'administration centrale suite aux résultats des évaluations de l'année passée et la mise en place de la PFR des personnels d'encadrement supérieur et des secrétaires administratifs courant 2013.

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## MESURES INDIVIDUELLES

Le GVT positif est estimé à 1,64% ce qui représente une progression de la masse salariale, hors CAS pensions, de 1,411 M€

Le GVT négatif est estimé à 1,85% ce qui représente une baisse de la masse salariale, hors CAS pensions de 1,763 M€.

Le GVT solde représente une baisse de la masse salariale de 0,352 M€.

## COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	26 655 320	28 659 279
<i>Civils (y.c. ATI)</i>	26 603 900	28 506 880
<i>Militaires</i>	51 420	152 399
<i>Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)</i>		
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)</i>		
Cotisation employeur FSPOEIE		

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale des pensions au titre des personnels civils est estimé à 28,66 M€ (taux de 74,60 % dont 0,32 % pour les allocations temporaires d'invalidité et de 126,07 % pour les militaires).

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales pour les personnels titulaires et non titulaires (taux de 5,4 %) est de 2,7 M€.

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement est de 0,2 M€.

## PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles		50 000
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		
Remboursement domicile travail	1 550	930 000
Capital décès		
Allocations pour perte d'emploi	30	530 000
Autres	4	1 280 000
<b>Total</b>		<b>2 790 000</b>

Les montants versés au titre des congés de longue durée ont été intégrés sur la ligne « Autres » qui contient également la dotation de l'action sociale d'un montant de 1 180 000€, au titre de la prise en charge des enfants handicapés et des séjours d'enfants.

## ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Prévision Titre 3	Prévision Titre 5	Total
Restauration		6 370 000		6 370 000
Logement		2 442 000		2 442 000
Famille, vacances		3 650 000		3 650 000
Mutuelles, associations		4 188 000		4 188 000
Prévention / secours		2 850 000		2 850 000
Autres		2 900 000		2 900 000
<b>Total</b>		<b>22 400 000</b>		<b>22 400 000</b>

Pour 2013, les crédits de l'action sociale en faveur des personnels du ministère de la justice et des libertés, s'élèvent, en titre 3, à **22 400 000 €**, soit un montant stable par rapport à 2012, et à **1 180 000 €** en titre 2.

Les crédits retracés ci-dessus reposent sur la répartition effectuée au titre des crédits 2012. Elle est susceptible d'être amendée à la marge au vu du projet de budget qui sera arrêté après l'intervention du conseil national de l'action sociale.

L'action sociale interministérielle et l'action sociale ministérielle sont retracées à l'action 10 du programme.

## COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

## INDICATEURS IMMOBILIERS

Nature	Repère	Libellé	Unité	Administration centrale
<b>Surface</b>	1	SHON du parc	m <sup>2</sup>	
	2	SUB du parc	m <sup>2</sup>	44 305
	3	Ratio SUB / SHON	nb	
<b>Occupation</b>	4	Effectif ETPT	nb	2073
	5	Ratio SUB / ETPT	m <sup>2</sup> / ETPT	21.37
	6	Coût de l'entretien courant	€	975.000
	7	Ratio entretien courant / SUB	€ / m <sup>2</sup>	22.00
<b>Entretien lourd</b>	8	Coût de l'entretien lourd * (parc domanial et quasi-propriété)	€	AE 810 000 CP 810 000
	9	SUB du parc domanial (ou en quasi-propriété)	m <sup>2</sup>	14.109
	10	Ratio entretien lourd* / SUB (parc domanial et quasi-propriété)	€ / m <sup>2</sup>	AE 57.41 CP 57.41

Les surfaces hors œuvre nettes (SHON) des bâtiments loués ne sont pas indiquées dans les baux qui ne concernent que les surfaces locatives (= SUB).

Les surfaces indiquées correspondent à celles inscrites au schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) pour les biens des sites de l'administration centrale sur Paris et en Île-de-France dont le ministère dispose en propriété et en location. Elles comprennent, outre les bureaux, des surfaces communes (auditorium, salles de réunion, salles de réception, bibliothèques, salles techniques,...) nécessaires au travail d'administration centrale. De ce fait le ratio m<sup>2</sup>/ETPT, dédié à l'occupation des bureaux par les agents, se rapproche en réalité de la norme de 12m<sup>2</sup>/agent.

Les effectifs exprimés en ETPT sont ceux exerçant leur activité en administration centrale et non les effectifs stricto sensu du programme 310.

Le coût de l'entretien lourd est pris en charge sur le programme 309.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

### ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
118 952 901		398 193 215	165 252 042	351 894 074

### ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
351 894 074	50 000 000	40 000 000	30 000 000	231 894 074
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
173 019 897	126 460 346	30 000 000	15 000 000	1 559 551
<b>Totaux</b>	<b>176 460 346</b>	<b>70 000 000</b>	<b>45 000 000</b>	<b>233 453 625</b>

### CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
73,1%	17,3%	8,7%	0,9%

Les 119 M€ d'engagements 2011 non couverts par des crédits de paiement au 31 décembre 2011 portent principalement sur des projets d'investissements informatiques ou immobiliers ainsi que sur des baux immobiliers pluriannuels.

Ce montant est d'un ordre de grandeur similaire à celui des engagements non couverts fin 2010 qui s'élevait à 136 M€. S'agissant de la prévision au 31 décembre 2012, elle est impactée par le projet de regroupement des services de l'administration centrale sur un site unique en 2015 (le Millénaire 3) pour lequel 223 M€ d'AE ont été ouverts en loi de finances rectificative de fin d'année 2011 et reportés sur 2012. Une promesse de vente au profit de l'Etat a été signée en mars 2012 avec le groupe ICADE, conduisant à une consommation des 223 M€.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 3,4 %  
État major

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	8 616 301	1 405 000	<b>10 021 301</b>	
Crédits de paiement	8 616 301	1 405 000	<b>10 021 301</b>	

Cette action regroupe les fonctions d'état-major du ministère exercées par la ministre, garde des sceaux, ministre de la justice, son cabinet et le bureau du cabinet qui leur apporte un appui logistique.

Les moyens de l'action sont constitués de crédits de personnel et de fonctionnement.

## EFFECTIFS

Les personnels de l'action 01 se répartissent entre le cabinet de la ministre de la justice et le bureau des cabinets, soit 131 ETPT.

Il est à noter que deux gendarmes mis à disposition contre remboursement par le ministère de l'intérieur s'ajoutent à ces effectifs.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	875 000	875 000

Ces crédits correspondent aux dépenses de fonctionnement de l'état-major (frais de représentation et frais de déplacement de la garde des sceaux).

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	530 000	530 000

Ces crédits, qui correspondent aux subventions allouées aux associations par la garde des sceaux, connaissent une diminution de 7%.

**ACTION n° 02** **7,3 %**  
**Activité normative**


	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	21 568 998	0	<b>21 568 998</b>	
Crédits de paiement	21 568 998	0	<b>21 568 998</b>	

Au ministère de la justice, ministère du droit, la conception et l'élaboration de la norme participent éminemment de la politique de la justice et trouvent leur place au sein du programme de soutien, auprès des fonctions d'état-major.

L'action « Activité normative » a pour finalité de regrouper les fonctions législatives et normatives en matière civile, pénale et de droit public, qu'elles soient exercées au plan national ou au plan international.

Trois services concourent à la mise en œuvre de cette action :

- la Direction des affaires civiles et du sceau ;
- la Direction des affaires criminelles et des grâces ;
- le Service des affaires européennes et internationales.

Leurs moyens sont uniquement constitués de crédits de personnel. Ils disposent néanmoins d'un budget de fonctionnement imputé sur l'action n° 4, gestion de l'administration centrale.

**EFFECTIFS**

Le montant des crédits inscrits à cette action correspond aux rémunérations des personnels œuvrant à l'activité normative. L'action « Activité normative » a pour finalité de regrouper les fonctions législatives et normatives en matière civile, pénale et de droit public, qu'elles soient exercées au plan national ou au plan international. Trois services concourent à la mise en œuvre de cette action : la direction des affaires civiles et du sceau (DACS), la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) et le service des affaires européennes et internationales (SAEI). Les effectifs sont composés à 61% par des magistrats et personnels d'encadrement.

Le nombre d'ETPT sur l'action n° 02 prévu pour 2013 est de 303 ETPT.

Il est à noter que 14 emplois correspondant aux pôles d'évaluation, d'études et de recherche de la DACS et de la DACG sont affectés à l'action n° 03, conformément aux préconisations du Comité interministériel d'audit des programmes (CIAP) en 2010.

Les crédits d'accompagnement des magistrats de liaison correspondent à la rémunération des secrétariats de ces personnels à l'étranger et les effectifs afférents (6 ETPT représentant 12 agents à 50%) sont inscrits sur cette action.

**COÛTS SYNTHÉTIQUES**
**ACTION n° 03** **4 %**  
**Évaluation, contrôle, études et recherche**


	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	10 507 064	1 235 000	<b>11 742 064</b>	
Crédits de paiement	10 507 064	1 235 000	<b>11 742 064</b>	

Cette action regroupe les fonctions d'inspection générale et d'évaluation, la mission de contrôle dans le domaine de la prévention de la corruption, les missions transversales d'études et de tenue des statistiques, ainsi que les actions menées sous l'égide du ministère dans le domaine de la recherche.

Trois services, dont les deux premiers sont placés directement sous l'autorité de la Garde des Sceaux, concourent à la réalisation de cette action :

- l'Inspection générale des services judiciaires (les inspections sectorielles de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse étant pour leur part incluses dans les programmes auxquels elles sont respectivement rattachées) ;
- le Service central de la prévention de la corruption ;
- la Sous-direction de la statistique et des études.

L'activité de recherche est menée, en liaison avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), par plusieurs organismes attributaires de subventions dont le groupement d'intérêt public « Mission de recherche droit et justice », opérateur de l'État à ce titre.

Les moyens de l'action sont constitués de crédits de personnel (notamment de l'INSEE) et de crédits de fonctionnement dont une partie constitue la dotation des structures de recherche.

## EFFECTIFS

Les personnels de l'action n° 03 se répartissent entre l'inspection générale des services judiciaires, la sous-direction de la statistique et des études, le service central de lutte contre la corruption ainsi que les pôles et cellules statistiques de la direction des affaires civiles et du sceau et de la direction des affaires criminelles et des grâces, soit 155 ETPT.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'action 03 comprend les 10 emplois de l'Inspection des greffes par transfert du programme 166.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	385 000	385 000
Subventions pour charges de service public	675 000	675 000
<b>Total</b>	<b>1 060 000</b>	<b>1 060 000</b>

Les dépenses de fonctionnement rattachées à l'action n° 03 « Évaluation, contrôle, études et recherche » correspondent aux travaux d'impression (annuaire statistique de la justice et les chiffres-clés de la Justice), ainsi qu'aux études et aux enquêtes menées par la sous-direction de la statistique et des études, ou auxquelles elle participe :

- participation du ministère à l'enquête annuelle de victimisation de l'INSEE ;
- enquête annuelle sous-traitée (marché) en population générale ou en population ciblée ;
- études sous-traitées à l'initiative de la sous direction de la statistique et des études, ou à la demande des directions du ministère et services du secrétariat général.

L'ensemble de ces opérations répond aux orientations définies par le Conseil de la statistique et des études.

Par ailleurs, une somme de **675 000 €** est réservée à l'attribution de **subventions pour charges de service public** à des organismes de recherche au vu d'un programme de recherche arrêté conjointement avec la chancellerie :

- GIP Mission de Recherche Droit et Justice (MRDJ) : 575 000 € ;

**Conduite et pilotage de la politique de la justice**

Programme n° 310 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- CNRS - Centre de Recherche Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP) : 100 000 €.

Des éléments complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs ».

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	175 000	175 000

Un montant de **65 000 €** est réservé au financement de projets européens dans le cadre des appels à projets de la direction générale justice et de la direction générale affaires intérieures de la commission européenne en faveur de la création d'un espace judiciaire commun aux États membres.

Il est provisionné une somme de **110 000 €** au titre de la contribution du ministère de la justice au Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS) et à l'Institut des hautes études sur la justice (IHEJ).

**ACTION n° 04****32,6 %****Gestion de l'administration centrale**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	45 667 656	51 135 747	<b>96 803 403</b>	
Crédits de paiement	45 667 656	58 496 196	<b>104 163 852</b>	

Cette action regroupe les moyens nécessaires à l'activité du Service de l'administration centrale placé sous l'autorité du Secrétaire général ainsi que le budget de fonctionnement du Casier judiciaire national.

Ses moyens sont constitués des crédits de personnel du Secrétariat général ainsi que des crédits d'investissement et de fonctionnement nécessaires à l'activité de tous les sites d'administration centrale du ministère de la justice.

**EFFECTIFS**

Les personnels de l'action 04 se répartissent entre :

- les agents du Secrétariat général (hors sous-direction de la statistique et des études, sous-direction de l'informatique et des télécommunications et bureau de l'action sociale et des conditions de travail), soit 708 ETPT ;
- ceux mis à disposition d'organismes extérieurs, soit 75 ETPT.

Les effectifs de cette action sont pour l'essentiel sur statut d'administration centrale comme la plupart des effectifs du programme 310. Les personnels de la sous-direction de l'immobilier exercent leur activité au sein de la sous-direction et dans les antennes régionales de l'équipement et futures plates-formes interrégionales de services.

Il convient de noter qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, cette action comprend les 73 agents transférés des programmes 107 et 182 en vue de la mise en place des plates-formes Chorus.



## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	39 505 941	46 866 390
Subventions pour charges de service public	11 405 006	11 405 006
<b>Total</b>	<b>50 910 947</b>	<b>58 271 396</b>

**Politique immobilière et logistique (35,19 M€ en AE et 42,56 M€ en CP)**

Ces crédits permettent d'assurer l'activité des services de l'administration centrale : dépenses liées aux locations et charges immobilières, aux acquisitions et grosses réparations, à l'entretien et la maintenance des bâtiments, aménagements intérieurs et au fonctionnement interne, frais de déplacement et de réception des services.

Comme le budget 2012, celui de 2013 est impacté par le report en 2015 du regroupement des services sur deux sites : le site historique de la place Vendôme et sur un autre site unique (Millénaire 3, 19<sup>ème</sup> arrondissement, porte d'Aubervilliers). Certains des baux actuels des services de l'administration centrale ont donc dû être reconduits en 2012 (rue Saint-Fiacre et boulevard de la Madeleine) ou le seront en 2013 (rue Saint-Fiacre et rue du Renard) ou 2014 (site Michelet, port de Javel). L'opération de regroupement des services entraîne des charges supplémentaires dès la gestion 2013 (passation d'un marché pour la sélection d'un crédit-bailleur et frais de notaire pour la rédaction du contrat de crédit-bail).

D'autre part, le maintien dans les sites actuels génère des dépenses lourdes de maintenance, les installations techniques sur certains sites vétustes nécessitant des remises en état.

Le budget 2013 est également impacté par la poursuite de la création des plates-formes interrégionales de services.

Les crédits de fonctionnement de l'action 04 intègrent une mesure de transferts entrants en provenance des programmes 182 « Protection judiciaire de la jeunesse » et 107 « Administration pénitentiaire » à hauteur de 1 190 741 € en autorisations d'engagement et en crédits de paiement

Ils sont répartis entre les activités suivantes :

## 1. Au titre des locations et charges immobilières (23,32 M€ en AE et 30,06 M€ en CP)

Ces dépenses incluent les loyers et charges des bâtiments de l'administration centrale des sites parisiens (Saint-Fiacre, Madeleine, Thoréon, Renard, Rivoli, Ris-Orangis et Saint-Quentin-en-Yvelines), les loyers budgétaires des sites parisiens de la Place Vendôme et de la rue Halévy ainsi que du site nantais (Casier judiciaire national), rue du Landreau.

Les loyers et charges sont évalués à 23,36M€ (en CP).

Les loyers budgétaires sont évalués à 6,7M€ (en CP).

## 2. Au titre du fonctionnement courant (5,75 M€ en AE et en CP)

Ce budget permet de prendre en charge les dépenses d'entretien, de maintenance et d'aménagements intérieurs des bâtiments, les frais de réception des services, les frais de déplacement des directions et services de l'administration centrale ainsi que les rémunérations des personnels mis à disposition et la gratification des stagiaires.

### 3. Au titre des plates-formes interrégionales de services (6,12 M€ en AE et 6,75 M€ en CP)

Ces crédits couvrent les loyers et charges, les dépenses de fonctionnement et les frais de déplacement des plates-formes.

#### **Politique de communication (1,64 M€ en AE et en CP)**

Une dotation de **894 155 €** est réservée à la communication, hors le pôle presse du cabinet auquel est allouée une dotation de **744 698 €**.

#### **Documentation générale (0,27 M€ en AE et en CP)**

Le budget alloué en 2013 aux achats documentaires est de **265 000 €** en AE et en CP. Il couvre les acquisitions des abonnements papiers et électroniques, des codes et des ouvrages nécessaires aux directions et services.

#### **Dépenses de fonctionnement du Casier judiciaire national (1,42 M€ en AE et en CP)**

Il est alloué au casier judiciaire national, service à compétence nationale localisé à Nantes (Loire-Atlantique), une dotation de **1 420 000 €** pour couvrir ses dépenses de fonctionnement.

#### **Dépenses de fonctionnement des secrétariats des magistrats de liaison (0,24 M€ en AE et en CP)**

Il est réservé une somme de **236 502 €** aux dépenses de fonctionnement des secrétariats des magistrats de liaison.

#### **Politique de formation (0,7 M€ en AE et en CP)**

Le budget en faveur de la politique de formation a été évalué pour l'année 2013 à **700 000 €**. Il s'agit de dépenses de fonctionnement (titre 3). Ce budget prévisionnel est réparti selon trois catégories d'actions de formation destinées aux agents de l'administration centrale et portant sur :

1. La formation réglementaire en application du décret du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie pour un montant de 400 000 euros. Elle concerne les actions de formation répertoriées en trois catégories :

- l'adaptation immédiate au poste (T1) ;
- l'adaptation à l'évolution prévisible des métiers (T2) ;
- le développement des qualifications ou l'acquisition de nouvelles compétences (T3).

2. Les dispositifs spécifiques axés sur le renforcement des formations métiers et des dispositifs de formation existants pour un montant de 300 000 €.

Les actions de formation porteront principalement sur la poursuite de la professionnalisation de la fonction ressources humaines à destination des gestionnaires des ressources humaines (en prévision du raccordement futur à l'Opérateur national de paye), des responsables RH (maîtrise des outils liés à la mobilité et perfectionnement accru des procédures liées aux recrutements), la professionnalisation en gestion publique (formations spécifiques liées à l'application financière Chorus pour les agents des domaines financiers affectés dans les plates-formes interrégionales de service du ministère) et le renforcement des actions de formation en management pour les personnels d'encadrement à l'exemple des cursus management pour les nouveaux chefs de bureaux.

En parallèle, les dispositifs de formation d'adaptation à l'emploi pour les nouveaux arrivants seront étendus aux personnels de catégorie B et C et les actions de formation portant sur l'accompagnement des agents dans la construction de leurs parcours professionnels (aide à la mobilité, préparation aux concours et examens professionnels...) plus précisément sur les aspects mobilité (rédactions de CV et simulations d'entretiens de recrutement) seront renforcées.

**Réparations civiles (0,047 M€ en AE et en CP)**

Un montant de **47 458 €** (en AE et en CP) est provisionné au titre des réparations civiles de l'administration centrale, lesquelles correspondent aux deux types de dépenses exécutées par la sous-direction des affaires juridiques générales et du contentieux du service support et moyens du Secrétariat général : les condamnations de l'Etat devant les juridictions administratives, relatives exclusivement à des dossiers concernant les services du secrétariat général et les directions législatives (direction des affaires civiles et du sceau et direction des affaires générales et des grâces), les honoraires d'avocats désignés pour assurer une mission de conseil auprès de la garde des sceaux ou une mission de représentation dans des dossiers particuliers pour le Secrétariat général (référé expertises en matière immobilière notamment ou affaires devant les juridictions civiles).

**Subventions pour charges de service public (11,41 M€ en AE et en CP)**

Il est enfin prévu une subvention pour charges de service public :

- à l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ), d'un montant de 10 155 006 €
- à l'Établissement public du palais de justice de Paris (EPPJP), d'un montant de 1 250 000 €

Des éléments complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs ».

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	224 800	224 800

Les dépenses inscrites sur le titre 6 de l'action 04, à hauteur de 224 800 € en 2013, correspondent aux conventions de dotation aux organisations syndicales.

**ACTION n° 09**  
Action informatique ministérielle

**40,7 %**



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	23 972 358	96 844 150	<b>120 816 508</b>	
Crédits de paiement	23 972 358	92 924 150	<b>116 896 508</b>	

Cette action constitue le support budgétaire des crédits de la sous-direction de l'informatique et des télécommunications (SDIT) qui relève du Secrétaire général. Ses moyens se composent essentiellement de crédits de personnel, de fonctionnement et d'investissement. En particulier, les crédits en faveur des grands projets informatiques sont inscrits sur cette action.

**PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DE LA STRATÉGIE INFORMATIQUE ET TÉLÉCOM DU MINISTÈRE**

Le ministère de la justice s'est engagé dans un vaste programme de modernisation au sein duquel les systèmes d'information et de télécommunication constituent un levier majeur, destinés tout à la fois à améliorer l'efficacité de l'action de la justice et les conditions de travail des agents du ministère.

Dans cette perspective, l'étude des projets informatiques se déroule au sein du comité de gouvernance des systèmes d'information, placé sous la responsabilité du secrétaire général et regroupant l'ensemble des directions du ministère, dans le cadre des orientations du schéma directeur des systèmes d'information du ministère la justice.

**Conduite et pilotage de la politique de la justice**

Programme n° 310 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Les orientations choisies ont vocation à développer la dématérialisation, à améliorer la transversalité entre les différentes directions du ministère, l'urbanisation des systèmes d'informations, la méthodologie et le pilotage des projets.

Elles s'inscrivent également dans la perspective du renforcement de l'ensemble des services en charge de l'application et de l'exécution des peines voulu par la Garde des Sceaux.

En effet, l'un des plus importants leviers d'action pour la fluidification de la procédure pénale réside dans l'extension, la fiabilisation et l'interconnexion des systèmes d'information.

La conduite de ces chantiers informatiques nécessite en particulier la réalisation d'importants investissements pour la sécurisation des infrastructures de réseau et des plateformes techniques de production utilisées par le ministère de la Justice et à la mise en place d'outillage technique adapté (signature électronique, éditique, archivage, téléprocédures, plate-forme d'échanges, etc.).

Les crédits prévus au titre des grands projets et des travaux d'infrastructure sous-jacents viendront ainsi s'ajouter aux dépenses de fonctionnement habituelles et aux projets touchant les activités hors sphère pénale.

Cette programmation informatique est développée dans la partie « dépenses d'investissement ».

**EFFECTIFS**

Les personnels de l'action n° 09 « action informatique ministérielle » exercent leur activité au sein de la sous-direction de l'informatique et des télécommunications dont font partie les antennes régionales du système d'information et des télécommunications, soit 357 ETPT.

Les effectifs de la sous-direction de l'informatique et des télécommunications seront renforcés de 13 personnes en 2013 au titre de la mise en œuvre des départements de l'informatique et des télécommunications (DIT).

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	57 500 000	57 500 000

Les dépenses de fonctionnement portent sur le maintien en condition opérationnelle des matériels et logiciels en service au sein du ministère de la justice, et la réalisation de projets nouveaux qui ne font pas l'objet d'immobilisations incorporelles en application des règles comptables de l'État, décrites plus loin au chapitre des investissements. Elles se décomposent comme suit.

**1/ La maintenance applicative (14 M€)**

Les tierces maintenances applicatives correspondent au maintien en condition opérationnelle des applications qui sont déjà déployées sur les sites du ministère. Ces prestations comprennent notamment la correction des anomalies, la prise en compte des améliorations technologiques, et les évolutions diverses, qu'il s'agisse de la réglementation, des métiers ou des outils.

Il est à noter que, pour des raisons comptables, ce poste inclut la part de maintenance corrective des grandes applications informatiques, ce qui explique d'un côté le volume important de ce poste au sein des dépenses de fonctionnement en titre 3, et de l'autre côté, à l'inverse, la part plus faible des dépenses d'investissement sur le titre 5 qui ne prennent en compte que la part de maintenance touchant aux évolutions fonctionnelles de ces applications.

## 2/ Le maintien en condition opérationnelle ou « socle » (43,50 M€)

Les dépenses de maintien de l'existant ont pour objet d'assurer le maintien en condition opérationnelle des matériels et logiciels en service au sein du ministère de la justice.

Elles se décomposent comme suit.

### a) la maintenance des matériels : 6,52 M€

Le programme 310 assure, sur la base d'une organisation nationale, la maintenance de la quasi-totalité des matériels informatiques installés en métropole, soit plus de 100 000 matériels (postes de travail fixes ou portables, imprimantes, serveurs, scanners, etc.). Les matériels les plus courants sont les postes de travail fixes (plus de 64 000 unités) et les imprimantes (près de 50 000 unités). L'ensemble de ces matériels est maintenu, dans le cas général, pendant les 5 années suivant l'expiration de leur garantie. Le service national de maintenance (SNM) représente plus de 70 % des dépenses de maintenance matérielle assurées par la sous-direction de l'informatique et des télécommunications.

À côté du SNM, sont également financés d'autres services de maintenance plus ponctuels, tels que pour des serveurs de télécopie, des machines de mise sous plis, des matériels et logiciels de communication, des imprimantes très haut débit utilisées notamment pour le casier judiciaire.

L'activité de maintenance comprend en outre l'entretien des matériels des deux centres de production du ministère, qui représentent plus de 15 % du montant de la maintenance.

### b) les prestations de service : 10,41 M€

Les prestations de service couvrent l'exploitation et l'administration des bases de données, l'infogérance des sites, les dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou à maîtrise d'œuvre, et enfin les activités de sécurisation du système d'information.

Ces prestations concernent notamment les applications dites "centralisées" et certains sites importants (tribunaux de grande instance de la région parisienne notamment). Le nombre des applications centralisées progresse et les dépenses liées à leur exploitation également.

Dans ce segment de dépenses figurent également des prestations de support à l'utilisation d'applications. En effet, plusieurs applications importantes du ministère, notamment au civil, font l'objet d'un support de premier niveau externalisé.

### c) les logiciels et progiciels : 11,29 M€

Ce poste couvre les dépenses relatives aux droits d'usage et redevances des progiciels en service au sein du ministère de la justice (Bull, Oracle, SAP, Microsoft...). Les principales dépenses de cet axe logiciel consistent à acquérir et à maintenir à niveau technique des briques logicielles permettant le fonctionnement de la plupart des applications nationales du ministère. Trois éditeurs représentent près de 70 % des dépenses sur ce poste : Oracle, SAP et Citrix.

Les coûts relatifs à ce poste de dépense assurent au ministère la disponibilité de ces applicatifs et d'une manière plus générale la qualité de service du système d'information. Au regard de leur montant, mais également des très importantes difficultés rencontrées dans la fixation des engagements de niveau de service avec la plupart des éditeurs, le ministère s'oriente depuis plusieurs années vers un recours toujours plus important à des prestations de service autour des logiciels libres. Ceci présente par ailleurs l'avantage d'accroître la part de la dépense orientée vers des sociétés de service directement intégrées au sein du tissu économique national ou européen, pour une qualité de service rendue au moins équivalente à celle obtenue par le biais des grands éditeurs.

Trois types de prestations sont regroupés :

- l'achat de logiciels : 0,58 M€ ;
- les concessions de licences, droits d'usage et redevances : 6,81 M€ ;
- la maintenance : 3,90M€.

d) le coût des télécommunications et réseaux informatiques : 7,99 M€

Le programme 310 finance la desserte Intranet de tous les services du ministère de la justice : près de 1600 sites sont ainsi raccordés au réseau privé virtuel de la justice (RPVJ), qui sert de support à toutes les communications informatiques au sein du ministère. Il est interconnecté avec les réseaux AdER (inter-administrations) et TESTA (Union européenne) et permet un accès sécurisé à Internet. Il possède également des liens avec les réseaux des professions judiciaires. Ce poste de dépenses inclut l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du RPVJ.

Conformément à la politique d'achat mise en œuvre en matière informatique, le marché public de mise en œuvre du RPVJ a été renouvelé en 2009 pour rationaliser les coûts tout en améliorant les débits pour permettre l'introduction de nouveaux services comme la visioconférence et la dématérialisation, ainsi que la convergence téléphonie / informatique. A terme, le RPVJ est appelé à converger avec le réseau interministériel de l'État (RIE) mis en place par la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication.

Cette activité est complétée à la marge par des prestations de liaisons louées et des services d'interconnexion de réseaux, qui permettent notamment d'assurer le lien entre les deux principaux centres de production du ministère situés à Nantes (Loire-Atlantique) et à Grigny (Essonne), et de raccorder entre eux les sites parisiens de la Chancellerie à haut débit.

e) le renouvellement des matériels : 7,06 M€

Conformément au schéma directeur informatique du ministère de la justice, le programme 310 finance les équipements de structure (serveurs, imprimantes départementales, équipements actifs de réseau, etc.). Cela concerne aussi les logiciels acquis en même temps que ces matériels.

De manière connexe, le programme standard de renouvellement concerne tous les matériels placés sous la responsabilité de l'administration centrale et dont l'âge est – sauf exceptions – supérieur à 5 ans.

Ceci inclut notamment les matériels de visioconférence, dont plus de 1000 terminaux sont actuellement déployés dans l'ensemble des sites judiciaires et pénitentiaires. Ces matériels sont notamment utilisés pour limiter les extractions judiciaires aux situations indispensables et ainsi limiter l'utilisation des forces de police et de gendarmerie.

f) les dépenses de formation informatique : 0,23 M€

Ces dépenses concernent à la fois la formation des informaticiens du secrétariat général et celle des maîtrises d'ouvrage des directions métier, mais elles ne concernent en revanche pas les formations bureautiques qui sont prises en charge sur les budgets de formation continue de chaque programme de la mission justice.

Ces formations sont particulièrement importantes dans le secteur des nouvelles technologies, car les systèmes d'information et de communication évoluent particulièrement vite, ce qui nécessite de la part tant des agents que de l'administration une démarche d'investissement à hauteur des enjeux.

Les principaux axes stratégiques concernent la sécurité, la convergence voix / données / images, la démarche qualité en matière de projets et d'exploitation, l'architecture des systèmes d'information de nouvelle génération, et la prise en compte des évolutions des matériels et logiciels de base.

## ■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	39 344 150	35 424 150
<b>Total</b>	<b>39 344 150</b>	<b>35 424 150</b>

Les dépenses d'investissement concernent principalement les dépenses pour immobilisations incorporelles des grands projets informatiques, et accessoirement des achats d'infrastructures matérielles pour les centres de production.

### 1°) Les grands projets applicatifs (27,42M€ en AE et 23,50 M€ en CP)

S'agissant des grandes applications déjà en service, les dépenses d'investissement pour immobilisations corporelles et incorporelles correspondent à la part évolutive de la maintenance et ne sont donc pas toujours facilement identifiables au stade de la prévision. Elles sont en revanche clairement identifiées en exécution. La répartition entre fonctionnement et investissement pour ces applications est donc, à ce stade, indicative.

Ainsi, en 2013, outre la mise en place en site pilote de la plate-forme nationale des interceptions judiciaires, il est notamment prévu d'améliorer et de fiabiliser le fonctionnement des applications de suivi des personnes placées sous main de justice (GENESIS, APPI, GIPSE), afin d'éviter les discontinuités dans la prise en charge de ces personnes, notamment entre le milieu fermé et le milieu ouvert.

Il est par ailleurs nécessaire d'assurer et généraliser l'interconnexion de Cassiopée avec les applications informatiques utilisées par les différents acteurs de la chaîne pénale au sens large – police et gendarmerie, casier judiciaire national, juges de l'application des peines et services d'insertion et de probation, administration pénitentiaire, interceptions judiciaires, protection judiciaire de la jeunesse, notamment mais aussi des SI d'autres administrations nationales et européennes. Cette interconnexion revêt une importance majeure. En effet, les différents acteurs de cette chaîne gagnent beaucoup en temps et en efficacité en disposant d'informations déjà saisies et vérifiées en amont. Cassiopée a également vocation à être adossée à un système de gestion documentaire et à un entrepôt de données à des fins statistiques.

Il est également nécessaire de lancer en 2013 la modernisation du casier judiciaire national, non seulement pour des raisons d'obsolescence technique, mais aussi pour parvenir à une dématérialisation complète des extraits de condamnation, alors que le délai moyen de transmission des décisions par les juridictions au service du casier judiciaire national était, en 2010, de plus de cinq mois (5,1 mois), contre un peu moins de quatre mois et demi en 2005 (4,4 mois), soit une augmentation de près de 16 % en cinq ans.

Pour les autres secteurs d'activité que le pénal, les dépenses prévues s'inscrivent principalement au chapitre du fonctionnement, à l'exception notable du système d'information H@rmonie relatif à la gestion des ressources humaines, qui doit faire l'objet d'importantes transformations pour étendre ses fonctionnalités en ouvrant de nouveaux services aux agents et pour permettre son raccordement à l'opérateur national de paie à l'horizon de 2015.

Les différents projets évoqués ci-dessus sont détaillés plus avant dans les paragraphes qui suivent.

### PROJET PLATE-FORME DES INTERCEPTIONS JUDICIAIRES : 9 M€ en CP

Les interceptions judiciaires sont ordonnées par les juges d'instruction ou, après autorisation du juge des libertés et de la détention, par les parquets. Elles sont mises en œuvre par les officiers de police judiciaire qui requièrent les opérateurs de communication mais aussi d'autres prestataires tels que les loueurs de matériel. Ces moyens d'enquête connaissent un développement rapide et leur coût global a fortement augmenté.

Dans ce contexte, il convient de répondre à une double préoccupation : améliorer les capacités d'investigation des enquêteurs et réduire le montant des frais de justice associés.

Le choix d'une architecture centralisée est apparu le plus performant pour répondre à ces exigences, notamment d'une part en facilitant l'adaptation à l'évolution technique, d'autre part en permettant de substituer, grâce à l'automatisation de certaines tâches, une rémunération forfaitaire à une rémunération à l'acte. Le système fonctionnera comme un guichet unique transmettant par voie électronique les réquisitions judiciaires reçues des enquêteurs et les réponses fournies par les opérateurs. Il comprendra également des outils d'aide à l'investigation. Il devra répondre aux exigences de protection des données personnelles contrôlées par la CNIL qui devra valider l'acte réglementaire.

Le portage interministériel de ce projet a été renforcé par la signature d'un protocole entre le secrétariat général du ministère de la justice, le secrétariat général du ministère de l'intérieur, la direction générale de la police nationale et la direction générale de la gendarmerie nationale.

#### PROJET CASSIOPEE : 4 M€ en CP

L'application Cassiopée (Chaîne applicative supportant le système d'information opérationnel pour le pénal et les enfants) a vocation à constituer le système d'information complet des juridictions de première instance pour leurs activités pénale et mineurs. Elle comprend un infocentre.

Sa maîtrise d'ouvrage est formée principalement par la direction des services judiciaires et la direction des affaires criminelles et des grâces, et complétée par le secrétariat général pour les statistiques et la direction de la protection judiciaire de la jeunesse pour l'activité des juges pour enfants. La maîtrise d'œuvre est assurée par la sous-direction de l'informatique et des télécommunications.

Cette application est désormais opérationnelle sur l'ensemble des juridictions de province et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, où l'implantation nécessite des études techniques et/ou juridiques supplémentaires.

Depuis 2012, Cassiopée remplace aussi progressivement l'application NCP (nouvelle chaîne pénale), qui équipait les 7 plus gros TGI de la région parisienne, puisque 4 d'entre eux ont d'ores et déjà basculé sur Cassiopée et les 3 autres, notamment le TGI de Paris doivent être migrés d'ici mi-2013.

Par ailleurs, des évolutions ont été mises en œuvre pour développer les échanges automatisés avec diverses applications ministérielles et interministérielles, sachant que de premières expérimentations ont été conduites avec succès en 2011 avec la gendarmerie nationale, ce qui a conduit à la décision d'une généralisation sur le territoire national, et avec APPI en matière d'application des peines. Les prochaines évolutions, qui concernent notamment la police et le casier judiciaire, rendront plus fluide la chaîne pénale. Elles permettront également de limiter les tâches administratives liées à la ressaisie des informations.

Les besoins supplémentaires en réseaux et en matériels liés au développement de Cassiopée, sont intégrés au titre des projets QOS (qualité de service) pour augmenter la capacité affectée à cette application.

#### PROJET GENESIS : 2 M€ en CP

Dans chaque établissement pénitentiaire (196), l'application GIDE (Gestion Informatisée des Détenus en Établissement) permet d'assurer la gestion des services qui règlent la vie d'une personne en détention : le greffe, la détention, les comptes nominatifs, la gestion des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) et celle des activités, du travail et de la formation. Le système informatique gère et contrôle ces cinq domaines de l'entrée du détenu à sa sortie. Il est calqué sur l'organisation naturelle des établissements.

Les origines du constat de la nécessité de refonte de GIDE, application cœur de métier de l'administration pénitentiaire, sont multiples : obsolescence technique, difficultés d'évolution, coûts de fonctionnement et de maintenance élevés, faiblesses sécuritaires notamment.

Le projet Genesis vise à refondre cette application pour permettre l'application complète de la loi pénitentiaire. Il permettra également d'engendrer des économies de fonctionnement, et un retour sur investissement en une demi-douzaine d'années.



La réalisation de cette réécriture comporte trois étapes :

- 1<sup>ère</sup> étape : une étude de cadrage réalisée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2007 qui a permis de sécuriser le projet dans sa globalité (définition de la cible / retour d'expérience – prise en compte de l'état de l'art technique – vision réaliste du planning, des moyens et des coûts, analyse de la valeur) ;
- 2<sup>ème</sup> étape : un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et à maîtrise d'œuvre, notifié en 2008 qui a eu pour but d'accompagner le ministère lors des phases amont (conception), et de l'aider à préparer les phases aval (recette et déploiement) et transverses (conduite du changement) ;
- 3<sup>ème</sup> étape : un marché de réalisation, notifié en 2011, en vue du déploiement en 3 itérations successives pour atteindre mi-2013 la cible fixée lors de l'étude de cadrage. La première itération a été livrée selon le calendrier prévu et est en cours de recette à l'été 2012.

#### PROJET CASIER JUDICIAIRE : 2 M€ en CP

Le casier judiciaire national (CJN) constitue, avec le fichier judiciaire des auteurs d'infractions sexuelles (FIJ AIS), le principal référentiel métier du ministère.

En 2012 ont été mis en service à titre expérimental d'une part les premiers échanges inter-applicatifs avec Cassiopée, permettant aux utilisateurs de cette application d'effectuer une demande dématérialisée de bulletins B1, et d'autre part l'interconnexion avec le système de référence de l'Union européenne en application de la décision ECRIS, adoptée le 6 avril 2009, qui permet désormais de généraliser à tous les États-membres prêts techniquement, les expérimentations conduites en bilatérale avec quelques pays depuis 2006.

Avec la mise en place prochainement des échanges des pièces d'exécution entre Cassiopée et le casier, sera atteinte l'ultime étape du projet d'évolution décidé en 2008 sur le socle technologique actuel, construit en 1995.

Pour aller plus loin, et notamment permettre l'ouverture du casier 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, permettre une traçabilité des consultations assurant la protection des données personnelles, et étendre les cas d'utilisation de la consultation en ligne des bulletins B1 par les magistrats, il est désormais nécessaire de refondre complètement l'architecture technique du casier. Cela est rendu d'autant plus nécessaire par l'annonce récente de l'arrêt définitif de la maintenance d'un composant essentiel du système par son fournisseur à partir de 2015.

La refonte du casier judiciaire constitue donc une nécessité et constituera un nouveau projet à part entière, même si la plupart des briques développées depuis 2006 avec le système actuel en vue de permettre la dématérialisation, seront, pour l'essentiel, réutilisables.

#### SYSTEME D'INFORMATION DECISIONNEL : 2,5 M€ en CP

Au fil des années, il est devenu systématique d'installer un infocentre auprès de chaque grande application de production, comme Cassiopée, APPI, Origine, etc., principalement à des fins de compilation statistique sectorielle et de pilotage local. Avec l'ouverture de PHAROS au printemps 2009, un nouveau palier a été franchi, puisqu'il s'agissait là du premier système transverse, alimenté par plusieurs applications ou infocentres, dont la finalité principale était le pilotage stratégique de l'activité des juridictions (mesure de l'adéquation besoins / moyens, à l'appui des dialogues de gestion).

Depuis lors, le ministère travaille sur la mise en œuvre d'un entrepôt de données, permettant, par le biais de méthodes de croisements statistiques entre fichiers de détail, l'obtention de résultats plus riches que par les seuls infocentres, donnant ainsi la perspective d'une meilleure capacité d'évaluation transverse des effets des politiques publiques. Les premiers travaux exploratoires se sont concentrés sur le sujet de l'exécution des peines, et ont d'ores et permis d'obtenir des résultats probants. Afin de transformer cette expérimentation en un véritable système d'information décisionnel (SID), qui reprenne aussi par ailleurs, en le modernisant, le socle technique des infocentres existants, une équipe projet est en cours de constitution sous l'égide du secrétariat général, dans l'optique d'obtenir de premiers résultats dès 2013.

## H@RMONIE / ONP : 4 M€ en CP

Avec le déploiement d'H@rmonie, désormais achevé pour l'ensemble des agents, y compris les magistrats et les personnels civils de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, le ministère de la justice est désormais doté d'un système d'information performant en matière de gestion des ressources humaines pour l'ensemble de ses agents, et en capacité de s'interfacer avec le système de gestion des retraites.

Les nouveaux objectifs de la direction de projet, dans le cadre d'un marché de tierce-maintenance applicative notifié fin 2011, sont désormais d'enrichir les fonctionnalités communes à tous les corps, notamment en matière de gestion de la mobilité et de formation continue, de mieux prendre en compte la phase de recrutement et de formation initiale en école, d'interfacer le système avec l'annuaire technique permettant la délivrance des cartes à puce destinées à sécuriser les accès au système d'information, et surtout de procéder aux adaptations nécessaires à l'interconnexion à l'opérateur national de paie (ONP), actuellement programmée au 1<sup>er</sup> janvier 2015, avec toutefois la nécessité impérieuse d'une période de paie en double « à blanc » en amont sur une période de six à douze mois.

**2°) Les projets de Qualité de Service (QOS) techniques : 11,924 M€ en AE et en CP**

Les projets de qualité de service techniques ont pour vocation d'améliorer la fiabilité et la sécurité des infrastructures informatiques du ministère, notamment dans les trois centres informatiques utilisés par le ministère à Nantes, Grigny et Amiens, et pour les adductions réseau, dans la perspective d'un fonctionnement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

En effet, ces opérations de fiabilisation sont rendues nécessaires par le déploiement de projets informatiques centralisés nécessitant un fonctionnement continu, en horaires ouverts et non-ouverts, tant pour la métropole que l'outre-mer, tels que la plate-forme des interceptions judiciaires (PNIJ), la chaîne pénale nationale (CASSIOPEE), et le système d'information pénitentiaire (GENESIS).

**ACTION n° 10****12,2 %****Action sociale ministérielle**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	13 838 149	22 400 000	<b>36 238 149</b>	2 300 000
Crédits de paiement	13 838 149	22 400 000	<b>36 238 149</b>	2 300 000

Cette action regroupe les crédits en faveur de l'action sociale ministérielle ainsi que les rémunérations des agents qui concourent à la mise en œuvre des politiques d'action sociale.

Elle ne comprend pas les crédits versés par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) qui abondent le programme par voie de rattachement de fonds de concours.

**EFFECTIFS**

Les personnels de l'action n° 10 « action sociale ministérielle » exercent leurs fonctions au sein du bureau de l'action sociale et des conditions de travail et au sein des plates-formes interrégionales de services. Cette action regroupe aussi les médecins de prévention et les assistants sociaux dont 4 en outre-mer.

Les crédits de l'action sociale en faveur des personnels du ministère de la justice s'élèvent, pour 2013, à **1 180 000 €** en titre 2 au titre de la prise en charge des enfants handicapés, des séjours d'enfant et du tiers des dépenses engagées pour les auxiliaires de vie des travailleurs handicapés.

Les crédits retracés ci-dessus reposent sur la répartition effectuée au titre des crédits 2012. Elle est susceptible d'être modifiée au vu du projet de budget qui sera arrêté après l'intervention du conseil national de l'action sociale.

Le nombre d'ETPT prévu pour 2013 est de 166.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	22 400 000	22 400 000

En 2013, les moyens consacrés à l'action sociale s'élèvent à 22,4 M€ sur le titre 3. Cette dotation correspond à des prestations essentiellement assurées par des organismes tiers. La répartition précise de cette dotation sera opérée après l'intervention du Conseil national de l'action sociale, organisme comprenant les organisations représentatives du personnel.

**Protection sociale complémentaire : 3,2 M€ en AE=CP**

Une contribution est versée au titre de la protection complémentaire santé et prévoyance des personnels à la mutuelle du ministère de la justice qui, après une procédure de mise en concurrence, a été désignée, pour 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009, organisme de référence du ministère en la matière, en application du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels.

Pour 2013, une enveloppe à hauteur de 3,2 M€ devrait être consacrée à ce financement, répartie comme suit : une avance de 2,8 M€ au titre de l'année 2013 réglée dans le courant de l'année 2013 et correspondant à 90% du plafond annoncé dans l'appel d'offre (3,2 M€), ainsi qu'un complément évalué au regard de la réalité des transferts de solidarité réalisés au cours de l'année 2012 et qui sera versé en début d'année 2013 sur présentation des justificatifs ad hoc.

**Services médico-sociaux : 0,85 M€ en AE=CP**

Une dotation de 0,85 M€ est consacrée au fonctionnement de la médecine de prévention organisée au profit des personnels du ministère de la justice.

Cette dotation permet de financer, d'une part, les visites prévues dans le cadre de conventions passées avec des services interentreprises dans les régions où le recrutement direct de médecins par le ministère de la justice n'est pas possible en l'absence de candidatures sur les postes vacants, et, d'autre part, le fonctionnement et l'équipement des cabinets médicaux des médecins de prévention rémunérés par le ministère.

L'enveloppe a été augmentée de 50 000 € d'une part pour faire face à l'augmentation des tarifs de visite facturés par ces organismes, et d'autre part en raison du recours croissant aux services des organismes interentreprises, pour les raisons invoquées ci-dessus et notamment en raison du déficit démographique des médecins du travail dans le corps des médecins.

**Restauration : 4,71 M€ en AE=CP**

Suite à l'audit réalisé, en 2010, à l'initiative du ministère de la justice sur le fonctionnement des structures de restauration à la disposition de ses personnels, un travail de réorganisation a été enclenché qui devrait permettre à la fois une rationalisation et une harmonisation des dispositifs ainsi que de leur gestion dont est attendue une amélioration des prestations aussi bien qu'une diminution des coûts.

Les travaux réalisés dans cette perspective sont encore en cours et ne sont pas suffisamment avancés pour que des résultats puissent être concrétisés dès 2013.

Ils ont toutefois d'ores et déjà permis de compenser l'augmentation des coûts liée à celle des denrées, des équipements et de l'ouverture de structures supplémentaires. L'enveloppe consacrée à la restauration hors fondation d'Aguesseau est ainsi stabilisée à 4,71 M€, l'enveloppe globale étant de 6,37 M€ compte tenu des crédits consacrés par la Fondation d'Aguesseau pour la gestion des services de restauration parisiens).

#### **Fondation d'Aguesseau : 9,33 M€ en AE=CP**

La fondation d'Aguesseau assure, pour le compte du ministère de la justice, la gestion de plusieurs secteurs de l'action sociale et notamment, pour ce qui est des plus importants, la restauration administrative parisienne, les séjours vacances enfants et familles, les aides et secours.

Le poste vacances enfants et séjours familles est stable par rapport à 2012.

En ce qui concerne les besoins en matière d'aides et secours, et pour faire face à l'évolution constatée de la demande, la dotation globale de la fondation a été augmentée successivement en 2011 et en 2012.

L'enveloppe globale est ainsi fixée au niveau de 2012, soit 9,33 M€. L'évolution de la situation de ce poste fait l'objet d'un suivi accru compte tenu du rôle qu'il joue auprès des personnels en difficulté.

#### **Œuvres et organismes à caractère social : 0,988 M€ en AE=CP**

La dotation réservée aux organismes associatifs intervenant dans les domaines socioculturels et sportifs au profit des personnels du ministère de la justice (35 associations régionales socioculturelles, 218 associations locales, Association sportive du ministère de la justice), a été portée, en 2012, à 0,98 M€, après une augmentation importante en 2011. La dotation pour l'exercice 2013 sera stabilisée à 0,988 M€.

L'augmentation de l'enveloppe, sur deux années consécutives, a été accordée en réponse à une demande forte et répétée des organisations syndicales, et a été fléchée sur des actions sociales de proximité (actions en faveur de personnels retraités, mise en place de consultations de conseillers en économie sociale et familiale, aide au départ en vacances pour les personnels en grosses difficultés financières).

La présentation au CNAS des actions nouvelles engagées à partir des moyens supplémentaires accordés au titre de l'année 2011 a montré que, dans la plupart des cas, les objectifs fixés ont été respectés.

#### **Logement social : 2,442 M€ en AE=CP**

Le ministère de la justice a financé, au cours des dernières années, un plan de réservations de logements, essentiellement destiné à répondre à la demande des personnels pénitentiaires affectés dans les établissements nouvellement construits.

En raison de la pression qui s'exerce sur le logement, principalement dans la région parisienne, mais également dans les grandes métropoles et notamment Lyon et Marseille, les personnels nouvellement affectés dans ces régions (et pas seulement les personnels pénitentiaires) peuvent rencontrer des difficultés pour se loger et le ministère se doit de poursuivre l'action qu'il a engagée dans ce domaine, afin de venir en aide aux personnels concernés.

Une enveloppe de 2,442 M€ sera consacrée, en 2013, à de nouvelles réservations de logements, essentiellement sur Paris et en région parisienne, mais également à Lyon et dans la région PACA. Ces réservations viendront compléter les démarches engagées localement par les départements des ressources humaines et de l'action sociale des plateformes interrégionales de services, en partenariat direct avec les bailleurs sociaux. Cette dotation sera entièrement consacrée en AE à de nouvelles réservations. En CP, elle permettra d'assurer d'une part le financement du premier versement pour les nouvelles réservations qui seront réalisées en 2013 et d'autre part les seconds versements suite aux entrées dans les lieux pour des logements réservés les années précédentes.

Ces crédits permettront également de lancer un programme de réservations de logements meublés destinés principalement aux arrivants concours ou sortants d'écoles, dont les difficultés pour se loger sont plus grandes encore.

**Petite enfance : 0,73 M€ en AE=CP**

Un dispositif de garde d'enfants sur des horaires atypiques a été lancé en 2011 sur l'important bassin d'emploi du ministère de la justice et des libertés que représente l'Essonne, avec notamment la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis qui est le plus grand établissement pénitentiaire européen. Ce dispositif, qui comporte encore un caractère expérimental, pourrait permettre de répondre aux difficultés rencontrées par les familles dont les parents travaillent en horaires atypiques et sera prolongé en 2013.

Si le dispositif en cours de mise en place dans l'Essonne n'a pas vocation à être dupliqué dans la mesure où il a besoin, pour être efficace, d'un bassin d'emploi important en effectif travaillant de surcroît sur des horaires atypiques, il est complété, en province, et depuis avril 2012, par un second dispositif. Ce dernier, le CESU « horaires atypiques », a été mis en place, à titre expérimental sur les ressorts des plateformes interrégionales de Nancy, Lyon et Bordeaux, et doit être étendu à l'ensemble du territoire national.

Ces deux opérations seront reconduites en 2013, l'enveloppe correspondante étant fixée à 0,73 M€.

**Conseillers en économie sociale et familiale : 0,15 M€ en AE=CP**

Parmi les priorités définies par le conseil national de l'action sociale, figure également la mise en place d'interventions de CESF dans la formation dispensée dans les écoles du ministère de la justice, ainsi que, dans l'ensemble des services, de permanences et de procédures de suivi consacrées aux personnels rencontrant des difficultés dans la gestion de leur budget.

La mise en place de ce dispositif sur la fin de l'année 2012, qui devrait, à terme, éviter à une partie des agents de devoir se retourner vers les aides de la commission de secours, sera poursuivie en 2013 pour une enveloppe fixée à 0,15 M€ en 2013.

**ACTION EN FAVEUR DES PERSONNELS HANDICAPÉS**

Les actions en faveur des personnels du ministère de la justice se rapportent à la formation, à la communication, au recrutement d'auxiliaires de vie, de transport ou de travail, et aux aménagements de poste. Ces actions sont financées par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

La recette de fonds de concours correspondante est évaluée, pour 2013, sur la base des données antérieures, à 2,3 M€.

Il convient toutefois de noter que l'intervention des auxiliaires de vie est, depuis juillet 2012, prise en charge, pour un tiers de son coût, par l'administration (budget pris en compte au niveau du titre II), les deux tiers restants demeurant pris en charge sur les crédits du FIPHFP.

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 OPÉRATEURS

## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	12 471 978	12 471 978	12 080 006	12 080 006
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)				
<b>Total</b>	<b>12 471 978</b>	<b>12 471 978</b>	<b>12 080 006</b>	<b>12 080 006</b>

Le programme 310 comprend trois opérateurs, l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ), l'Établissement public du Palais de justice de Paris (EPPJP) et la mission de recherche « Droit et justice » (MRDJ), groupement d'intérêt public.

Le montant total des subventions pour charges de service public inclut une dotation au CNRS provisionnée à hauteur de 100 000 € en 2013 sur l'action 03 du programme.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
APIJ - Agence publique pour l'immobilier de la Justice		110		1		113		0		111		0
EPPJP - Etablissement Public du Palais de Justice de Paris		0				0						
Mission de recherche "Droit et Justice"	4	1			4	1			4	1		
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>111</b>		<b>1</b>	<b>4</b>	<b>114</b>		<b>0</b>	<b>4</b>	<b>112</b>		<b>0</b>

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

## PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond
en ETP						en ETP
114					-2	112

\* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

## PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

### APIJ - AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

L'Agence publique pour l'immobilier de la justice est un établissement public national à caractère administratif dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont déterminées par le décret n° 2006-208 du 22 février 2006, modifié par le décret n° 2010-43 du 12 janvier 2010. Ce dernier décret a notamment officialisé le nouveau nom de l'agence et lui a conféré la responsabilité de gérer directement les personnels et moyens de fonctionnement de l'Établissement public du palais de justice de Paris (EPPJP). Celui-ci lui rembourse les crédits correspondants dans les conditions prévues par une convention de gestion passée entre les deux établissements.

En application de ce texte, les recettes comme les dépenses de fonctionnement relatives à l'EPPJP sont désormais incluses dans le budget de l'APIJ.

L'Agence a pour mission, pour le compte du ministère de la justice et de ses établissements publics et dans des conditions définies par convention :

- de réaliser toute étude et analyse préalable relative aux investissements immobiliers et à l'entretien et à la valorisation du patrimoine du ministère de la Justice ;
- d'assurer la réalisation d'opérations de construction, de réhabilitation ou de maintenance ;
- de mener à bien toute mission d'assistance dans le domaine de la gestion et de la valorisation du patrimoine immobilier.

Elle réalise ses missions en qualité de maître d'ouvrage de plein exercice ou de mandataire. L'Agence peut négocier, conclure et gérer, pour le compte du ministère de la justice, des contrats de partenariat public privé (PPP).

Dans le programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice », n'est comprise que la subvention permettant le financement des dépenses de fonctionnement de l'APIJ. Les programmes « Justice judiciaire » et « Administration pénitentiaire » lui transfèrent les moyens financiers (autorisations d'engagement et crédits de paiement) nécessaires à la réalisation des opérations d'investissement.

L'Agence gère une cinquantaine de projets en cours d'étude ou de réalisation représentant un portefeuille d'opérations d'environ 2,8 milliards d'euros en autorisations d'engagement. En juillet 2012, son portefeuille d'opérations en phase de réalisation comprend 22 opérations judiciaires et 21 opérations pénitentiaires. Par ailleurs, elle conduit des études préalables pour des opérations judiciaires, ainsi que des recherches de sites d'implantation pénitentiaires en anticipation de besoins ultérieurs au-delà du triennal en cours. Enfin cinq opérations judiciaires et 16 opérations pénitentiaires livrées font l'objet de suivi au titre, notamment, de la garantie de parfait achèvement.

L'Agence a aussi un rôle d'expert du ministère dans le domaine immobilier. En sa qualité d'opérateur au service des politiques immobilières du ministère et forte de son expérience, elle est chargée d'élaborer tous les guides et les référentiels de programmation des palais de justice et des établissements pénitentiaires. Elle intègre dans ses démarches les préoccupations de Haute Qualité Environnementale (HQE) et de développement durable. Elle a introduit dans la gestion des opérations, des références de coûts-plafonds et de plannings-types.

S'agissant de la politique immobilière, le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'APIJ a été transmis à France Domaine qui l'a jugé conforme et approuvé sans réserve en mai 2011.

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 OPÉRATEURS

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 04 : Gestion de l'administration centrale</b>	<b>10 054</b>	<b>10 054</b>	<b>9 351</b>	<b>9 351</b>	<b>10 155</b>	<b>10 155</b>
Subventions pour charges de service public	10 054	10 054	9 351	9 351	10 155	10 155
<b>Total</b>	<b>10 054</b>	<b>10 054</b>	<b>9 351</b>	<b>9 351</b>	<b>10 155</b>	<b>10 155</b>

En 2012, l'Agence a bénéficié de produits exceptionnels à hauteur de 2,2 M€, en raison du changement de son régime de TVA. Sa subvention avait été minorée en conséquence.

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	7 718	8 924	Ressources de l'État	8 406	9 351
			- subventions de l'État	8 406	9 351
Fonctionnement	3 030	4 304	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	2 261	5 147
<b>Total des charges</b>	<b>10 748</b>	<b>13 228</b>	<b>Total des produits</b>	<b>10 667</b>	<b>14 498</b>
Résultat : bénéfice		1 270	Résultat : perte	81	
Total : équilibre du CR	<b>10 748</b>	<b>14 498</b>	Total : équilibre du CR	<b>10 748</b>	<b>14 498</b>

(1) voté

## Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	109	1 431
Investissements	235	99	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	1	
<b>Total des emplois</b>	<b>235</b>	<b>99</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>110</b>	<b>1 431</b>
Apport au fonds de roulement		1 332	Prélèvement sur le fonds de roulement	125	

(1) voté

Les produits prévisionnels inscrits au budget primitif de l'APIJ s'élèvent à 14 498 458 €. La subvention pour charges de service public initialement prévue, soit 9 351 440 €, a été ramenée à 8 664 000 € après la mise en réserve de crédits. Sont par ailleurs prévus un produit financier de 200 000 €, un produit exceptionnel de 2,2 M€ en remboursement de la TVA acquittée à tort au cours des trois précédents exercices et un produit de 2 747 018 € correspondant au remboursement de charges par l'Établissement public du Palais de justice de Paris (EPPJP).

Les charges prévisionnelles de l'APIJ s'élèvent à 13 227 798 €, dont 8 923 782 € de charges de personnel, ce qui correspond à 113 équivalents temps plein (ETP) et 4 304 016 € d'autres charges de gestion. Ces charges comprennent notamment les moyens humains et financiers mis à disposition de l'EPPJP contre remboursement.



Le résultat prévisionnel de l'APIJ en 2012 est de 1 270 660 € et l'apport au fonds de roulement est 1 332 020 €. Compte tenu d'un montant du fonds de roulement de l'établissement au 31 décembre 2011, le montant prévisionnel du fonds de roulement en fin d'exercice 2012 s'établit à 2 317 913 €.

## DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Budget prévisionnel 2012	8 923	4 144		98	13 165

Depuis février 2010, en application du décret 2010-43 du 12 janvier 2010 relatif à l'EPPJP, l'APIJ fournit à ce dernier les personnels et les moyens nécessaires à son fonctionnement. Les dépenses de personnel de l'APIJ regroupent celles de l'EPPJP et celles de la gestion propre de l'établissement. Il en est de même des dépenses de fonctionnement.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	110	113	111
- sous plafond	110	113	111
dont contrats aidés	1	0	0

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

## EPPJP - ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS

L'Établissement public du palais de justice de Paris (EPPJP) est un établissement public administratif dont la tutelle est exercée par le ministère de la justice. Ses modalités d'organisation et de fonctionnement sont déterminées par le décret n°2004-161 du 18 février 2004, modifié par le décret n°2010-43 du 12 janvier 2010 afin de recentrer la mission de l'établissement public sur la construction du futur palais de justice de Paris et de prévoir explicitement que ce projet puisse être réalisé en partenariat public-privé. Dans ce cadre, les missions de l'établissement public et ses relations avec le ministère de la justice sont précisées par une convention d'assistance.

La dissolution de l'établissement est prévue dans un délai de deux ans après la réalisation du palais de justice. Le décret a modifié la composition du conseil d'administration pour y introduire la représentation des chefs de cour et de juridiction et du barreau de Paris. Enfin, en ce qui concerne la gestion de l'établissement, les relations entre l'EPPJP et l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) se trouvent renforcées, l'agence recrutant et gérant les personnels qui interviennent pour le compte de l'EPPJP et lui fournissant ses moyens de fonctionnement, moyennant une rétribution dont le montant et les modalités de versement sont fixés dans une convention approuvée par les conseils d'administration des deux établissements.

Depuis 2011, le budget de l'établissement est rattaché à l'action n° 04 « gestion de l'administration centrale » du programme 310 « conduite et pilotage de la politique de la justice ».

Le site des Batignolles a été retenu en 2009 comme lieu d'implantation du futur palais de justice de Paris. L'acquisition de la parcelle par l'État est intervenue dès décembre 2009. La procédure de consultation des entreprises en vue de l'attribution du contrat de partenariat a été lancée en juin 2010. Deux groupements, sélectionnés en juillet 2010, ont proposé chacun trois projets conçus par des architectes de grand renom en novembre. Un projet par groupement a été retenu en mars 2011 et une phase de dialogue compétitif s'est engagée en juin de la même année. La désignation du

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 OPÉRATEURS

candidat a été réalisée au cours du quatrième trimestre et la signature du contrat de partenariat est intervenue le 15 février 2012.

S'agissant de la stratégie immobilière, le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'EPPJP a été transmis à France Domaine qui l'a jugé conforme et approuvé sans réserve en mai 2011.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 04 : Gestion de l'administration centrale</b>	<b>2 314</b>	<b>2 314</b>	<b>2 446</b>	<b>2 446</b>	<b>1 250</b>	<b>1 250</b>
Subventions pour charges de service public	2 314	2 314	2 446	2 446	1 250	1 250
<b>Total</b>	<b>2 314</b>	<b>2 314</b>	<b>2 446</b>	<b>2 446</b>	<b>1 250</b>	<b>1 250</b>

Après la signature du contrat de partenariat, les moyens de l'établissement ont été ajustés : trois emplois ont été réaffectés à l'APIJ, d'une part, et des dépenses de fonctionnement ont été revues à la baisse, d'autre part.

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	0	0	Ressources de l'État	2 314	2 446
			- subventions de l'État	2 314	2 446
Fonctionnement	2 367	2 764	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	22	15
<b>Total des charges</b>	<b>2 367</b>	<b>2 764</b>	<b>Total des produits</b>	<b>2 336</b>	<b>2 461</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	31	303
Total : équilibre du CR	<b>2 367</b>	<b>2 764</b>	Total : équilibre du CR	<b>2 367</b>	<b>2 764</b>

(1) voté

## Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	6	279	Capacité d'autofinancement		
Investissements	1 965	3 543	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations	4 213	3 543
			Autres ressources	22	
<b>Total des emplois</b>	<b>1 971</b>	<b>3 822</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>4 235</b>	<b>3 543</b>
Apport au fonds de roulement	2 264		Prélèvement sur le fonds de roulement		279

(1) voté

## DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Budget prévisionnel 2012	0	1 250		3 543	4 793

En vertu de la convention de gestion conclue avec l'APIJ, l'EPPJP n'a plus de personnels en gestion directe et rembourse à l'APIJ le coût des agents recrutés et gérés pour son compte par cet établissement. A titre indicatif, le montant prévisionnel pour 2012 des dépenses de personnel remboursé par l'EPPJP à l'APIJ s'élève à 1,49 M€.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

Réalisation 2011 (1)

LFI 2012

PLF 2013

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

L'EPPJP n'a plus de personnels en gestion directe et rembourse à l'APIJ le coût des agents recrutés et gérés pour son compte par cet établissement, soit 12 agents prévus en 2013.

## MISSION DE RECHERCHE "DROIT ET JUSTICE"

Le Groupement d'intérêt public " Mission de recherche Droit et Justice ", structure autonome dotée de la personnalité morale, tire l'essentiel de ses ressources des subventions du ministère de la Justice.

La Mission a pour but de favoriser la constitution et la mobilisation d'un potentiel de recherche pluridisciplinaire sur l'ensemble des questions intéressant la justice et le droit, à partir d'un programme scientifique établi en étroite concertation avec ses membres fondateurs, au premier rang desquels le ministère de la Justice. Le GIP joue un rôle de trait d'union entre le monde de la recherche et celui de la justice en transformant la demande administrative de connaissances, pour une grande partie issue du ministère de la justice, en une offre scientifique de recherche adressée à des équipes relevant le plus souvent de l'Université et du CNRS.

Le soutien - scientifique, technique, administratif et budgétaire - du GIP est accordé non seulement à des recherches « classiques », mais également à des colloques ou des publications. Ce soutien présente, le plus souvent, une dimension pluriannuelle (généralement de 2 ans), laquelle doit se concilier avec le caractère annuel de la subvention. Toute demande de financement d'une opération est soumise à l'évaluation d'un conseil scientifique composé de 20 membres (professionnels de la justice, enseignants, chercheurs).

La programmation scientifique 2013 reprendra, pour partie, les thèmes retenus dans le cadre de la programmation 2012, mais qui n'auront pu faire l'objet d'appels d'offres en 2012 :

- le principe de précaution en droit comparé ;
- l'analyse comparée des jurisprudences disciplinaires dans les pays de l'Union européenne ;
- les sanctions administratives en France, particulièrement dans les contentieux du droit social et de l'environnement ;
- le recours à la fiducie : état des lieux, comparaisons internationales.

A ces thèmes s'ajouteront ceux de la programmation 2013 arrêtée fin 2012 par le Conseil d'administration.

S'agissant de la stratégie immobilière, le schéma pluriannuel de stratégie immobilière du GIP a été transmis à France Domaine qui l'a jugé conforme et approuvé sans réserve en juin 2011.

## Conduite et pilotage de la politique de la justice

Programme n° 310 OPÉRATEURS

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 03 : Évaluation, contrôle, études et recherche</b>	<b>517</b>	<b>517</b>	<b>575</b>	<b>575</b>	<b>575</b>	<b>575</b>
Subventions pour charges de service public	517	517	575	575	575	575
<b>Total</b>	<b>517</b>	<b>517</b>	<b>575</b>	<b>575</b>	<b>575</b>	<b>575</b>

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	37	39	Ressources de l'État	517	575
			- subventions de l'État	517	575
Fonctionnement	563	1 079	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	83	543
<b>Total des charges</b>	<b>600</b>	<b>1 118</b>	<b>Total des produits</b>	<b>600</b>	<b>1 118</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	<b>600</b>	<b>1 118</b>	Total : équilibre du CR	<b>600</b>	<b>1 118</b>

(1) voté

## Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement		
Investissements			Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	83	543
<b>Total des emplois</b>			<b>Total des ressources</b>	<b>83</b>	<b>543</b>
Apport au fonds de roulement	83	543	Prélèvement sur le fonds de roulement		

(1) voté

La ligne « ressources propres et autres » du compte de résultat correspond aux fonds dédiés sur les opérations en cours.

## DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Budget prévisionnel 2012	39	1 077			<b>1 116</b>

A la différence des dépenses de fonctionnement du budget prévisionnel 2012 (1 079 000 €), les dépenses 2012 de fonctionnement présentées par destination (1 077 000 €) n'incluent pas les charges non décaissables (2 000 €) comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

#### ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1	1	1
- <i>sous plafond</i>	1	1	1
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	7	7	7
- <i>rémunérés par l'État par ce programme</i>	4	4	4
- <i>rémunérés par d'autres collectivités ou organismes</i>	3	3	3

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Seul le directeur est rémunéré par le GIP (sous plafond). A l'exception du directeur, les personnels permanents du GIP sont mis à disposition par le ministère de la justice (4 agents), et par le CNRS (3 agents à temps plein).

Le GIP compte également des personnes recrutées par le GIP sur la base de CDD, pour de courtes durées, afin de répondre à des besoins ponctuels du GIP en matière de recherche (rédaction de notes, recension de travaux sur un domaine précis, etc.) ou de fonctionnement (envois postaux en nombre et autres travaux ponctuels).

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

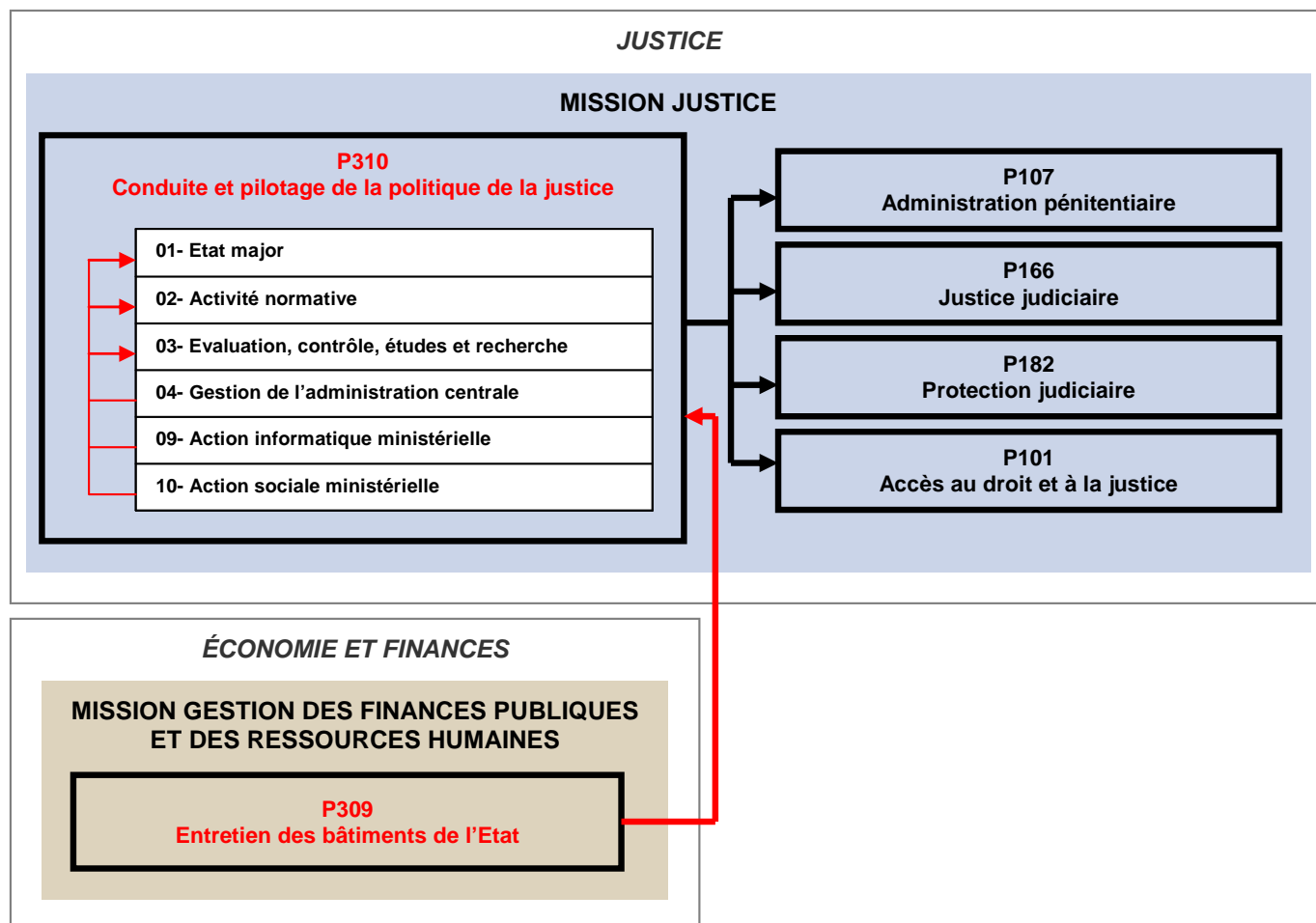
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

## SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - État major	10 021 301	+5 823 734		15 845 035	16 272 635
02 - Activité normative	21 568 998	+13 311 391	-34 880 389	0	0
03 - Évaluation, contrôle, études et recherche	11 742 064	+6 655 696		18 397 760	18 283 181
04 - Gestion de l'administration centrale	104 163 852	-10 348 562	-93 815 290	0	0
09 - Action informatique ministérielle	116 896 508	-11 613 537	-105 282 971	0	0
10 - Action sociale ministérielle	38 538 149	-3 828 722	-32 409 427	2 300 000	0
<b>Total</b>	<b>302 930 872</b>	<b>0</b>	<b>-266 388 077</b>	<b>36 542 795</b>	<b>34 555 816</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>+268 688 077</b>
101 / Accès au droit et à la justice (Mission « Justice »)	+1 579 318
107 / Administration pénitentiaire (Mission « Justice »)	+113 327 275
166 / Justice judiciaire (Mission « Justice »)	+126 629 326
182 / Protection judiciaire de la jeunesse (Mission « Justice »)	+28 456 044
309 / Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-1 303 886

## OBSERVATIONS

## FONCTIONS DE SOUTIEN ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Le programme 310 « Conduite et pilotage de la politique de la justice » a une vocation transversale : il œuvre pour l'ensemble des programmes de la mission « Justice » à l'exception du nouveau programme 335 « Conseil supérieur de la magistrature » pour lequel il n'y a pas de soutien mesurable en terme d'enjeu pour l'analyse des coûts.

Seules les actions « État-major » et « Évaluation, contrôle, études et recherche » ne sont pas ventilées vers les autres programmes au moyen d'une clef unique de répartition, l'équivalent temps plein travaillé (ETPT), ce, y compris pour le programme « Accès au droit et à la justice » dont les ETPT sont inscrits sur une action spécifique du programme « Justice judiciaire », mais pour lequel les crédits de soutien du programme « Conduite et pilotage de la politique de la justice » sont déversés directement.

Deux exceptions sont à signaler :

- la première porte sur les crédits informatiques qui sont ventilés, selon leur destination finale réelle, sur les quatre programmes de politique publique de la mission « Justice » ;
- la deuxième est relative aux crédits de fonctionnement courant du casier judiciaire national qui sont ventilés, selon leur destination finale réelle, sur le programme « Justice judiciaire ».

**DÉVERSEMENT DU PROGRAMME « ENTRETIEN DES BÂTIMENTS DE L'ÉTAT » DE LA MISSION « GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES »**

Ce programme a pour finalité de regrouper sur un programme unique dédié, pour en améliorer la programmation, les crédits d'entretien du propriétaire (entretien lourd).

Cela se traduit en analyse de coûts par un déversement, au titre de l'entretien des bâtiments d'administration centrale qu'il gère, vers le présent programme qui déverse ensuite les crédits sur les autres programmes de politique publique de la mission « Justice ».



---

### PROGRAMME 335

#### CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	250
Objectifs et indicateurs de performance	252
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	254
Justification au premier euro	257

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Vincent LAMANDA

Premier président de la Cour de cassation

Responsable du programme n° 335 : Conseil supérieur de la magistrature

Le programme a pour finalité de permettre au Conseil supérieur de la magistrature d'exercer les trois fonctions qui lui sont confiées par l'article 65 de la Constitution et la loi organique du 2 février 1994 modifiée :

### FONCTION DE NOMINATION ET DE DISCIPLINE DES MAGISTRATS

Le Conseil supérieur de la magistrature, dans sa formation compétente à l'égard des magistrats du siège dispose du pouvoir de propositions aux postes du siège de la Cour de cassation - Premier président, présidents de chambre, conseillers, conseillers en service extraordinaires, conseillers, conseillers référendaires et auditeurs -, de premiers présidents de Cours d'appel et de présidents de tribunaux de grande instance. Pour les autres nominations des magistrats du siège, le pouvoir de proposition relève du Garde des Sceaux, le Conseil supérieur émettant un avis sur le projet de nomination, « conforme » ou « non-conforme » liant le Garde des Sceaux. Pour ce qui concerne les magistrats du ministère public, la formation du Conseil supérieur de la magistrature, compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les nominations qui concernent les magistrats du parquet, s'agissant d'un avis simple, « favorable » ou « défavorable », qui ne lie pas le ministre de la justice. Une grande innovation de la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 est de soumettre à l'avis du Conseil les projets de nomination des procureurs généraux, lesquels étaient jusque là nommés en Conseil des ministres.

Les formations du Conseil sont en outre en charge de la discipline des magistrats. La formation du Conseil compétente à l'égard des magistrats du siège dispose à cet égard d'un pouvoir de décision alors que la formation du Conseil compétente à l'égard des magistrats du parquet dispose d'un pouvoir d'avis.

### FONCTION D'INFORMATION

L'enjeu pour le Conseil est de disposer de toutes les données pertinentes relatives à la carrière des magistrats et à l'organisation des juridictions. La possibilité offerte par l'article 20 de la loi du 5 février 1994, de procéder à des visites dans les Cours et tribunaux constitue à cet égard un instrument d'information particulièrement utile. Ce déploiement s'effectue aussi au sein du réseau européen des Conseils de Justice, enrichissant ainsi la réflexion du Conseil.

### FONCTION DE TRANSPARENCE

Une des innovations de la réforme constitutionnelle est l'institution de la saisine directe par les justiciables du Conseil supérieur de la magistrature. Ce nouveau dispositif, par la fonction de transparence qu'elle réalise, est de nature à renforcer la confiance des justiciables dans l'institution judiciaire.

Le Conseil supérieur de la magistrature exerce principalement une mission de conseil de l'Etat, dont la mesure en termes de performance n'est pas aisée. L'indicateur le plus pertinent pour mesurer sa performance serait en effet un indicateur de qualité des nominations, lequel est difficile à construire et à documenter. Aussi, les indicateurs ci-dessous ne reflètent que partiellement la mission principale du Conseil.

Le **premier défi** pour le Conseil supérieur de la magistrature est de contribuer à la continuité du fonctionnement de l'institution judiciaire par des nominations rapides et de qualité.

Le Conseil s'assure, en effet, de la haute qualité des nominations de magistrats, selon des critères de professionnalisme et d'adéquation du profil à la fonction et veille à ce que ces nominations interviennent dans un délai réduisant au maximum le temps de vacance d'un poste.

A cet égard, la mise en œuvre de la réforme de l'article 65 de la Constitution par la loi n°2008-274 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Vème République, offre au Conseil des possibilités nouvelles, marquées par le pouvoir qui lui est dorénavant confié de fixer son propre ordre du jour. L'année 2013, dans la continuation de l'année 2012 devrait être marquée par cette souplesse de fonctionnement, propre à réduire les délais de vacances de postes parfois importants.

Le **second défi** est d'assurer la transparence de l'exercice de l'autorité judiciaire tout en garantissant le respect de son indépendance. Il est nécessaire que le dispositif de traitement des plaintes des justiciables, résultant de la réforme constitutionnelle, permette un traitement dans un délai raisonnable de ces réclamations.

Le **troisième défi**, pour garantir la continuité du fonctionnement de l'institution judiciaire et la transparence de son exercice, est d'assurer un niveau élevé d'activité des membres du Conseil supérieur de la magistrature en optimisant la gestion de l'institution.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Contribuer à la continuité du fonctionnement de l'institution judiciaire</b>
INDICATEUR 1.1	Délai utile d'examen des propositions de nomination du garde des Sceaux
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Assurer la transparence de l'exercice de l'autorité judiciaire en garantissant le respect de son indépendance</b>
INDICATEUR 2.1	Délai d'examen de la recevabilité des plaintes des justiciables
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Optimiser la gestion du Conseil supérieur de la magistrature</b>
INDICATEUR 3.1	Dépense de fonctionnement par membre

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF n° 1 : Contribuer à la continuité du fonctionnement de l'institution judiciaire

L'objectif de « contribuer à la continuité du fonctionnement de l'institution judiciaire », mesuré par l'indicateur 1.1, est d'atteindre un délai d'examen des propositions formulées par le garde des Sceaux respectant à la fois la nécessité d'assurer un traitement approfondi de la demande tout en permettant que la proposition soit examinée dans un délai réduit, de nature à éviter des vacances de postes.

La cible constitue un point d'équilibre ne variant que très peu d'une année sur l'autre. Il s'agit en outre d'un délai contraint lié aux conditions dans lesquelles le garde des Sceaux saisit le Conseil supérieur de la magistrature.

## INDICATEUR 1.1 : Délai utile d'examen des propositions de nomination du garde des Sceaux

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Propositions CSM siège	jour	ND	ND	90	80	80	80
Propositions CSM parquet	jour	ND	ND	90	80	80	80

## Précisions méthodologiques

Le délai utile commence à courir à compter du moment où le délai de recours contre les propositions de nomination est expiré. Il s'agit d'un délai contraint, ne variant que très peu d'une année à l'autre. En conséquence, la prévision pour 2013 constitue aussi la cible 2015, même si une amélioration progressive est attendue.

Sources des données : Conseil supérieur de la magistrature

## OBJECTIF n° 2 : Assurer la transparence de l'exercice de l'autorité judiciaire en garantissant le respect de son indépendance

L'objectif d'« assurer la transparence de l'exercice de l'autorité judiciaire en garantissant le respect de son indépendance », mesuré par l'indicateur 2.1, est d'atteindre un délai utile d'examen de la recevabilité des plaintes des justiciables, qui permette à la fois d'assurer un surcroît de transparence par le biais d'un traitement approfondi de ces réclamations, tout en assurant le bon fonctionnement de l'institution judiciaire et le respect de son indépendance, en évitant que le traitement de ces demandes ne subisse des retards non justifiés.

## INDICATEUR 2.1 : Délai d'examen de la recevabilité des plaintes des justiciables

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Délai d'examen de la recevabilité des plaintes des justiciables	jour			120	120	120	120

## Précisions méthodologiques

Cet indicateur n'est renseigné que depuis 2012, la réforme constitutionnelle n'étant entrée en vigueur que le 26 janvier 2012 et les commissions d'admission des requêtes ayant été composées le 3 février 2011. La prévision de 2012 de 120 jours constitue aussi la cible 2015.

Source des données : Conseil supérieur de la magistrature

**OBJECTIF n° 3 : Optimiser la gestion du Conseil supérieur de la magistrature**

L'objectif d'«optimiser la gestion du Conseil supérieur de la magistrature », mesuré par l'indicateur 3.1, est d'assurer une gestion pertinente du budget de fonctionnement du Conseil.

**INDICATEUR 3.1 : Dépense de fonctionnement par membre**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Dépense de fonctionnement par membre	euros			46 894	46 894	86 363	77 272

**Précisions méthodologiques**

Le nombre des membres du Conseil supérieur de la magistrature est passé à 22 en 2011 du fait de la réforme constitutionnelle de 2008.

Pour 2013, la prévision prend en considération le transfert du siège du Conseil dans de nouveaux locaux emportant le paiement d'un loyer et des charges résultant de la gestion des locaux (sécurité, nettoyage, équipement). Cette prévision prend en compte, en outre, le projet de célébrer le 130<sup>ème</sup> anniversaire du Conseil supérieur de la magistrature, ainsi que la refonte envisagée du logiciel nomination.

Aussi, le différentiel entre la prévision 2013 et la cible 2015 résulte de la prise en compte pour 2013 des événements conjoncturels précités.

Seules les données portant sur les locaux du Conseil et son transfert expliquent l'augmentation entre la cible 2013 du projet annuel de performance 2012 et la cible 2015. Ainsi, si le coût par membre, pour les dépenses de structure, est de 2 045 € en 2012, il est, pour 2013, de 56 492 euros.

Source des données : Conseil supérieur de la magistrature

**Conseil supérieur de la magistrature**

Programme n° 335 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

**PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES****2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS****2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	2 731 228	5 724 918	<b>8 456 146</b>	
Total		<b>2 731 228</b>	<b>5 724 918</b>	<b>8 456 146</b>	

**2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	2 731 228	1 916 332	<b>4 647 560</b>	
Total		<b>2 731 228</b>	<b>1 916 332</b>	<b>4 647 560</b>	

## 2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Conseil supérieur de la magistrature	2 485 818	1 175 205	3 661 023	
Total		2 485 818	1 175 205	3 661 023	

## 2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	Conseil supérieur de la magistrature	2 485 818	1 031 675	3 517 493	
Total		2 485 818	1 031 675	3 517 493	

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	2 485 818	2 731 228	2 485 818	2 731 228
Rémunérations d'activité	2 057 923	2 170 240	2 057 923	2 170 240
Cotisations et contributions sociales	420 195	553 288	420 195	553 288
Prestations sociales et allocations diverses	7 700	7 700	7 700	7 700
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>	1 175 205	5 724 918	1 031 675	1 916 332
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 175 205	5 724 918	1 031 675	1 916 332
<b>Total</b>	<b>3 661 023</b>	<b>8 456 146</b>	<b>3 517 493</b>	<b>4 647 560</b>



## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Conseil supérieur de la magistrature	2 731 228	5 724 918	8 456 146	2 731 228	1 916 332	4 647 560
Total		2 731 228	5 724 918	8 456 146	2 731 228	1 916 332	4 647 560

## DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)						Crédits
	Plafond autorisé pour 2012	Demandés pour 2013	Effet des mesures de périmètre pour 2013	Effet des mesures de transfert pour 2013	Effet des corrections techniques pour 2013	Variation 2013 / 2012	Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
	(0)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	
Magistrats de l'ordre judiciaire	3	3	0	0	0	0	389 242
Personnels d'encadrement	4	2	0	0	0	-2	160 415
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	5	7	0	0	0	+2	365 163
B administratifs et techniques	3	3	0	0	0	0	163 885
C administratifs et techniques	7	7	0	0	0	0	334 998
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 413 703</b>

## Précisions méthodologiques

Les dépenses relatives aux vacations des membres du CSM (1,309 M€) et aux prestations sociales (0,007 M€) sont exclues du tableau ci-dessus car elles ne décomptent pas de plafond d'emploi.

Le titre 2 du budget du Conseil supérieur de la magistrature comprend d'une part, la rémunération des 22 membres du Conseil résultant du décret du 30 décembre 2011 et d'autre part, celle des effectifs du secrétariat général.

La structure d'emploi du secrétariat général résulte de la mise en œuvre de la réforme du CSM et de l'augmentation de ses compétences. En premier, lieu, et ainsi que cela apparaissait en 2012, le secrétariat général se voit renforcé par un second secrétaire général adjoint chargé des études et de certaines missions transversales du Conseil. En second lieu, à ETPT constants, la structure d'emplois du secrétariat général se voit modifiée. Le nombre de greffiers en chef passe de 4 à 2, tandis que le nombre de greffiers passe de 5 à 7.

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	2 170 240
Cotisations et contributions sociales	553 288
dont contributions au CAS Pensions	427 468
Prestations sociales et allocations diverses	7 700

## Conseil supérieur de la magistrature

Programme n° 335 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale		
Services régionaux		
Services départementaux		
Opérateurs		
Services à l'étranger		
Autres	22	22
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>22</b>

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Conseil supérieur de la magistrature	22
<b>Total</b>		<b>22</b>

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	2,1
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	2,1
Changements de périmètre du programme 2013/2012	
Débasage/rebasage dépenses non reductibles	0
Impact du schéma d'emplois	0,2
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	
Schéma d'emplois de l'année 2013	0,2
Mesures catégorielles	
Mesures générales	
GIPA	
Mesures bas salaires	
GVT solde	0
GVT positif	0
GVT négatif	
Autres	-0
<b>Total</b>	<b>2,3</b>

Le schéma d'emplois prend en compte uniquement l'augmentation du nombre de vacations des membres du CSM.  
L'économie liée à l'application du jour de carence figure dans la ligne autre.

## COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	369 099	427 468
<i>Civils (y.c. ATI)</i>	369 099	427 468
<i>Militaires</i>		
<i>Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)</i>		
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)</i>		
Cotisation employeur FSPOEIE		

## PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles		
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		
Remboursement domicile travail	22	7 700
Capital décès		
Allocations pour perte d'emploi		
Autres		
<b>Total</b>		<b>7 700</b>

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

### ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012-1 + LFR 2012-2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
		1 163 005	1 299 677	136 672

### ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
136 672	0	0	0	0
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
5 724 918	1 916 332	1 269 529	1 269 529	1 269 528
<b>Totaux</b>	<b>1 916 332</b>	<b>1 269 529</b>	<b>1 269 529</b>	<b>1 269 528</b>

### CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
33,5%	22,2%	22,2%	22,2%

## JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01  
Conseil supérieur de la magistrature

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	2 731 228	5 724 918	8 456 146	
Crédits de paiement	2 731 228	1 916 332	4 647 560	

Organe constitutionnel, le Conseil supérieur de la magistrature a des attributions relatives à la nomination des magistrats, du siège comme du parquet. Il est aussi compétent en matière de discipline des magistrats, pour rendre des décisions s'agissant des magistrats du siège, ou des avis s'agissant des magistrats du parquet, sur les procédures qui lui sont soumises. Depuis l'entrée en vigueur de la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008, les justiciables peuvent saisir le Conseil supérieur, s'ils estiment qu'à l'occasion d'une procédure disciplinaire les concernant, le comportement adopté par un magistrat dans l'exercice de ses fonctions est susceptible de recevoir une qualification disciplinaire.

Assistant le Président de la République dans sa mission de garant de l'indépendance de la Justice, en application de l'article 64 de la Constitution, le Conseil supérieur de la magistrature se réunit en formation plénière pour répondre aux demandes d'avis formulés par le Président de la République. Il se prononce, dans la même formation, sur les questions relatives à la déontologie des magistrats ainsi que sur toute question relative au fonctionnement de la justice dont le saisit le ministère de la justice.

L'action couvre les moyens humains et budgétaires qui permettent au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) de remplir sa mission. Ses moyens sont constitués des crédits de rémunérations des personnels titulaires et mis à disposition, de vacations de ses membres et de crédits de fonctionnement

## EFFECTIFS

L'effectif du secrétariat général du Conseil supérieur de la magistrature est de 22 ETPT en 2012, égal à celui de 2011, entièrement rémunéré sur la base du budget du Conseil.

Les autres dépenses du titre 2 comprennent la rémunération des 22 membres du Conseil supérieur de la magistrature, en application du décret n°2011-2061 du 30 décembre 2011 modifiant le décret n°95-735 du 10 mai 1995 relatif à la rémunération des membres du Conseil

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5 724 918	1 916 332

Le budget de fonctionnement du CSM pour 2013 s'élève à 5 724 918 euros en AE et 1 916 332 euros en CP.

**1/ Dépenses de structure :**

Le CSM ayant vocation, courant 2018, à s'installer durablement dans une des parties des locaux laissés vacants par le déménagement du TGI de PARIS, l'option retenue est celle de la passation d'un contrat de bail de 5 années. L'évaluation en autorisations d'engagement de ce bail est de 3 863 555 euros sur la période de 2013 à 2018. Pour 2013, le montant de ce loyer est évalué à 772 711 euros en crédits de paiement.

Parallèlement ont été calculés, sur 3 ans, les marchés afférant au fonctionnement de ces locaux (nettoyage, gardiennage, maintenance et contrôle réglementaire), ainsi que le coût du déménagement et l'aménagement des locaux, d'un montant de 1 170 363 euros en AE et de 450 121 euros en CP.

Le coût des dépenses de structure explique l'augmentation sensible des demandes portant sur le titre 3, correspondant à 5 033 918 en AE et à 1 222 832 en CP pour 2013.

**2/ Dépenses d'activité :**

Ces demandes prennent d'ores et déjà en considération deux marchés passés par le Conseil pour lesquels les AE ont déjà été engagées en 2012 (frais de réception et travaux d'impression). De manière particulière, a été prise en compte une demande de 20 000 euros, liée à l'organisation d'une conférence à l'occasion du 130ème anniversaire du Conseil supérieur de la magistrature.

Le montant de ces dépenses d'activité est de 405 000 euros en AE et de 474 500 euros en CP.

**3/ Dépenses d'équipement :**

Une demande au titre d'achat de mobilier est prévue, en vue d'aménager les nouveaux locaux du Conseil, en lien avec la réorganisation de la salle du Conseil.

Le montant de ces dépenses d'équipement est de 149 000 euros en AE et en CP.

**4/ Dépenses informatiques :**

Une demande liée à la passation d'un nouveau marché informatique est présentée pour les logiciels métiers du Conseil (115 000 euros en AE en 2013).

Le montant de ces dépenses informatiques est de 117 000 euros en AE et de 50 000 euros en CP.